

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 28/03/2022

N° : 2022/261

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022

Habitat et aménagement du territoire – Habitat

2022 CT2 001

AVIS - Approbation d'un contrat de relance de la construction du logement avec l'Etat

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la crise sanitaire, le Gouvernement a mis en place un plan de relance économique qui intègre une aide à la relance de la construction durable. Il s'agit d'un accompagnement spécifique des collectivités territoriales, octroyant aux communes une aide pour participer au financement de leurs investissements et de leurs projets structurants pour améliorer le cadre de vie des habitants.

Ce dispositif existait selon une configuration différente en 2021, avec une aide automatique pour les permis délivrés de septembre 2020 à août 2021. Dans ce cadre, 2 612 520 euros avaient été versés directement à 17 communes métropolitaines en 2021.

En 2022, L'Etat a décidé de mettre en place un dispositif de contractualisation centré sur les territoires tendus, pour soutenir davantage les territoires où les besoins en logements sont accrus.

Cette contractualisation prend la forme d'un contrat de relance du logement signé par la Métropole avec l'Etat.

Cette délibération n'implique pas d'engagement financier de la part de la Métropole.

Conformément au décret fixant les modalités d'octroi de l'aide à la relance de la construction durable du 11 août 2021, le contrat concerne les communes éligibles (communes non carencées au titre de la loi SRU et situées en zones A, Abis et B1) et parmi ces dernières, celles ayant souhaité participer au dispositif.

Sur les 45 communes éligibles, 20 communes ont souhaité participer au dispositif et ont transmis leur objectif de construction de logements. Ces objectifs correspondent aux objectifs de production de logements neufs, toutes catégories confondues (libres, sociaux, collectifs, individuels ...).

Ils ont été estimés en cohérence avec les objectifs en cours de consolidation dans le futur programme local de l'habitat (PLH).

Le calcul de l'aide sera réalisé par les services de l'Etat :

- sur la base des autorisations de construire délivrées entre septembre 2021 et août 2022, pour les opérations d'au moins 2 logements présentant une densité minimale de 0,8 :
1 500€ par logement ;

- avec un bonus de 500€ par logement pour les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d'activités en surface d'habitation.

Les logements individuels (issus de permis de construire créant moins de 2 logements) et les opérations dont la densité est inférieure à 0,8 comptent pour l'atteinte de l'objectif, même s'ils ne donnent pas lieu à une aide.

L'aide ne sera pas versée si l'objectif de production de logements fixé n'a pas été atteint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;
- Le décret n°2021-1070 du 11 août 2021 fixant les modalités d'octroi de l'aide à la relance de la construction durable ;
- Le courrier du 10 janvier 2022 du Préfet des Bouches-du-Rhône à Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseils de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour les communes identifiées dans le contrat de bénéficier de l'aide à la relance de la construction durable ;
- Le besoin de soutien des communes métropolitaines dans leur effort de construction afin de construire plus de logements et de répondre à la demande existante importante ;
- L'articulation de ce dispositif avec les travaux en cours pour l'élaboration du programme local de l'habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de relance du logement ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat de relance du logement prévu dans le cadre du dispositif national de relance de la construction durable.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 002

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue entre l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole-Aix-

Marseille-Provence en termes d'attractivité et de mobilité. Dès sa création, la Métropole a affirmé des objectifs ambitieux par la définition d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale. Cela s'est traduit notamment par l'engagement du processus d'élaboration du Plan local d'Habitat (PLH) Métropolitain délibéré en juin 2016.

Cet engagement a permis à la Métropole de construire une nouvelle stratégie en matière d'habitat, concourant à l'enjeu de répondre aux besoins des habitants mais aussi à l'enjeu de l'attractivité de la Métropole.

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Dans ce contexte, le 29 décembre 2017, la Métropole et l'EPF PACA ont signé une Convention Multisite Habitat, pour un montant conventionnel de 85 000 000 d'€ pour une durée de 6 ans expirant le 31/12/2023 afin de poursuivre les actions foncières engagées avec les Communes de la Métropole avoir une action coordonnée et homogène sur l'ensemble du territoire Métropolitain et répondre au plan d'urgence engagé par l'Etat pour la production de logements sociaux, avec notamment la participation et la mise en œuvre du volet foncier « production à court terme » des contrats de mixité sociale.

Les missions d'acquisitions foncières et de portage foncier des biens attachées à cette convention, doivent permettre de réaliser des programmes d'habitat prioritairement sur le court terme, avec un document d'urbanisme compatible, sur des sites identifiés devant répondre à des critères de localisation et d'économie d'espace tels que définis dans le Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA (premier axe d'intervention : Soutenir la production de logements à court terme).

L'engagement financier de l'EPF PACA sur la période 2018-2023 était de 85 Millions d'euros et correspondait, au titre de la convention sus-relatée, à un objectif prévisionnel de production de l'ordre de 3 000 logements.

Au 31 décembre 2021, 116 sites d'intervention sont hébergés dans ladite convention, près de 81.1 Millions d'euros ont été engagés et 25,7 Millions d'euros cédés (hors actualisation).

Compte tenu de la pression foncière sur le territoire et des potentielles acquisitions à venir, il s'avère nécessaire d'augmenter l'engagement financier actuel.

Ainsi, le présent avenant n°1 a pour objet d'augmenter l'engagement financier de 10 000 000 euros hors taxes, portant le montant global à 95 000 000 euros hors taxes et hors actualisation. Ce montant représente, à titre indicatif, le montant prévisionnel, en prix de revient, des investissements de toutes natures nécessaires à la réalisation des missions de l'EPF PACA dans le cadre de l'exécution de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération DEVT001-2962/171/BM du 4 décembre 2017 approuvant la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine et la convention subséquente à destination des communes ;
- L'avenant n°1 à la convention cadre Habitat multi-sites ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA souhaitent continuer à mettre en œuvre une politique foncière pour construire une nouvelle stratégie en matière d'habitat, concourant à l'enjeu de répondre aux besoins des habitants mais aussi à l'enjeu de l'attractivité de la Métropole ;
- Qu'il est nécessaire de revaloriser le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA en vue de la réalisation de ses missions dans le cadre de la continuité de l'exécution de la convention susvisée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention cadre Multi-Sites Habitat, conclu entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2022 CT2 003

Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la construction et de l'habitation (délibération n°2014_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport, d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Depuis le 28 novembre 2019 (délibération N°2019_CT2_491), les financements accordés par le Territoire du Pays d'Aix sont soumis à une contrepartie réservataire de logements sociaux, étant entendu que le Pays d'Aix délèguera la gestion de ce contingent aux Communes concernées. Ainsi, le Pays d'Aix demandera la réservation d'un logement par tranche de 50 000€ de subvention accordée à l'exclusion des subventions accordées au titre des résidences sociales et des opérations consacrées à l'hébergement et au logement temporaire.

En dehors de l'opération Maison Castioni située sur la Commune de Coudoux, délibérée lors du Conseil de Territoire du 8 juillet 2021 (délibération n° 2021_CT2_299), est présenté dans ce rapport

l'ensemble de la programmation 2021 des logements locatifs sociaux du Territoire.

14 Communes sont concernées par des opérations. Les aides sollicitées auprès du Territoire pour la production de logements locatifs sociaux, déclinées dans le tableau ci-annexé, s'élèvent ainsi à un montant total de 7 043 082 € pour 40 opérations représentant **877 logements locatifs sociaux** :

- dont 500 logements PLAI,
- 24 logements PLAI Adaptés
- 302 logements PLUS
- et 51 logements PLS.

Le montant moyen de subvention accordé par logement est de 9 477 €.

Au total, 99 logements locatifs sociaux seront réservés au Territoire du Pays d'Aix en contrepartie de ses subventions, étant entendu que le Pays d'Aix déléguera la gestion d'attribution de ces logements à la commune concernée.

Il est à noter cette année qu'une part des logements locatifs sociaux financés ont été instruits hors délégation des aides à la pierre. Il s'agit des deux opérations suivantes financées dans le cadre de l'ANRU au titre de la Reconstitution de l'Offre de Logements Locatifs Sociaux (ROLLS).

Les Limberts, située sur la Commune de Pertuis, et Cassin 2 située sur la Commune de Trets. La part des logements financés en ROLLs représente 16 logements locatifs sociaux, dont 11 PLAI et 5 PLUS.

Pour rappel, dans le cadre du NPNRU, il est prévu de lier la programmation des logements sociaux de droit commun avec la reconstitution liée aux opérations conduites dans les différents PRU. Cette reconstitution doit représenter environ 10 % de la capacité de production du territoire de la Métropole (soit entre 450 et 500 LLS par an). Il n'est plus fait de corrélation directe entre reconstitution de l'offre et relogement. Ainsi, il n'y a aucune obligation de relogement des ménages issus des opérations de démolition.

Par ailleurs, cette programmation est également marquée par un projet de démolition/reconstruction de résidence sociale sur la Commune d'Aix-en-Provence. Il s'agit des opérations Petit Barthélémy RS et Petit Barthélémy PF, portées par ADOMA. Le nouvel ensemble sera en effet constitué de 2 catégories de logements: une pension de famille de 25 PLAI et une résidence sociale de 275 PLAI, soit un total de 300 logements, contre 307 avant démolition. L'objectif est de produire des logements plus grands, respectant la qualité et les exigences des constructions neuves et répondant mieux aux besoins des résidents.

Le coût global de ces deux opérations (pension de famille et résidence sociale) s'élève à 21 142 582 €. Cette dernière bénéficiera par ailleurs de 2 940 000 € de subvention de l'Etat au titre des aides à la pierre et de 1 147 500 € de subvention du Territoire du Pays d'Aix.

Ce projet explique ainsi le nombre important de PLAI dans la programmation de cette année.

Sur ces 40 opérations financées, 3 ont été réalisées en Acquisition Amélioration, ce qui représente 17 logements dont 9 PLAI et 8 PLUS, situées sur les Communes de Fuveau, Pertuis et Rognes. Au total, ces opérations bénéficieront de 180 829 € de subvention de la part du Territoire.

La part des projets en VEFA reste, cette année encore, majoritaire sur l'ensemble des opérations financées ici, avec 24 opérations (60 %) et 551 logements (63%).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- La délibération n° 2019_CT2_491 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 28 novembre 2019 modifiant les principes d'intervention du Territoire du Pays d'Aix pour la construction et l'acquisition-amélioration des logements locatifs sociaux ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions d'un montant total de 7 043 082 € en faveur de la production de logements sociaux pour les 40 opérations décrites dans le tableau annexé.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

En contrepartie des financements accordés, le Territoire du Pays d'Aix bénéficiera d'un logement réservé concernant lesdites opérations par tranche de 50 000€ de subvention accordée, à l'exclusion des subventions au titre des résidences sociales et des opérations consacrées à l'hébergement et au logement temporaire ainsi que les nouvelles formes d'habitat que constituent les opérations d'habitat inclusif.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 004

Attribution de subventions à la Commune d'Aix-en-Provence dans le cadre des opérations façades

Monsieur le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les Communes.

En 2019, au regard du programme de rénovation des façades du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (ci-après CD13), le Pays d'Aix a proposé de redéfinir son taux de subvention et d'intervenir à parts égales de la Commune, soit 15 % de la subvention totale versée par la Commune aux propriétaires.

La participation du CD13 ne ciblant pas tous les périmètres des opérations façades communales, il est proposé, en outre, de conserver l'aide initiale apportée par la CPA représentant le quart de la subvention totale versée par la Commune aux propriétaires.

En fonction des cofinancements obtenus, les Communes pourront donc solliciter le Territoire à hauteur soit de 15 %, soit de 25 % de leurs subventions versées aux propriétaires.

La participation du Pays d'Aix est versée à la Commune sur présentation de justificatifs. Dans le cas présent le Conseil Départemental n'intervenant pas, la participation du Territoire est de 25 %.

Une demande a été reçue par le Pays d'Aix.

Au vu des justificatifs fournis, la participation du Pays d'Aix au titre des opérations façades est sollicitée à hauteur de 10 234 € pour la Commune de Aix-en-Provence, selon décomposition jointe en annexe.

Adresse de l'immeuble concerné par les travaux de ravalement	Surface façade vide pour plein en m²	Montant total TTC des travaux engagés	Montant versé par la Commune incluant la part versée par le Territoire	Montant versé par le Territoire à la Commune
4 rue Vendôme	48	18 108,84 €	1 344,00 €	336,00 €
16 rue de la Verrerie	221	67 626,86 €	6 188,00 €	1 547,00 €
2-4 rue Chabrier	248	94 055,73 €	6 944,00 €	1 736,00 €
19 rue Fabrot	245	54 165,77 €	6 860,00 €	1 715,00 €
12 rue Frédéric Mistral	54	62 212,41 €	1 512,00 €	378,00 €
41 rue Mignet	60	16 941,10 €	1 680,00 €	420,00 €
39 rue de la Verrerie	75	31 803,92 €	2 100,00 €	525,00 €
2 rue Portalis	258	57 230,80 €	7 224,00 €	1 806,00 €
20 rue Mignet	150	126 283,81 €	4 200,00 €	1 050,00 €
14 rue du Bon Pasteur	103	38 612,05 €	2 884,00 €	721,00 €
TOTALX			40 936,00 €	10 234,00 €

TOTAL : 10 234 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° 2021_CT2_116 du Conseil Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 approuvant l'ajustement de la participation financière du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les Communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide d'un montant de 10 234 euros à la Commune d'Aix-en-Provence, dans le cadre des opérations façades.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération 4581182735, nature 4581, fonction 50, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 005

Attribution de subventions nominatives dans le cadre des opérations façades de Pertuis

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations façades de la Ville de Pertuis ont été transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (ci-après CPA) au titre de sa compétence Politique de la Ville (délibération du Conseil communautaire n°2003_A156 du 25 juillet 2003 et délibération n° 2015_B518 du Conseil communautaire du 29 octobre 2015).

L'opération façades est pilotée par une Commission façades, composée d'élus et de techniciens de la Ville de Pertuis et du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et régie par une convention d'attribution des aides.

Peuvent bénéficier de l'opération façades, les propriétaires d'immeubles situés à l'intérieur du cœur de ville, correspondant au périmètre de la concession d'aménagement de la Ville de Pertuis. Les immeubles situés en vis-à-vis du périmètre de l'opération façades peuvent également bénéficier du dispositif.

L'ensemble des façades des bâtiments est subventionnable. Néanmoins les façades visibles depuis l'espace public seront subventionnées en priorité.

Chaque façade doit être rénovée en totalité y compris les rez-de-chaussée. La réfection d'un seul élément de la façade (gouttière, menuiseries extérieures...) ne peut être subventionnée.

La nature des travaux porte sur le piquage et la réfection des enduits, la reprise des peintures incluant les appuis des fenêtres, le remplacement ou la peinture des menuiseries extérieures et la zinguerie.

Le montant de la subvention par façade s'élève de 40 % à 53,33 % du montant des travaux plafonnés à 69 € le m² TTC de surface de façade retenue.

Pour les travaux de ravalement avec enduit, la subvention maximale est de 3 049 €, pour les travaux de ravalement peinture, celle-ci est de 2 287 €.

La Commission se réserve le droit d'accorder exceptionnellement une aide supplémentaire pour surcoût architectural (de 1 500€ à 2 000€ maximum), selon l'intérêt architectural du bâtiment et/ou l'utilisation de matériaux coûteux imposés par la réglementation de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ou de tout dispositif réglementaire destiné à s'y substituer, afin de contribuer à l'amélioration du patrimoine de la Ville.

Enfin, les propriétaires peuvent bénéficier d'une majoration de 10% :

- au titre de l'aide à la personne : selon le montant des ressources qui ne doivent pas excéder les plafonds du Prêt d'Accession Sociale (accordé pour financer la construction ou l'achat d'un logement, avec ou sans travaux d'amélioration)
- au titre de la lutte contre l'insalubrité : réhabilitation d'un immeuble dégradé à très dégradé

Suite à la Commission façades du 24 novembre 2021, la participation du Pays d'Aix est sollicitée sur les 3 dossiers suivants pour un montant total s'élevant à **6 253 euros**.

NOM DU PROPRIÉTAIRE	ADRESSE DE L'IMMEUBLE	SURFACE DE LA FACADE m ²	MONTANT DES TRAVAUX (en euros TTC)	BASE SUBVENTIONNABLE (en euros)	SUBVENTION/MONTANT DES TRAVAUX	MAJORATION SURCOUT ARCHITECTURAL	MAJORATION INSALUBRITÉ PERIL (10%)	MONTANT SUBVENTION PAYS D'AIX A RESERVER (en euros)
COPRO 124 PLACE DU 4 SEPTEMBRE	124 PLACE DU 4 SEPTEMBRE	30	6930	2070	1103,93			1103,93
DOGHIMANE	22 RUE NOTRE DAME	60	8250	4140	1656			1656
SCI MACAZALOUA	53 RUE NOTRE DAME	43,3	15575,45	7288,5	3350,65		142,29	3492,94
TOTAL				13 499				6 253

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B518 du Conseil communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 concernant les opérations Façades de la Ville de Pertuis ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les Communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions aux propriétaires concernés mentionnés ci-dessus pour un montant total de **6 253 euros** dans le cadre des opérations façades de la Ville de Pertuis.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération 4581182735, nature 4581, fonction 52, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 006

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Territoire du Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500 € dans le neuf ou 4 000 € dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

- **Un prêt « bonifié »**

Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée de 20 ans, s'élève à 28 000 € pour une acquisition dans le neuf et à 47 000 € pour une acquisition dans l'ancien. Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 Communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 42 aides à la personne, soit un montant total de 145 500 euros pour :

- Aides directes :
 - 12 aides dans le neuf, soit 30 000 euros
 - 9 aides dans l'ancien, soit 36 000 euros
- Prêts bonifiés CEPAC :
 - 3 achats dans le neuf soit un montant maximum de 7 500 euros
 - 18 achats dans l'ancien soit un montant maximum de 72 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019_CT2_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et l'approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère,

Article 1 :

Est approuvé dans le cadre des aides à la personne, le versement de subventions d'un montant total de **66 000 euros** à **21** primo-accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention maximale de **79 500 euros** pour la mise en œuvre de **21** prêts bonifiés correspondant aux projets d'acquisition des accédants cités dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182735, Nature 4581, Fonction 553, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 007

Approbation d'une convention de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'établissement EPC Cabriès sur la Commune de Cabriès

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à l'explosion de grande ampleur, le 21 septembre 2001, sur le site industriel d'AZF grande Paroisse, à Toulouse, qui a mis en exergue les risques humains et matériels liés aux installations industrielles classées SEVESO, la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des

dommages a instauré la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (ci-après P.P.R.T.) dans chaque zone à risques identifiée.

Les P.P.R.T. sont régis par les articles L. 515-15 à L. 515-26 du Code de l'environnement. Ces plans ont pour but de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme, héritées du passé et aussi de mieux encadrer l'urbanisation future.

Ils visent uniquement à protéger les personnes (et non les biens) sur le Territoire, à proximité des installations industrielles à l'origine des risques. Les P.P.R.T. concernent les établissements SEVESO à hauts risques dits « Seveso seuil haut » ou « soumis à Autorisation de Service d'utilité publique (AS) ».

Les P.P.R.T. ont pour objectifs de :

- ne pas aggraver le risque présent, en limitant les projets (nouvelles constructions, extensions, travaux et changements de destination de constructions existantes ...) et donc la population exposée,
- réduire le risque existant, en adaptant le bâti, les exploitations, les usages présents à la date d'approbation du P.P.R.T. pour mieux protéger les personnes,
- diminuer ou supprimer le risque constaté en éloignant les populations voisines de l'établissement par des mesures foncières.

Une réduction supplémentaire des risques (prévention des risques à la source) est aussi envisageable sur les installations industrielles au-delà de ce qu'il est possible d'imposer par la réglementation.

L'exploitant de l'établissement SEVESO AS doit mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité pour atteindre un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'établissement.

Si, après application des meilleures pratiques et techniques disponibles économiquement acceptables, ces mesures s'avèrent insuffisantes au regard de la vulnérabilité des populations environnantes, le P.P.R.T. approuvé pour un site donné pourra, en vue de résorber les situations héritées du passé à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques et dans les zones réglementées pour l'urbanisation future, prévoir différentes mesures concernant le foncier, comme instaurer un droit de préemption urbain, délimiter des secteurs dans lesquels la Commune pourra instaurer un droit de délaissement, et d'autres secteurs dans lesquels il sera possible de déclarer d'utilité publique l'expropriation des habitations.

Il peut également instaurer des zones dans lesquelles sont prescrites des mesures de réduction de la vulnérabilité du bâti existant afin de protéger les personnes physiques propriétaires de logements. Dans ce cas, la prise en charge des travaux est définie par les dispositions de l'article L. 515-19 du Code de l'environnement relatives à la répartition du financement des travaux prescrits par le P.P.R.T. aux personnes physiques propriétaires de bâtiments d'habitations, comme suit :

- Industriel à l'origine du risque générant la prescription : 25 % du montant total des travaux réalisés conformément aux prescriptions ;
- Collectivités locales bénéficiaires de la Contribution Economique Territoriale (ci-après CET) : 25 % du montant total des travaux réalisés. En l'absence d'accord des collectivités territoriales ou de leur groupement sur les contributions respectives à cette participation, la loi prévoit que la contribution leur incombant est répartie au prorata de la part de la CET qu'ils perçoivent des exploitants des installations à l'origine du risque au titre de l'année d'approbation du P.P.R.T. ;
- Etat (crédit d'impôt) : 40 % (dans la limite des plafonds fixés par le Code général des impôts) du montant total des travaux réalisés ;
- 10 % du montant total des travaux réalisés reste en principe à la charge du propriétaire.

Toutefois, l'obligation de réalisation des travaux conformes aux prescriptions est limitée à 10 % de la valeur vénale du bien, sans pouvoir dépasser 20 000 € de travaux par logement.

Application au cas du P.P.R.T. de la société EPC FRANCE sis à Cabriès :

Le P.P.R.T. de la société EPC FRANCE à Cabriès a été approuvé par arrêté préfectoral n°493-2009-P.P.R.T./7 du 22 octobre 2015. 49 logements seraient concernés par des prescriptions de travaux liées au P.P.R.T.

L'établissement EPC FRANCE est un centre de stockage de produits explosifs à destination des carrières et des chantiers de travaux publics, exploité depuis le début des années 1920. Cette société est classée SEVESO seuil haut.

Le P.P.R.T. a permis de délimiter un périmètre d'exposition à des risques de surpression, dans lequel ces 49 logements, existant à la date d'approbation du P.P.R.T., ont été recensés et pour lesquels des travaux de réduction de la vulnérabilité sont prescrits.

Bien que financés partiellement par les industriels, les collectivités locales et les aides indirectes de l'Etat, ces travaux restent une contrainte forte pour les ménages concernés. Aussi, la Métropole a mis en place et finance une démarche d'accompagnement pour la mise en œuvre de ces travaux.

Le programme d'accompagnement piloté par le Territoire du Pays d'Aix prévoit de faire appel à un opérateur qui aidera les propriétaires dans leurs démarches. Cette mission bénéficiera également d'un financement de l'Etat.

Afin d'organiser ce programme, deux conventions sont nécessaires :

- L'une relative au financement de l'accompagnement entre l'Etat et la Métropole, qui fera l'objet d'une prochaine délibération,
- L'autre pour le financement et la gestion financière des travaux prescrits, objet de la présente délibération.

La convention de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits détermine les contributions de chacune des parties prenantes aux financements, prévues par l'article L. 515-19 du Code de l'environnement, sur les logements privés à usage d'habitation concernés par le P.P.R.T. de Cabriès.

Elle détermine également les modalités de gestion de ces financements et les modalités d'attribution des financements aux bénéficiaires.

Les aides financières s'adressent aux personnes physiques et contribuables propriétaires de logements situés dans le périmètre d'application du P.P.R.T., en zone de travaux prescrits.

Conformément à l'article L.515-19 du Code de l'environnement, l'estimation maximale de la participation des différents partenaires au coût total des travaux prescrits à chacune des personnes physiques et contribuables propriétaires de logements situés dans le périmètre d'application du P.P.R.T., c'est-à-dire 49 logements au maximum, est répartie de la façon suivante :

Financier	% du montant TTC éligible des travaux	Somme correspondante
L'EXPLOITANT	25%	245 000€
Les COLLECTIVITES	25 %	245 000€
Dont Métropole Aix-Marseille-Provence	28,21%	69 114€
Dont Conseil Régional	24,42%	59 829€
Dont Conseil Départemental	47,37%	116 057€
L'ETAT		
Aide indirecte par crédit d'impôt de l'Etat	40 %	392 000€
Restant à la charge des propriétaires	10%	98 000€
Montant total estimé	100%	980 000€

En conséquence, il est proposé d'autoriser la signature de la convention entre l'Etat, les Collectivités (la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil Régional, le Conseil Départemental) et l'Exploitant des installations à l'origine du risque (Société EPC FRANCE) sur le financement et la gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits dans le cadre du P.P.R.T. de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n° 493-2009-P.P.R.T./7 du 22 Octobre 2015 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques dénommé « P.P.R.T. EPC FRANCE » situé sur la Commune de Cabriès;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le plan de prévention des risques technologiques de l'établissement dénommé EPC FRANCE situé sur la Commune de Cabriès a été approuvé par arrêté préfectoral n° 493-2009-P.P.R.T./7 le 22 octobre 2015.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de financement et de gestion des participations financières entre l'Etat, les Collectivités (la Métropole Aix- Marseille Provence, le Conseil Régional, le Conseil Départemental) et l'Exploitant (EPC FRANCE) pour la réalisation des travaux prescrits dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques de EPC FRANCE sur le territoire de la Commune de Cabriès.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581182735, Nature 4581, Fonction 552, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 008

Attribution d'une subvention pour l'année 2022 à l'ALPA liée à la convention d'objectifs "Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages"

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, le Territoire du Pays d'Aix soutient financièrement l'action en faveur de l'accès au logement dans le parc privé menée par l'Association Logement Pays d'Aix (ci-après ALPA).

Depuis 2011, un partenariat lie le Territoire du Pays d'Aix à l'ALPA à travers une convention d'objectifs du dispositif Pays d'Aix Solidaire (ci-après PAS) pour mobiliser les propriétaires de logements vacants, les inciter à réhabiliter leurs logements et à les louer dans des conditions de loyer maîtrisé, et permettre à des populations de condition modeste d'y résider de manière durable. Ce dispositif a permis à plus de 200 logements d'être remis en location.

L'objet du dispositif consiste en la prospection des logements, la prise à bail et la gestion courante des logements, l'accompagnement des ménages à l'entrée dans le logement pendant au minimum 12 mois. L'ALPA devient locataire de logements dans le parc privé pendant une durée déterminée en vue de les sous-louer à des ménages de condition modeste et ainsi faciliter leur accès à un logement par le glissement du bail à leur nom (« bail glissant »).

Ce programme de caution solidaire vise, d'une part, à offrir aux locataires un suivi personnalisé et adaptable à leurs besoins et d'autre part, à garantir les bailleurs contre un défaut de paiement de loyers

ou des dégradations, éléments qui peuvent encourager une vacance prolongée.

Les atouts de ce dispositif sont de :

- rassurer et accompagner les propriétaires ;
- pérenniser la location et ainsi faciliter la sécurisation du paiement des loyers ;
- mutualiser les compétences et l'articulation avec les opérateurs existants et le dispositif Programme d'Intérêt Général (ci-après PIG) en cours de préparation par le Territoire du Pays d'Aix pour une mise en œuvre durant le 2ème semestre 2022. Dans cette phase intermédiaire, les aides du Pays d'Aix (Prime Réduction de loyer, et Prime Sortie de vacance) sont maintenues sur la base des délibérations cadre du Conseil communautaire de la CPA n°2007_A126 du 12 avril 2007 et n°2014_A273 du 11 décembre 2014.

En effet, en matière de conventionnement des logements, le PIG et le PAS ont des objectifs communs : contribuer à la production de logements à loyers maîtrisés, à destination de foyers modestes, et comptabilisés au titre de l'article 55 de la loi SRU. Les propriétaires bailleurs sont souvent réticents à conventionner leurs logements du fait de l'encadrement des loyers. Les avantages de l'intermédiation locative (prime de 1000 € / loyer social) et la sécurisation des loyers complètent alors efficacement la politique du Territoire et les dispositifs pour encourager le conventionnement de logement.

Les logements qui s'inscrivent dans le PAS peuvent être conventionnés avec ou sans travaux.

S'ils doivent être réhabilités, les propriétaires sont alors orientés vers l'opérateur Citémétrie, missionné pour accompagner les ménages dans les projets de rénovation de leurs logements en attendant le lancement du futur PIG et pour bénéficier des subventions de ce dispositif. Le partenariat avec cet opérateur est propice à la prise de décision pour engager des travaux quand les aides cumulées de l'Anah et du Territoire du Pays d'Aix peuvent représenter une part importante du coût à engager par les propriétaires.

Dans le cas de conventionnements sans travaux, ou avec travaux d'entretien légers, ces derniers peuvent être effectués par l'ALPA pour lever des freins et inciter la mise en « Intermédiation Locative ». Dans ce cas, l'ALPA peut solliciter une aide financière du Pays d'Aix pour la prise en charge de fournitures et d'équipements à hauteur de 35 % du coût du matériel acquis en vue des travaux (le coût d'heures d'intervention d'agents techniques de l'ALPA ne pourra être pris en charge). Même dans le cas de non conventionnement, les loyers sont toujours négociés (mise en avant d'arguments tels que la défiscalisation : 85 % des revenus locatifs).

Depuis 2018, les objectifs quantitatifs à atteindre, fixés à un volume de 18 à 20 logements, et avec un conventionnement portant sur 25 % à 50 % des locations réalisées ont été atteints et dépassés : les logements conventionnés représentent 67 % de la

captation en 2018 (12 logements captés) , 56 % en 2019 (18 logements captés), 50 % en 2020 (10 logements captés), et 25 % en 2021 (16 logements captés).

Au vu de l'intérêt de ce dispositif, des résultats atteints, et des besoins en logements sur le Territoire du Pays d'Aix (le parc public ne répondant pas à tous les besoins), une nouvelle convention concernant l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix a été signée début 2021, pour une durée de 3 ans, et avec un objectif quantitatif portant sur un volume de 60 logements (20 par an), majoritairement des logements de type 1 – type 2 – type 3 (60%).

L'ALPA aura pour objectif de louer des logements conventionnés Anah avec ou sans travaux, et/ou des logements non conventionnés. Un objectif quantitatif de conventionnement à atteindre est fixé entre 25 % (minimum) et 50 % de logements conventionnés. Le Territoire encourage vivement l'association à atteindre la fourchette haute de l'objectif et ainsi dépasser le taux de conventionnement réalisé sur la période de l'opération 2018 - 2020.

Le budget général de l'action s'élève à 888 003 € pour la période couverte par la convention. La participation du Territoire du Pays d'Aix est fixée à 600 000 €, soit 67,5 % du coût total prévisionnel, répartie annuellement selon le tableau suivant :

	2021	2022	2023	TOTAL
Coût annuel	200 000 €	200 000 €	200 000 €	600 000 €

Les modalités de versement se feront par acompte dans la limite de 80 % de la subvention votée sur demande du bénéficiaire puis par le versement du solde de 20% sur production des pièces justificatives suivantes : compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée et rapport d'activité annuel.

Pour 2022 :

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2022_00000317	Association Logement Pays d'Aix (ALPA)	Mobiliser le parc privé vacant et permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable	200 000 €	292 774 €	200 000 €	200 000 €	oui

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° 2021_CT2_070 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative à l'approbation d'une convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ALPA pour le dispositif de mobilisation du parc privé « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages » ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mobiliser le parc privé vacant et de favoriser l'accès au logement des ménages en difficulté.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution à l'ALPA d'une subvention d'un montant total de 200 000 € pour l'année 2022 pour la mise en œuvre du dispositif PAS de « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages ».

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 50.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 009

Intervention financière du Pays d'Aix pour favoriser l'accession à coût maîtrisé – Approbation de l'avenant à la convention DUO Pays d'Aix avec la Caisse d'Epargne CEPAC

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un enjeu fort sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Pour répondre à cet objectif, la CPA a mis en place deux types d'aides :

- Une aide directe à la personne
- Un prêt bonifié mis en œuvre par le réseau bancaire.

En 2019, le Territoire du Pays d'Aix a approuvé par délibération n° 2019_CT2_582 du 12 décembre 2019, une convention de partenariat avec la Caisse d'Epargne CEPAC signée le 23 juillet 2020, pour la distribution d'une offre locale de financement comprenant le prêt bonifié par le Territoire à taux 0% sur 20 ans, en faveur des ménages primo-accédants résidant ou travaillant sur le Territoire et faisant l'acquisition de leur résidence principale sur l'une des 36 Communes du Pays d'Aix.

Il s'agissait de mettre en place un PTZ local « Prêt bonifié », adoptant les modalités d'intervention financière du Territoire pour favoriser l'accession à coût maîtrisé et tenant compte des enjeux de rénovation du parc privé et de requalification des centres anciens.

Dès lors, la gestion liée à la mise en place de ce prêt complémentaire incombe totalement à la CEPAC.

Cette dernière :

- reçoit les ménages,
- instruit les dossiers,
- apprécie, sous sa responsabilité, la solvabilité des ménages respectant les critères de la collectivité,
- verse les fonds,
- gère le crédit pendant toute sa durée.

La contribution technique du Pays d'Aix consiste à délivrer l'accord du prêt bonifié concerné, puis à verser la bonification après validation du dossier, soit une subvention plafonnée :

- à 4 000 € pour les opérations d'acquisition dans l'ancien permettant la mise en œuvre d'un prêt bonifié de 47 000€ ;
- à 2 500€ pour les opérations d'acquisition dans le neuf permettant la mise en œuvre d'un prêt bonifié de 28 000€.

Aujourd'hui, il est proposé de renforcer le partenariat entre le Pays d'Aix et la CEPAC.

Dès lors, il revient à la CEPAC d'informer le demandeur de l'aide directe du Territoire et des conditions pour en bénéficier.

Ainsi, dans le cadre du dispositif global d'aide à l'accession du Pays d'Aix, la CEPAC s'engage à fournir au demandeur d'aide directe, une attestation de dépôt de dossier de demande de prêt auprès de la CEPAC et une fiche de liaison attestant dans ce cadre, de la conformité préalable de critères que le demandeur devra confirmer et justifier lors de son dépôt de dossier de demande d'aide sous forme de subvention, directement auprès du Territoire.

L'attestation des critères d'éligibilité à l'aide directe (annexe 2 bis) relève de la CEPAC.

La demande d'aide directe et la complétude du dossier de demande d'aide directe et de son versement relèvent du demandeur de l'aide directe.

L'instruction du dossier, la délivrance de l'accord de subvention sous forme d'aide directe et son versement relèvent de la Collectivité.

D'autre part, le nom du Prêt Bonifié est reprécisé et la durée initiale de la Convention est prolongée.

- Le dernier alinéa de l'article 5.1 de la Convention d'origine est modifié comme suit : « *Dans l'offre de prêt, il prendra le nom de « **Prêt Bonifié** » et/ou « **Prêt DUO PAYS D'AIX** »* »
- Le formulaire de l'annexe 3 de la convention d'origine est remplacé par celui de l'annexe 3 du présent avenant.
- Le premier alinéa de l'article 8.1 est modifié comme suit :
« *La présente convention est signée pour une période courant de sa signature au **31.12.2022**. Elle se renouvellera par tacite reconduction, pour des périodes successives d'un (1) mois.* »

Toutefois, elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis d'un (1) mois. »

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019_CT2_048 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à l'approbation d'une convention avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019_CT2_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété et à l'approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire du Pays d'Aix en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention DUO avec la CEPAC, joint en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale

2022 CT2 010

AVIS - Approbation de la Convention Quartiers Productifs (2022/2024)

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Quartiers prioritaires politique de la Ville (QPV) sont caractérisés par un tissu économique deux fois moins dense que celui des autres quartiers. Du fait d'un environnement plus complexe, porteur d'une rentabilité économique de plus long terme, ces quartiers ne sont pas pensés spontanément comme des territoires pertinents d'investissement et de croissance économique.

Annoncé dans le cadre du Comité interministériel des villes qui s'est tenu le 29 janvier 2021, le programme Quartiers productifs est porté par le Ministère de la ville et mis en œuvre conjointement par quatre opérateurs nationaux : l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque des Territoires de la Caisse des dépôts et Bpifrance.

Le programme Quartiers productifs vise à renforcer l'accompagnement et à apporter une offre de services sur-mesure aux collectivités locales, et notamment aux intercommunalités, dans le développement de leurs politiques de soutien au développement économique des QPV.

Plus qu'un ajout de dispositifs et de financements afférents, la démarche proposée doit avant tout permettre de rendre lisible l'offre existante pour faciliter une mobilisation renforcée des aides spécifiques et de droit commun dans les quartiers. Le programme Quartiers Productifs ambitionne de répondre aux besoins spécifiques de ces territoires en matière de développement économique tout en assurant leur inscription dans des dynamiques économiques plus larges, notamment à l'échelle du bassin d'emploi.

Quartier Productif constitue une expérimentation proposée par l'Etat sur quatorze territoires. La Métropole Aix-Marseille-Provence fait partie des quatorze territoires proposés. Trois zones du territoire métropolitain sont concernées :

- Aix Encagnane (avec un accent mis sur le numérique avec un projet de tiers lieux)
- Aubagne le Charel (avec un accent mis sur l'entrepreneuriat et l'artisanat, avec un projet de tiers lieux)
- Marseille Nord (13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements), avec plusieurs Zooms : Frais Vallon la Rose (offre de bureaux et de locaux d'activités en lien avec Château Gombert) ; Malpassé Saint Jérôme (avec des bureaux et des locaux

d'activités), et Cabucelle autour de la *Blue Economy*, avec notamment des offres nouvelles de formations en insertion autour des métiers de la mer à développer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la métropole à participer à une démarche expérimentale sur les quartiers prioritaires ;
- Le rôle en matière de développement économique, d'insertion socio-professionnelle de la Métropole, de renouvellement urbain et de politique de la ville ;
- L'enjeu d'un développement économique plus inclusif sur notre territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Convention Quartiers Productifs ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la Convention Quartiers Productifs.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2022 CT2 011

AVIS - Approbation d'un protocole partenarial avec SNCF Immobilier sur des sujets fonciers et immobiliers en vue de répondre à des enjeux communs de développement

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Article 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain (documents de planification, réserves foncières et mobilité), de développement économique, de politique locale de l'habitat, de politique de la ville, de gestion des services d'intérêt collectif (eau et assainissement, propreté) et de protection de l'environnement et du cadre de vie.

L'utilisation plus efficace du foncier et la préservation des espaces naturels et agricoles constituent aujourd'hui un enjeu majeur des politiques publiques d'aménagement. L'enjeu est double : répondre aux besoins d'un développement équilibré et durable du territoire tout en contenant les phénomènes spéculatifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit donc accompagner la dynamique des six territoires la

composant et des communes en articulation avec les documents stratégiques et l'aménagement opérationnel.

Pour cela il est important de définir une stratégie foncière anticipatrice, transversale et partenariale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement qui sont inscrits dans les documents de planification et le projet métropolitain. La Métropole Aix-Marseille-Provence finalise à ce titre son Plan d'Action foncière.

Ce plan propose à court terme des outils et méthodes pour identifier et connaître le gisement foncier dont elle dispose et améliorer l'action foncière du quotidien au service des équipements structurants relevant de sa compétence.

Il recense par ailleurs les besoins et les enjeux qui pourront à plus long terme se traduire par la constitution d'un portefeuille de réserve foncière, et le renforcement des partenariats avec les opérateurs fonciers pour mobiliser ce gisement et faciliter l'implantation des projets.

Ainsi, la mobilisation des fonciers publics et la reconversion des friches ou, plus largement, des tissus urbains potentiellement mutables constituent des enjeux majeurs en écho au zéro artificialisation nette dit « ZAN » pour apporter une réponse économe aux besoins en développement résidentiel, économique et nécessaires aux services d'intérêt collectif attenants.

Par ailleurs la stratégie foncière doit nécessairement participer à structurer la combinaison des modes de déplacement et les d'échanges multimodaux associés et faciliter la mise en œuvre du Plan de Déplacement Urbain Métropolitain et des Plans Locaux de mobilité avec l'intensification des PEM adaptés et connectés au réseau urbain mais aussi des parkings relais.

C'est dans ce cadre que le Groupe Public Ferroviaire composé de la Société nationale SNCF dénommée SNCF SA, SNCF RESEAU, SCNF Voyageurs et FRET SNCF représenté par SNCF Immobilier dispose de nombreux dossiers immobiliers de partenariats à mener avec la Métropole Aix-Marseille Provence.

Ainsi, SNCF Immobilier en tant que gestionnaire des biens du Groupe Public Ferroviaire a pour missions :

- d'optimiser le parc tertiaire, social et industriel des différentes activités du Groupe pour contribuer à leur performance économique, industrielle et sociale ;
- de valoriser le patrimoine immobilier et ferroviaire du Groupe au service de la ville durable ;
- de développer une offre de logement accessible à tous, à proximité des réseaux de transport ;
- d'accompagner les enjeux sociétaux et environnementaux par la mise en place de partenariats, réalisation de projets.

SNCF Immobilier assure la valorisation des biens immobiliers propriété du groupe à l'exception des gares et des infrastructures ferroviaires et assure le rôle de maître d'ouvrage urbain et d'aménageur de ses fonciers en partenariat des collectivités et au travers de ses filiales.

Il initie aussi des démarches de projets innovants en matière d'urbanisme transitoire, qui permettent de

mettre en place une stratégie de reconquête dès l'amont des opérations d'aménagement au profit d'usages citoyens et de la ville durable.

Aussi, tout au long de ce processus, SNCF Immobilier veille, à l'appui de protocoles de partenariat dédiés aux sujets foncier et immobilier, à accompagner et coordonner les discussions entre les acteurs ferroviaires et les collectivités territoriales, tout en anticipant l'adaptation éventuelle des documents d'urbanisme.

Ainsi, compte tenu de la convergence de ces enjeux communs qui sous-tendent une mobilisation rationnelle du foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF immobilier ont convenu de s'associer pour accompagner les intentions de développement de chaque partenaire sur des sites potentiels et définir une méthodologie de travail et une gouvernance pour le traitement des sujets courants.

Il est donc proposé un protocole partenarial pluriannuel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF Immobilier poursuivant les objectifs suivants :

- fluidifier les échanges et favoriser une imprégnation et une compréhension réciproque des enjeux fonciers
- identifier et se projeter sur plusieurs années sur les priorités immobilières de chaque entité afin que les moyens humains et un pilotage ad hoc puissent être concentrés sur les dossiers correspondants ;
- disposer d'un mode opératoire et d'une méthode partagée, avec des modalités souples de priorisation et d'ajout des sites à traiter, des fiches navettes et un pilotage régulier.
- anticiper les besoins de la SNCF en matière d'évolution des documents d'urbanisme.

Ce protocole permet de distinguer 2 grandes familles d'enjeux fonciers.

Il s'agit d'une part des sujets courants avec les sollicitations concernant des dossiers opérationnels et les régularisations et d'autre part des sujets de développement avec les friches ferroviaires à valoriser, les projets d'aménagement de PEM et le devenir des lignes non exploitées.

Parmi cette seconde famille d'enjeux, SNCF Immobilier a identifié pour études un vivier de terrains qui pourraient potentiellement accueillir un projet urbain ou immobilier à court ou moyen terme.

La Métropole a identifié des sites de projets complémentaires sur lesquels des enjeux fonciers avec la SNCF sont à prévoir .

Ces sites font l'objet de fiches homogènes qui sont annexées au projet de protocole.

Ce protocole partenarial constitue une première étape permettant d'envisager dans un second temps, si la mutabilité est confirmée par les études et les instances de gouvernance organisées en groupes de travail spécifiques, en comités techniques ou de pilotage, la mobilisation des fonciers concernés.

Le montage juridique suivant la mobilisation du foncier sera déterminé par la suite selon les conditions techniques et financières du projet.

Le présent protocole foncier prendra effet à sa signature et pour une durée de 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles 211-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le présent protocole partenarial entre la Métropole et la SNCF IMMOBILIER permettra sur l'ensemble du territoire métropolitain de mettre en place une stratégie foncière en lien avec les objectifs de développement territorial et d'harmoniser et définir des modes opératoires simplifiés concernant les mouvements fonciers entre les partenaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé, conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupe Public Ferroviaire composé de la Société nationale SNCF dénommée SNCF SA, SNCF RESEAU, SCNF Voyageurs et FRET SNCF et représenté par SNCF Immobilier.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole partenarial ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Le Maire de la Commune de Venelles, Monsieur Arnaud MERCIER, fait valoir en séance un avis défavorable à cette délibération.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

2022 CT2 012

Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence - Modification Simplifiée n°2 - Définition des modalités de mise à disposition

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (ci-après PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 définit la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence a été approuvé le 23 juillet 2015 par délibération n°DL2015-349 et a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution.

Par courrier du 27 octobre 2021, le Maire de la Commune d'Aix-en-Provence a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du PLU d'Aix-en-Provence, afin de faire évoluer les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme de façon plus incitative en matière de mixité sociale.

Cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée telle qu'elle est codifiée par l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme dans la mesure où

les adaptations envisagées n'auront pas pour conséquence de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, ou de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Par délibération du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune d'Aix-en-Provence a été sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Il est proposé conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, de définir comme suit les conditions dans lesquelles le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à la disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations.

Modalités de la mise à disposition du public :

Les modalités de la mise à disposition du public proposées, sont les suivantes :

- publication d'un avis précisant l'objet de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, les dates et le lieu auxquels le public pourra formuler ses observations sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix, www.agglo-paysdaix.fr, et sur le site Internet de la Mairie d'Aix-en-Provence, www.aixenprovence.fr, au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition et pendant toute la durée de la mise à disposition, ainsi que dans un journal diffusé dans le Département au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition

- affichage d'un avis à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence et dans les mairies annexes au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition et pendant toute la durée de la mise à disposition

- mise à disposition du dossier de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence du 23 mai 2022 au 27 juin 2022 inclus :

- au Service Accueil du Plan Local d'Urbanisme de la Mairie d'Aix-en-Provence sis 3 rue Loubet, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence aux horaires habituels d'ouverture, hors jours fériés
- sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix, www.agglo-paysdaix.fr, et sur le site Internet dédié, www.registre-numerique.fr/pluaixmadms2

- mise à disposition d'un registre pour le recueil d'observations au Service Accueil du Plan Local d'Urbanisme de la Mairie d'Aix-en-Provence sis 3 rue Loubet, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence du 23 mai 2022 au 27 juin 2022 inclus aux horaires habituels d'ouverture, hors jours fériés.

- mise à disposition d'une adresse électronique pluaixmadms2@mail.registre-numerique.fr et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public sur le site Internet dédié : www.registre-numerique.fr/pluaixmadms2

A l'issue de la mise à disposition, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en présente le bilan devant le Conseil de la Métropole qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URBA 004-11101/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 sollicitant auprès de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune d'Aix-en-Provence ;
- Le courrier du Maire de la Commune d'Aix-en-Provence du 27 octobre 2021 sollicitant l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de sa Commune ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence et ses évolutions successives en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement en date du 17 février 2022.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Les présentes modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence, telles que présentées ci-dessus.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie d'Aix-en-Provence ;
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 013

Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bouc-Bel-Air - Modification n°2 - Décision motivée suite à la saisine de l'Autorité Environnementale pour avis conforme

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (ci-après PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 définit la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix. Le PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air a été approuvé par délibération du 20 décembre 2012 et a fait l'objet des évolutions suivantes :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2013,
- Révision partielle n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2014,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 2015,
- Révision générale approuvée par délibération du Conseil Municipal du 13 juillet 2016,
- Mise à jour n°1 par arrêté du Maire du 5 septembre 2016,
- Mise à jour n°2 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2019 des annexes du PLU relatives aux Servitudes d'Utilité Publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel, ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 12 décembre 2018,
- Mise à jour n°3 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juillet 2019 des annexes du PLU relatives à la révision du Règlement Local de Publicité,
- Modification n°4 correspondant à la modification n°1 de la Révision Générale du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-en-Marseille du 12 décembre 2019.
- Mise à jour n°4 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 juin 2020 des annexes du PLU relatives au Plan de Prévention des Risques Inondations.

Par délibération n°URB 005-7897/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification n°2 de la Révision Générale du PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air.

Pour rappel, la modification n°2 de Bouc Bel Air a pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur « Montauray » et la poursuite de cet objectif nécessite des modifications des pièces écrites et graphiques.

Cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création.

Par délibération n°2021_CT2_471 en date du 9 novembre 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a apporté les justifications de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur « Montauray » conformément à l'article L153.38 du Code de l'urbanisme.

La modification n°2 du PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air ne relève pas du champ de l'Evaluation Environnementale systématique prévue par l'article R.104-12 du Code de l'urbanisme. En effet, cette procédure de modification du PLU :

- Ne nécessite pas la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.
- Ne concerne pas une modification simplifiée emportant les mêmes effets qu'une révision.

Cette procédure entre donc le champ de l'alinéa 3 de l'article R. 104-12 du Code de l'urbanisme et relève de l'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable.

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion : [...] 3° De leur modification prévue à l'article L. 153-36, autre que celle mentionnée aux 1° et 2°, s'il est établi, après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. »

Estimant que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, l'Autorité Environnementale a été saisie pour avis conforme, conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme.

Cette dernière a estimé par avis conforme que ce projet de modification n°2 ne devait pas faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Dans les conditions prévues aux articles R. 104-34 à R. 104-37 du Code de l'urbanisme, et au vu de cet avis conforme, il est donc décidé de ne pas réaliser une évaluation environnementale. En effet au moment de la révision générale approuvée le 13 juillet 2016, le PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation appropriée des incidences sur les sites Natura 2000 alors même que la Commune ne se situe pas dans un périmètre Natura 2000.

Le secteur concerné par la présente modification a donc fait l'objet d'une analyse dans l'évaluation environnementale et dans l'évaluation appropriée des incidences jointe au dossier technique du projet de modification n°2.

Ces études s'inscrivent en cohérence avec l'objectif affirmé au sein du PADD de placer la préservation de l'environnement au cœur des choix de développement pour la Commune de Bouc-Bel-Air à l'horizon 2030.

Les conclusions de cette évaluation environnementale et de l'évaluation appropriée des incidences (EAI) sur les sites Natura 2000, appuient une meilleure prise en compte et préservation des différentes composantes de l'environnement dans le cadre du PLU révisé, par rapport au document d'urbanisme antérieur.

De plus, les quelques incidences potentielles (et inévitables) du PLU révisé sur l'environnement, liées au développement de Bouc-Bel-Air, sont limitées/compensées par des choix et mesures adaptés (localisation des espaces potentiellement constructibles, typologies urbaines projetées, limitation de l'imperméabilisation des sols et garantie d'un accompagnement de l'urbanisation par le maintien/ l'aménagement d'espaces verts par exemple...). Ainsi, il a déjà été démontré dans le cadre de la révision générale du PLU que le document en vigueur n'a pas d'incidences significatives sur l'environnement et assure au contraire une meilleure préservation de celui-ci.

Le secteur de Montauray a donc fait l'objet d'une analyse spécifique qui précise :

- Les enjeux environnementaux spécifiques à la zone / incidences potentielles dans le PLU
- Les dispositions/mesures prises par les OAP du PLU
- Les dispositions/mesures prises par le zonage du PLU
- Les dispositions/mesures prises par le règlement du PLU
- Les incidences résiduelles

Par conséquent, la réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas nécessaire pour la modification n°2 du PLU de Bouc-Bel-Air.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 005-7897/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, sollicitant de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification n°2 de la Révision Générale du PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_471 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021, apportant les justifications de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur « Montauray » ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bouc-Bel-Air et ses évolutions successives en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 17 février 2022.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les motivations conduisant à l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale du projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bouc-Bel-Air au vu de l'avis conforme de l'Autorité Environnementale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la décision de non recours à l'évaluation environnementale du projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bouc-Bel-Air motivée par le fait que le secteur concerné par l'ouverture à l'urbanisation a fait l'objet dans le cadre de l'approbation de la révision générale du PLU le 13 juillet 2016 d'une analyse spécifique (évaluation environnementale et évaluation appropriée des incidences sur les sites Natura 2000) démontrant qu'il n'y avait pas d'incidences notables sur l'environnement.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Bouc-Bel-Air ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement

2022 CT2 014

AVIS - Opération d'aménagement du Liourat à Vitrolles - Engagement dans la démarche de labellisation nationale "EcoQuartier" et approbation de la Charte

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Vitrolles a été retenue depuis 2015 au titre de nouveaux projets de rénovation urbaine et dans ce cadre, la Métropole souhaite poursuivre la dynamique de transformation urbaine déjà engagée par le 1er programme de renouvellement urbain sur le quartier des Pins. Le nouveau secteur d'intervention retenu en février 2020 au titre du NPNRU concerne la partie dite du « Liourat » sur une superficie de 4,7 hectares, situé en bordure de l'axe principal de Vitrolles, et qui comprend en son centre la résidence « Prévert » vouée à la démolition. Ce secteur va ainsi faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble spécifique, qui s'appuie sur la requalification d'espaces publics et d'espaces privés à usage collectif, et la construction d'environ 150 logements en diversification. Cette opération d'aménagement a fait l'objet d'une concession d'aménagement spécifique avec la SPLA Pays d'Aix Territoires afin de mener à bien sur le plan opérationnel la rénovation de ce quartier. A ce stade, cette opération peut désormais prétendre à bénéficier du label ÉcoQuartier.

Lancée en 2012, la démarche Écoquartier proposée par le Ministère de la Transition écologique valorise les projets qui favorisent l'émergence de nouvelles façons de concevoir, de gérer et de vivre au cœur de nos territoires, soit à ce jour environ 500 projets engagés et près de 90 projets labellisés à l'étape 3 et à l'étape 4. L'inscription dans cette démarche permettra de valoriser l'ensemble des engagements pris par les collectivités pour la mise en œuvre d'un projet urbain prenant en compte l'aménagement durable et global.

Par l'adhésion de la collectivité à la charte ÉcoQuartier (document de référence en annexe) le porteur de projet et ses partenaires (notamment son concessionnaire la SPLA Pays d'Aix Territoires) s'engagent à mettre en œuvre les 20 engagements du référentiel ÉcoQuartier, qui se décline sous quatre dimensions :

- le processus et la démarche du projet ;
- le cadre de vie et les usages ;
- le développement territorial ;
- l'environnement et le climat.

Les quatre étapes clés de la démarche sont les suivantes :

- Etape 1 : l'Écoquartier en projet avec la signature de la Charte qui engage les acteurs à respecter plusieurs objectifs dans différentes thématiques tout au long de la mise en œuvre du projet (gouvernance, cadre de vie, lutte contre l'étalement urbain, mixité sociale, sobriété énergétique, gestion des ressources, développement des modes doux...).

- Etape 2 : Admission à la démarche nationale Écoquartier. Cette étape permet de vérifier en phase chantier la conformité du projet aux engagements pris. Le projet peut obtenir le référencement « Engagés dans la labellisation ».
- Etape 3 : L'obtention du label est soumise à la décision d'une commission qui délivre les labels au regard des résultats atteints par l'opération. Le label Écoquartier est confirmé.
- Etape 4 : une démarche d'auto-évaluation vient clôturer le processus de labellisation.

Ce label n'est pas une norme et ne propose pas de modèle unique. Transposable, évolutive, la démarche ÉcoQuartier incite au progrès et permet de réinterroger le projet au fil du temps, de le faire évoluer.

La délivrance du label millésimé intervient après l'expertise en commission nationale des premières réalisations significatives et si le degré de réalisation satisfait aux objectifs attendus. La labellisation vient garantir que les réponses apportées aux vingt engagements, le niveau d'ambition et les résultats attendus sont à la hauteur des enjeux au stade de la réalisation du projet.

Trois années après l'obtention du label d'achèvement du quartier labellisé à l'étape 3, suivant l'auto-évaluation des objectifs de l'opération, après avis recueilli des usagers, des gestionnaires et des habitants du quartier, l'opération pourra prétendre au label d'ÉcoQuartier confirmé (étape 4) distinguant les bonnes pratiques en matière d'évaluation et d'amélioration continue des projets.

C'est pourquoi, il est proposé que la Métropole s'engage dans la démarche nationale ÉcoQuartier pour l'opération de renouvellement urbain du Liourat à Vitrolles, en y faisant coadhérer la Ville de Vitrolles et le concessionnaire en charge des aménagements.

La signature de la charte vaut encore appartenance au réseau des signataires et engage les collectivités à partager leur expérience, à échanger et à travailler de façon collective à la promotion des ÉcoQuartiers.

Cette distinction, qui est gratuite et n'ouvre pas droit à une contrepartie financière, offre l'avantage d'une visibilité nationale et d'une valorisation du quartier avant d'être achevé, auprès des partenaires, des investisseurs et des habitants.

C'est pourquoi, il est proposé aujourd'hui de porter la candidature de quartier du Liourat pour l'obtention du label Écoquartier et d'autoriser la signature de la Charte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URBA 013-8684/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement du quartier du « Liourat » à Vitrolles dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La démarche de labellisation ÉcoQuartier portée par le Ministère de la Transition écologique ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022 ;
- La charte nationale ÉcoQuartier ci-jointe.

Où il rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les engagements de la collectivité en matière de développement durable traduits dans les documents d'orientation qu'elle a validés, notamment le Plan Climat-Air-Energie territorial (PCAET) adopté en septembre 2019 et l'agenda environnemental de la Métropole élaboré avec le Département des Bouches-du-Rhône.
- La nature et les objectifs de l'opération de renouvellement du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du NPNRU.
- L'intérêt pour la Métropole et son concessionnaire de confirmer l'engagement du projet, initié et porté en partenariat avec la Ville de Vitrolles, dans la démarche nationale de labellisation ÉcoQuartier.

Délibère

Article 1 :

Est actée la candidature de l'opération de renouvellement urbain du Liourat à Vitrolles au label national ÉcoQuartier, permettant de lancer le processus de labellisation.

Article 2 :

Est approuvée la charte ÉcoQuartier à passer entre la Métropole, la Ville de Vitrolles, la SPLA Pays d'Aix Territoires et le Ministère de la Transition écologique, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite charte, ainsi que tous les actes et documents relatifs à l'obtention du label national « Éco Quartier » pour l'opération présentée à la candidature.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 015

AVIS - Quartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance - Engagement dans la démarche de labellisation nationale "EcoQuartier" et approbation de la Charte

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur des Lauves se situe en entrée Est du village de Saint-Paul-lez-Durance, au sud du canal EDF et en bordure de la RD 952. Ce site, qui possède un caractère environnemental très fort, boisé et inoccupé, constitue toutefois un des seuls secteurs de développement de la Commune.

C'est pourquoi, dès 2010, cet espace a fait l'objet d'études de capacité et d'orientations d'aménagement, qui ont conduit la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) à déclarer l'opération d'intérêt communautaire. Le projet a ensuite évolué, notamment lors de l'élaboration de l'OAP du PLU communal, mais l'intérêt métropolitain de l'opération a été confirmé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 octobre 2017.

Les objectifs poursuivis sont restés identiques, puisqu'il s'agit de développer l'offre de logements et d'assurer l'insertion du projet dans son environnement et dans le village.

Depuis fin 2018, ce secteur a été choisi par le Ministère de l'intérieur pour y implanter deux nouvelles casernes de gendarmerie : un groupement PSIG et un groupement PSPG (unité d'intervention spécifique à la sécurité du CEA). L'arrivée des deux casernes de gendarmerie, y compris 70 logements pour les familles, a conduit les collectivités à réinterroger le périmètre et la programmation du projet.

En effet, l'objectif est d'accueillir les gendarmes et leurs familles au sein d'un nouveau quartier cohérent, lui-même composé d'une offre de logements diversifiée et d'espaces publics communs de qualité.

Au vu des enjeux et des ambitions de la Commune et de la Métropole, le projet porte aujourd'hui sur un espace d'environ 10ha dont la maîtrise publique foncière est assurée en partie par la Commune (environ 8ha). Afin de permettre d'accueillir les deux casernes de gendarmerie dans les délais souhaités par le Ministère, l'opération sera réalisée en deux phases avec une première phase opérationnelle pour les gendarmeries, et pour des logements.

Cette opération est réalisée sous forme de Zone d'Aménagement Concerté. Par délibération du 7 octobre 2021, le Conseil de la Métropole a engagé la procédure de ZAC et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation. Les études préalables à la création de la ZAC, ainsi que l'étude d'impact, sont en cours et la concertation préalable se déroulera tout au long du 1^{er} semestre 2022.

La conception et l'aménagement du nouveau quartier doivent intégrer les enjeux et les principes de la ville durable et le quartier doit être conçu comme une greffe au centre urbain du village. Un travail sur les formes urbaines est attendu afin que les casernes de gendarmerie s'intègrent au mieux à leur environnement. L'architecture du bâti sera essentielle pour assurer une harmonie d'ensemble et valoriser l'entrée de ville. Les atouts et les espaces naturels du site devront être mis en valeur pour favoriser la mixité fonctionnelle et la connexion avec le centre du village via des modes doux (cheminement piéton et passage de l'EuroVélo 8). C'est pourquoi, la Métropole et la Commune de Saint-Paul-lez-Durance souhaitent inscrire cette opération dans la démarche EcoQuartier.

Lancée en 2012, la démarche Écoquartier proposée par le Ministère de la Transition écologique valorise les projets qui favorisent l'émergence de nouvelles façons de concevoir, de gérer et de vivre au cœur de nos territoires, soit à ce jour environ 500 projets engagés et près de 90 projets labellisés à l'étape 3 et à l'étape 4.

L'inscription dans cette démarche permettra de valoriser l'ensemble des engagements pris par les collectivités pour la mise en œuvre d'un projet urbain prenant en compte l'aménagement durable et global.

Par l'adhésion de la collectivité à la charte ÉcoQuartier (document de référence en annexe) le porteur de projet et ses partenaires s'engagent à mettre en œuvre les 20 engagements du référentiel ÉcoQuartier, qui se décline sous quatre dimensions :

- le processus et la démarche du projet ;
- le cadre de vie et les usages ;
- le développement territorial ;
- l'environnement et le climat.

Les quatre étapes clés de la démarche sont les suivantes :

- Etape 1 : L'Écoquartier en projet avec la signature de la Charte qui engage les acteurs à respecter plusieurs objectifs dans différentes thématiques tout au long de la mise en œuvre du projet (gouvernance, cadre de vie, lutte contre l'étalement urbain, mixité sociale, sobriété énergétique, gestion des ressources, développement des modes doux...).
- Etape 2 : Admission à la démarche nationale Écoquartier. Cette étape permet de vérifier en phase chantier la conformité du projet aux engagements pris. Le projet peut obtenir le référencement « Engagés dans la labellisation ».
- Etape 3 : L'obtention du label est soumise à la décision d'une commission qui délivre les labels au regard des résultats atteints par l'opération. Le label Écoquartier est confirmé.
- Etape 4 : une démarche d'auto-évaluation vient clôturer le processus de labellisation.

Ce label n'est pas une norme et ne propose pas de modèle unique. Transposable, évolutive, la démarche ÉcoQuartier incite au progrès et permet de réinterroger le projet au fil du temps, de le faire évoluer.

La délivrance du label millésimé intervient après l'expertise en commission nationale des premières réalisations significatives et si le degré de réalisation satisfait aux objectifs attendus. La labellisation vient garantir que les réponses apportées aux vingt engagements, le niveau d'ambition et les résultats attendus sont à la hauteur des enjeux au stade de la réalisation du projet.

Trois années après l'obtention du label d'achèvement du quartier labellisé à l'étape 3, suivant l'auto-évaluation des objectifs de l'opération, après avis recueilli des usagers, des gestionnaires et des habitants du quartier, l'opération pourra prétendre au label d'ÉcoQuartier confirmé (étape 4) distinguant les bonnes pratiques en matière d'évaluation et d'amélioration continue des projets.

C'est pourquoi, il est proposé que la Commune et la Métropole s'engagent dans la démarche nationale ÉcoQuartier pour le futur quartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance.

La signature de la charte vaut encore appartenance au réseau des signataires et engage les collectivités à partager leur expérience, à échanger et à travailler de façon collective à la promotion des ÉcoQuartiers.

Cette distinction, qui est gratuite et n'ouvre pas droit à une contrepartie financière, offre l'avantage d'une lisibilité nationale et d'une valorisation du quartier avant d'être achevé, auprès des partenaires, des investisseurs et des habitants.

C'est pourquoi, il est proposé aujourd'hui de porter la candidature du quartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance pour l'obtention du label Écoquartier et d'autoriser la signature de la Charte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La démarche de labellisation ÉcoQuartier portée par le Ministère de la Transition écologique ;
- La délibération n° URBA 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement de l'Ecoquartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance ;
- La délibération n° URBA 013-10529/21/CM du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021 de lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté pour l'Ecoquartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance - Définitions des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022 ;
- La charte nationale ÉcoQuartier ci-jointe.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les engagements de la collectivité en matière de développement durable traduits dans les documents d'orientation qu'elle a validés, notamment le Plan Climat-Air-Energie territorial (PCAET) adopté en septembre 2019 et l'agenda environnemental de la Métropole élaboré avec le Département des Bouches-du-Rhône.
- La nature et les objectifs de l'opération de la ZAC du quartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance dans le cadre du projet.
- L'intérêt pour la Métropole de confirmer l'engagement du projet, initié et porté en partenariat avec la Commune de Saint-Paul-lez-Durance, dans la démarche nationale de labellisation ÉcoQuartier.

Délibère

Article 1 :

Est actée la candidature de l'opération d'aménagement du quartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance au label national ÉcoQuartier, permettant de lancer le processus de labellisation.

Article 2 :

Est approuvée la charte ÉcoQuartier à passer entre la Métropole, la Commune de Saint-Paul-lez-Durance, et le Ministère de la Transition écologique, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite charte, ainsi que tous les actes et documents relatifs à l'obtention du label national « Éco Quartier » pour l'opération présentée à la candidature.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité – Entrées de ville et voiries communautaires

2022 CT2 016

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de mise à disposition du domaine public communal entre la Métropole et la Commune de La Roque d'Anthéron pour l'aménagement de l'entrée de ville de La Roque d'Anthéron avenue Onoratini

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement des Entrées de Ville, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée en 2015 dans le réaménagement de l'avenue Onoratini sur la commune de la Roque d'Anthéron.

En 2021, le Territoire du Pays d'Aix a finalisé les études de projet pour réaliser une première phase de l'opération allant du cours Maréchal Foch jusqu'au lotissement des allées du Château.

Aujourd'hui, la Commune souhaite profiter des travaux du Territoire du Pays d'Aix pour intégrer des éléments complémentaires ne relevant pas de la compétence Entrées de Ville. Il s'agit de :

- La réalisation de travaux de génie civil pour l'enfouissement des réseaux aériens existants : distribution d'électricité et télécommunications ;
- L'installation de mobilier urbain (bancs) similaire au mobilier existant sur la Commune ;
- L'installation du même modèle de matériel d'éclairage public que celui existant sur le reste de la Commune ;
- La mise en place d'un dispositif permettant d'alimenter l'arrosage avec les eaux de surverse de la fontaine existante.

La Commune souhaite transférer la maîtrise d'ouvrage de ces travaux au Territoire du Pays d'Aix à l'occasion de la maîtrise d'ouvrage des aménagements de cette première phase d'entrée de ville.

Le Territoire du Pays d'Aix se propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie par l'article L.2422-12 du Code de la commande publique relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage publique. Il prévoit que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un

ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Il est donc proposé aujourd'hui de valider la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et la Commune de La Roque d'Anthéron dont les caractéristiques sont définies ci-après :

Modalités de la convention :

Le Territoire du Pays d'Aix assurera la totalité de la maîtrise d'ouvrage de cette opération et se fera rembourser par la Commune le montant des travaux relevant de la compétence de la Commune.

Montant de la convention :

Le coût prévisionnel des travaux objets du transfert de maîtrise d'ouvrage s'élève à 85 000 €HT soit 102 000 €TTC.

Le coût de l'entrée de ville s'élève à 757 000 €TTC.

Le coût global de l'opération s'élève à 859 000 €TTC.

Financement de la convention :

La Commune de La Roque d'Anthéron assure le financement de la totalité des travaux dont elle transfère la maîtrise d'ouvrage et objets de la convention.

Le Territoire du Pays d'Aix procèdera à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement des travaux durant l'opération.

Le Territoire du Pays d'Aix ne percevra aucune rémunération à raison des missions réalisées en qualité de maître d'ouvrage temporaire de l'opération.

Mise à disposition :

Pour la réalisation de l'opération implantée sur le domaine public de la Commune, les emprises et leurs abords seront mis à disposition du maître d'ouvrage pour la réalisation de l'aménagement de l'entrée de ville.

Il est donc aujourd'hui proposé d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin de formaliser les modalités de cet accord.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 22 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser simultanément les travaux souhaités par la Commune et ceux de l'entrée de ville « avenue Onoratini » sur la Commune de La Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à l'aménagement de l'entrée de ville « avenue Onoratini » sur la Commune de La Roque d'Anthéron telle qu'annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de La Roque d'Anthéron.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice budgétaire 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581, fonction 518, autorisation de programme DI 50AP12.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

2022 CT2 017

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Pertuis "Pertuis Active" pour la promotion et le développement de la filière équestre et vélo - Approbation d'une convention d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux Territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN.088-291/16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19

octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de principales filières : la culture, l'agritourisme (dont l'oénotourisme) devenus le « Slow tourisme », les Activités de Pleine Nature (APN), le tourisme industriel et scientifique. Trois Offices de Tourisme de secteurs sont aujourd'hui définis pour soutenir ces filières ; les villes retenues sont Faveau, Gardanne, La Roque d'Anthéron. Quant à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, il fait office de « grand frère » en créant une dynamique sur l'ensemble du Territoire.

Pour renforcer son offre Activités de Pleine Nature « APN », le service Tourisme du pôle économique du Territoire du Pays d'Aix a mis en place la filière équestre et vélo, et plusieurs projets d'itinéraires « équestre et cyclotourisme » sont en cours d'élaboration. Ce besoin a été identifié par les enquêtes réalisées auprès des professionnels, des usagers, des touristes et également par les Collectivités du Territoire. Cette stratégie permettra de renforcer le positionnement du Pays d'Aix face à d'autres territoires de la Région Sud, bénéficiant d'une image « Espaces naturels » plus forte.

L'Office de Tourisme de Pertuis prend en charge cette filière.

Pour prendre en compte le souhait de la Commune de voir la mission d'office de tourisme pleinement affectée à cette filière, il a été créé sur la Commune de Pertuis un Office de Tourisme sous forme associative dont les missions ont été confiées à l'association « Pertuis Active ». Cette association devient ainsi l'Office de Tourisme de Pertuis.

Pour rappel, l'association « « Pertuis Active » a été créée en février 2020, avec pour objet : la mise en valeur de la ville de Pertuis et du Territoire Val de Durance environnant par tous moyens dans le domaine des activités d'animations et de

développement patrimoniales, économiques et touristiques (manifestations, salons, foires), et plus largement tout ce qui peut mettre en valeur la ville.

L'Office de Tourisme de Pertuis a ouvert ses portes le 1er juillet 2021 et développe ainsi l'offre et la mise en tourisme ainsi que l'animation de la filière. Avec les autres Offices de Tourisme du Territoire, il met en œuvre et coordonne des actions de promotion du tourisme équestre, et va permettre l'animation de la filière vélo grâce à son positionnement stratégique entre Luberon et Pays d'Aix.

I. Promotion du tourisme Equestre

Pertuis était une ville hippique où s'organisaient au stade Bonnaud des courses de chevaux de réputation nationale. De nombreux haras, écuries, fermes sont installés sur ce territoire et cette filière doit être valorisée et promue. A cet effet, plusieurs actions sont mises en place, notamment :

- Tous En Selle - Pertuis Equestre :

Cette nouvelle action intitulée « Tous En Selle - Pertuis Equestre » a pour objectif d'investir tout le centre de Pertuis, en organisant un grand rassemblement autour du cheval dans la perspective d'offrir aux visiteurs de nouvelles activités, des animations, démonstrations et spectacles équestres de grande qualité.

C'est pourquoi, la fête du cheval se ré-invite à Pertuis le temps d'une journée. L'organisation de cet événement d'envergure se fait en partenariat avec les services de la municipalité et l'association des commerçants de Pertuis. Artisans et exposants sont également présents pour de nombreuses animations : concerts, défilés, démonstrations, etc.

Un tel événement permet de faire découvrir à tous la ville et son potentiel architectural et historique.

Le programme, non exhaustif à ce jour se décline ainsi :

- > Grande parade de chevaux, d'attelages et calèches, costumes d'époque, la Garde Républicaine, La Police Montée du Sud Luberon,
- > Marché et village pédagogiques : stands de démonstrations des métiers du cheval, maréchal ferrant, sellerie, ostéopathe, ateliers de coiffage de crinières de poney, de toilettage etc.,
- > Exposition à la Chapelle de l'Hôpital de photos, peintures et cartes postales,

- > Promenades à dos de poney et d'âne,
- > Démonstrations d'attelages et carrousel par les charretiers du Luberon et la Nation Gardiane de Camargue,
- > Tir à l'arc à cheval sur le Pré du Roy.

Les moyens humains mis en œuvre seront principalement :

- > Le personnel de l'Office de Tourisme de Pertuis,
- > Le personnel extérieur pour les différentes animations prévues au programme,
- > Les bénévoles et volontaires pour assurer la sécurité notamment du défilé.

Le développement d'itinéraires équestres est un choix nouveau pour le Territoire, il est associé à l'opportunité offerte par le projet de Route Européenne d'Artagnan (REA) dont une voie traverse le Pays d'Aix et la Provence : la voie de l'infante.

- Route Européenne d'Artagnan (REA) :

L'objectif est de proposer une route permettant de voyager à cheval (mais aussi en attelage, à pied ou à vélo) à travers l'Europe sur les chemins parcourus par d'Artagnan et les Mousquetaires du Roi au XVIIème siècle.

Le projet relie des sites historiques attachés à l'histoire de Louis XIV, de d'Artagnan et des Mousquetaires du Roi. La « Voie de l'infante » part de Nîmes, passe par Tarascon, Arles, Salon de Provence, le Val de Durance et Aix-en-Provence pour rejoindre dans le Var Cotignac et Hyères.

En résumé, la thématique de la Route porte, d'une part, sur la vie réelle de Charles de Batz de Castelmor d'Artagnan, Capitaine-Lieutenant de la Compagnie des Mousquetaires à cheval de la garde du roi, né au début du XVIIème siècle à Lupiac en Gascogne et mort au combat le 25 juin 1673 à Maastricht aux Pays-Bas et, d'autre part, sur la vie romancée des Mousquetaires dans les romans d'Alexandre Dumas Les Trois Mousquetaires (1844), Vingt ans après (1845) et Le vicomte de Bragelonne (1847), qui les ont rendus célèbres dans le monde entier.

Ce projet d'itinéraire de plus de 6000 kms sur 6 pays, 15 régions, une soixantaine de départements/provinces, plus de 400 intercommunalités, permettra

de faire découvrir des paysages variés et un patrimoine culturel très diversifié. Cette route s'ouvre pour environ 6 000 000 cavaliers, 450 000 pèlerins en Europe.

L'activité de loisir à part entière, la randonnée et/ou l'attelage doit, pour satisfaire ses adeptes et attirer un public plus large, proposer un réseau de circuits et des structures adaptées d'accueil et de qualité.

L'objectif est donc la création d'un itinéraire de randonnée équestre pour insuffler une dynamique « cheval et patrimoine » sur notre Territoire. Ces itinérances équestres renforceront la fréquentation des sites équestres (hébergements, haras, restaurations et activités associées au cheval ; maréchal ferrant, vétérinaire...).

Le tourisme équestre, moyen ludique et original de découvrir de nouveaux espaces, participe ainsi à la valorisation et au dynamisme du Territoire.

II. Politique touristique du Vélo

Une destination vélo est constituée d'une offre structurée et évolutive de parcours cyclables et de services dédiés aux touristes à vélo. Cette offre vélo s'inscrit dans une stratégie touristique d'ensemble, partagée et articulée entre différents acteurs pour valoriser la destination. Le service Tourisme du Territoire du Pays d'Aix coordonne cet objectif ; l'Office de Tourisme de Pertuis développe et met en oeuvre cette offre touristique.

En juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence adoptait un plan vélo métropolitain 2019-2024 qui s'articule autour de quinze actions et trois axes stratégiques. L'une de ces actions consiste au développement du cyclotourisme et, en particulier les 3 boucles concernant le Pays d'Aix : le « Pays d'Aix à Vélo », la « Route Provence Mines d'Energies » et la « Trévaresse, entre vignes et villages ».

Depuis le début de la crise sanitaire, on note un intérêt grandissant des clientèles pour les activités de pleine nature (APN), et notamment un développement du cyclotourisme qui devient un enjeu majeur. Les attentes en la matière sur le Territoire se sont accrues. Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix a initié une réflexion pour renforcer son offre et la structurer.

Certes, il accuse un certain retard par rapport aux Départements voisins des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes et de Vaucluse, mais plusieurs projets structurants devraient être

opérationnels dans les deux années à venir permettant de repositionner le Territoire. Une connaissance fine de l'attente vélo serait cependant nécessaire pour mieux appréhender la stratégie d'actions (accueil vélo, topos détaillés avec points d'eau, réparation, restauration) confiée par le Territoire à l'Office de Tourisme de Pertuis.

L'Office de Tourisme de Pertuis est particulièrement actif et impliqué dans la politique touristique du Territoire du Pays d'Aix. Il a été le maillon incontournable qui a permis, en 2013, l'obtention du label Vignobles & Découvertes sur les cinq AOC du Territoire.

Situé au carrefour du Luberon et du Pays d'Aix, il est le lien entre les deux Territoires et, est un leader sur le secteur Nord du Pays d'Aix en matière de communication et de création d'outils fédérateurs sur ce bassin.

C'est donc grâce à son positionnement stratégique entre Luberon et Pays d'Aix que la filière Vélo a été attribuée à l'Office de Tourisme de Pertuis.

Il est à noter que Pertuis est la seule ville de la Métropole à avoir obtenu le label Territoire Vélo, et qu'au printemps 2022 la municipalité va ouvrir une antenne l'ADAVA (Association pour le Développement des Alternatives à la Voiture à Aix) appelée la maison du vélo.

C'est donc tout naturellement que l'Office de Tourisme, qui est accueil vélo depuis quatre années et qui cotise auprès de Vélo Loisir, va organiser en 2022 des actions ciblées sur le loisir, la famille et le touriste.

Parmi elles, une action intitulée « Tous En Selle ».

Dans le cadre de la filière vélo, l'organisation de « Tous En Selle », en accord avec les villages voisins permettra la réalisation d'un itinéraire, qui relie le Luberon au Pays d'Aix et, proposera trois boucles de 10 – 20 et 40 Kms valorisant ainsi le patrimoine et le terroir de chaque Commune concernée (Pertuis, Le Puy Sainte Réparate, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence et Jouques).

Les arrêts chez des producteurs, lieu historique, chasse à l'indice, création d'un village autour du vélo, animation, démonstration etc... sont autant d'idées à mettre en oeuvre.

Le balisage des itinéraires « Tour du Pays d'Aix à vélo » et de la « Trévaresse, entre vignes et

villages » sera bientôt opérationnel. Il se raccordera à l'Eurovélo8 sur le Territoire de Meyrargues offrant aux cyclistes itinérants l'ouverture en Pays d'Aix.

Cette première édition à caractère économique et pédagogique est destinée à un large public de tous âges, de toutes origines géographiques, sans oublier les touristes espérés nombreux.

Ainsi, pour réaliser ces actions dans les meilleures conditions, l'Office de Tourisme de Pertuis sollicite, pour l'année 2022, le soutien financier du Territoire à hauteur de 50 000 € (cinquante mille euros) soit un taux de couverture à 49.90% sur le budget prévisionnel de l'action qui s'élève à 100 200€.

A titre informatif, le taux de participation est donc de 32.26% sur un budget prévisionnel de fonctionnement global de 155 000€.

N° GU	Association	Budget prévisionnel de l'action 2022	Montant sollicité 2022	Montant proposé par la commission pour 2022	Taux de couverture
2022-00000525	Office de Tourisme « PERTUIS ACTIVE » 082769 88225547400018	100 200 €	50 000 €	50 000 €	49.90%

Après examen de cette demande, la Commission de Territoire développement économique, emploi et agriculture a proposé d'attribuer une subvention spécifique de 50 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TVP-001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;

- La délibération n° FBPA-029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ATCS-002-10195/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant la création de l'Office de Tourisme sous forme associative de Pertuis ;
- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de développer et promouvoir la filière équestre et vélo sur le Territoire du Pays d'Aix.
- L'expertise de l'Office de Tourisme de Pertuis dans cette filière.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000€ à l'Office de Tourisme de Pertuis – Pertuis Active pour 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Pertuis.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 018

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron pour la promotion et le développement de la filière Loisirs de Pleine Nature - Approbation d'une convention d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de**

Tourisme », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN 088-291/16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de principales filières : la culture, l'agritourisme (dont l'oénotourisme) devenu le « Slow tourisme », les activités de pleine nature, le tourisme industriel et scientifique et Equestre & Vélo. L'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron est l'un des Offices pilier sur lequel s'est appuyé le développement de ce schéma.

De plus, l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron est classé établissement de catégorie 2 par arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 (classement valable 5 ans) et a reçu le label Office de commune touristique (label renouvelé pour 5 ans en février 2020). Ceci permet d'accentuer considérablement son attractivité et ainsi celle du territoire.

Depuis plusieurs années, l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron est le chef de file de la filière Loisirs de Pleine Nature sur le Territoire du Pays d'Aix et par extension sur le territoire de la Métropole.

Le positionnement de cet office de tourisme a fait ses preuves puisqu'il a permis le développement d'un outil touristique (parcours permanents des marches FFSP : une quinzaine à ce jour) commercialisable en répondant à la demande grandissante de la clientèle. Il a permis également de créer une synergie entre le réseau des acteurs du tourisme du territoire.

Il constitue également un appui incomparable pour le développement d'un futur GR de Pays dont le thème sera « l'eau en Provence ».

L'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron (OT) constitue un outil ressource et un socle technique

essentiel pour la valorisation et le rayonnement du Territoire du Pays d'Aix sur la filière des Activités de Pleine Nature. Le déploiement des outils et du savoir-faire sur les volets animation, communication, promotion et commercialisation permet de développer une politique globale pour un positionnement stratégique de destination.

III. Animation

Cette action concerne la mise en place d'une structure d'appui sur le territoire qui permet l'accompagnement des projets à l'échelle du territoire.

1. L'animation du réseau des offices de tourisme/syndicats d'initiative de la Provence aixoise (OTSI) et des professionnels du tourisme pour le développement des activités de pleine nature :

Concernant le réseau des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative (OTSI) du territoire, il s'agit de proposer par le biais de réunions ou commissions de travail une synthèse sur l'avancée des projets respectifs ainsi qu'un point sur les orientations stratégiques, bilans, marchés cibles pour la commercialisation, outils de communications, développement des filières. Véritable chef de projet, l'OT mobilise les différents acteurs sur des projets de la filière (la Durance à Vélo, futur GR de Pays « l'eau en Provence », le tour du Territoire du Pays d'Aix à Vélo, l'animation des Marches Populaires IVV-France ...)

2. L'alimentation d'une boîte à outils accessible à tous les OTSI et professionnels du tourisme partenaires afin de faciliter l'accès aux démarches et projets en cours, comptes rendus, news et tendances des marchés dans le cadre des programmes locaux de développement et du développement des Marches Populaires IVV-France.

II. Suivi du Réseau IVV Sud

L'OT de La Roque d'Anthéron est à l'origine de la création des itinéraires de la FFSP. Il propose un accompagnement technique aux communes qui souhaitent créer des parcours permanents.

Ainsi, pour réaliser ces actions dans les meilleures conditions, l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron sollicite, pour l'année 2022, le soutien financier du Territoire à hauteur de 50 000 € sur un budget prévisionnel de fonctionnement de 320 711 € soit un taux de participation de 15.59%.

N° GU	Association	Subvention attribuée en 2021	Budget prévisionnel 2022	Montant sollicité 2022	Montant proposé par la commission pour 2022	Taux couverture action
2022-00000194	EPIC Office de Tourisme La Roque d'Anthéron-109589 41165157300023	70 000 €	320 711 €	50 000 €	50 000 €	15.59%

Après examen de cette demande, la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture réunie le 16 février 2022 a proposé d'attribuer une subvention spécifique de 50 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de développer et promouvoir la filière Loisirs de Pleine Nature.
- L'expertise de l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron dans cette filière.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 € à l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron pour 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 657382, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 019

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Gardanne pour la promotion et le développement de la filière Tourisme industriel et scientifique - Approbation d'une convention d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis quelques années le tourisme industriel en France a fait l'objet d'un développement notoire et l'intérêt pour la filière ne cesse de s'affirmer. À l'heure des débats écologiques, des préoccupations environnementales, des énergies nouvelles, du besoin de voir et de comprendre avant de consommer, la découverte de l'entreprise prend tout son sens.

Pour le territoire, cette filière constitue un atout économique majeur pour plusieurs raisons :

Elle constitue une diversification de l'offre car elle s'intègre aux autres filières d'excellence du territoire, et représente dans le secteur du tourisme d'affaires un potentiel encore inexploité.

C'est un vecteur de promotion des savoir-faire et des métiers vers les jeunes et elle constitue un instrument de réconciliation des français envers l'entreprise.

Elle constitue indéniablement un facteur de développement économique direct pour l'entreprise, notamment par la vente en boutique de produits fabriqués sur le site ou de produits dérivés (Chocolaterie de Puyricard, Calissons du Roy René, Savonnerie du Régagnas, ...).

Depuis la 1^{ère} édition des Indus'3days en 2016, la filière n'a eu de cesse de se développer démontrant l'expertise de l'Office de Tourisme de Gardanne en la matière. De 3 jours cette animation est passée à 15 jours et a accueilli près de 2000 visiteurs sur une soixantaine d'entreprises participantes.

Cet office de tourisme a démontré de telles capacités à développer et promouvoir cette filière qu'il sera également le partenaire de la création du Puits de Sciences Yvon Morandat (apparenté à la Cité des Sciences de Paris).

Pour l'ensemble de ces raisons mais aussi pour que le Pays d'Aix ainsi que la Métropole Aix-Marseille Provence, s'affirment comme entité touristique innovante et précurseur sur cet axe de développement, l'Office de Tourisme de Gardanne en Pays d'Aix travaille sur un projet global de développement de cette filière.

Pour construire cette filière, l'Office de Tourisme de Gardanne a mis au point une stratégie qui s'articule autour de trois axes forts se déclinant ainsi :

AXE 1 : Légitimation de la filière à l'échelle du territoire métropolitain :

Il s'agit de permettre à l'Office de Tourisme de Gardanne d'élargir son champ d'action à l'ensemble du territoire en lui conférant le pilotage de la filière TIS à l'échelle métropolitaine permettant ainsi :

- D'accroître le nombre d'entreprises lors des Indus'3days grâce à un partenariat fort avec les offices de tourisme de pôle : établissement d'une stratégie mutualisée
- De créer des offres packagées sur l'ensemble du territoire et donc promouvoir une offre « additionnelle », créer du flux, dynamiser le secteur de l'entreprise, diversifier l'offre induisant une plus-value à la destination
- De créer des groupes de travail thématiques entre OTSI et sites structurants du territoire pour travailler sur les spécificités.

AXE 2 : Renforcer la visibilité de la destination sur la thématique Tourisme Industriel et Scientifique :

Il s'agit là de raconter la destination sur un terrain où l'on ne l'attendait pas :

- Participation aux projets collaboratifs,
- Participation aux salons du tourisme, séminaires, rencontres,
- Provoquer des actions de communication à l'échelle nationale (presse écrite, digitale, médias, etc....)
- Créer des outils pertinents aux OT partout en France ou à l'international afin de promouvoir la filière (ex : magazine « poussez les portes »)

AXE 3 : Créer des connexions avec les filières du territoire :

- Travailler sur des projets collaboratifs et des événements en commun
- Création d'une plate-forme collaborative
- Animation d'un blog « voyagez chez nous »

Ainsi, pour réaliser ces actions dans les meilleures conditions, l'Office de Tourisme de Gardanne sollicite, pour l'année 2022, le soutien financier du Territoire à hauteur de 50 000€ sur un budget prévisionnel global de 237 204 €. Le taux de couverture est donc de 21,08%.

Le budget de l'action s'élève à 105 094 €, soit un taux de couverture de 47,58 %.

N° GU	Association	Subvention attribuée en 2021	Budget prévisionnel de l'action 2022	Montant sollicité 2022	Montant proposé par la commission pour 2022	Taux couverture de l'action
2022-00000328	Office de Tourisme Gardanne – 107135 389024597 00012	65 000€	105 094€	50 000€	50 000€	47.58%

Après examen de cette demande, la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture a proposé d'attribuer une subvention spécifique de 50 000€ soit un taux de participation de 47.58% sur le budget prévisionnel de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt que représente la montée en puissance de la filière Tourisme Industriel et Scientifique.
- L'expertise et la capacité technique de l'Office de Tourisme de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 € à l'Office de Tourisme de Gardanne pour 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Gardanne.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 020

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Fuveau pour la promotion et le développement de la filière Slow Tourisme et l'animation des itinéraires de randonnée sur le bassin Haute Vallée de l'Arc - Approbation d'une convention d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix et représente 15 % de son PIB. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (art L.134-2).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « *promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme* », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN 088-291/16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme

(dont l'oénotourisme) devenu le « Slow tourisme », les activités de pleine nature, le tourisme industriel et l'équestre & Vélo.

Depuis 2010, L'Office de Tourisme de Fuveau participe activement au travail d'animation inter OT/SI, notamment en assurant un rôle moteur dans le bassin de la Vallée de l'Arc par l'ouverture de l'Office de Tourisme toute l'année et la mise en place d'une structure relais des actions touristiques du Pays d'Aix. Il s'applique à mobiliser les socio-professionnels de ce bassin dans une démarche d'économie circulaire et s'engage sur le développement d'un Tourisme durable.

Il s'applique également, depuis 2014, à fédérer les communes et acteurs touristiques autour d'une destination « niche » qui met en avant le patrimoine minier du bassin mais également l'évolution de ce bassin vers des énergies nouvelles. Cette destination nouvelle, « Provence, Mines d'Énergies », a été labellisée GR® de Pays par la Fédération Française de Randonnée.

Les actions prévues en faveur de la destination et du bassin Haute Vallée de l'Arc consistent à animer la destination et aider à sa promotion :

1. **Développement et promotion de la filière « Slow Tourisme »** (appelée anciennement Agritourisme)

L'office de tourisme de Fuveau œuvre à la création d'une intelligence territoriale entre tous les acteurs du territoire en les sensibilisant aux différents labels et à une pratique durable et responsable. L'office de tourisme communique sur leurs activités et participe à la professionnalisation des socio-professionnels par le biais de réunions régulières, de visites, d'éductours, ...

2. **Animation de la destination « Provence, mines d'énergies »**

De par sa connaissance du patrimoine minier et de son territoire, l'Office de Tourisme de Fuveau est un opérateur incontournable pour l'animation du GR de Pays « Provence, mines d'énergies ». Il participe à la promotion auprès du grand public et de la cible « randonneurs ».

L'Office de Tourisme de Fuveau travaille à la sensibilisation des hébergeurs aux contraintes induites par l'itinérance et produit des supports de communication. Il intervient également auprès des scolaires et

des associations et participe activement à l'organisation d'événements promotionnels : Sainte-Barbe, Fête de la Randonnée ...

3. **Animation de la boucle Sud du sentier pédestre l'Eau en Provence**

C'est ici un travail technique sur cartes et services urbanisme des communes concernées (Le Tholonet, Beaurecueil, St antonin sur Bayon, Puyloubier, Pourrières, Trets, Rousset, Chateauneuf le Rouge, Fuveau, Gréasque, Gardanne et Meyreuil) pour repérage des sentiers associé à l'organisation de réunions avec associations de randonneurs pour mutualisation des connaissances terrain et travail auprès des socioprofessionnels pour développer l'offre d'itinérance (hébergeurs...).

Les moyens mobilisés en faveur du Pays d'Aix en animation non seulement du bassin « Haute Vallée de l'Arc », mais aussi de la destination « Provence, Mines d'énergies », ont un impact sur la valorisation du territoire, sa fréquentation et son développement touristique.

Ainsi, pour réaliser ces actions dans les meilleures conditions, l'Office de Tourisme de Fuveau sollicite, pour l'année 2022, le soutien financier du Territoire à hauteur de 50 000 €, soit un taux de couverture à 73,82% sur le budget de l'action prévisionnel qui s'élève à 67 730 €.

A titre informatif, le taux de participation est de 50,38% sur un budget prévisionnel de fonctionnement global de 99 250 €.

Par ailleurs, une subvention de 7 500 € a été approuvée par délibération 2021_CT2_622 du Conseil de Territoire du 9 décembre 2021, par le Grand Site Sainte Victoire pour le suivi du projet emblématique des montagnes de Méditerranée (Emblematic Moutains) (dossier n° 2022-0000933).

N° GU	Association	Subvention attribuée en 2021	Budget prévisionnel de l'action 2022	Montant sollicité 2022	Montant proposé par la commission pour 2022	Taux de couverture de l'action
2022-00000916	OFFICE DE TOURISME DE FUYEAU - 106491 447518572 00022	50 000 €	67 730 €	50 000 €	50 000 €	78,82 %

Après examen de cette demande, la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture a proposé d'attribuer une subvention spécifique de 50 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de développer et promouvoir la filière « Slow Tourisme ».
- L'expertise de l'Office de Tourisme de Fuveau dans cette filière.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 € à l'Office de Tourisme de Fuveau pour 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Fuveau.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Ne prend pas part au vote : BONFILLON CHIAVASSA Béatrice

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	1

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Institution

2022 CT2 021

Désignation des représentants de la Commune de Peynier au sein des Commissions thématiques "Mobilité et Infrastructures de transports", "Habitat, Urbanisme et Aménagement" et "Culture et sports" du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du 16 décembre 2021, le Conseil de la Métropole a délégué, en vertu du II de l'article L.5218-7 du CGCT, un ensemble de compétences au Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui

associe des Commissions thématiques dans les domaines de compétences déléguées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a procédé à la création des Commissions thématiques du Territoire par délibérations n°2016_CT2_026 du 21 avril 2016 et n° 2018_CT2_110 du 15 mai 2018.

Il constitue à l'occasion de son installation des Commissions organiques permanentes chargées d'étudier les questions soumises au Conseil.

Les Commissions existantes sont les suivantes :

- la Commission « **Développement économique, emploi et agriculture** »
- la Commission « **Mobilité et infrastructures de transports** »
- la Commission « **Environnement, déchets et cycle de l'eau** »
- la Commission « **Habitat, urbanisme et aménagement** »
- la Commission « **Culture et sports** »
- la Commission « **Ressources et moyens** »

Il peut en outre constituer des Commissions spécifiques ou des Comités Stratégiques (COSTRA) au cours de chaque séance pour l'examen d'une ou plusieurs affaires. La durée de vie de ces Commissions est dépendante du dossier à instruire. Elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire et de sa réalisation.

Les Commissions comprennent 36 membres élus par le Conseil, parmi ses membres, ou parmi les Conseillers municipaux, représentant chacune des Communes membres, sur proposition des Maires.

Un Conseiller, membre d'une Commission peut demander à être représenté par un autre membre du Conseil.

Tout Conseiller ainsi que tout Conseiller municipal d'une Commune membre, intéressé par l'ordre du jour d'une Commission peut y assister à condition d'en avertir auparavant le Président délégué, sur demande du Maire.

Suite à la demande de la Commune de Peynier, il convient de remplacer son représentant au sein des Commissions thématiques "Mobilité et Infrastructures de transports", "Habitat, Urbanisme et Aménagement" et "Culture et sports".

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016_CT2_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2018_CT2_110 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 relative à la modification des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2020_CT2_130 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 relative à la désignation des représentants des Communes membres au sein des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le règlement intérieur du Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de désigner de nouveaux représentants de la Commune de Peynier au sein des Commissions thématiques "Mobilité et Infrastructures de transports", "Habitat, Urbanisme et Aménagement" et "Culture et sports" du Pays d'Aix.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la désignation des représentants de la Commune de Peynier au sein des Commissions thématiques "Mobilité et Infrastructures de transports", "Habitat, Urbanisme et Aménagement" et "Culture et sports" du Territoire du Pays d'Aix.

1. Choix des modalités de scrutin :

Il est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des représentants de la Commune de Peynier au sein des Commissions "Mobilité et Infrastructures de transports", "Habitat, Urbanisme et Aménagement" et "Culture et sports" du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur la proposition

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire approuve à l'unanimité la proposition et décide de ne pas procéder au scrutin secret.

2. Désignation des représentants :

La Commune de Peynier propose de désigner pour les commissions thématiques :

- Mobilité et Infrastructures de transports : Monsieur Benjamin ANGUILLE
- Habitat, Urbanisme et Aménagement : Monsieur Raymond MALLET
- Culture et sports : Monsieur Pascal JUNG

Vote sur la proposition

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Sont proclamés élus, à l'unanimité, représentants de la Commune de Peynier au sein des commissions thématiques :

- Mobilité et Infrastructures de transports : Monsieur Benjamin ANGUILLE
- Habitat, Urbanisme et Aménagement : Monsieur Raymond MALLET
- Culture et sports : Monsieur Pascal JUNG

Politique culturelle et sportive - Sports

2022 CT2 022

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises Chabanne/Keo Ingénierie/ Keo Fluides/ Echologos titulaire d'un marché de maîtrise d'œuvre relatif à la construction d'un équipement aquatique à Venelles

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre l'opération de construction d'un équipement aquatique à Venelles, la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté du Pays d'Aix, a conclu un marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement d'entreprises Chabanne / Keo Ingénierie / Keo Fluides / Echologos. La mission confiée est, conformément à la loi MOP du 12/07/1985 modifiée et ses décrets d'application, une mission de base avec pour partie les études d'exécutions hors missions d'ordonnancement, pilotage et coordination.

Conformément au chapitre IV de l'acte d'engagement, le marché est conclu pour la durée de réalisation totale du projet, additionnée à l'exécution des tranches conditionnelles 2 et 3 (soit durant les deux premières années de mise en service de l'équipement aquatique).

La réception de l'ouvrage est intervenue le 13 mai 2016.

La mission de suivi de l'exploitation s'est donc terminée le 12 mai 2018.

Le 19 novembre 2018, le groupement solidaire a transmis au maître d'ouvrage l'état liquidatif du marché 2011M024.

Conformément à l'article 3.10 section 1 du cahier des clauses administratives particulières, le décompte final établi par le maître d'ouvrage doit faire état de l'éventuelle pénalité de dépassement du seuil de tolérance sur le coût réel de l'opération.

Conformément à l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières, une pénalité de 118 262,54 euros doit être appliquée (calcul joint en annexe 1).

Le montant du décompte final s'élèverait à 51 624,20 euros TTC.

Cependant, une erreur manifeste s'est glissée dans les articles 6.03 et 6.05 du cahier des clauses administratives particulières.

En effet, l'article 6.03 stipule :

« Article 6.03 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance.

Ce taux de tolérance est de 1%.

N'entrent pas dans le calcul du taux de tolérance les coûts induits par des demandes de modification de type 2 et 3. complémentaires de la maîtrise d'ouvrage. »

Or, s'agissant d'un taux indiqué et non calculé, la mention soulignée n'a pas lieu d'être dans cet article et aurait dû être mentionnée à l'article 6.05 déterminant les modalités de calcul du coût réel constaté de l'opération.

La pénalité de 118 262,54 euros ne peut donc être imputée au groupement.

Le maître d'ouvrage, constatant l'erreur matérielle et ne souhaitant pas pénaliser le groupement, acte le décompte final pour un montant de 169 946,74 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La délibération 2013_B088 du Bureau communautaire de la CPA du 7 mars 2013 approuvant le marché n°2011M024 avec le groupement d'entreprises Chabanne / Keo Ingénierie / Keo Fluides / Echologos ;
- La délibération n° N 001-8073/20/CM du Conseil du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement d'entreprises Chabanne / Keo Ingénierie / Keo Fluides / Echologos ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel et tous documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de l'EST du Pays d'Aix, opération 4588120172436, Autorisation de Programme numéro DI432AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 023

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel relatif au marché de conception, réalisation et maintenance de la piscine Yves Blanc

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par un marché notifié le 11 décembre 2015, le groupement conjoint d'entreprises (ci-après « Le groupement) SPIE BATIGNOLLES SUD EST, COSTE ARCHITECTURE, ANDRE VERDIER, TUAL, INDDIGO, R2M, ACOUSTIQUE VIVIE ET ASSOCIES, COFELY AXIMA, COFELY INEO dont le mandataire solidaire est SPIE BATIGNOLLES SUD

EST (SBSE) s'est vu confier la conception réalisation, l'entretien et la maintenance pour la réhabilitation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence pour un montant initial de 15 159 358 € HT. Le délai d'exécution à la phase de conception-réalisation était fixé à 36 mois. Le délai d'exécution de la phase d'entretien maintenance est fixé :

Pour une tranche ferme : à 36 mois à compter du prononcé de la réception des travaux.

Pour une tranche conditionnelle : à 48 mois à compter de l'expiration de la tranche ferme.

L'exécution de ce contrat a donné lieu à des différends d'ordre financiers et techniques que les parties se sont accordées à traiter dans le cadre d'une procédure de médiation judiciaire ordonnée, à leur demande, par une ordonnance du Tribunal Administratif de Marseille en date du 29 juillet 2021. Les points de différend, actuels ou potentiels, traités dans le cadre de cette mesure amiable de règlement des conflits étaient les suivants.

- Différend relatif à la rémunération des travaux supplémentaires prescrits par ordre de service n°7

Le délai contractuel initial applicable à la phase de conception et de réalisation de ces travaux aboutissait, après allongement de délai d'exécution de 4 semaines au total par deux avenants au marché, à fixer le terme contractuel d'achèvement au 10 janvier 2019.

En fin de phase de réalisation des travaux, a sous-commission départementale de sûreté des publics a transmis son agrément à l'ouverture de l'équipement sous-réserve de prises en compte de certaines réserves. Pour tenir compte de ses préconisations, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité du groupement titulaire du marché, par un ordre de service n°7 notifié 9 janvier 2019, la réalisation d'aménagements complémentaires permettant de sécuriser les espaces piétons en lien direct avec l'établissement pour un montant final de 278 620,83 € HT soit 334 345,00 € TTC correspondant aux travaux supplémentaires suivants :

- Aménagement du parvis piéton hors plantation espaces verts
- Implantation de bornes anti béliers poids lourds
- Aménagement accès au stade Carcassonne
- Aménagement des réseaux éclairage public, fibre, caméra de vidéoprotection, réseaux EP et divers existant

La rémunération de ces travaux avait vocation à faire l'objet d'un avenant.

Toutefois, dans le cadre de la conclusion de cet événement, est apparu entre le Groupement et la Métropole un différend relatif aux conséquences temporelles à tirer de la réalisation de ces travaux supplémentaires.

En effet, la décision de réception prononcée le 29 mars 2019 ayant fixé sa date d'effet au 31 janvier 2019, un retard de 21 jours sur le terme normal d'exécution était susceptible d'être caractérisée. Toutefois, le groupement faisait valoir que les devis relatifs aux travaux supplémentaires commandé par l'OS n°7 indiquait une incidence de délais de 10 semaines, incidences rappelées par réserve à cet ordre de service et souhaitait en conséquence que l'avenant en cause emporte renonciation aux pénalités de retard.

En l'état de ce différend non résolu entre les parties,

l'avenant relatif à la rémunération de ces travaux, dont le montant n'était pas contesté, n'a pu être conclu et les travaux en cause sont demeurés non rémunérés.

Différend relatif aux désordres ayant affecté le fonctionnement du toit mobile

Au titre des travaux objets du marché en cause, le groupement était en charge de la réhabilitation de la toiture de la piscine Yves BLANC et de son système d'ouverture, permettant lorsque les conditions climatiques le permettent, de découvrir la halle bassin.

A deux reprises, les 29/06/2019 et 06/07/2019 NORD, il a été constaté la rupture et chute de galets de guidage des parties mobiles de la toiture, entraînant l'indisponibilité temporaire du bassin.

Suite à ce désordre, le groupement en a expertisé les causes et a entrepris des travaux correctifs consistant en la modification du système d'ouverture de la toiture.

Toutefois, le 6 octobre 2020, après mise en œuvre des travaux correctifs, il a nouveau été constaté le bris d'un peigne, pièce du système d'ouverture d'une partie de la toiture mobile.

Le groupement a diligenté une expertise sur les causes et les mesures de réparation à mettre en œuvre mais le toit mobile est demeuré jusqu'à ce jour partiellement hors d'usage, ne pouvant être que partiellement manœuvré selon un mode d'ouverture dégradé.

Différend relatif à la contestation d'un titre de recettes portant application de pénalités d'indisponibilité :

En conséquence des désordres ci-avant rappelés survenus en juin et juillet 2019 et de leur conséquence sur la disponibilité de l'équipement, la Métropole a appliqué au groupement titulaire les pénalités prévues au contrat pour un montant de 40 000 euros, selon titre de recettes notifié le 15 octobre 2019.

Ce titre de recettes fait l'objet d'un recours en annulation, toujours pendant, devant le Tribunal Administratif selon requête introduite par le groupement le 11 décembre 2019.

Au titre de ce recours, le groupement contestait :

- le principe de l'émission d'un titre de recettes pour le recouvrement de ces pénalités alors même que le décompte général du marché ne devrait être établi qu'au terme de la période d'entretien-maintenance.
- les modalités de calcul des pénalités appliquées.

Prévention d'un différend relatif au solde de rémunération à percevoir par le Groupement

Le marché public en cause portant à la fois sur la conception, la réalisation, l'entretien et la maintenance de la piscine Yves Blanc réhabilitée, les documents particuliers du marché prévoyaient que le décompte général du marché serait établi en fin de contrat, à l'issue de la phase d'entretien-maintenance de 3 ans, les cas échéant prolongé de 4 ans par affermissement d'une tranche conditionnelles.

La phase de conception-réalisation était donc réglée par le paiement successifs d'acomptes. Compte tenu du nombre d'entreprises-membres du groupement, de leurs sous-traitants, de la complexité des modalités de règlement, du rejet de demandes d'acomptes antérieurs et du temps écoulé depuis l'achèvement de la phase de conception-réalisation,

il a été constaté l'existence de difficultés entre les parties pour arrêter les comptes de manière fiable. Dans le cadre de la procédure de médiation en cours et afin de prévenir des difficultés d'établissement du décompte au terme du contrat, les parties se sont accordées pour fixer de manière définitive le solde restant à percevoir par le groupement au titre de la phase de conception-réalisation.

A l'issue des discussions menées dans le cadre de la mesure de médiation judiciaire ordonnée par le Tribunal Administratif de Marseille, les parties ont, par des concessions réciproques, rapproché leurs points de vue et ont dégagés les termes d'un projet d'accord transactionnel dont l'approbation est l'objet du présent rapport.

En synthèse, les engagements de la Métropole et du groupement titulaire résident sont les suivants :

Engagements de la Métropole :

- Paiement par la Métropole au profit du groupement d'une somme de 278 620,83 € HT soit 334 345,00 € TTC correspondant aux travaux supplémentaires détaillés ci-avant objet de l'ordre de service n°7.
- Paiement par la Métropole au profit du groupement SBSE des intérêts moratoires à valoir sur le montant TTC visé ci-dessus. A titre indicatif, le montant prévisionnel des intérêts moratoires sur les sommes visées ci-dessus pour un mandatement à la date du 1er avril 2022 serait de 78 264,21 euros.
- Renonciation définitive et intégrale de la Métropole à l'application de pénalités de retard à SBSE au titre de la phase conception-réalisation du contrat.
- Annulation du titre de recettes du 18/09/2019 portant application de pénalités d'indisponibilité de l'équipement pour un montant de 40 000 euros.
- Reconnaissance d'un montant de solde du marché en phase conception-réalisation, hors travaux objets de l'OS n°7 et intérêts moratoires sur cette somme, arrêté comme suit :

Reste à payer HT :

133 413,47 €

TVA 20 % :

26 682,69 €

Régularisation autoliquidation TVA (situations 31 à 33) 56 011 00 €

- Indemnisation par la Métropole des frais de trésorerie du groupement au titre d'une partie des sommes comprises dans le solde pour un montant de 11375 euros, non soumis à TVA.
- Approbation et signature d'un avenant, avant la date d'échéance de la période ferme de maintenance fixée au 29/03/2022, ayant pour objet (sans modification de la durée totale et des conditions financières du marché) de :
 - Porter à 48 mois contre 36 initialement la durée de la tranche ferme d'exploitation-maintenance ;
 - Réduire à 36 mois contre 48 initialement la durée de la tranche conditionnelle d'exploitation-maintenance ;
 - Stipuler au contrat, particulièrement au document « Livre III : Prescriptions de maintenance » et/ou à son annexe « Prescriptions performantielles », un engagement de performance du titulaire sur la transparence de l'eau
- Transmission par la Métropole de la mainlevée de la garantie à première demande affectée au marché

à SBSE et/ou à son organisme bancaire.

- Demande de la Métropole aux services du Comptable Public de restituer les sommes résiduelles conservées au titre de la retenue de garantie du marché pour un montant de l'ordre de 1 100 €.

Engagement du Groupement :

- Renonciation par avance à toute réclamation amiable ou judiciaire contre la Métropole relative au paiement de toute somme d'argent se rapportant à une prestation réalisée ou un préjudice subi par le Groupement en phase de conception-réalisation du marché en cause.
- Désistement pur et simple, dans les 7 jours à compter de la justification par la Métropole de l'annulation du titre de recettes contesté du 18/09/2019, du recours en annulation de ce titre devant le TA de Marseille sous le numéro 1910473.
- Réparation complète et pérenne par le Groupement, avant le 30/04/2022, du toit mobile de manière à permettre l'ouverture et la fermeture des parties hautes et basses de la toiture, sous la condition que ces réparations s'effectuent sans interruption des plages d'ouverture normales de l'équipement.
- Réalisation par le Groupement, à sa charge et avant le 30/05/2022, des études, travaux, adaptations et paramétrages et toutes actions nécessaires pour la création d'un point fixe d'ouverture partielle du toit mobile actionnable par une commande particulière du système de commande d'ouverture.
- Reconnaissance auprès de la Métropole d'une dette de 32 000 euros, non soumise à TVA, valant indemnisation des préjudices subis au titre de l'indisponibilité de l'équipement par suite des dysfonctionnements passés du toit mobile.
- Engagement de signature, avant le 15 mars 2022, de l'avenant visé ci-avant ayant pour objet d'allonger la durée de la tranche ferme d'entretien maintenance en contrepartie d'une réduction corrélative de la tranche conditionnelle d'entretien-maintenance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'ordonnance du Tribunal Administratif de Marseille du 29 juillet 2021 portant prescriptions d'une mesure de médiation judiciaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre de régler de manière définitive les différends opposant le groupement titulaire à la Métropole au titre du marché de conception-réalisation-entretien-maintenance relatif à la réhabilitation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence le groupement conjoint d'entreprises SPIE Batignolles Sud Est, Coste Architecture, André Verdier, Tual, Inddigo, R2M, Acoustique Vivie et Associés, Cofely Axima, Cofely Ineo dont le mandataire solidaire est SPIE Batignolles Sud Est (SBSE) portant notamment engagement par la Métropole d'une somme de 391 784, 30 euros HT soit 523 802, 16 euros TTC, non compris les intérêts moratoires sur une partie de ces sommes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : nature 4581, fonction 323, autorisation de programme DI452AP

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

KLEIN Philippe - PETEL Anne-Laurence

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 024

Soutien au sport de haut niveau et au dispositif Ecole Sports Entreprendre (saison 2021/2022) - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels et à l'association ESE - Approbation de conventions d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a engagé à partir de 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipements que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment des axes suivants :

1- Soutenir le sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

2- Renforcer le développement de ces pratiques sportives grâce à un programme d'accompagnement scolaire de 325 jeunes sportifs, en 2020, âgés de 15 à 20 ans, intégrés dans les équipes cadettes et juniors des clubs de sports collectifs et de sports individuels de haut niveau du Pays d'Aix : le dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix ».

Il est proposé d'approuver les attributions de subventions et les conventions afférentes ci-après :

1/ Soutien aux clubs de sports collectifs de haut niveau :

Au regard du niveau où ces clubs évoluent pour la saison 2021/2022 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2022 aux aides suivantes **pour un montant total de 1.085.000 €** (hors marchés de prestations de services) :

Clubs en 2022	Catégorie Division	BP 2022 ou 2021/2022	Subvention n-1 Saison 2020/2021	Subv sollicitée	Subv Proposée Saison 2021/2022	Prestation de service	Subvention proposée 2022	Convention
EUSRL PAUCH (GU n°373)	1ère division (LNH)	4.626.424 €	877.920 €	/	/	Mini : 740.400 € Maxi : 1.000.800 €	/	Marché
	Centre de formation		300.000 €	300.000 €	300.000 €	/	300.000 €	Oui
SASP PROVENCE RUGBY	2è division PRO D2	8.968.000 €	450.000 €	/	/	Mini : 451.042 € Maxi : 649.808 €	/	Marché
Association PROVENCE RUGBY (GU n°1056)	Centre de formation	1.375.000 €	150.000 €	150.000 €	150.000 €	/	150.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°524)	1ère division (PRO A)	1.644.000 €	175.000 €	200.000 €	175.000 €	/	175.000 €	Oui
Asso PAVVB (GU n°536)	1ère division (Ligue AF)	1.071.900 €	410.000 €	480.000 €	410.000 €	/	410.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°478)	National masculin 2	207.500 €	50.000 €	50.000 €	50.000 €	/	50.000 €	Oui
TOTAL							1.085.000 €	

* Les montants indiqués pour les marchés de prestation de service le sont à titre indicatif et représentent le plafond maximum qui pourra être revu à la baisse au regard de l'art. L.113-3 du Code du sport.

Il convient de souligner que la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby est liée par convention à son association d'origine qui bénéficie d'une subvention au titre du fonctionnement de son centre de formation. Il est rappelé à ce titre que la subvention versée à l'association ne peut être reversée à la société à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit.

En outre, l'association Pays d'Aix Natation a bénéficié, en 2021, d'une subvention de fonctionnement de 73.000 € pour sa section natation artistique au titre de la saison sportive 2021/2022, ce qui porte la totalité des subventions pour la saison en cours (2021/2022) à 248.000 €.

2/ Soutien aux clubs de sports individuels de haut niveau :

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sports individuels évoluant en niveau national vise à mettre en valeur leur pratique et à valoriser les résultats obtenus par les clubs.

Au regard du niveau où ces clubs de sports individuels évoluent pour la saison 2021/2022 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2022 aux aides suivantes **pour un montant total de 129.500 €** :

Clubs (Guichet Unique 2022)	BP 2022 ou 2021/2022	Subvention sollicitée 2022	Subvention n-1	Subvention proposée 2022	Convention
Gymnastique du Pays d'Aix (GU n°427)	338.544 €	35.000 €	27.000 €	27.000 €	Oui
AUC Badminton (GU n°103)	291.750 €	75.000 €	54.000 €	54.000 €	Oui
AUC Taekwondo (GU n°397)	83.000 €	14.000 €	13.500 €	13.500 €	Non
Aix Handisport (GU n°446)	19.900 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
Squash Passion (GU n°108)	64.500 €	20.000 €	20.000 €	20.000 €	Non
Vitrolles Triathlon (GU n°573)	149.533 €	30.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
Passion VTT (GU n°22)	69.750 €	13.500 €	0 e	5.000 €	Non
TOTAL				129.500 €	

Concernant les points 1 et 2 du présent rapport, il convient de rappeler que le Projet PRODAS (PROjet de Développement des Activités Sportives) dans les quartiers prioritaires visés par les services « Politique de la Ville » des Communes d'Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis et Gardanne bénéficie de la participation des clubs de niveau national bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement au titre du dispositif de soutien au sport de haut niveau collectif et individuel, liés par une convention d'objectifs avec le Pays d'Aix.

3/ Soutien au dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix » (ESE):

Le partenariat Sport/Entreprise mis en place par la Communauté du Pays d'Aix au travers de ce dispositif validé par la délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire du 8 décembre 2005 a permis de créer une dynamique nouvelle entre les différents acteurs sportifs du territoire, et en particulier les jeunes sportifs évoluant en niveau national dans leur intégration sociale et professionnelle future.

Ce dispositif concerne aujourd'hui 325 jeunes sportifs de 15 à 20 ans constituant les espoirs des clubs de sports collectifs et individuels de haut niveau du Pays d'Aix dans les disciplines suivantes : natation (4 disciplines), handball, basket, volley-ball, athlétisme, gymnastique, BMX, taekwondo, cyclisme, escrime.

Le Territoire du Pays d'Aix, aux côtés des clubs de haut niveau de son territoire, a décidé de soutenir ce programme original depuis plusieurs années visant à créer les meilleures conditions possibles d'accompagnement et de soutien éducatif, scolaire et professionnel de jeunes sportifs.

Ce dispositif interactif permet aussi de mutualiser certains aspects logistiques : transports, restaurations adaptées, tutorat scolaire, préparation physique, en regroupant les bénéficiaires du programme.

En complémentarité de ce dispositif, une cellule opérationnelle prend en compte les sportifs adultes afin de les accompagner dans leur formation post sportive et leur insertion dans le monde du travail. Compte tenu de ces éléments, il est proposé d'approuver la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association "Ecole Sport Entreprendre (ESE) du Pays d'Aix", composée aujourd'hui de 1 salarié, de 15 contrats de vacataires et de 9 services civiques, et d'approuver l'attribution d'une subvention de 80.000 € à l'association "ESE Pays d'Aix" en 2022, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Club	N° Guichet Unique 2022	Budget prévisionnel 2022	Subvention N-1	Subvention sollicitée	Subventions proposée 2022	Convention
ESE Pays d'Aix	308	156.900 €	80.000 €	80.000 €	80.000 €	Oui

Il convient de noter qu'au-delà de 23.000 €, une convention annuelle type entre l'association sportive bénéficiaire et le Territoire du Pays d'Aix doit être conclue afin de permettre le versement des aides à chaque club.

En outre, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante ou dès que la délibération sera exécutoire, et ce pour l'ensemble des subventions.
- le solde de 20% sera versé sur présentation :
 - d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association,
 - s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

4/ Rappel des dispositions du Code du sport :

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du sport dispose que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions conclues, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article L. 113-3 du Code du sport dispose que les sommes versées par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L. 113-2, ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° 2021_CT2_533 du Conseil de Territoire du 30 novembre 2021 relative au soutien au sport de haut niveau (saison 2020/2021) - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports individuels ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions aux clubs de haut niveau et à l'association Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix telles que décrites dans les tableaux ci-dessus pour un montant total de 1.294.500 €, au titre de l'exercice 2022 pour la saison sportive 2021/2022.

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les deux clubs de sports collectifs de haut niveau, l'EUSRL Pays d'Aix Université Club Handball et l'association Provence Rugby.

Article 3 :

Est approuvée la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de sports collectifs de haut niveau : les associations Pays d'Aix Venelles Volley Ball, Pays d'Aix Natation – section Water Polo et Basket Métropole Aix Venelles.

Article 4 :

Est approuvée la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de sports individuels de haut niveau : les associations Gymnastique du Pays d'Aix et AUC Badminton.

Article 5 :

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association École Sport Entreprendre du Pays d'Aix.

Article 6 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 025

Poursuite de la mise en oeuvre de la politique sportive du Territoire du Pays d'Aix - Événements sportifs sur le Territoire du Pays d'Aix en 2022 – Open Pays d'Aix Cepac et Ironman du Pays d'Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien de la Communauté du Pays d'Aix à des épreuves sportives internationales a permis d'attester de l'ambition d'une politique sportive au service du plus grand nombre.

Celle-ci s'appuie sur des manifestations sportives d'exception qui suscitent tout autant l'engouement des spectateurs que l'envie des jeunes de découvrir ces disciplines sportives.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir en 2022 deux événements sportifs majeurs : l'Open Pays d'Aix Cepac et l'Ironman Pays d'Aix-en-Provence.

L'Open Pays d'Aix Cepac :

La 9ème édition de l'Open Pays d'Aix Cepac est un tournoi de tennis de niveau international classé ATP Challenger 125 qui se déroulera du 2 au 8 mai 2022.

En 2022, il sera doté d'un prix de 134.920 € (cent trente-quatre mille neuf cents vingt euros) et sera en mesure d'attirer des joueurs classés à partir de la 50ème place mondiale.

Il sera organisé, par la société sportive AB2M, au Country Club Aixois, qui possède les installations suffisantes pour accueillir cette compétition de haut niveau dans le respect des contraintes de la Fédération Française de Tennis (FFT) et mener une opération très aboutie de relations publiques.

Quelques chiffres :

- 40 juges de lignes, 50 ramasseurs de balles, 5 arbitres de chaises, 32 joueurs de simple, 16 équipes de double, 24 joueurs en qualifications et 10 personnes dédiées à l'entretien des courts en terre battue;
- 2700 places assises sur le court central (tribunes gratuites et places de loges VIP) ;

- 350 nuitées réservées pour l'accueil des joueurs et des officiels, 3 sites de restauration ;
- un village VIP de 500 m², une zone commerciale de 150 m².

Par son nom « Open Pays d'Aix Cepac » et son logo, ce tournoi est très étroitement associé à l'image du Territoire du Pays d'Aix et le succès des huit premières éditions l'encourage à poursuivre des actions de communication liées à cet événement.

Le succès de cette rencontre sportive dépend très largement de son audience dans les médias classiques, presses écrite et audiovisuelle. AB2M mettra en place un plan média important :

- programme officiel, gazettes, flyers, affichage sur les réseaux Muppy et Decaux de la ville d'Aix-en-Provence, sur les bus de la ville, les Diablines, chez les commerçants, dans les clubs de tennis de la Ligue et dans les parkings de la ville.
- pour ce qui concerne la presse écrite locale, un partenariat sera conclu avec la Provence, partenaire officiel et pour la presse spécialisée avec Grand Chelem, Tennis Info (FFT), Tennis Magazine.
- pour les radios, ce sont Nostalgie, Radio Star, NRJ, Chéri FM et France Bleu, pour assurer la promotion en amont et couvrir la compétition,
- en ce qui concerne la TV, diffusion dans le monde entier des matchs en direct avec la chaîne de live streaming, en partenariat avec l'ATP Tour, diffusion des 1/2 finales et finales en direct sur BEin sport. Au niveau local, les chaînes France 3 et BMF Marseille couvriront l'événement,
- pour l'internet avec le développement du site : www.opendupaysdaix.com,
- réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram,
- Une application digitale dédiée.

L'Ironman Pays d'Aix-en-Provence :

La Communauté du Pays d'Aix, puis le Territoire du Pays d'Aix, ont déjà soutenu les dix premières éditions de l'«Ironman 70.3 du Pays d'Aix» et de «l'Ironkids du Pays d'Aix» entre 2011 et 2021.

La société Ironman France organisera ainsi, le 22 mai 2022, la onzième édition de «l'Ironman Pays d'Aix-en-Provence», comprenant deux épreuves de niveau international, au même titre que d'autres triatlons Ironman organisés en France : un Ironman 70.3, dit « half » et un Ironman, dit « full ».

La société Ironman France organisera également l'Ironkids du Pays d'Aix le samedi 21 mai 2022, épreuve sportive de course à pied, qui se déroulera sur le Cours Mirabeau. Cette épreuve réservée aux enfants leur donnera l'occasion de fouler le parcours des 2 « Ironman » et de franchir la même "Finishline" que les athlètes engagés le lendemain.

Quelques chiffres de l'édition 2021 permettent de constater l'impact de cette manifestation sur le Territoire :

- 1095 athlètes inscrits (87% d'athlètes hommes et 13% d'athlètes femmes), 30% font leur premier IRONMAN

- 36 nationalités représentées (France, Royaume-Uni, Suisse, Italie, Allemagne, Belgique...),
- plus de 1000 volontaires assurant le succès de l'événement.

Les retombées médiatiques :

- 8 médias différents accrédités ;
- Presse écrite : parutions dans Midi Libre, Tri247, SudOuest, Charente Libre ;
- Presse spécialisée : parutions dans la presse spécialisée Trimag, Trimax, Triathlete Magazine et l'Equipe ;
- Presse web : Facebook (572.075 personnes atteintes), parution dans la presse spécialisée Trimax Hebdo, Trimag, Triathlete Magazine, Trimes, Blog d'athlètes sous forme de communiqué de presse ou de récit de course ;
- TV : 26 minutes sur la chaîne l'Equipe ;

Les retombées touristiques :

- 45% des athlètes ont séjourné à l'hôtel, soit 493 athlètes ;
 - 28% des athlètes sont restés 3 nuits, 30% 2 nuits, 20% une nuit et 22% 4 nuits ou plus ;
 - 25% des athlètes sont venus seuls, 37% avec une personne, 13% avec deux accompagnants, 12% avec trois accompagnants, 13% sont venus à quatre ou plus
 - 96% des athlètes sont satisfaits de la ville d'Aix-en-Provence.
 - la dépense moyenne par athlète s'élève à 105€ par nuit (ce chiffre ne comprend pas le logement pour les accompagnateurs ne logeant pas avec les athlètes). ; Au total, l'impact économique en matière de logement est de 329.385 €.
- L'impact économique en matière de restauration, souvenirs et loisirs est de 492 240 €.

L'Ironman 70.3 Pays d'Aix-en-Provence en 2022 comptera jusqu'à 2.500 athlètes inscrits et se déroulera de la façon suivante :

- une épreuve de natation (1,9 km) sur le lac de Peyrolles-en-Provence,
- une épreuve de cyclisme (90 km) permettant aux athlètes de traverser plusieurs communes du Territoire du Pays d'Aix avec une arrivée à Aix-en-Provence,
- une épreuve de course à pied (21,1 km) qui s'achèvera sur le cours Mirabeau à Aix-en-Provence.

L'Ironman Pays d'Aix-en-Provence en 2022 comptera jusqu'à 2.000 athlètes inscrits et se déroulera suivant le même parcours que le « half » de la façon suivante :

- une épreuve de natation (3,8 km),
- une épreuve de cyclisme (182 km),
- une épreuve de course à pied (42 km).

A l'occasion de cette 11ème édition, l'organisateur souhaite mettre en valeur le Territoire du Pays d'Aix par la mise en avant d'une dizaine de commerces/hôtels auprès des athlètes et par l'augmentation de l'ancrage économique au niveau local en choisissant des prestataires de services et de produits issus de la région.

A l'issue des deux événements, les organisateurs s'engagent à fournir au Territoire du Pays d'Aix un bilan de l'organisation et des retombées médiatiques, touristiques et économiques sur le territoire.

Au regard de la promotion du territoire, des retombées économiques, et de la valorisation du sport de haut niveau qu'apportent ces deux grandes manifestations, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre son soutien à leurs organisations en concluant des marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2022 pour des montants prévisionnels estimés à : 135.000 € TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac et 75.000 € TTC pour l'Ironman Pays d'Aix-en-Provence.

Il convient de noter que la Métropole Aix-Marseille-Provence contribuera aux achats des prestations de service dans le cadre du marché relatif à l'Ironman à hauteur de 15.000 € TTC.

Il convient de préciser que, par dérogation aux dispositions prévues par le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) et dans le cas d'une annulation de la manifestation pour cause de crise sanitaire liée à une reprise du COVID-19 ou tout autre événement majeur non prévisible, le marché pourra être résilié de fait par le Pays d'Aix sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le titulaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'organisation des manifestations Open Pays d'Aix Cepac et Ironman Pays d'Aix-en-Provence en 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvé le lancement de marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2022 pour des montants prévisionnels estimés à : 135.000 € TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac et 75.000 € TTC pour l'Ironman Pays d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2022 en section de fonctionnement : Chapitre 011 / Nature 611/ Fonction 326.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 026

Rugby Africa Cup 2022 – Approbation de la convention avec le Groupement d'Intérêt Public France 2023 relative à la mise à disposition des installations sportives du stade Maurice David à Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a déclaré le stade Maurice David d'intérêt communautaire et a confié à

la Ville d'Aix-en-Provence, par convention, la gestion du Stade Maurice David, jusqu'au 30 juin 2026.

Par courrier du 2 novembre 2021, le Territoire du Pays d'Aix a présenté sa candidature dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt publié par le GIP France 2023 le 6 octobre 2021, et relatif à la sélection des villes-hôtes et territoires accueillant le tournoi d'Afrique 2022 (Rugby Africa Cup 2022).

Ce tournoi qualificatif pour la Coupe du Monde de Rugby 2023, et dont le GIP est l'organisateur désigné par la Fédération Rugby Afrique sera organisé en France du 29 juin au 12 juillet 2022.

A l'issue du processus de sélection, la candidature du Territoire du Pays d'Aix a été sélectionnée. Le présent rapport a pour objet de valider la mise à disposition gratuite au bénéfice du GIP France 2023 des infrastructures de compétition et d'entraînements du Stade Maurice David et ce, à titre gracieux eu égard au but non lucratif du GIP France 2023 qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

La compétition se déroulera en juillet 2022, et devrait se conformer au calendrier prévisionnel suivant :

- 29 juin : Arrivée des équipes dans la ville hôte
- 1er et/ou 2 juillet : Quart-de-finales
- 6 juillet : Demi-finales (& matches de classement)
- 10 juillet : Finale (& matches de classement)
- 11 juillet : Départ des équipes

La compétition regroupera 8 équipes qui disputeront la compétition sur un même territoire et dans au moins deux stades différents conformément aux critères du cahier des charges en annexe de la convention jointe au présent rapport, sur trois jours de match. Au total, 12 matchs seront ainsi disputés. Le vainqueur du tournoi sera qualifié pour la Coupe du Monde de Rugby France 2023 au titre « d'Afrique 1 ».

L'équipe arrivée deuxième sera qualifiée pour disputer le tournoi final de repêchage en novembre 2022.

Outre la mise à disposition du stade Maurice David, le Pays d'Aix s'est rapproché de la Ville d'Aix-en-Provence et de Provence Rugby afin d'envisager la mise à disposition de sites et d'installations d'entraînement de qualité répondant au cahier des charges de l'organisateur. Ainsi, les deux entités ont retenu les sites suivants :

- Les terrains de rugby d'entraînement du complexe sportif Maurice David, propriété de la Ville d'Aix-en-Provence,
- la salle de musculation du Stade Maurice David, propriété de SASP Provence-Rugby

Il convient d'indiquer que le Territoire du Pays d'Aix s'engage également à concevoir et à déployer une campagne de communication et de promotion de la compétition au niveau local.

L'accueil de ces compétitions est une reconnaissance forte par les différentes institutions du monde du rugby, des efforts portés par le Territoire dans le cadre de la modernisation du stade Maurice David et du soutien apporté à la pratique du rugby de haut niveau.

Le Territoire du Pays d'Aix réaffirme son soutien au développement d'une politique sportive ambitieuse en autorisant, par la convention jointe au présent rapport, le GIP 2023 à utiliser les installations sportives et les locaux du stade Maurice David afin d'accueillir ces futures rencontres.

Il est proposé aujourd'hui d'autoriser la signature de la convention Territoire-Hôte de partenariat avec le GIP France 2023, organisateur de la Rugby Africa Cup 2022, ainsi que le projet de ratification et d'exécution de la promesse de porte fort en annexe 3 de la convention avec la ville d'Aix-en-Provence et la SASP Provence Rugby, partenaires du projet, permettant l'utilisation du stade Maurice David à titre gracieux correspondant à la mise à disposition du terrain, des vestiaires et des espaces réceptifs notamment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention Territoire-Hôte « Rugby Africa Cup 2022 », jointe en annexe du présent rapport, ayant pour objet principal la mise à disposition et l'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit du GIP 2023, pour accueillir des matchs lors de la Rugby Africa Cup 2022, qui n'entraîne aucune incidence financière.

Article 2 :

Est approuvée le projet de ratification et d'exécution type de la promesse de porte fort à passer avec les différents partenaires du projet : la ville d'Aix-en-Provence et la SASP Provence Rugby selon le modèle défini à l'annexe 3 de la convention Territoire-Hôte « Rugby Africa Cup 2022 ».

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 027

PRODAS 2022 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place

du Projet de Développement des Activités Sportives (ci-après PRODAS).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner jusqu'à 100% les projets d'actions proposés par les associations du Territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les neuf subventions proposées sont détaillées dans le tableau joint pour un montant total de 51.500 €.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix ne sera pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix

pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (quel que soit le montant de la subvention) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au bénéficiaire dès que la délibération sera exécutoire,

- le solde de 20% sera versé sur présentation, de préférence avant le 1er novembre 2022 :

- du budget réalisé définitif ou provisoire de l'action signé du Président et du Trésorier de l'association ;
- du rapport d'activités de l'action ;
- s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à la validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif PRODAS ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répond aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées au titre de l'année 2022 neuf subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-annexé pour un montant total de 51.500 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Fonction 326, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 028

Composition du comité de pilotage pour la programmation et la construction de la nouvelle piscine de Vitrolles

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La piscine du Liourat à Vitrolles, construite en 1982 est en fin de vie. Vétuste, réalisée sur un process de préfabrication industrielle difficilement restaurable, contrainte en taille notamment par l'emprise foncière réduite et ne répondant plus aux normes, elle ne permet plus de garantir une exploitation correcte de l'équipement. Les études préalables ont démontré

que sa rénovation n'aurait pas permis de répondre aux attentes réglementaires, fonctionnelles et techniques actuelles.

Aussi, le remplacement de la piscine du Liourat par un nouvel équipement, et sa relocalisation sur le site des Jardins de Kiffa, ont été approuvés par délibérations du Conseil de Territoire du 16 novembre 2020 et du 27 mai 2021.

L'avancée du projet et notamment des études programmatiques, vont entraîner des arbitrages à venir qui nécessitent de mettre en place un comité de pilotage.

Après consultation de la Commune de Vitrolles ainsi que du Vice-Président délégué au Sport du Territoire du Pays d'Aix, il est proposé de créer un comité de pilotage pour le suivi de la programmation et de la construction de la future piscine de Vitrolles avec la composition suivante :

Elus du Pays d'Aix

M. Gérard BRAMOULLÉ Président du Territoire Pays d'Aix

M. Michel BOULAN Vice-Président délégué au Sport du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Châteauneuf-le-Rouge

M. Pascal CHAUVIN, Président de la Commission Sport du Pays d'Aix, Maire de Trets

Elus de la ville de Vitrolles

M. Loïc GACHON, Maire de Vitrolles

M. Jean-Pierre MICHEL, Adjoint aux Sports de Vitrolles

Techniciens du Pays d'Aix

M. Jean-Louis DALMASSO, Directeur Général des Services du Territoire du Pays d'Aix

M. Alain BEZ, Directeur du Pôle Culture et Sport

M. Aldric SINGHER, Directeur des Equipements Aquatiques

Mme Florence PANICALI, Chargé de projet à la Maîtrise d'Ouvrage (ou son remplaçant)

M. Stéphane AUDIBERT, Chargé de mission auprès du Directeur des Equipements Aquatiques

M. François BALDIZZONE, Chef du service au Public de la Direction des Equipements Aquatiques

Techniciens de la ville de Vitrolles

M. Guillaume LECLERC, Directeur Général des Services, ville de Vitrolles

Mme Gihane DRIDI, Directrice Générale Adjointe, ville de Vitrolles

M. Christophe AUGIER, Directeur des Sports, ville de Vitrolles.

Invités (en tant que de besoin)

AMO

ARCHITECTE

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020_CT2_271 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix 16 novembre 2020 relative à l'approbation du pré-programme de relocalisation de la piscine du Liourat à Vitrolles ;
- La délibération n°2021_CT2_282 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, relocalisation de la piscine du Liourat à Vitrolles ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'état d'avancement de l'opération de construction de la nouvelle piscine de Vitrolles et les arbitrages qui seront attendus du Maître d'Ouvrage quant à la programmation et à l'exécution des travaux de construction de l'ouvrage.
- La nécessité de constituer un comité de pilotage pour qu'y soient partagés les arbitrages afférents à la programmation et la construction de la nouvelle piscine de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'un comité de pilotage pour la programmation et la construction de la nouvelle piscine de Vitrolles ainsi que sa composition telle qu'exposée précédemment.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2022 CT2 029

Attribution d'une subvention de fonctionnement au Festival International d'Art Lyrique - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par

la facilitation de l'accès à la culture (délibération n°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants :

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le Territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Le Festival International d'Art Lyrique bénéficie d'une subvention de fonctionnement dans le cadre de conventions triennales avec des objectifs partagés avec les autres collectivités ainsi que l'Etat. Cette convention est actuellement en cours d'actualisation.

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Festival International d'Art Lyrique (FIAL), pour un montant total de 930 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

N°	Association	Manifestation	Lieu action	Date projet	Sub N-1	Total B.P	Montant sollicité TPA	Montant Proposé	% montant proposé	Convention d'objectif
00000691	Festival International d'Art Lyrique	Fonctionnement général	international	Année 2022	930 000 €	24 676 000 €	1 080 000 €	930 000 €	3.77 %	oui

A titre d'information :

Un autre dossier de demande de subvention de fonctionnement pour 2022 a été déposé par le FIAL à la Métropole Aix-Marseille Provence pour un montant de 150 000 €.

Le Festival International d'Art Lyrique a également déposé une demande de subvention en investissement auprès du Territoire du Pays d'Aix d'un montant de 80 000 €.

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (cf. Article 58 « modalités de calcul » et article 59 « modalités de versement »).

Il précise notamment :

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties. Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire ainsi que le rapport de l'Expert-Comptable ou du Commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. La convention bilatérale annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement de la subvention au titre de l'exercice 2022.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;

- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en fonctionnement pour un montant total de 930 000 € au Festival International d'Art Lyrique.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Festival International d'Art Lyrique.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 030

Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Chorégraphique National - Ballet Preljocaj - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération n°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants :

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le Territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Le Centre Chorégraphique National - Ballet Preljocaj bénéficie d'une subvention de fonctionnement dans le cadre de conventions triennales avec des objectifs partagés avec les autres collectivités ainsi que l'Etat.

Cette convention est actuellement en cours d'actualisation.

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Chorégraphique National - Ballet Preljocaj, pour un montant total de 600 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

N° Dossier	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Sub N-1	Total budget prévisionnel	Montant sollicité TPA	Sollicité ville	Montant Proposé	% montant proposé	Convention d'objectif
00000105	BALLET PRELJOCAJ	Fonctionnement général	International	Année 2022	600 000 €	6 684 367 €	600 000€	Aix-en-Provence : 345 000 €	600 000€	8,98 %	oui

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (cf. article 58 « modalités de calcul » et article 59 « modalités de versement »).

Il précise notamment :

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties. Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire ainsi que le rapport de l'Expert-Comptable ou du Commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. La convention bilatérale annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement de la subvention au titre de l'exercice 2022.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en fonctionnement pour un montant total de 600 000 € au Centre Chorégraphique National - Ballet Preljocaj.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Centre Chorégraphique National - Ballet Preljocaj.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 031

Attribution de subventions de fonctionnement au Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) - Approbation de conventions

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des

subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération n°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants :

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le Territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

C'est le cas pour le Centre International des Arts en Mouvement (CIAM).

Déployé depuis 2013 sur un terrain de 5 hectares en bordure d'Aix-en-Provence, le CIAM est un tiers lieu culturel qui explore la création de liens entre la culture et les habitants du Territoire du Pays d'Aix en prenant appui sur les arts du cirque.

Les projets du CIAM s'organisent autour de 4 axes majeurs : l'enseignement, l'innovation-recherche, la médiation et la diffusion de spectacles.

Aujourd'hui ce lieu de vie ouvert 6 jours par semaines et 330 jours par an, affiche 18 000 bénéficiaires chaque année.

De plus, le « Festival jours et nuits de cirque(s) » attire un public toujours plus nombreux chaque week-end durant l'été et invite grands et petits à découvrir de nouvelles créations circassiennes à la belle étoile. Plus de 7000 spectateurs et 40 compagnies ont ainsi répondu présent en 2021. La 10^{ème} édition du Festival se tiendra du 17 au 25 septembre 2022.

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des

manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de deux subventions de fonctionnement au Centre International des Arts en Mouvement (CIAM), pour un montant total de 250 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° Dossier	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Sub N-1	Total B.P	Montant sollicité TPA	Sollicité ville	Montant Proposé	% montant proposé	Convention d'objectif
00000340	CIAM	Fonctionnement général	Pays d'Aix	Année 2022	100 000 €	1 300 278 €	100 000 €	Aix-en-Provence : 400 000 €	100 000 €	7,69 %	oui
00000372	CIAM	Festival jours et nuits de cirque 2022	Pays d'Aix	17/09/2022 au 25/09/2022	150 000 €	414 030 €	150 000 €	Aix-en-Provence : 100 000 €	150 000 €	36,23%	oui

TOTAL : 250 000 €

A titre d'information, plusieurs demandes de subventions ont été déposées par le Centre International des Arts en Mouvement pour l'exercice 2022 :

- Le CIAM a déposé une demande de subvention dans le cadre du PRODAS sollicitant la Direction des sports du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 4 500 € pour le projet « Animation et découverte du cirque » (dossier n°421) ainsi qu'une demande à la direction de la culture dans le cadre du patrimoine en mouvement (dossier n° 349) à hauteur de 30 000 €.

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (cf. article 58 « modalités de calcul » et article 59 « modalités de versement »).

Il précise notamment :

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties. Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire ainsi que le rapport de l'Expert-Comptable ou du Commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions au titre de l'exercice 2022.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions de fonctionnement pour un montant total de 250 000 € au Centre International des Arts en Mouvement.

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Centre International des Arts en Mouvement.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 032

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Atelier de la Langue Française - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération n°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants :

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le Territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Atelier de la Langue Française, pour un montant total de 72 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

N° Dossier	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Sub N-1	Total budget prévisionnel	Montant sollicité TPA	Sollicité ville	Montant Proposé	% montant proposé	Convention d'objectif
00000508	ATELIER DE LA LANGUE FRANÇAISE	Fonctionnement général	Pays d'Aix	Année 2022	80 000 €	339 100 €	80 000 €	Aix-en-Provence : 50 000 €	72 000 €	21,23 %	OUI

A titre d'information, l'Atelier de la Langue Française a déposé la demande suivante pour l'exercice 2022 :

- Une demande de subvention en investissement au Territoire du Pays d'Aix d'un montant de 19 963 € TTC (numéro de dossier : N° 00000583)

Il convient de noter qu'une convention multipartenariale pluriannuelle d'objectifs avec l'Atelier de la Langue Française, les collectivités et l'Etat est en cours de renouvellement.

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (cf. article 58 « modalités de calcul » et article 59 « modalités de versement »).

Il précise notamment :

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties. Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire ainsi que le rapport de l'Expert-Comptable ou du Commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions au titre de l'exercice 2022.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la Commission Culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2019_CT2_732 approuvant la convention pluriannuelle avec l'Atelier de la Langue Française pour la période 2020-2022 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en fonctionnement pour un montant total de 72 000 € à l'Atelier de la Langue Française.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et l'Atelier de la Langue Française.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 033

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix – Approbation de conventions d'objectifs et de moyens

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Cette politique culturelle

aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du Territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 15 subventions de fonctionnement à 14 associations culturelles pour un montant total de 957 800 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions types d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

A titre d'information, des dossiers de demandes de subventions 2022 sont actuellement à l'instruction.

Ils concernent notamment :

L'association « Anonymal » qui a déposé une demande d'un montant de 22 000 € à la Direction du développement économique du CT2 au titre de la médiation numérique - (dossier n°425) ainsi que l'association « Seconde Nature » qui a déposé une demande d'un montant de 25 000 € à la Direction du développement économique du CT2 – (dossier n°449) au titre du Digital Art Club.

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (Cf. articles 58 « Modalités de calcul » et 59 « Modalités de versement »).

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

La proratisation pourra donc éventuellement être appliquée après analyse des documents transmis par l'association.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions types bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions au titre de l'exercice 2022.

L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la Commission Culture et sports du Territoire du Pays d'Aix.

N° Des sites	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total budget prévisionnel	Montant sollicité TPA	Sollicité ville	Montant Proposé	% montant proposé d'objectif	Convention n°	Date com	Date CT
000 001 35	LES LUMIERES	Concerts et actions culturelles 2022	Métropole	01/01/22 au 31/12/22	40 000,00 €	40 000,00 €	117 997,00 €	40 000,00 €	Aix-en- Provence : 5000,00 €	36 000 €	30,51%	OUI	15-févr	03-mars
000 001 85	IMAGES DE VILLES IMAGES DE VIE	Festival Image de Ville et action culturelle d'Image de Ville	Métropole	1/10/22 au 30/10/22	55 000,00 €	60 000,00 €	171 500,00 €	60 000,00 €	Aix-en- Provence : 47 000,00 € Marseille : 8 000,00 €	49 500 €	28,86%	OUI	15-févr	03-mars
000 001 45	RENCONTRES CINÉMATOGRAPHI- QUES D'AIX EN PROVENCE	48ème festival tous courts	Métropole	21/11/22 au 3/12/22	46 000,00 €	50 000,00 €	298 225,00 €	55 000,00 €	Aix-en- Provence : 71 100,00 €	41 400 €	13,88%	OUI	15-févr	03-mars
000 002 64	ASSOCIATION AIX'QUI?	Class'week 2022	Métropole	3/01/2022 au 30/11/2022	41 000,00 €	45 000,00 €	405 147,00 €	50 000,00 €	Aix-en- Provence: Mar tignes, Port de bouc et Guilleville - 42 000,00 €	36 900 €	9,11%	OUI	15-févr	03-mars
000 003 12	MUSIQUES- ÉCHANGES	Fonctionnement général	Métropole	Année 2022	40 000,00 €	40 000,00 €	252 500,00 €	45 000,00 €	Aix-en- Provence : 35 000,00 €	36 000 €	14,26%	OUI	15-févr	03-mars
000 003 88	OPENING NIGHTS	Par les villages 16ème édition	Pays d'Aix	21/01/2022 2 au 18/12/2022	104 000,00 €	112 000,00 €	128 500,00 €	112 000,00 €	Aix-en- Provence : 4 000,00 €	93 600 €	72,84%	OUI	15-févr	03-mars
000 004 20	SECONDE NATURE	Fonctionnement général	Métropole	Année 2022	135 000,00 €	135 000,00 €	709 500,00 €	195 000,00 €	Aix-en- Provence : 124 000,00 €	121 500 €	17,12%	OUI	15-févr	03-mars
000 004 23	ANONYMAL	Fonctionnement général	Pays d'Aix	Année 2022	39 000,00 €	43 000,00 €	721 400,00 €	50 000,00 €	V. détail Multi CT	35 100 €	4,87%	OUI	15-févr	03-mars
000 005 28	FESTIVAL INTERNATIONAL DE PIANO	42ème festival international de piano	La Roque d'Anthéron	22/07/2022 2 au 19/08/2022	200 000,00 €	200 000,00 €	3 205 798,00 €	220 000,00 €	La Roque d'Anthéron + Gordes + Rogues : 41 000,00 €	200 000 €	6,24%	OUI	15-févr	03-mars
000 002 52	ASSOCIATION AIX'QUI?	Tour en Pays d'Aix 2022	Pays d'Aix	1/02/2022 au 30/11/2022	93 000,00 €	100 000,00 €	154 753,00 €	100 000,00 €	0,00 €	83 700 €	54,09%	OUI	15-févr	03-mars
000 004 50	GROUPE ET COMPAGNIE GRENADE JOSETTE BAIZ	Fonctionnement général	Métropole et internation al	1/01/2022 au 31/12/2022	23 000,00 €	23 000,00 €	871 000,00 €	30 000,00 €	120 800,00 €	20 700 €	2,38%	OUI	15-févr	03-mars
000 006 20	ASSOCIATION CAFE MUSIQUES LA FONDERIE	25ème édition du 28 Zak festival	Aix en Provence	3/01/2022 au 29/12/2022	111 000,00 €	120 000,00 €	240 680,00 €	120 000,00 €	Aix en Provence : 64 680,00 €	99 900 €	41,51%	OUI	15-févr	03-mars
000 005 77	LES FILMS DU DELTA	Nouveau monde Les Journées Courts Bouillon Club médiathèque et divers ateliers	Rousset Trets Aix en Provence	Année 2022	46 000,00 €	50 000,00 €	146 250,00 €	50 000,00 €	Rousset : 64 500,00 €	41 400 €	28,31%	OUI	15-févr	03-mars
000 004 19	LE RELAIS DES POSSIBLES	2e Bus	Aix en Provence	22/09/2022 2 au 21/11/2022	31 000,00 €	34 000,00 €	110 580,00 €	42 000,00 €	Politique de la ville : 21 000,00 €	27 900 €	25,23%	OUI	15-févr	03-mars
000 002 37	LES ECRIVAINS EN PROVENCE	33ème Salon Littéraire : Pays Invité Dans Le Cadre Des "lettres Venues d'ailleurs" L'Islande	Foveau	1/09/2022 au 4/09/2022	38 000,00 €	38 000,00 €	111 150,00 €	40 000,00 €	6 000,00 €	34 200 €	30,77%	OUI	15-févr	03-mars

TOTAL: 957 800 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1:

Sont attribuées pour l'exercice 2022, 15 subventions en fonctionnement à 14 associations pour un montant total de 957 800 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2:

Sont approuvées les conventions types d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix – Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix et les associations.

Article 3:

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 034

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du Territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements

culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Les caractéristiques du fonds d'intervention à destination des associations sont les suivantes :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations financées doivent être en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

Les associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

Modalités de versement - Art 59 du RBF:

- 80% de la subvention après la notification de la subvention,
- Solde sur présentation de justificatifs.

Les subventions inférieures à 5 000 € (cinq mille euros) pourront faire l'objet d'un versement unique avec un contrôle a posteriori.

Action: Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Fonctionnement général : Dans le cadre du financement du fonctionnement général, Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

La proratisation pourra donc éventuellement être appliquée après analyse des documents transmis par l'association.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, la Métropole Aix-Marseille-Provence se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de neuf subventions de fonctionnement à neuf associations pour un montant total de 74 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° Doss. it	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Subvention N-1	Total budget prévisionnel	Montant sollicité TP	Sollicité ville	Montant Proposé	% montant proposé
0000 0087	ASSOCIATION CULTURE ET AGRICULTURE EN SAINTE VICTOIRE	Vinomusic festival 2022	Rousset	1/07/2022 au 2/07/2022	3 000 €	18 800 €	3 500 €	Rousset : 3 500 €	3 000 €	15,96%
0000 0115	ASSOCIATION JH FONT SAULIERE EVENEMENTS	Jazz sous les étoiles	Bouc-Bel-Air	6/07/22 au 8/07/22	Rejet	74 160 €	22 000 €	Bouc-Bel-Air : 2 000 €	15 000 €	20,23%
0000 0129	CENTRE FRANCO ALLEMANDE DE PROVENCE	Organisation de manifestations culturelles Franco-allemandes et euro-méditerranéennes 2022	Métropole	3/01/2022 au 23/12/2022	16 000 €	132 500 €	18 000 €	Aix-en-Provence : 30 000 €	16 000 €	12,08%
0000 0223	FESTIVAL DURANCE LUBERON	Festival D'été 2022 - 25e édition	Métropole	5/08/2022 au 21/08/2022	2 000 €	100 400 €	5 000 €	8 400 €	2 000 €	1,99%
0000 0277	THEATRE ET CHANSONS	Fonctionnement général	Pays d'Aix	Année 2022	2 000 €	302 114 €	10 000 €	57 500 €	2 000 €	0,66%
0000 0299	EFFERVESCENCES MUSICALES	Festival des nocturnes Sainte-Victoire	Pays d'Aix	28/06/22 au 12/07/22	4 000 €	81 500 €	12 000 €	Peynier : 7 000,00 € Trets : 3 000,00 €	4 000 €	4,91%
0000 0453	M2F CREATIONS	Saison culturelle 2022	Pays d'Aix	année 2022	14 000 €	112 000 €	20 000 €	Aix-en-Provence : 20 000 €	14 000 €	12,50%
0000 0752	CULTURE DU COEUR 13	Favoriser l'accès à l'art et à la culture des personnes en précarité dans le pays d'aix	Pays d'Aix	1/01/22 au 31/12/22	11 000 €	68 668 €	13 000 €	Aix-en-Provence : 12 000 €	11 000 €	16,02%
0000 0980	RENCONTRES MUSICALES VAUVENARGUES	Les journées musicales	Vauvenargues	27 juin au 03 juillet 2022	0 €	54 248 €	10 000 €	3 000 €	7 000 €	12,90%

Total : 74 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;

- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées, pour l'exercice 2022, neuf subventions en fonctionnement à neuf associations pour un montant total de 74 000 € telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 035

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du Territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération n°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Cette politique culturelle a été confortée par le Territoire du Pays d'Aix qui a poursuivi ce dispositif de subventionnement affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants :

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le territoire

- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

L'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence qui organise les Rencontres du 9ème Art- Festival de la bande dessinée et autres arts associés répond à ces critères.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique de 50 000 € à l'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence pour l'organisation de la 19ème édition des Rencontres du 9ème art – Festival de la bande dessinée et autres arts associés et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au rapport.

Cette manifestation se déroulera en mai et avril 2022 avec un format entièrement repensé afin de s'adapter aux contraintes qu'impose la situation sanitaire liée à la pandémie.

N°	structure	Manifestation	Lieu action	Date projet	Sub N-1	Total B.P	Montant sollicité TPA	Montant Proposé	% montant proposé	Convention d'objectif
00000986	Office Municipal du Tourisme d'Aix	19ème édition – Rencontres du 9ème art – édition 2022	Aix-en-Provence et Pays d'Aix	Avril -mai 2022	50 000 €	226 345 €	50 000 €	50 000 €	22,09 %	OUI

Les associations et les Établissements Publics sont soumis aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (Cf. articles 58 « Modalités de calcul » et 59 « Modalités de versement »).

Il précise notamment :

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de calcul d'une subvention spécifique

Le montant de la subvention spécifique est déterminé soit par application d'un taux exprimé en pourcentage de la dépense subventionnable, soit en fonction de barèmes unitaires. Les dépenses subventionnables correspondent à la liste des dépenses éligibles à une subvention eu égard à leur nature ou leur objet au titre du dispositif cadre. La base subventionnable est l'assiette des dépenses éligibles à laquelle s'applique le taux de subvention. Subvention et dépense subventionnable sont plafonnées.

Révision du montant subventionné (article 58.4 du RBF)

Pour les subventions globales, le montant définitif de la subvention accordée peut, notamment en

application de la convention conclue avec le bénéficiaire, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'organisme.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties. Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'organisme.

S'agissant des subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. La convention bilatérale annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement de la subvention au titre de l'exercice 2022.

L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la Commission Culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 15 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations et des établissements publics qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en fonctionnement à l'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence pour un montant total de 50 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 657381, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Finances

2022 CT2 036

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération de construction de 24 logements locatifs sociaux dénommée " Clair Logis " située 6 Route de Caireval à Lambesc

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 24 logements locatifs sociaux dénommée « Clair Logis » située 6 Route de Caireval à Lambesc.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant de 4 109 239 euros est financée par un emprunt d'un montant total de 2 612 995 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie. L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Lambesc, co-garantes chacune à hauteur de 50 % soit 1 306 497,50 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2020.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et des conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt n° 125052 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 2 612 995 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 24 logements locatifs sociaux à Lambesc ;
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements locatifs sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 612 995 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 125052.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération de construction de 24 logements locatifs sociaux dénommée « Clair Logis » située 6 Route de Caireval à Lambesc.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 037

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux dénommée " Le Clos Chante Grive " située 6 Rue du Jas à Lambesc

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux dénommée « Le Clos Chante Grive » située 6 Rue du Jas à Lambesc.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 2 472 722 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 1 717 452 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS – PLAI n° 125201 de 1 596 095 euros,
- Contrat PLS n° 125399 de 121 357 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Lambesc, co-garantes chacune à hauteur de 50 %, soit 858 726 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2020.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Les contrats de Prêt n° 125201 et n° 125399 en annexe signés entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 1 717 452 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux à Lambesc ;
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements locatifs sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 1 717 452 euros souscrits par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS – PLAI n° 125201 constitué de cinq lignes, d'un montant de 1 596 095 euros,
- Contrat PLS n° 125399 constitué de quatre lignes, d'un montant de 121 357 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux dénommée « Le Clos Chante Grive », située 6 Rue du Jas à Lambesc.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 125201 et n° 125399 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°125201 et n°125399 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 038

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux dénommée " Notre Dame de la Rose " située 7 Rue Notre Dame de la Rose à Lambesc

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux dénommée « Notre Dame de la Rose » située 7 Rue Notre Dame de la Rose à Lambesc.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 2 127 308 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 1 736 706 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS – PLAI n° 126857 de 1 119 089 euros,
- Contrat PLS n° 126858 de 617 617 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Lambesc, co-garantes chacune à hauteur de 50 %, soit 868 353 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2020.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Les contrats de Prêt n° 126857 et n° 126858 en annexe signés entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 1 736 706 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux à Lambesc ;

- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements locatifs sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 1 736 706 euros souscrits par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS – PLAI n° 126857 constitué de cinq lignes, d'un montant de 1 119 089 euros,
- Contrat PLS n° 126858 constitué de quatre lignes, d'un montant de 617 617 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux dénommée « Notre Dame de la Rose », située 7 Rue Notre Dame de la Rose à Lambesc. Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 126857 et n° 126858 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°126857 et n°126858 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 039

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux dénommée " La Petite Duranne " située 2300 Route d'Apt à Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux dénommée « La Petite Duranne » située 2300 Route d'Apt à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 469 978 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 1 536 422 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS – PLAI n° 126710 de 1 171 312 euros,
- Contrat PLS n° 126708 de 365 110 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune d'Aix-en-Provence, co-garantes chacune à hauteur de 50 %, soit 768 211 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2020.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Les contrats de Prêt n° 126710 et n° 126708 en annexe signés entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 1 536 422 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux à Aix-en-Provence ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements locatifs sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 1 536 422 euros souscrits par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS – PLAI n° 126710 constitué de six lignes, d'un montant de 1 171 312 euros,
- Contrat PLS n° 126708 constitué de cinq lignes, d'un montant de 365 110 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux dénommée « La Petite Duranne », située 2300 Route d'Apt à Aix-en-Provence.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 126710 et n° 126708 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°126710 et n°126708 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Foncier

2022 CT2 040

AVIS - Acquisition foncière du terrain d'assiette d'un dispositif de gestion des crues de l'Eze sur la Commune de Pertuis - Propriété Bourdon et Guirald

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire qui soit cohérente avec

les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin hydrographique.

L'exercice de cette nouvelle compétence GEMAPI est fondée sur l'habilitation prévue par l'article L.211-7.1 du Code de l'environnement, qui permet aux collectivités, à leurs groupements et aux syndicats mixtes d'intervenir sur des terrains sur lesquels ils ne disposent d'aucun droit réel (ni droit de propriété, ni servitude d'usage). La compétence GEMAPI n'emporte pas la propriété sur les ouvrages, les cours d'eau, les plans d'eau ou les milieux aquatiques, mais est toutefois subrogée dans les droits et les obligations du propriétaire public. Les missions relevant de cette compétence sont définies au 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer,
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La nouvelle organisation de cette compétence délibérée au Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 reposera donc sur 4 grands acteurs principaux :

- une équipe GEMAPI au sein de l'organisation métropolitaine participant à la stratégie et pilote de certaines opérations,
- les deux nouveaux Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE) correspondant aux deux syndicats existants aux périmètres élargis,
- le SMAVD (Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance) dont le champ d'intervention est élargi aux affluents de la Durance situés sur le territoire métropolitain, par délibération du 7 octobre 2021 et au bassin versant de l'Eze, par délibération du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Le présent rapport concerne l'Eze sur la Commune de Pertuis. L'Eze est un affluent rive droite de la Durance au niveau de Pertuis. Il draine un bassin versant de 156 km² jusqu'à sa confluence avec la Durance. Sur un linéaire d'environ 23 km, ce cours d'eau traverse les communes de Grambois, la Tour-d'Aigues et Pertuis. Ce bassin versant est donc réparti sur deux EPCI : la Communauté territoriale du Lubéron (COTLUB) et la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP). Ce bassin est principalement rural avec 10% de sa superficie occupée par des zones urbaines. L'occupation des sols favorise donc l'infiltration notamment avec des zones karstiques (environ 25% du bassin versant - BV) et des zones forestières (environ 50% du BV). Les événements de crue marquants observés sont les suivants : août 1986, avril 1988, septembre 1993 et décembre 2019.

Historiquement, la gestion de ce cours d'eau avait été confiée au Syndicat intercommunal d'Aménagement et d'Entretien du bassin de l'Eze (SIAE). Ce syndicat est aujourd'hui dissout et la gestion de l'Eze est déléguée par la Métropole AMP au SMAVD par délibération du 16 décembre 2021.

L'objectif de la compétence GEMAPI est de pouvoir concilier urbanisme (meilleure intégration du risque d'inondation dans l'aménagement de son territoire et dans les documents d'urbanisme), prévention des inondations (gérer les ouvrages de protection) et gestion des milieux aquatiques (assurer l'écoulement des eaux et gérer les zones d'expansion des crues). De plus, la loi indique que celle-ci doit être appréhendée par bassins versants homogènes. Pour répondre à cet objectif, la MAMP, en lien avec le SMAVD, doit imaginer une stratégie de gestion intégrée sur l'Eze. Il s'agit notamment d'élaborer une stratégie de gestion des systèmes d'endiguement de l'Eze et de la mettre en œuvre.

S'agissant de la prévention du risque inondation, plusieurs actions ont été et seront engagées :

- Des travaux d'entretien du cours d'eau ont été réalisés grâce à une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) signée en janvier 2020 et qui sera renouvelée dans le cadre de la nouvelle gouvernance.
- Une étude hydrologique a été réalisée sur le bassin versant en 2019 par le SIAE. Les résultats concluaient à une diminution du débit pour la crue de référence et a mené la ville de Pertuis à demander une révision du PPRI. Dans la continuité de cette étude, un pré-diagnostic des digues classées au titre du décret 2007 a été mené. L'objectif étant pour le service GEMAPI d'apprécier l'état initial des ouvrages et le plan d'actions à mettre en œuvre pour clarifier le rôle potentiel d'un système d'endiguement sur l'Eze. Ce dernier conclut à un état inquiétant des digues mettant en exergue la nécessité de réaliser des travaux et déterminer leur rôle de protection contre les inondations.
- Ainsi, un schéma cohérent de confortement et restructuration des ouvrages sur l'Eze sera lancé par le SMAVD dès 2022 afin d'élaborer un programme de travaux pérenne à l'échelle du bassin versant. Concernant le volet administratif, notamment le dépôt d'un dossier d'autorisation de système d'endiguement, il sera réalisé suite aux premières études de danger. Ce dossier devra démontrer la consolidation de la stratégie foncière vis-à-vis des ouvrages « digues » qui constitueront le système d'endiguement.
- Par ailleurs, les événements de décembre 2019 ont mis en exergue des points noirs hydrauliques sur l'Eze, notamment dans sa partie aval. Des travaux « d'urgence » ont dû être réalisés par la Commune de Pertuis afin de protéger les biens et les personnes.

S'agissant de la gestion des milieux aquatiques, les inondations de décembre 2019 ont permis d'identifier un tronçon aval de l'Eze pour lequel un potentiel de restauration hydromorphologique est important. C'est pourquoi une opération a été inscrite au « contrat d'aide métropolitain » entre AERMC et la MAMP. Les études et travaux de restauration hydromorphologique seront réalisés dans les 3 prochaines années. Il s'agira notamment de supprimer une partie de la voie communale pour redonner de l'espace au cours d'eau.

Le présent rapport vise à régulariser les emprises foncières des ouvrages réalisés en urgence suite à la rupture d'une digue de l'Eze pendant la crue de 2019. Il s'agit d'un exutoire sur une propriété privée (M. Bourdon et Mme Guirald) :

Section	Numéro	Surface totale (m ²)	Surface détachée pour acquisition
H	1 465p2	1 299	637
	1 462p2	3 517	74
	725p2	370	353
	729	220	220
	Total	5 406	1 284

En accord avec le propriétaire ces terrains seront acquis à titre gracieux.

La valeur vénale du bien étant estimée à moins de 180 000 euros, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'État. En effet les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 euros.

Les dispositions et frais relatifs à la division parcellaire et à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 84089008T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient au titre de la compétence GEMAPI de se porter acquéreur du terrain d'assiette d'un ouvrage de gestion des crues de l'Eze réalisé en urgence par la Commune de Pertuis en 2019.
- Que les parcelles concernées, en cours de division, sont les suivantes H1465p2 (637 m²), H1462p2 (74 m²), 725p2 (353 m²) et H729 (220 m²) propriétés de M. Bourdon et Mme Guirald, sises Commune de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition amiable à titre gracieux par la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles H1465p2 (637 m²), H1462p2 (74 m²), 725p2 (353 m²) et H729 (220 m²) propriétés de M. Bourdon et Mme Guirald, sises Commune de Pertuis. Les parcelles étant en cours de division, les superficies demeurent indicatives, sous réserve du retour des services du cadastre.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 3 :

Les frais inhérents à la division des parcelles et à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe GEMAPI - Opération 202000500

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 041

AVIS - Acquisition à titre onéreux de la parcelle KN32 aux Milles sur la Commune d'Aix-en-Provence dans le cadre de la compétence GEMAPI

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire qui soit cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin hydrographique.

L'exercice de cette nouvelle compétence GEMAPI est fondée sur l'habilitation prévue par l'article L.211-7.1 du Code de l'Environnement, qui permet aux collectivités, à leurs groupements et aux syndicats mixtes d'intervenir sur des terrains sur lesquels ils ne disposent d'aucun droit réel (ni droit de propriété, ni servitude d'usage). La compétence GEMAPI n'emporte pas la propriété sur les ouvrages, les cours d'eau, les plans d'eau ou les milieux aquatiques, mais est toutefois subrogée dans les droits et les obligations du propriétaire public. Les missions relevant de cette compétence sont définies au 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer,
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La nouvelle organisation de cette compétence délibérée au Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 reposera donc sur 4 grands acteurs principaux :

- une équipe GEMAPI au sein de l'organisation métropolitaine participant à la stratégie et pilote de certaines opérations,
- les deux nouveaux Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE) correspondant aux deux syndicats existants aux périmètres élargis,
- le SMAVD (Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance) dont le champ d'intervention, est élargi aux affluents de la Durance situés sur le territoire métropolitain, par délibération du 7 octobre 2021 et au bassin versant de l'Eze, par délibération du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Le présent rapport concerne l'Arc. Il s'agit d'acquérir la parcelle KN32 située aux Milles sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Ce bien, d'une superficie de 5 900 m², situé en bordure de l'Arc au nord de l'aérodrome des Milles revêt effectivement un intérêt majeur s'agissant de la compétence « *Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations* ».

Cette parcelle a en effet été remblayée fortement, et protégée en pied de berge contre les érosions de l'Arc. D'une part, cette protection de pied de berge empêche la progression du méandre vers l'aval, et vient ainsi perturber le fonctionnement du cours d'eau. Et d'autre part, le remblaiement aggrave l'aléa inondation au droit du secteur.

En 2008, le SABA a mené une étude sur l'ensemble de la plaine des Milles, débouchant sur un programme de travaux. Cette parcelle était déjà visée comme devant faire l'objet de travaux pour une restauration morphologique de l'Arc et des bonnes conditions d'écoulement en crue.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se chargera de l'évacuation des dépôts de matériaux présents sur le site. Après restauration, il sera envisagé un usage agricole en fonction des superficies disponibles, en prenant éventuellement attache avec l'un des candidats ayant postulé pour la rétrocession, pour lui proposer une mise à bail.

Le prix du bien est de 12 750 euros (ce prix comprend 10 000 euros de foncier et 2 750 euros de frais - comprenant les frais de notaire liés à l'acquisition du bien par la SAFER ainsi que les frais SAFER). A ce prix s'ajouteront les frais de notaire liés à la rétrocession (environ 1 690 euros), soit un total de 14 440 euros TTC.

La candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit faire l'objet d'une validation du Comité technique SAFER.

L'accès s'effectue par le chemin de la Couronnade puis par un chemin rural et enfin par un chemin d'exploitation qui traverse une parcelle mitoyenne (KN36) sans qu'aucune servitude n'ait été régulièrement constatée par acte authentique. Il conviendra donc de régulariser une servitude d'accès auprès des propriétaires concernés.

Le terrain ne comporte pas de borne d'accès au réseau d'irrigation de la Société du Canal de Provence (SCP).

La valeur vénale du bien étant estimée à moins de 180 000 euros, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'État. En effet les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 euros.

Cette acquisition sera financée sur le Budget Annexe GEMAPI - Opération 202000500.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13001021T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient au titre de la compétence GEMAPI de se porter acquéreur de la parcelle KN32 par rétrocession de la SAFER, ayant acquis cette parcelle par préemption ;
- Que la vente comportera l'acceptation par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un cahier des charges de cession opposable à la Métropole pour un délai de 15 ans ;
- Que cette acquisition doit permettre de reprendre les berges de l'Arc pour favoriser l'écoulement des eaux et la gestion des crues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition amiable par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SAFER de la parcelle cadastrée KN32 sur la Commune d'Aix-en-Provence, pour une superficie de 5 900 m², au prix de 14 440 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvé le principe du respect par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'affectation du bien définie dans l'objet de la préemption SAFER pour une durée de 15 ans (vocation agricole et respect de la ripisylve de l'Arc).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition, y compris la régularisation de la servitude d'accès sur la parcelle concernée KN36.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe GEMAPI - Opération 202000500.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 042

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Venelles sur le site Font Trompette

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Font Trompette » situé au Nord de la Commune de Venelles en limite d'urbanisation, a fait l'objet en 2007 d'une convention d'anticipation foncière entre la Commune de Venelles, l'EPF PACA et le Territoire du Pays d'Aix. Arrivé à échéance à la fin de l'année 2017, ce partenariat a été prolongé par une convention d'intervention foncière en phase réalisation.

L'enchaînement de ces dispositifs a permis à l'EPF PACA de procéder à l'acquisition d'environ 26 ha au cœur d'une emprise globale de 40 hectares couverte par une zone d'aménagement différé renouvelée le 3 juin 2016 pour une durée de 6 ans.

Cet espace de développement stratégique pour la Commune lui permettra de répondre, dans le prolongement de l'urbanisation actuelle, aux besoins en logement de la population. Ainsi tout en apportant des réponses aux contraintes du site (topographie marquée, phénomène de ruissellement, présence de gypse, existence de zones protégées (ZNIEFF et EBC)...), la programmation prévoit, à ce jour, entre 300 et 400 logements, dont 40% de logements aidés, répartis en plusieurs poches ainsi que des équipements publics structurants (Groupe Scolaire, infrastructures, parc public ...).

La convention d'intervention foncière en phase réalisation arrivant à échéance le 31 décembre 2022, il est nécessaire de prolonger de deux années la durée de la convention pour permettre la définition précise du projet, les évolutions nécessaires du document d'urbanisme et l'organisation de la cession

de la propriété de l'EPF à un opérateur désigné et/ou à la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 040-2955/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Venelles – Site Font Trompette ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient pour l'EPF PACA de poursuivre sa mission pendant deux années supplémentaires sur le secteur dit « Font Trompette » à Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur le site Font Trompette à Venelles ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 043

AVIS - Approbation d'une promesse unilatérale de vente portant sur le bâtiment Quatuor A sis 40 route de Galice à Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des bâtiments Quatuor C, D et depuis le 19 novembre 2021 du B, à usage de bureaux, sis 40 route de Galice à Aix-en-Provence.

Pour poursuivre le regroupement d'agents sur un même site (Quartz/Quatuor) et réduire ses coûts de fonctionnement, le Territoire du Pays d'Aix s'est rapproché du propriétaire du Quatuor A en vue d'une acquisition.

La Direction de l'Immobilier de l'Etat (ci-après DIE) ayant évalué la valeur vénale de ce bâtiment à 4.100.000 euros par un avis du 20 septembre 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accepté cette offre par courrier du 3 décembre 2021, les frais d'agence étant à la charge du vendeur.

Des négociations ont été engagées sur la base d'une proposition de vente de 4.100.000 euros et ont permis d'aboutir à une offre par le propriétaire d'un montant de 3.820.000 euros hors droits et hors TVA sur marge, le vendeur ayant le statut de marchand de biens.

Un compromis de vente engageant ne peut toutefois être approuvé en l'état puisqu'une décision modificative du budget est nécessaire pour rendre disponibles les crédits permettant le règlement total du prix d'achat des droits et frais. Cette décision

modificative sera présentée à la date de réunion du Conseil Métropolitain la plus proche.

Le propriétaire souhaitant toutefois disposer de garantie sur un futur achat et d'une indemnité en cas de dédits, celui-ci a proposé à la Métropole de lui consentir une promesse unilatérale de vente lui permettant de bénéficier d'une option d'achat exclusive jusqu'au 15 juillet 2022.

Cette promesse unilatérale de vente et l'option d'achat qu'elle procure seront conclues en contrepartie d'une indemnité d'immobilisation de 10% du prix de vente, soit 382 000 euros.

Lorsque l'option sera levée, suite à adoption d'une décision budgétaire modificative, cette indemnité viendra en déduction du prix de vente.

Si l'option n'était pas levée, ces sommes resteraient acquises au vendeur à titre d'indemnité d'immobilisation et de dédit.

A ce titre, la présente délibération habilite Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant à lever l'option d'achat contenue dans la promesse à compter de la date d'effet exécutoire de la décision modificative rendant disponibles les crédits nécessaires au paiement complet du prix d'acquisition, des taxes et frais associés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- L'avis de la DIE 2021-13001-52175 en date du 20/09/ 2021 évaluant la valeur vénale du bâtiment Quatuor A à 4 100 000 euros ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opportunité de la mise en vente du bâtiment le Quatuor A d'une superficie de 1535 m² et 49 emplacements de parking, sis 40 route de Galice à Aix-en-Provence, pour le regroupement d'agents sur un même site.
- La nécessité d'une décision modificative pour dégager les crédits budgétaires.
- La possibilité de signer une promesse unilatérale de vente pour ce bâtiment avec une option d'achat jusqu'au 15 juillet 2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la promesse unilatérale de vente pour le bâtiment Quatuor A moyennant le versement d'une indemnité d'immobilisation de 382 000 euros. Cette promesse unilatérale de vente confèrera à la Métropole un droit d'acquisition exclusif et non révocable par le vendeur de l'immeuble, sous réserve de levée d'option avant le 15 juillet 2022, pour un montant de 3 820 000 euros HT et hors TVA sur marge, déduction faite de l'indemnité d'immobilisation versée.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer la promesse unilatérale de vente ainsi que tous les actes relatifs à cette acquisition, dont le courrier de levée d'option d'achat sous réserve de disponibilité budgétaire à la date où l'option d'achat est levée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire n°4581162810, nature 4581, fonction 020, autorisation de programme DI810AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 044

AVIS - Acquisition des locaux du Pôle de proximité secteur Sud-Est de la Direction de la collecte des déchets sis ZI Peynier-Rousset - 53 avenue Victoire à Rousset

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les locaux du Pôle de proximité secteur Sud-Est de la Direction de la collecte des déchets sont situés dans la Zone Industrielle (ci-après ZI) de Rousset / Peynier au 53 avenue Victoire à Rousset, dans un bâtiment de 840 m² comprenant un espace bureaux et un espace atelier, dont la Communauté du Pays d'Aix est locataire depuis le 15 septembre 2004.

Depuis le 1^{er} octobre 2013, deux hangars de 1000 m² ont également été pris à bail, notamment pour le stockage des conteneurs à déchets.

Les deux baux arrivent à échéance respectivement les 31 mai et 30 septembre 2022.

Le propriétaire, la SCI 53R a décidé de mettre en vente ces biens.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant intéressée par cette acquisition, des négociations ont eu lieu avec le propriétaire à l'issue desquelles les deux parties sont convenues de résilier par anticipation le bail concernant les deux hangars et de conclure un bail unique pour le bâtiment et les hangars, à effet du 1^{er} juin 2022 pour une durée de 3 ans aux mêmes conditions financières que les baux actuels.

A l'issue des 3 ans, la SCI 53R cèdera ces biens à la Métropole au prix fixé par la Direction de l'Immobilier de l'État dans son avis du 6 mai 2021, soit 1 562 000 euros HT. Cette cession devra intervenir au plus tard le 30 juin 2025.

Pour engager la Métropole et la SCI 53R, il est nécessaire de signer une promesse synallagmatique de vente de ces biens situés sur les parcelles AW 151, 153 et 207 d'une superficie globale de 10 265 m², appartenant à la SCI 53R, pour un prix de 1 562 000 euros HT, ferme et non révisable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004-B104 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2004 décidant la location de locaux d'une surface de 840 m² pour le pôle de proximité Sud-Est sis dans la ZI de Rousset / Peynier ;
- Le délibération n°2013_B167 du Bureau communautaire de la CPA du 16 mai 2013 décidant la résiliation anticipée du bail avec la SCI 53 R et approuvant un nouveau bail à compter du 1^{er} juin 2013 pour des locaux pour le pôle de proximité Sud-Est de la Direction de la collecte des déchets ;
- La délibération n°2013_B375 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 décidant la location de deux hangars d'une superficie de 1000 m² chacun sis 53 avenue Victoire à Rousset ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- L'avis des Domaines 2021-087V0238 du 6 mai 2021 estimant la valeur vénale des biens à 1 562 000 euros HT ;
- Le numéro ASTECH 13087001 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opportunité pour la Métropole d'acquérir les bâtiments et hangars qu'elle loue pour le pôle de proximité secteur Sud-Est de la Direction de la collecte des déchets 53 avenue Victoire dans la ZI de Rousset / Peynier.

- La possibilité de signer une promesse synallagmatique de vente de ces biens pour un prix de 1 562 000 euros HT, ferme et non révisable, pour arrêter les conditions financières de la vente qui interviendra au plus tard le 30 juin 2025.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la promesse synallagmatique de vente d'un bâtiment de 840 m² et de deux hangars de 1000 m² chacun sis 53 avenue Victoire dans la ZI de Rousset / Peynier, pour un prix de 1 562 000 euros HT, ferme et non révisable. Aucun dépôt de garantie ne sera versé par la Métropole puisque la SCI 53R percevra des loyers jusqu'à la date de cession de ces biens.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse synallagmatique de vente ainsi que tous les actes relatifs à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Collecte et Traitement des déchets MAMP, section investissement : opération budgétaire 2021200600, nature 2138, fonction 7212, autorisation de programme 2021200600.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2022 CT2 045

AVIS - Présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie Des Transports (RDT) pour l'exploitation du service de transport public

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors du Conseil de décembre 2015 le Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie Des Transports a été approuvé.

Dans le cadre de ce COSP, établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la Régie Des Transports, en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

Conformément à l'article 1.13.1 du Contrat d'Obligation de Service Public, la RDT remet chaque année à l'Autorité Organisatrice un rapport présentant l'exécution des services de l'année écoulée et les données financières s'y rapportant.

L'examen du rapport 2020 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce dernier a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport

public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;

- La délibération TRA 013-2069/17/CM du 18 mai 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération DTUP 012-3250/17/CC du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération TRA 030-5120/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°4 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération TRA 008-6413/19/CM du 20 juin 2019 relative à l'approbation de l'avenant n°5 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération TRA 041-7879/19/CM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation de l'avenant n°6 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération MOB 002-9272/20/CM du 17 décembre 2020 relative à l'approbation de l'avenant n°7 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération TCM 017-10585/21/CM du 7 octobre 2021 relative à l'approbation de l'avenant n°8 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;
- La délibération MOB 002-11064/21/CM du 16 décembre 2021 relative à l'approbation de l'avenant n°9 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 7 mars 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 7 mars 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel d'activité pour l'année 2020 a été remis par la Régie Des Transports.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel d'activité pour 2020, remis par la Régie Des Transports, titulaire du contrat d'obligation de services publics n°16/0802 relatif à l'exploitation des services de transports publics de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2022 CT2 046

AVIS - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation des parkings Bellegarde, Cardeurs, Carnot, Mignet, Méjanes, Pasteur, Signoret et le stationnement payant sur voirie à Aix-en-Provence - (SEMEPA)

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement. La commune reste toutefois compétente en matière de stationnement payant sur voirie.

La Ville d'Aix-en-Provence, au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, a confié par contrat de délégation de service public l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage Bellegarde, Carnot, Cardeurs Pasteur, Mignet, Méjanes et Signoret et la gestion du stationnement payant sur voirie à la société d'économie mixte SEMEPA. La durée du contrat, pris sous la forme d'une concession, est de 35 ans, prolongée de 18 mois jusqu'au 29 juin 2023.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce

rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 29 décembre 1986, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession pour l'exploitation des parkings Bellegarde, Carnot, Cardeurs et Pasteur, à la construction et à l'exploitation des parkings Mignet, Méjanes, Signoret et le stationnement payant sur voirie ;
- L'avenant n°1 du 20 novembre 1987 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°2 du 2 décembre 1987 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°3 du 6 janvier 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°4 du 6 février 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°5 du 24 novembre 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°5bis du 21 janvier 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°5ter du 25 octobre 1993 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°5quater du 14 décembre 1998 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°6 du 22 décembre 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°7 du 9 juillet 1990 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;

- L'avenant n°8 du 4 juin 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°9 du 2 août 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°10 du 16 novembre 1993 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°11 du 28 octobre 1994 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°12 du 24 avril 1996 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°13 du 27 octobre 1997 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°14 du 1^{er} septembre 1999 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°15 du 14 avril 2004 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°16 du 30 août 2004 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°17 du 30 août 2005 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°18 du 19 novembre 2021 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2020 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 7 mars 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parcs de stationnement Bellegarde, Carnot, Cardeurs, Pasteur, Mignet, Méjanès, Signoret et le stationnement payant sur voirie pour l'année d'exercice 2020 a été remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Bellegarde, Carnot, Cardeurs, Pasteur, Mignet, Méjanès, Signoret et le stationnement payant sur voirie pour l'année 2020, remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2022 CT2 047

AVIS - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation du parking Rotonde à Aix-en-Provence - (SEMEPA)

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

La délibération du Conseil municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 24 octobre 2003 a approuvé le choix de la société d'économie mixte SEMEPA en tant que délégataire de service public pour l'extension et l'exploitation, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public se présentant sous la forme d'une concession d'une durée de 45 ans, du parking en ouvrage de la Rotonde. Ce contrat s'achèvera en 2048.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 24 octobre 2003, portant approbation du choix du délégataire pour la concession du parc de stationnement en ouvrage Rotonde ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2020 jointe en annexe ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 7 mars 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parc de stationnement Rotonde pour l'année d'exercice 2020 a été remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Rotonde pour l'année 2020, remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2022 CT2 048

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise Santerne dans le cadre d'un marché de travaux pour la réalisation du parc de stationnement Lieutenant-Colonel Jeanpierre à Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération d'ensemble relative à la création des infrastructures de la ligne du Bus à Haut Niveau de Service d'Aix en Provence, la Communauté du Pays d'Aix, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence (« la Métropole »), a confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires (« La SPLA ») le soin d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la réalisation du parc-relais Lieutenant-Colonel Jeanpierre à Aix-en-Provence. Le montant de cette opération de travaux était arrêté à 19,275 M€ HT.

En novembre 2019, l'entreprise SANTERNE (« SANTERNE »), titulaire du marché public de travaux relatif au lot n°3 (Electricité, automatisme, péage, sprinklage), a fait valoir, dans le cadre de la présentation de son projet de décompte final, une demande de rémunération complémentaire.

Les chefs de préjudices fondant cette réclamation étaient, pour l'essentiel, liés aux conséquences alléguées par SANTERNE des retards ayant affecté le cours de ce chantier, nés d'événements extérieurs ou de retard du lot 2 « gros œuvre », de leurs mesures de rattrapage et de la prolongation subséquente du délai d'exécution du marché.

Après analyse par la SPLA, cette demande de rémunération complémentaire n'a, pour l'essentiel, pas été reprise dans le décompte général notifié à

SANTERNE à l'exception d'une somme de 16 600 euros HT accordée au titulaire.

La société SANTERNE a en conséquence saisi le Tribunal Administratif (« TA ») de Marseille des demandes susvisées. Par jugement du 18 mai 2021, le TA de Marseille a rejeté ces demandes comme mal dirigées, estimant qu'elles devaient être formées à l'encontre de la Métropole, maître d'ouvrage, et non contre la SPLA en qualité de mandataire.

La société SANTERNE a en conséquence saisi la Métropole par courrier du 29 juillet 2021 d'une réclamation tendant au paiement des indemnités suivantes :

Perte de productivité de novembre 2018 à juin 2019	22 736,00 € HT
Maintien de la productivité et mesures d'accélération de juin à septembre 2019	170 520,00 € HT
Maintien de l'encadrement de chantier de juin à septembre 2019	39 520,00 € HT
Maintien de la mobilisation du responsable d'affaire de juin à septembre 2019	46 228,00 € HT
Révision de prix associée aux chefs de préjudice ci-dessus	12 830,39 € HT
Travaux supplémentaires « Dalles Bétons » et « Réserve Linteau »	16 600,00 € HT
Frais de gardiennage du chantier sur la période d'allongement du délai d'exécution	9 509,00 € HT
Frais financiers associés à l'avance de trésorerie	9 135,96 € HT
TOTAL DE LA RECLAMATION	328 370,35 € HT

Après instruction de cette réclamation par les services de la Métropole, en lien avec le chargé d'opération de la SPLA, les Parties se sont rapprochées et ont convenu, moyennant des concessions réciproques, de solder le différend par le versement à la société SANTERNE d'une indemnité en principal de 89 752,60 euros HT soit 107 703,12 € TTC, détaillée dans le protocole transactionnel annexé, à laquelle seront appliqués les intérêts moratoires de droit à compter de l'expiration du délai légal de paiement du solde du marché, arrêté au 27 janvier 2020.

Le montant de ces intérêts moratoires sera calculé à la date de mise en paiement de l'indemnité en principal. A titre indicatif, le montant de ces intérêts moratoires est, à la date du 10 mars 2022 – jour de présentation du présent rapport en séance du Bureau de la Métropole - de 18 247,56 €.

Il est à préciser que les crédits nécessaires sont disponibles au Budget Annexe Transports et que le protocole est conclu sans augmentation du budget prévisionnel global d'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code Civil ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La réclamation de la société SANTERNE transmise à la Métropole en date du 29 juillet 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre de régler de manière définitive le différend opposant la société SANTERNE à la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise SANTERNE et portant engagement pour la Métropole Aix-Marseille Provence à régler à titre d'indemnité transactionnelle à l'entreprise SANTERNE une indemnité en principal de 89 752.60 euros HT soit 107 703,12 euros TTC, à laquelle seront appliqués les intérêts moratoires de droit à compter de l'expiration du délai légal de paiement du solde du marché, arrêté au 27 janvier 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports, section investissement, opération N° 2017266300 BHNS ligne B, Sous Politique C240, Nature 2145.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 049

AVIS - Approbation du lancement de la déclaration d'utilité publique et demande d'ouverture de l'enquête publique préalable et de l'enquête parcellaire, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure d'expropriation pour le projet du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Présentation et contexte

Dans le cadre de la 2ème phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, l'Etat, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de financer la réalisation d'une halte ferroviaire à proximité de la zone commerciale de Plan-de-Campagne, à l'Est de l'A51 en bordure de la RD543.

Cet engagement est inscrit au contrat de plan 2015-2020 signé entre l'Etat et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi que dans sa convention d'application métropolitaine approuvée en Conseil de Métropole du 17 octobre 2016. Un protocole d'intentions en vigueur depuis février 2021 a été signé par les différents partenaires (Etat, Région, Département Métropole, Commune, SNCF Réseau) avec un engagement pour une mise en service en 2024.

Cette halte-ferroviaire, évaluée à 7M€, est intégrée dans le dossier de déclaration d'utilité publique du projet de modernisation ferroviaire, qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 17/12/2017 suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 23 janvier au 3 mars 2017.

En parallèle, en décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. Ce dernier, pour répondre aux défis environnementaux et économiques, se donne le but, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

En lien avec le projet de halte-ferroviaire de Plan-de-Campagne, l'Agenda de la mobilité prévoit la création d'un pôle d'échanges multimodal, afin d'organiser le rabattement des usagers. Pour mémoire la directive territoriale d'aménagement des Bouches-du-Rhône de 2007, ainsi que les plans de déplacements urbains des anciens EPCI (MPM et CPA) identifiaient déjà la nécessité de réaliser cet équipement, par ailleurs intégré au document d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

Enfin, ce pôle d'échanges a été inscrit au Plan de Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé le 16 décembre 2021.

Pour évaluer la faisabilité de cette opération, la Métropole a réalisé une étude de faisabilité en 2016 qui a permis de préciser les conditions d'insertion urbaine et paysagères, ainsi que le fonctionnement de l'équipement.

Les études de fréquentation réalisées à ce jour estiment la fréquentation totale du Pôle (bus et train) à 1980 voyageurs à l'horizon 2030.

Enfin, l'opération a fait l'objet :

- D'une approbation de programme le 13 juillet 2017 ;
- D'une autorisation de programme le 13 décembre 2018 ;
- D'une modification de l'autorisation de programme le 24 octobre 2019 portant le montant total de l'opération à 13 050 000 € HT dont 5 700 000 € d'acquisitions foncières ;
- D'une délibération pour les modalités de concertation publique le 4 juin 2021.

Objectifs du projet de Pôle d'échanges Multimodal de Plan de Campagne :

Les objectifs de cette opération sont notamment de réduire la part modale de la voiture sur le corridor nord de Marseille, dont le trafic est en constante augmentation. Il s'agirait d'encourager le rabattement des usagers sur le réseau ferroviaire structurant, mais aussi de constituer un système de transport connecté avec l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Zenibus entre Vitrolles et Les Pennes Mirabeau.

Nature de l'opération :

Le programme retenu a pour objectif la construction du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne. Il sera constitué des éléments prévisionnels ci-dessous :

- Au nord de la voie ferrée :
Un parking relais de 250 places ;
- Au sud de la voie ferrée :
Une gare routière équipée de 6 à 7 quais bus et de 3 arrêts le long de la RD 543 ;
Un parking relais de 100 places ;
Un ou plusieurs kiosques comprenant : une billetterie avec un espace d'attente des voyageurs, des bureaux d'exploitation, un abris vélo sécurisé, un local conducteurs, des sanitaires.

La localisation du PEM, selon le plan joint, est conditionnée d'une part par l'accès voirie à l'ouest (RD543) et d'autre part par la nécessité d'optimiser les déplacements piétons vers la halte (quais nord et sud) et en direction du chemin des Rigons, nouvellement aménagé. De plus, l'aménagement des bâtis au nord n'est pas possible du fait de la présence d'un pipeline de matières dangereuses.

Acquisitions foncières et justification de la nécessité d'engager une procédure d'expropriation

Pour mener à bien l'opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir la totalité des terrains sur la future emprise foncière du PEM, qui représente une superficie d'environ 30 000 m², selon plan parcellaire ci-joint.

Dans le cadre d'une convention d'intervention foncière portant sur un projet de quartier de Gare signé le 5 octobre 2017, l'Etablissement Public foncier PACA (EPF PACA) a déjà acquis 18 % de la superficie des terrains nécessaires à la réalisation du PEM représentant 71 % du coût global des acquisitions à réaliser.

Néanmoins, les démarches amiables semblent avoir atteint leurs limites et de nombreux points de blocages subsistent.

Des négociations sont engagées avec une indivision propriétaire d'une emprise représentant 63% des besoins foncier du PEM (soit environ 19 000 m²), sans qu'aucun accord n'ait pu être trouvé à ce jour, malgré plusieurs procédures de délaissement au titre du DPU.

Par ailleurs, les négociations avec les deux derniers lots de la copropriété commerciale au sud de la voie ferrée sont dans l'impasse.

Au nord, certains propriétaires refusent également toute proposition amiable.

En conséquence, il est proposé d'engager une DUP travaux sur l'opération du PEM de Plan de Campagne permettant de finaliser les acquisitions foncières.

Le montant total de l'opération est de 13 050 000 € HT dont 5 700 000 € d'acquisitions foncières. Le coût des acquisitions restant à réaliser est estimé à 1,5 M€.

Le lancement de cette procédure n'interrompra pas les négociations amiables déjà engagées.

La présente délibération a ainsi pour objet, d'engager la procédure d'expropriation en vue de permettre la réalisation du PEM et d'autoriser la Présidente de la Métropole à saisir le Préfet d'une demande de déclaration d'utilité publique du projet ainsi que de solliciter l'organisation conjointe de l'enquête préalable à la DUP et de l'enquête parcellaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°TRA 012-2336/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant du programme des travaux de l'opération du Pôle d'Echanges Multimodal de transport de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra de déclarer d'utilité publique la réalisation du projet de PEM à Plan de Campagne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique sur le périmètre annexé afin de mettre en œuvre la procédure d'expropriation pour la réalisation du projet de PEM à Plan de Campagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la mise en œuvre de la procédure d'expropriation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire conjointement à l'enquête susvisée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à prendre toute disposition y concourant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 050

AVIS - Approbation d'une convention relative aux modalités de transmission des données concernant les actes de délinquance commis sur le réseau de transport urbain Aix-en-Bus de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 1631-3 du Code des Transports précise que les autorités organisatrices de transports collectifs de personnes et Île-de-France Mobilités concourent, chacun pour ce qui le concerne, aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des personnels et des usagers dans ces transports.

Le Code des Transports prévoit, aux termes de l'article, R. 1631-5 que les autorités organisatrices de transport transmettent les données statistiques relatives aux faits de délinquance commis sur leur réseau au moins une fois par an au représentant de l'État dans le département.

A cet effet, la circulaire du 2 avril 2012 définit les modalités du concours apporté par les autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs hors Île-de-France concernant le recensement et la transmission de données.

Ce recensement concerne tous les opérateurs en charge de l'exécution des services de transport pour le compte de l'autorité organisatrice, y compris les régies.

Pour ce faire, la Métropole a imposé depuis juin 2019 à l'ensemble de ses opérateurs en charge de l'exploitation du réseau de transports métropolitain d'adopter la nomenclature du Ministère des Transports pour le recensement des faits de délinquance et d'insécurité.

Les données recensées sont ainsi communiquées par chaque opérateur de façon mensuelle, à la Métropole qui en assure la centralisation, le traitement et la restitution. Ces données sont traitées actuellement dans une base sous format Excel.

Le Ministère des Transports a développé une base informatique de saisie et de consultation des données relatives à la délinquance dans les transports au niveau national. Ce système d'information collaboratif nommé ISIS (Intégration Standardisée des Informations de Sûreté) vise à renforcer la connaissance et la compréhension des phénomènes de délinquance observés dans les espaces de transport (véhicules, points d'arrêts, gares routières, parcs relais). Il permet de collecter les données de façon sécurisée et confidentielle, de les restituer de façon agrégée et anonyme et d'établir des comparaisons entre des réseaux de taille identique.

La RTM alimente déjà le système d'information ISIS depuis 2017 pour les données concernant le réseau de transport de Marseille dans le cadre d'une convention tripartite entre le Ministère des Transports, la Métropole et la RTM.

Il est proposé d'utiliser l'application ISIS pour la saisie des données concernant le réseau de transport urbain d'Aix-en-Bus. Cet outil sera utilisé

par l'opérateur en charge de l'exploitation du réseau (KEOLIS Pays d'Aix).

L'opérateur continuera de communiquer l'intégralité des données mensuellement au service Sécurité Transports de la DGA Mobilité et lui communiquera les accès de consultation de ses données dans l'application ISIS.

Le service Sécurité Transports de la DGA Mobilité reste en charge de la centralisation, de l'alimentation et de la gestion de la base de données Sûreté concernant l'ensemble du réseau de transports métropolitain.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de transmission, de stockage et de traitement des données relatives aux actes de délinquance enregistrés sur le réseau de transport urbain Aix-en-Bus de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au moyen du système d'information ISIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de recenser et transmettre les données concernant les faits d'insécurité sur le réseau de transport urbain Aix-en-Bus de la Métropole Aix-Marseille-Provence selon des modalités centralisées dans le système d'information ISIS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée relative aux modalités de transmission des données concernant les actes de délinquance commis sur le réseau de transport urbain Aix-en-Bus de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 051

AVIS - Attribution d'une subvention pour l'année 2022 à l'association Adava Pays d'Aix - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Adava Pays d'Aix a pour objet la promotion des modes alternatifs de déplacements, le vélo, la marche et les transports collectifs. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB). L'association compte environ 588 adhérents et 32 bénévoles.

Les activités de l'association sont notamment :

- L'organisation d'ateliers vélo participatifs,
- L'école vélo en ville pour adultes.

Le plan vélo métropolitain adopté le 20 juin 2019 affiche l'objectif de doubler la part modale du vélo d'ici à 2024. Il s'agit ainsi de doter la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un système vélo global

combinant des infrastructures cyclables sécurisées, maillées et continues à des services vélos accessibles et pertinents pour déployer l'usage du vélo dans les déplacements notamment du quotidien.

Au titre de l'année 2021, l'association Adava Pays d'Aix a obtenu une subvention de 8 000 euros en fonctionnement global.

Au titre de l'année 2022, l'association Adava Pays d'Aix a déposé un dossier de subvention en fonctionnement spécifique portant sur les actions suivantes :

- la poursuite de l'atelier de réparation de vélos pour un montant de 15 000 € ;
- une action d'apprentissage du vélo dans les écoles primaires pour un montant de 10 000 €.

La Métropole décide de soutenir l'association en fonctionnement spécifique pour l'action liée à l'atelier de réparation de vélos à hauteur de 8 000 euros pour l'année 2022.

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont les suivantes :

- un acompte de 80 %

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention. L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°MOB 007-9474/21/BM du Bureau de la Métropole du 18 février 2021 relative à l'attribution d'une subvention 2021 à l'association ADAVA Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association Adava Pays d'Aix s'inscrit dans les objectifs du plan vélo métropolitain 2019-2024.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8 000 euros à l'association Adava Pays d'Aix en fonctionnement spécifique pour l'action portant sur l'atelier de réparation des vélos.

Article 2 :

Les crédits sont inscrits au budget annexe "Transports métropolitains" de l'exercice 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65 nature budgétaire 6574 sous-politique C360.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

HUBERT Claudie - PENA Marc

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Zones d'activités

2022 CT2 052

AVIS - Zone d'activités de Coudourousse - Acquisition de parcelles auprès de la société SAS Nothen pour l'élargissement du chemin des Bouches-du-Rhône sur la Commune de Meyrargues

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA), s'est engagée en 2013 dans la réhabilitation de la zone d'activités de Coudourousse conjointement à la réalisation d'un pôle d'échanges multimodal (PEM) au niveau de la gare SNCF située à l'Est de la zone, sur la Commune de Meyrargues.

Des problématiques foncières compromettant les objectifs temporels du Pôle d'échanges Multimodal (PEM) ont fait évoluer les deux projets, nécessitant la modification du programme de travaux de réhabilitation de la zone d'activités. Ainsi, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 a validé un nouveau programme comprenant, notamment, l'élargissement du chemin des Bouches-du-Rhône depuis le PEM jusqu'au carrefour avec le chemin du Moulin de Girovaï en vue de permettre la mise à double sens de circulation de la voie d'une largeur de 6,50 mètres, ainsi que l'aménagement de cheminements piétons et d'itinéraires cyclables dans les deux sens en site dédié.

Pour réaménager ce chemin, il est nécessaire de procéder à des acquisitions foncières le long de cette voie. A cette fin, la Métropole a engagé des négociations avec les propriétaires des parcelles concernées et/ou les opérateurs privés lancés dans la réhabilitation des friches industrielles implantées sur ces parcelles. Une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) a été signée le 8 juillet 2021 avec la société Mc DONALD'S et une autre est en projet avec la société URBAN FONCIER. Ces dernières prévoient une participation en nature avec l'apport du foncier nécessaire à la réalisation du réaménagement de la voirie et des réseaux.

Pour la SAS NOTHEN, il est proposé d'acquérir directement auprès d'elle le foncier lui appartenant nécessaire à la réalisation des travaux pour ne pas compromettre les objectifs de livraison de la voirie de la zone d'activités et les engagements pris par la Métropole vis-à-vis des autres propriétaires et aménageurs. Ainsi, la SAS NOTHEN s'est engagée à céder à la Métropole les emprises nécessaires à la réalisation des équipements publics métropolitains et à lui permettre de prendre possession de ces emprises de façon anticipée sur les parcelles suivantes :

Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale	Emprise estimée à céder
AP	101	Coudourousse	2 275 m ²	61 m ²
	102	Coudourousse	3 762 m ²	173 m ²
	103	Coudourousse	1 533 m ²	51 m ²
	116	Coudourousse	1 395 m ²	46 m ²
	117	Coudourousse	6 988 m ²	584 m ²

Un plan de localisation de ces emprises foncières à acquérir est joint en annexe.

La Métropole et la SAS NOTHEN se sont entendues pour que les emprises susvisées, représentant la surface prévisionnelle de 915 m², soient cédées au prix de 11 €/m² HT soit un prix global estimé, avant division foncière, à 10 065 € HT.

La valeur vénale du bien étant estimée à moins de 180 000 €, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'État. En effet, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

Cette acquisition sera financée sur l'Autorisation de Programme n°2017-24 « Meyrargues - Nord » dont la révision a été approuvée par le Conseil de la Métropole du 15 avril 2021.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13059002.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A143 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2005 approuvant la déclaration d'intérêt communautaire des espaces d'activités de Meyrargues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ECOR 002-9816/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « Meyrargues - Nord » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'acquérir les emprises foncières nécessaires au réaménagement du chemin des Bouches-du-Rhône dans la zone d'activités de Coudourousse sur la Commune de Meyrargues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SAS Nothen d'une superficie approximative de 915 m² à détacher des parcelles cadastrées section AP n°101, 102, 103, 116 et 117 et sises sur la Commune de Meyrargues pour un prix de 11 euros/m² HT, soit un montant total avant division estimé à 10 065 euros HT, auquel aucune TVA n'est applicable, telles que ces emprises foncières à acquérir apparaissent sur le plan ci-annexé.

Article 2 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice budgétaire 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162 610, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI 610 AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 053

Zone d'Aménagement Concerté de La Roque-d'Anthéron 2 - Transfert de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SPLA Pays d'Aix Territoires et GRDF

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires le suivi et la réalisation des travaux d'aménagement nécessaires pour l'extension de la Zone d'Activités Economiques (ZAE) du Grand Pont à La Roque-d'Anthéron. Une convention d'aménagement a été signée le 18 décembre 2015, par laquelle la SPLA agit pour le compte de la Métropole en tant que maître d'ouvrage délégué. Cette convention d'aménagement a fait l'objet en 2019 et 2020 de deux avenants afin d'en prolonger le délai d'exécution.

Afin de réaliser les travaux nécessaires à l'alimentation en gaz naturel de la Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC), la SPLA a signé le 13 juillet 2018 avec la société Gaz Réseau Distribution France (ci-après GRDF) une convention de raccordement.

La convention signée avec GRDF devait couvrir l'ensemble des travaux nécessaires pour la création des ouvrages concourant à l'alimentation en gaz en amont de la ZAC, les éventuels renforcements et/ou l'extension du réseau de distribution existant pour permettre l'alimentation des différents lots viabilisés. Le montant total des travaux à réaliser pour l'alimentation en gaz naturel de la ZAC s'élève à 343 788,00 € HT, incluant : 310 038,00 € HT pour le réseau d'amenée, et 33 750,00 € HT pour les ouvrages intérieurs à la ZAC. Le montant de la participation financière de l'aménageur aux travaux de raccordement avait été arrêté à 58 434,00 € HT, soit 70 120,80 € TTC.

Les travaux de déploiement du réseau interne de distribution de gaz naturel ont été réalisés et achevés en février 2019, avec une partie de la canalisation posée le long de la RD561. Néanmoins, les travaux permettant l'extension du réseau de gaz en amont de la ZAC depuis le réseau existant dans le village de La Roque-d'Anthéron n'ont pas pu être réalisés dans les délais impartis du fait de contraintes techniques liées au canal EDF.

Les travaux de VRD et d'espaces verts de la ZAC sont désormais terminés et réceptionnés et la convention passée avec la SPLA est arrivée à échéance le 31 décembre 2021. La Métropole Aix-Marseille-Provence intervient désormais en lieu et place de la SPLA et se trouve substituée dans les droits et obligations nés du contrat en cause.

D'un commun accord, les parties se sont donc rapprochées et ont convenu de procéder au transfert, par avenant, de la convention au profit de la Métropole.

Au titre du transfert de la convention, la Métropole réglera en conséquence à GRDF un montant total de 58 434,00 € HT, soit 70 120,80 € TTC après achèvement complet par GRDF des travaux d'extension du réseau d'amenée de gaz naturel depuis le village de La Roque-d'Anthéron. Le quitus de la mission confiée à la SPLA devrait être approuvé à la fin de l'année 2022 et permettra de valider le bilan général et définitif de l'opération.

Cet avenant permettant le transfert de la convention d'alimentation en gaz entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole est joint en annexe et soumis à l'approbation du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque-d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque-d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de La Roque-d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La convention pour l'aménagement de l'extension de la ZAC du Grand Pont conclue entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et la CPA en date du 18 décembre 2015, et ses avenants 1 et 2 signés les 28 mars 2019 et 26 juin 2020 ;
- La convention de raccordement au gaz naturel conclue le 13 juillet 2018 entre SPLA Pays d'Aix Territoires et la société Gaz Réseau Distribution France (GRDF) ;
- Le projet d'avenant de transfert ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux permettant l'extension du réseau de gaz en amont de la ZAC de La Roque-d'Anthéron 2 depuis le réseau existant n'ont pas pu être réalisés par GRDF dans les délais impartis du fait de contraintes techniques.
- Que la convention conclue entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires est arrivée à échéance le 31 décembre 2021.

- La nécessité de transférer la convention conclue entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et GRDF pour l'alimentation en gaz de la ZAC pour procéder à l'achèvement et la clôture financière des travaux initialement prévus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant de transfert à la convention pour l'alimentation en gaz naturel de la ZAC de La Roque-d'Anthéron 2 ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SPLA Pays d'Aix Territoires et GRDF.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant, ainsi que toutes les pièces assurant sa mise en œuvre.

Article 3:

La dépense correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 11, Nature 605, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 054

Agréments d'acquéreurs dans le cadre de la commercialisation de la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) des Vergeras située sur la Commune de Saint-Estève-Janson et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de

Territoire du Pays d'Aix pour donner son agrément quant à la cession de 9 lots à 9 entreprises.

La ZAC des Vergeras d'une superficie de 6 ha est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2013 pour son aménagement. Les travaux d'aménagement et de viabilisation du site sont terminés depuis septembre 2018. La commercialisation des 19 lots disponibles à la vente est engagée et environ une douzaine d'acquéreurs ont été agréés par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre de ses instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 24 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le Comité de pilotage de la ZAC s'est réuni le 21 octobre 2021 pour examiner des demandes d'entreprises et donner un avis concernant les 9 demandes suivantes :

- La société SAS GSB est une entreprise qui assemble et vend des kits culinaires pour des professionnels de la restauration et de la grande distribution. Elle compte actuellement 7 emplois et projette la création de 10 emplois. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 5 de 2 045 m² au prix de 45€HT/m².
- La société STOCK + fait de la vente de chaussures et d'articles de sports en ligne. Elle compte actuellement 3 emplois et projette la création de 5 emplois. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 6 de 2 178 m² au prix de 45€HT/m².
- La société SPAL est une entreprise artisanale travaillant dans les domaines de l'isolation et l'étanchéité de bâtiments industriels. Elle compte 8 emplois actuellement et projette la création de 3 emplois. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 7 de 2 103 m² au prix de 45€HT/m².
- La société BEHRINGER est une filiale de la société ACCOFITS, qui fabrique du matériel de détente de gaz médicaux et industriels dans le domaine de la connectique des fluides. Ces deux sociétés comptent 3 emplois et projettent une création de 3 emplois. La société BEHRINGER a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 9 de 1954 m² au prix de 45€HT/m².
- La société MISTRAL METAL est une entreprise artisanale de métallerie et serrurerie, qui crée et fabrique sur mesure du mobilier, pergolas, verrières, ouvrages de ferronnerie. Elle compte actuellement 3 emplois et projette de créer entre 1 et 3

emplois. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 10 de 1 507 m² au prix de 45€HT/m².

- La société TEUTATES Services installe, assure la maintenance de matériels de sécurité incendie et propose des formations dans les métiers de la sécurité. Elle compte aujourd'hui 3 emplois et projette de créer 2 emplois. L'entreprise a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 12 de 1500 m² au prix de 45€HT/m².
- La société PRONETIS réalise des audits et des solutions d'accompagnement dans le domaine de la cyber sécurité. L'entreprise compte un seul emploi aujourd'hui mais projette la création de 3 nouveaux emplois. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 13 de 1 431 m² au prix de 45€HT/m².
- La société SAPONESSENCE fabrique et commercialise des cosmétiques, savons, bougies et parfums. Elle compte actuellement 4 emplois et projette la création de 3 emplois.

La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 17. La société SOTOYA Constructions agréé en Conseil de Territoire en octobre 2019 ayant dû renoncer à son projet faute de financement, la société SAPONESSENCE souhaite récupérer le permis de construire déposé et accordé à SOTOYA.

- La société QD Développement est une entreprise qui fabrique et stocke des produits pour la restauration du patrimoine (chaux, colorimétrie, décapage) dans le respect du cahier des charges de l'écoconstruction et des architectes des Bâtiments de France. Elle compte aujourd'hui 16 emplois et projette de créer 5 emplois. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 19 de 4 507 m² au prix de 45€HT/m².

Les prix de cession des lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC. Tous les lots sont commercialisés au prix de 45€ HT/m², à l'exception des lots 1 et 2 du fait de leur position en façade de l'opération vendus au prix de 50€ HT/m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2000-A164 du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2005-A073 du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération du Bureau communautaire de la CPA n°2013-B406 du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2015-A210 du 8 octobre 2015 approuvant le programme de équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 20 novembre 2013 et notamment son article 24 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de pilotage du 21 octobre 2021 a donné un avis favorable à ces 9 projets, conformément aux critères de sélection de la ZAC des Vergeras.

Délibère

Article 1 :

Est agréée la société SAS GSB, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 5 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras.

Est agréée la société STOCK +, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 6 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras.

Est agréée la société SPAL, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 7 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras.

Est agréée la société BEHRINGER, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 9 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras

Est agréée la société MISTRAL METAL, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 10 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras

Est agréée la société TEUTATES, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 12 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras.

Est agréée la société PRONETIS, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 13 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras

Est agréée la société SAPONESSENCE, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 17 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras

Est agréée la société QD Développement, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 19 au prix de 45 € HT/m², sur la ZAC des Vergeras.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 055

AVIS - Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée AP n°9 pour l'extension de la Zone d'Activités de la Pile à Saint-Cannat

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix s'est engagée à produire du foncier à destination des entreprises dans un objectif de création d'emplois.

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques (ci-après ZAE) de La Pile à Saint-Cannat, portant sur un tènement foncier d'environ 7 hectares, a été initié par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 23 juillet 2020. Cette opération est réalisée sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Par la délibération n°URBA 017-10153/21/CM du 4 juin 2021, le Conseil de la Métropole a engagé la procédure de ZAC et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation.

Le programme d'aménagement permettra d'accueillir des locaux d'activités dédiés à la petite et moyenne industrie, à de l'artisanat de production, au BTP ou aux services aux entreprises, et prévoit une surface cessible totale d'environ 4 hectares divisibles en une vingtaine de lots.

La Métropole souhaite donc se porter acquéreur de l'ensemble des terrains inclus dans le périmètre de la ZAC.

La parcelle cadastrée section AP numéro 9, incluse dans le périmètre du projet, d'une superficie cadastrée de 14 332 m², est propriété de M. SIGNET Robert et Mme ROLLAND Josiane disposés à la vendre. Ce terrain est actuellement libre de toute occupation, non cultivé et en nature de prairie, il est classé en zone 1AUe au PLU de la Commune.

Au terme des négociations menées entre la Métropole et les propriétaires, il est donc proposé de procéder à l'acquisition de ce bien pour un montant de 272 308 € (deux cent soixante-douze mille trois cent huit euros) net vendeur, soit 19 €/m². Ce prix d'achat négocié reste inférieur de 10% à l'estimation du 27 janvier 2022 du Pôle évaluation domaniale de la Direction régionale des finances publiques et préserve l'équilibre financier de l'opération, qui intègre notamment les surcoûts liés à la recherche d'archéologie préventive prescrite sur le site.

Il est précisé ici que l'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- tous frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- en ce inclus les frais éventuels liés au bornage, s'il est requis ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata temporis.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n°13091003T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2020_CT_083 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 approuvant le lancement de l'opération d'aménagement d'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat ;
- La délibération n° URBA 017-10153/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 décidant le lancement de la procédure de ZAC pour l'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État du 27 janvier 2022 ;
- Le plan de localisation du terrain ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée AP n°9 est nécessaire à la réalisation des équipements publics programmés dans le cadre de l'extension de la zone d'activités de la Pile à Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée AP n°9, d'une superficie de 14 332 m², en nature de prairie et libre de toute occupation, appartenant à M. SIGNORET Robert et Mme ROLLAND Josiane, au prix de 272 308,00 euros net, auquel n'est pas appliqué la TVA.

Article 2 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente y compris le remboursement de la taxe foncière.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette acquisition.

Article 4 :

Il est pris acte que cette acquisition sera exonérée de droit au profit de la Direction des Finances Publiques en vertu de l'article 1042 du Code général des impôts.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 11, Nature 6015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 056

AVIS - Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée AP n°19 pour l'extension de la Zone d'Activités de la Pile à Saint-Cannat

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix s'est engagée à produire du foncier à destination des entreprises dans un objectif de création d'emplois.

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques (ci-après ZAE) de La Pile à Saint-Cannat, portant sur un tènement foncier d'environ 7 hectares, a été initié par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 23 juillet 2020. Cette opération est réalisée sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Par la délibération n°URBA 017-10153/21/CM du 4 juin 2021, le Conseil de la Métropole a engagé la procédure de ZAC et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation.

Le programme d'aménagement permettra d'accueillir des locaux d'activités dédiés à la petite et moyenne industrie, à de l'artisanat de production, au BTP ou aux services aux entreprises, et prévoit une surface cessible totale d'environ 4 hectares divisibles en une vingtaine de lots.

La Métropole souhaite donc se porter acquéreur de l'ensemble des terrains inclus dans le périmètre de la ZAC.

La parcelle cadastrée section AP numéro 19, incluse dans le périmètre du projet, d'une superficie cadastrée de 2 978 m², est propriété des cohéritiers de Mme CHIEUSSE Marthe et M. IMBOURGT Jean-Charles disposés à la vendre. Ce terrain est actuellement libre de toute occupation, non cultivé et en nature de prairie, il est classé en zone 1AUe au PLU de la Commune.

Au terme des négociations menées entre la Métropole et l'ensemble des cohéritiers, il est donc proposé de procéder à l'acquisition de ce bien pour un montant de 56 582 € (cinquante-six mille cinq cent quatre-vingt deux euros) net vendeur, soit 19 €/m². Ce prix d'achat négocié reste cohérent et préserve l'équilibre financier de l'opération.

Le montant de cette acquisition est inférieur au seuil de consultation obligatoire (180 000 euros HT) du Pôle évaluation domaniale de la Direction régionale des finances publiques.

Il est précisé ici que l'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- tous frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- en ce inclus les frais éventuels liés au bornage, s'il est requis ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata temporis ;

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n°13091003T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2020_CT_083 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 approuvant le lancement de l'opération d'aménagement d'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat ;
- La délibération n° URBA 017-10153/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 décidant le lancement de la procédure de ZAC pour l'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- Le plan de localisation du terrain ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée AP n°19 est nécessaire à la réalisation des équipements publics programmés dans le cadre de l'extension de la zone d'activités de la Pile à Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée AP n°19, d'une superficie de 2 978 m², en nature de prairie et libre de toute occupation, appartenant aux cohéritiers de Mme CHIEUSSE Marthe et M. IMBOURGT Jean-Charles, au prix de 56 582 euros net, auquel n'est pas appliqué la TVA.

Article 2 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente y compris le remboursement de la taxe foncière.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette acquisition.

Article 4 :

Il est pris acte que cette acquisition sera exonérée de droit au profit de la Direction des Finances Publiques en vertu de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 11, Nature 6015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 057

Réhabilitation du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence - Approbation du programme de travaux pour la réhabilitation de la rue Henri Bessemer

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre la mise en valeur du Pôle d'activité d'Aix-en-Provence et notamment prévoir la

réhabilitation de la rue Henri Bessemer qui relie l'axe principal du Pôle d'activités (rue Ledoux) à la partie sud (rue Jean René Guilibert Gauthier de la Lauzière et rue Jean Perrin).

Cette rue d'une longueur de 320 mètres supporte un trafic poids lourd important, et présente des signes d'usure mettant en péril la structure de chaussée.

Actuellement, dépourvue d'aménagement dédié aux modes doux et à la mobilité active, ainsi que de trottoirs aux normes pour Personnes à Mobilité Réduite (PMR), il apparaît nécessaire de procéder à la réhabilitation complète de cette rue.

Une étude de faisabilité a été réalisée en 2021 afin de déterminer des solutions d'aménagement pour garantir la sécurité de l'ensemble des usagers de la voirie. Le programme de travaux proposé comprend les éléments suivants :

- La voirie :
 - calibrage de la chaussée en route bidirectionnelle présentant un profil en travers de l'ordre de 6,50 mètres ;
 - mise aux normes PMR des trottoirs permettant un passage libre variable assurant un minimum de 1.4 mètre ;
 - création de pistes cyclables unidirectionnelles de chaque côté de la voie ;
 - création de quelques places de stationnement longitudinales à l'ouest de la rue.
- Les réseaux :
 - le projet prévoit le remplacement de l'éclairage public.
- Les espaces verts :
 - La mise en conformité de cette rue au regard de la réglementation concernant les personnes à mobilité réduite ainsi qu'au regard de la loi LOM (loi d'orientation des mobilités), rend inévitable l'abattage d'une grande partie des arbres existants. Néanmoins un nombre équivalent de nouveaux sujets sera planté dans le cadre de l'opération le long des trottoirs là où cela est possible et aux abords du giratoire avec la Rue Jean-Perrin. Des zones d'espaces verts seront également aménagées sur le trottoir le long de la voie pour éviter le stationnement sur le cheminement piétonnier.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 800 000 € HT soit 960 000 € TTC. Ce montant est composé d'une partie études pour un montant de 60 000€HT et d'une partie travaux pour un montant de 740 000€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECOR 001-10122/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 portant le montant de l'Autorisation de Programme « Etudes et travaux Zones d'Activités » à 10M€ ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique et Agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prévoir la réhabilitation de la rue Henri Bessemer du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux pour la réhabilitation de la rue Henri Bessemer du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence pour un montant global de 800 000 € HT soit 960 000 € TTC, études et travaux compris.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP « Toutes zones études et travaux ».

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 058

Réhabilitation du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence - Approbation du programme de travaux pour la réhabilitation de la rue Famille Laurens

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre la mise en valeur du pôle d'activités d'Aix-en-Provence et notamment prévoir la réhabilitation de la rue Famille Laurens.

Cette rue d'une longueur de 500 mètres a une vocation de desserte des entreprises riveraines et présente des signes d'usure mettant en péril la structure de chaussée.

Actuellement, dépourvue d'aménagement dédié aux modes doux et à la mobilité active, ainsi que de trottoirs aux normes pour Personnes à Mobilité Réduite (PMR), il apparaît nécessaire de procéder à la réhabilitation complète de cette rue.

Une étude de faisabilité a été réalisée en 2021, afin de déterminer des solutions d'aménagement pour garantir la sécurité de l'ensemble des usagers de la voirie. Le programme de travaux proposé comprend les éléments suivants :

- La voirie :
 - Calibrage de la Chaussée en route bidirectionnelle présentant un profil en travers variant de 6 à 6,50 mètres ;
 - Mise aux normes PMR des trottoirs permettant un passage libre variable assurant un minimum de 1,4 mètre ;
 - Mise en place d'un dispositif anti stationnement sur trottoir ;
 - Création d'un cheminement cyclable sur chaussée sous forme de bandes cyclables.

- Les réseaux :
 - Le projet prévoit le remplacement de l'éclairage public.
- Les espaces verts :
 - La mise en conformité de cette rue au regard de la réglementation concernant les personnes à mobilité réduite ainsi qu'au regard de la loi LOM (loi d'orientation des mobilités), rend inévitable l'abattage d'une grande partie des arbres existants. Trois îlots verts seront néanmoins reconstitués dans la rue au niveau de chaque angle avec la plantation de nouveaux sujets et la création de 110 m² d'espaces verts. Par ailleurs, de nouveaux arbres seront plantés dans une aire proche, le long de la RD59 en sortie du pôle d'activité dans le cadre de la création de la voie réservée aux transports en commun.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 1 070 000 € HT, soit 1 284 000 € TTC. Ce montant est composé d'une partie études pour un montant de 70 000€HT et d'une partie travaux pour un montant de 1 000 000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ECOR 001-10122/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 portant le montant de l'Autorisation de Programme « Etudes et travaux Zones d'Activités » à 10M€ ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique et Agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réhabiliter la rue Famille Laurens du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux pour la réhabilitation de la Famille Laurens du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence pour un montant global de 1 070 000 € HT soit 1 284 000 € TTC, études et travaux compris.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP « Toutes zones études et travaux ».

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2022 CT2 059

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, Pays d'Aix Développement (ci-après PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du Territoire.

L'action de PAD est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui se traduit par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.

- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le Territoire.

- Une mission de promotion du Territoire et de prospection d'entreprises, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels....

- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal déployé sur l'ensemble du périmètre de la Métropole qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA).

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études techniques, prototypages...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40 000 € à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprises du Territoire. Les entreprises créées devront s'implanter sur le territoire métropolitain.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 3 118 166 € de subventions ayant abondé le dispositif, 148 projets propulsés, 110 entreprises créées, près de 848 emplois créés et pérennisés.

L'élargissement de ce dispositif à l'échelle de la Métropole depuis 2018 mobilise des moyens humains et financiers accrus qui justifient la participation financière complémentaire du Territoire de Marseille-Provence.

Le bilan 2021 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 424 dossiers suivis
- 137 implantations représentant 2428 emplois, dont :
 - 60 nouvelles entreprises implantées, soit 511 emplois créés ou transférés sur le Territoire du Pays d'Aix.
 - 77 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le Territoire, soit 1917 emplois créés et maintenus.
 - 34 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 103 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation.

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 57,7 % dans le secteur des services,
- 15,3 % dans celui de l'industrie,
- 18,2 % dans le commerce,
- 8,8 % dans le transport et la logistique.

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2021 : 85 278 m² placés.

Ces chiffres correspondent aux 137 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2021.

Pays d'Aix Développement joue un rôle actif dans la commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (St Estève Janson), de la Burlière (Trets) et La Roque d'Anthéron II qui assurent une dynamique d'implantation sur l'ensemble du Territoire.

Afin de poursuivre en 2022 l'ensemble des missions engagées telles que précisées plus haut, le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de 450 000 euros, à l'association Pays d'Aix Développement, soit :

- Pour le Territoire du Pays d'Aix (CT2) 426 000 euros ;
- Pour la centralité 24 000 euros.

Ce montant représente 82,93 % du budget prévisionnel de fonctionnement de 542 620 euros et 53,03% % du budget global consolidé de 848 620 euros.

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel 2022	Subventio n sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2022_174	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMEN T	Budget Principal Métropolitain	542 620 €	24 000 €	24 000 €	OUI
2022_320		CT2 Pays d'Aix		426 600 €	426 000 €	
TOTAL				450 000€		

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Bureau de la Métropole, par délibération du 10 mars 2022 a décidé d'attribuer à l'association, une subvention de 241 000 € au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Il est proposé une convention pluriannuelle avec l'association Pays d'Aix Développement au titre des années 2022, 2023, 2024 lui permettant de réaliser, sous son initiative et sous sa responsabilité les objectifs conformes à son objet social, à savoir : promouvoir l'économie du territoire, favoriser et valoriser la création, l'implantation, la reprise et le développement d'entreprises, en apportant aux acteurs concernés un soutien technique, administratif, promotionnel et, pour les porteurs de projets éligibles au titre du dispositif d'amorçage, un soutien financier par l'octroi notamment de prêts d'honneur sans intérêt, ni garantie.

Cette convention cadre précise également les conditions de mise à disposition au bénéfice de Pays d'Aix Développement de locaux à usage exclusif de bureaux d'activité, situés 9 place J.Rewald – Les patios de Forbin à Aix en Provence, d'une superficie totale de 135m², valorisés à un total annuel de 31 590€ charges comprises. La durée de la mise à disposition est liée à la convention. Cette valorisation apparaît en annexe des comptes annuels de PAD.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 001_8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 450 000 euros au titre de l'exercice 2022; celle-ci est prise en charge comme suit :

- 426 000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- 24 000 euros sur le Budget Principal Métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle d'objectifs à conclure avec Pays d'Aix Développement, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 2022, en section de fonctionnement Sous-Politique B370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67 pour 24 000 euros et sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61 pour 426 000 euros.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 060

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement pour abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) - Approbation de la convention

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, de déployer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (ci-après AMPA), jusqu'alors mis en œuvre sur le Territoire du Pays d'Aix, sur l'ensemble du périmètre de la Métropole. Ce dispositif d'amorçage est financé par la Métropole via une subvention annuelle à l'opérateur chargé dudit dispositif.

En vertu de la délibération précitée, l'association Pays d'Aix Développement (ci-après PAD), au regard de son objet statutaire et de son expertise, assure la gestion et le fonctionnement du dispositif. Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

Dans la mesure où ce dispositif s'appuie, d'une part, sur des fonds de reconversion de l'ancien bassin minier et, d'autre part, sur des conventions de revitalisation gérées par la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (ci-après DIRECCTE), une

convention cadre a été signée entre l'État, l'association PAD et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Les acteurs institutionnels participent, aux côtés d'un certain nombre d'experts, au comité de sélection et au comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

Conformément à ladite convention cadre, la Métropole abondera le fonds moyennant une subvention annuelle versée, à l'échelle de chaque Territoire, à l'association qui s'est vu confier le rôle d'opérateur du dispositif. Le soutien de l'État se traduit par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés.

Enfin, le dispositif AMPA est également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

En date du 21 décembre 2021, le dispositif d'amorçage présente le bilan suivant, en prenant en compte les dossiers réalisés depuis la création du dispositif à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix :

- 148 dossiers retenus propulsés ;
- 110 entreprises créées, 848 emplois créés et pérennisés ;
- 297 dossiers examinés en comités de sélection ;
- 14 échecs pour un montant de 339 442 € ;
- 1 590 181 € remboursés par les porteurs de projet ;
- 4 476 195 € engagés.

En 2022, l'association prévoit d'examiner environ 50 dossiers pour en déterminer l'éligibilité. Sur cette base, 10 à 15 dossiers pourraient être financés, après passage aux comités de sélection et d'engagement.

Il est à noter que pour l'année 2021, 52 dossiers ont été reçus. Sur 19 projets présentés en comité de sélection, 10 ont été financés.

Aussi, il est proposé à chaque Territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque Territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2022, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de **238 000 €** représentant 77,78 % du coût prévisionnel global de 306 000 € (cf. tableau ci-dessous).

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2022	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2022_175	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1- Marseille Provence	306 000 € (dont 65 000 € en fonds propres)	138 000 €	138 000 €	OUI
2022_319		CT2 Territoire du Pays d'Aix		100 000 €	100 000 €	
TOTAL					238 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans la convention d'objectifs, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % versé à la signature de la convention ;
- le solde de 20 % après production du compte rendu financier de l'action signé, du rapport d'activité et des comptes annuels.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2022 d'un montant de 450 000 € (426 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 € pour le Territoire Marseille Provence). L'attribution de cette subvention de fonctionnement fait l'objet d'une autre délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° HN 001_8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 7 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant :

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine ;
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes ;
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera entre autre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée pour l'exercice 2022, à l'association « Pays d'Aix Développement » une subvention de 238 000 euros au titre de l'année 2022 répartie comme suit :

- 138 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention portant sur le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget de l'État Spécial de Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement Sous-Politique B370 – Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67.

- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 061

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle SCS :

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, a obtenu le renouvellement de son label dans le cadre de la phase 4.0 des Pôles de compétitivité, initiée par le gouvernement.

Plan d'actions 2022 :

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques (la microélectronique, la sécurité numérique, les données massives et l'intelligence artificielle, l'internet des objets) correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité initiée par le Gouvernement et les Régions. Le pôle se fixe pour 2022 les priorités ci-dessous :

1. Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et IA) ;
2. Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
3. Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
4. Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;

5. Être un cluster international de référence, visible et reconnu ;
6. Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;
7. Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Ces éléments stratégiques s'appuient sur 4 domaines clés tels que présentés dans le dossier de labellisation phase 4 du Pôle SCS :

1. La Microélectronique
2. La Sécurité Numérique
3. Les Données Massives (Big Data) et l'Intelligence Artificielle (IA)
4. L'Internet des Objets (IoT)

Les cinq principaux marchés applicatifs visés par le Pôle SCS sont les suivants : l'industrie 4.0, les smart cities, la logistique et le transport, la e-santé et le bien-être et le véhicule connecté.

Le Pôle s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes, détaillés en annexe de la convention d'objectifs.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 66 000 €, représentant 6.81 % du budget prévisionnel 2022 d'un montant de 969 862 € et se décompose comme suit (cf. tableau ci-dessous) :

- 26 000 euros pris en charge sur le budget principal Métropolitain
- 40 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Associati on	Budget	Budget prévisionn el global 2022	Subventi on sollicitée	Subvention proposée	Conventi on d'objectif s oui/non
2022_241	Pôle SCS	Budget Principal Métropolitain	969 862 €	26 000 €	26 000 €	OUI
2022_831		EST du Pays d'Aix (CT2)		40 000 €	40 000 €	
TOTAL					66 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 66 000 euros au Pôle SCS au titre de l'exercice 2022.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 26 000 euros sur le Budget Principal Métropolitain ;
- 40 000 euros sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SCS ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 2022, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 67 et sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 062

Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation de conventions (IPA et PAAP)

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie des outils de développement économique retenus par le Pays d'Aix

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité,

structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à certaines associations de maintenir des événements associant le monde économique et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du Territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **332 000 € aux quatre associations suivantes :**

INITIATIVE PAYS D'AIX 150 000 €

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonds de prêt d'honneur 50 000 €

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITE D'AIX 76 000 €

AVENIR PLAN DE CAMPAGNE 28 000 €

CENTRE DE VIE REGIONAL 28 000 €

n°gu	Association	Type de subvention	Objet de l'action	Budget pré	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
Axe 1 : La création et de développement des entreprises							
2022_651	INITIATIVE PAYS D'AIX	Fonctionnement permettant la mise en œuvre du programme d'action annuel	- Déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens ou de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME. - Apporter un soutien par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt, et par un accompagnement des porteurs de projets, un parrainage et un suivi technique assurés par une équipe expérimentée. - Contribuer à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE et PME. - Assurer le soutien post-crédit par un suivi de gestion.	640 000 €	160 000 €	150 000 €	OUI
2022_653	INITIATIVE PAYS D'AIX	Abondement du fonds de prêt	Renforcer les fonds propres des entrepreneurs afin de faciliter l'obtention de prêts bancaires par un meilleur ratio apport/prêt : octroi de prêt personnel à taux 0 % sans garantie ni frais de dossier ; prêt de 3k€ selon critères/ moyenne à 8 250 €, toutes activités éligibles hors marchands de biens, activité de bourse, discothèques ; remboursable sur 50 mois maximum : moyenne à 36 mois.	1 200 000 €	50 000 €	50 000 €	OUI

			Pour 2022 : l'association prévoit de soutenir 160 projets. Cette action contribue à maintenir le vivier diversifié de TPE et est utile également pour les services et commerces de proximité.				
Axe 3 : Le Développement des zones d'activités économiques							
2022_184	ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITES D'AIX-EN-PROVENCE	Fonctionnement permettant la mise en œuvre du programme d'action annuel	Développer l'attractivité et valoriser le Pôle d'activités. Représenter et défendre les intérêts communs des entreprises adhérentes autour des axes principaux suivants : sécurité, accessibilité et déplacements, services aux entreprises, réhabilitation et entretien des réseaux, environnement et développement durable, organisation collective des déchets, communication interne et externe, animation du pôle.	785 800 €	76 800 €	76 000 €	OUI
2022_612	AVENIR PLAN DE CAMPAGNE	Fonctionnement permettant la mise en œuvre du programme d'action annuel	Association des propriétaires : promotion de la zone d'activité de Plan de Campagne – réalisation d'études (circulation, voirie, ...) opérations de communication, accompagnement des commerces et des travaux	246 540 €	45 000 €	28 000 €	OUI
2022_610	CENTRE DE VIE REGIONAL	Fonctionnement permettant la mise en œuvre du programme d'action annuel	Association des Commerçants : animation de la zone de Plan de campagne (mobilisation des structures et des ressources afin que la zone fonctionne techniquement et commercialement)	181 600 €	45 000 €	28 000 €	OUI
TOTAL						332 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % après signature de la convention,
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010-A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son Territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux quatre associations susmentionnées un montant total de subventions de 332 000 € répartis comme suit :

INITIATIVE PAYS D'AIX 150 000 €

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonds de prêt d'honneur 50 000 €

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITÉ D'AIX 76 000 €

AVENIR PLAN DE CAMPAGNE 28 000 €

CENTRE DE VIE REGIONAL 28 000 €

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec Initiative Pays d'Aix, l'association des Entreprises du Pôle d'activité d'Aix-en-Provence, l'association Avenir Plan de Campagne et Centre de Vie Régional.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 063

Attribution de subventions aux associations intervenant au titre de la stratégie numérique et de la French tech - Approbation de conventions

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie prenante des usages de tous. Par délibération N°2013_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire de la CPA approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix. Ainsi, il s'agit :

- D'une part, d'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du Territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;
- Et d'autre part, de soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie de la stratégie numérique adoptée par le Pays d'Aix et participe à la dynamique French Tech dans laquelle le Territoire et la Métropole se sont engagés. Le Territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 49 000 emplois et de 8 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 9 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique. Ces actions s'inscrivent pleinement dans la démarche de densification et d'animation de

l'écosystème numérique qui se dessine à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Filière d'excellence, le numérique se compose de sphères hétérogènes représentant autant d'approches complémentaires, qui insufflent une vraie dynamique de fond et d'intelligence collective dans un écosystème en plein expansion. Dans la continuité des actions conduites en 2021, le Territoire du Pays d'Aix propose de soutenir deux associations qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole, des actions pertinentes, en cohérence d'une part avec les principaux axes de la stratégie numérique du Pays d'Aix, et d'autre part avec les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille.

- La médiation numérique est un axe prioritaire à la bonne compréhension de l'outil numérique ainsi qu'à une utilisation vertueuse et porteuse d'opportunités pour les citoyens. Pour 2022, « Anonymal TV : Maison Numérique » prévoit de poursuivre l'animation de la médiation numérique en Pays d'Aix, notamment à travers ses ateliers et workshops visant à l'acculturation ou au perfectionnement des outils numériques, au travers de thématiques approchant tant des domaines culturels et créatifs que bureautiques et professionnels. Ils prévoient également de renforcer leurs interventions de lutte contre la fracture numérique, qui déjà présente dans le bassin d'activité de l'association, se trouve fortement accentuée par la crise sanitaire que nous traversons. Enfin, labellisé Fabrique Numérique, « Anonymal » confirme le déploiement de son tiers-lieu du numérique et de son fablab pédagogique et solidaire en interaction avec les services civiques « Unis-cité », les acteurs associatifs, sociaux et les citoyens.

- Constituer des passerelles entre les filières artistiques et économiques du monde du numérique permet différents apports. En effet, en détournant ou ouvrant de nouveaux schémas d'usages et de socialisation des technologies actuelles, les artistes contribuent au développement des nouveaux usages et inspirent de nouveaux défis aux scientifiques et entrepreneurs (innovations en termes de supports visuels et numérique, de design thinking et d'expérience utilisateur, de détection de nouveaux besoins ou d'usage futur des technologies...). « Seconde nature » favorise de ce fait l'appropriation des sensibilités nécessaire en vue de « hacker » les usages traditionnels jusqu'à en découvrir de nouveaux. Pour 2022, « Seconde Nature » prévoit de poursuivre l'animation de son HUB D'INSPIRATION qui, composé d'une communauté d'intérêt (entreprises, institutions et opérateurs), œuvre à la rencontre des sensibilités et aux recherches exploratoires croisées entre artistes et entrepreneurs en vue de déceler de nouveaux usages et de nouvelles innovations, de faire se rencontrer trimestriellement les membres de ce HUB autour de différentes thématiques et sous différents formats, et d'accompagner les initiatives naissant de ces rencontres hétérogènes. En parallèle, Seconde nature prévoit de mobiliser ce hub d'inspiration ainsi que l'ensemble de ses parties prenantes autour d'un double événement majeur en 2022 en partenariat

avec la French Tech Aix-Marseille: « Les nuits » pour un numérique grand public local et l'attractivité du territoire, ainsi que « le MIAN » rencontres professionnelles internationales autour de la marketplace des Arts Numériques pour une industrie créative de pointe qui développe son attractivité et ses opportunités de création de valeur.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions pour un total de 40 000 € aux associations suivantes :

N°GU	Association	Action subventionnée	Budget prévisionnel Action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention oui/non
2022_425	ANONYMAL TV	Médiation numérique	239 270,00 €	22 000,00 €	20 000 €	OUI
2022_449	SECONDE NATURE	Hub de coopération	66 950,00 €	25 000,00 €	20 000 €	OUI
TOTAL					40 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès l'approbation de la subvention votée.
- le solde de 20% sur production des bilans quantitatifs et qualitatifs des actions réalisées et du compte-rendu financier signé.

Les associations ont quant à elles, pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2022 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2022 :

- Un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier.
- Un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, l'association « ANONYMAL », a sollicité une subvention de 50 000€ au titre de son fonctionnement et l'association « SECONDE NATURE » une subvention de 150 000€ au titre de son fonctionnement à la Direction de la Culture du Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les projets portés en 2022 par ces associations sont en adéquation d'une part avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part entrent dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix et la Métropole se sont engagés.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux associations un montant total de subventions de 40 000 €, réparti comme suit :

- Anonymal TV : 20 000 €
- Seconde Nature : 20 000 €

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs 2022 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations « Anonymal » et « Seconde Nature ».

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 064

Attribution de subventions relatives aux projets immobiliers portés par deux entreprises du Pays d'Aix - Approbation de conventions

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser le taux d'intervention de 20% pour les petites entreprises et 10% pour les moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30% pour les petites entreprises et 20% pour les moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10%. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise. Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

1. L'installation de la société LIGN.O à Gardanne

1.1. Présentation de l'entreprise

Plateforme industrielle dédiée à la construction bois, la société LIGN.O propose des solutions constructives à l'attention de différentes catégories de professionnels : constructeurs, charpentiers, architectes, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage publics et privés. Ces derniers peuvent en effet s'appuyer sur LIGN.O pour des services d'ingénierie et surtout la fabrication de sous-ensembles standardisés et personnalisables, services facilitant

la mise en œuvre des projets, de la conception à la réalisation. Le processus est fluidifié grâce aux techniques de numérisation de la maquette et d'automatisation de la préfabrication. Le système constructif développé par LIGN.O concerne la structure du bâtiment, tout en permettant de préserver la liberté architecturale. Sont visés les bâtiments résidentiels (habitations individuelles et collectives jusqu'à R+2) ainsi que les bâtiments tertiaires. LIGN.O a été créée en août 2021 seulement mais ses fondateurs ont une expérience significative de plusieurs années dans le secteur de la construction bois. C'est pourquoi, et au vu du soutien institutionnel dont bénéficie ce projet, il est proposé de déroger, à titre exceptionnel, au règlement du dispositif métropolitain d'aide à l'immobilier qui prévoit de ne financer que les entreprises pouvant justifier de plus de trois ans d'existence.

Les produits proposés par LIGN.O pour la construction ou la rénovation sont basés principalement sur des ressources locales, qu'il s'agisse du bois de construction ou d'isolants. En effet, dans le domaine des isolants, sont privilégiées les solutions issues des cultures rizicoles de Camargue ou de l'économie circulaire (ouate de cellulose issue de carton/papier ou fibre de bois récupérée des déchets de panneaux).

Les services d'accompagnement de la plateforme permettent de fédérer les entreprises de la filière bois, souvent trop petites et diffuses pour répondre aux projets de construction de taille intermédiaire. La création de sous-ensembles favorise les potentialités de construction bois sur différents types de bâtiments, à l'échelle d'une région qui est aujourd'hui très en retard sur la construction bois. Le projet LIGN.O est ainsi en parfaite adéquation avec l'objectif de valorisation de la filière bois, inscrite dans le pacte pour la transition écologique et industrielle du territoire de Gardanne – Meyreuil. En favorisant la construction bas carbone et l'utilisation des matériaux biosourcés, il vient également en appui de la nouvelle réglementation thermique. La démarche est d'ailleurs soutenue par FIBOIS SUD et l'ADEME. A noter par ailleurs qu'à l'échelle de la Région, le projet de LIGN.O a été identifié comme projet structurant de l'OIR (Opération d'Intérêt Régional) Industrie du Futur.

LIGN.O a ainsi décidé de créer sur Gardanne un site industriel de production et d'intégration. Les études de marché réalisées par les porteurs de projet ont permis d'établir des prévisions prometteuses : création de 49 emplois à 3 ans et 74 à 5 ans, postes répartis sur la production, l'ingénierie, la vente/marketing et l'administration. Le chiffre d'affaires devrait évoluer de 2 M€ à 13 M€ entre 2022 et 2025.

1.2. Le projet immobilier

Après présentation de son projet devant la Commission Industrie du PACTE Gardanne – Meyreuil, la société LIGN.O s'est positionnée sur

l'acquisition d'un terrain au Pôle Yvon Morandat (ci-après PYM) à Gardanne. Sa candidature a été retenue par le comité d'agrément du PYM, lors de sa réunion du 29 septembre 2021. La société s'apprête ainsi à acquérir le lot 5C, dernier lot disponible sur la partie industrielle du Pôle. Cette parcelle de 6.000 m² est parfaitement adaptée au caractère évolutif du projet.

Si une surface de plancher de 1.000 m² semble suffisante pour accueillir les premières installations industrielles, cette surface à vocation à doubler à partir de 2024. Une zone de stockage de 500 m² est nécessaire. Par ailleurs, des locaux administratifs sont prévus sur une surface de 300 m². L'étendue du terrain facilitera la circulation de semi-remorques.

LIGN.O appliquera bien entendu les concepts de développement durable conçus par la société. Le bâtiment visera à minima une labellisation BDM argent. Il est prévu également la mise en place de panneaux photovoltaïques.

Le permis de construire a été déposé le 23 décembre 2021, et le compromis de vente du terrain a été signé le 12 janvier 2022.

L'opération immobilière est portée par la S.C.I. LoF01.

Sur cette base, il est proposé de soutenir ce projet à hauteur de 150.000 €, montant représentant 8,19% d'une assiette éligible de 1.830.600 €. La subvention sera versée à la S.C.I. LoF01 qui la répercutera sur la société LIGN.O, dans le cadre d'un bail de location.

2. La création d'un pôle d'excellence bois au Plan de Meyreuil:

2.1 Présentation de l'entreprise

DSP, filiale de la société Mu Fangzi, est une entreprise spécialisée dans la construction bois, de la conception à la réalisation. L'entreprise, qui emploie actuellement 4,5 ETP a réalisé de nombreux projets sur le Territoire du Pays d'Aix, parmi lesquels les aménagements immobiliers des sociétés Mercadier, Eurodia, Les padels du Country Club d'Aix-en-Provence, le Biocoop et la clinique dentaire de Celony. Le chiffre d'affaires de la société s'élevait en 2019 à 950.000€ et en 2020 à 521.000€. La société s'est associée sur plusieurs projets avec le cabinet d'architecte BRUNO PAILLET & ALEXANDRE DE BESOMBES, société d'exercice libéral créée en 2008, qui emploie 2 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 327.760€ en 2019 et 332.395€ en 2020. Les deux sociétés ont été par trois fois lauréates du trophée régional de la construction bois : en 2010 pour la construction de leurs bureaux actuels, en 2020 pour un projet de surélévation d'un immeuble situé Avenue de la Cible à Aix-en-Provence et en 2021 pour le projet de couverture de 2 courts de Padel sur le site du Country club aixois.

2.2 Présentation du projet immobilier :

Soucieuse de poursuivre leur collaboration sur un lieu de travail unique, les deux sociétés ont développé un projet de création d'un « Pôle d'excellence bois » regroupant géographiquement un bureau d'étude ingénierie spécialisé construction bois (MU FANGZI), une entreprise de construction spécialisée dans le bois (DSP, filiale de MU FANGZI) et le cabinet d'architecture possédant une longue et solide expérience dans le domaine de la construction bois (SELARL BRUNO PAILLET & ALEXANDRE DE BESOMBES).

Les deux sociétés ont acquis ensemble un terrain au Plan de Meyreuil, en face du Carreau de la Mine. Le projet vise à réunir 2 bâtiments bois contigus sur une parcelle de 360 mètres carrés : un bâtiment avec deux bâtiments jumeaux réalisés par l'entreprise elle-même, afin d'en faire une vitrine de l'activité. Une SCI sera créée dans le cadre de ce projet. La création d'emplois prévue par la société de construction bois DSP est de 3 personnes et de 4 par le cabinet d'architecture.

Il est important de noter que ce projet immobilier s'inscrit dans la ligne du Pacte de transition écologique Gardanne-Meyreuil, qui entend accompagner et soutenir la structuration d'une filière bois sur le territoire. Par ailleurs, il n'existe pas à ce jour de bureau d'études bois dédié sur le Département et les investissements nécessaires à l'installation sont lourds : scanner 3D, etc. Le sourcing du bois sera uniquement français, aucun bois d'importation n'entrera dans l'approvisionnement de la société. Les isolants utilisés seront également d'origine française. Enfin, cette activité va dans le sens du développement de l'activité économique sur le Plan de Meyreuil.

Sur cette base, il est proposé de soutenir le projet immobilier de la société de construction bois DSP à hauteur de 40.000€ soit environ 18% de l'assiette éligible de 217.931,69€. La subvention sera versée directement à la société DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.
- Que les sociétés LIGN O et DSP ont sollicité une aide en bonne et due forme.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions d'aide à l'investissement immobilier

- De 40.000 € à la société DSP, soit 18% de l'assiette éligible, au titre de la construction d'un bâtiment sur le Plan de Meyreuil ;
- De 150.000 € à la S.C.I. LoF01, soit 8,19 % de l'assiette éligible, au bénéfice de la société exploitante LIGN O, au titre de l'extension de ses bureaux dans le cadre de son projet de développement et de croissance.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions correspondantes, annexées au rapport.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, *en section d'Investissement* : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Emploi et formation

2022 CT2 065

Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Aide aux dispositifs d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi (Axe 1) - Approbation de conventions

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi.

Depuis le début des années 2000, le Territoire du Pays d'Aix mène une politique volontariste de soutien aux demandeurs d'emploi les plus en difficulté.

Ce soutien s'exprime à travers le dispositif d'accompagnement à l'emploi des participants du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (ci-après PLIE), soutenu et renforcé par la création et le maintien de différentes étapes de parcours d'insertion adaptées. Elles permettent aux personnes en parcours de remédier à leurs difficultés, de surmonter leurs différents freins à l'emploi grâce à des actions de qualité : mobilité,

remobilisation, formation, mise en situation professionnelle.

Une offre diversifiée et pertinente est proposée pour tous les profils de demandeurs d'emploi est accessible grâce à un maillage territorial étudié en fonction des besoins et des spécificités du Territoire.

Cette politique s'inscrit dans le cadre des 4 axes d'intervention réaffirmés et délibérés en Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi ;
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi ;
- IV. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

A ce titre, deux opérateurs sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 29.000 €, aux deux opérateurs suivants :

- LOOK & JOB
- INITIATIVE PAYS D'AIX

■ LOOK & JOB

Objectif : L'association propose des activités de diagnostic-conseil en image personnelle et professionnelle, des prestations de mise en beauté, ainsi que des ateliers thématiques collectifs, destinés à un public fragilisé et aux demandeurs d'emploi.

Action : Cette action de salon de beauté solidaire permet, à travers des ateliers collectifs gratuits et des tarifs préférentiels pour les personnes en difficulté, de favoriser la remise à l'emploi grâce à un travail sur l'image de soi et des soins esthétiques. (Bilan 2021 en cours)

■ INITIATIVE PAYS D'AIX

Objectif : Accompagner et financer les porteurs de projet d'entreprise en création, reprise ou développement désireux de s'installer en Pays d'Aix – portage des actions CitésLab à Aix-en-Provence et Pertuis.

Actions : Le CitésLab est un dispositif d'appui à l'émergence de projets de création d'activités dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Il est

actuellement mené par l'association sur les Communes d'Aix-en-Provence et Pertuis.

Plusieurs axes :

- Sensibilisation, détection et soutien à l'émergence de projets.
- Actions d'accompagnements à la création d'activité.
- Opérations de rapprochement des acteurs de la création d'entreprises.
- Actions d'accès au financement favorisant la création d'activité ou le développement.
- Soutien aux entreprises en difficultés des Quartiers Politique de la Ville (ci-après QPV).

Bénéficiaires en 2020 à Pertuis : 53 personnes suivies en 2020 dont 17 issues de QPV.

Bénéficiaires en 2020 à Aix-en-Provence : 136 personnes suivies en 2020 dont 95 issues de QPV.

(Bilan 2021 en cours)

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	TAUX D'INTERVENTION %	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi								
0139	LOOK & JOB	Agence de beauté solidaire	10.000 €	40.000 €	10.000 €	10.000 €	25 %	NON
0655	INITIATIVE PAYS D'AIX	CitésLab Aix 2022	13.000 €	49.784 €	21.000 €	13.000 €	26,11 %	OUI
0656	INITIATIVE PAYS D'AIX	CitésLab Pertuis 2022	6.000 €	20.216 €	9.000 €	6.000 €	29,68 %	OUI
TOTAL					40.000 €	29.000 €		

Le montant total des subventions attribuées par le Territoire du Pays d'Aix dans l'exercice 2022 à l'opérateur « Initiative Pays d'Aix » étant supérieur à 23 000 € il convient de conclure une convention d'objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi aux opérateurs suivants pour un montant total de 29.000 € répartis comme suit :

- LOOK & JOB : 10 000 €
- INITIATIVE PAYS D'AIX : 19 000 €

Article 2 :

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2022 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'opérateur :

- INITIATIVE PAYS D'AIX – CitésLab Aix 2022
- INITIATIVE PAYS D'AIX – CitésLab Pertuis 2022

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 066

Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique (Axe 2) - Approbation de conventions

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi.

Depuis le début des années 2000, le Territoire du Pays d'Aix mène une politique volontariste de soutien aux demandeurs d'emploi les plus en difficulté.

Ce soutien s'exprime à travers le dispositif d'accompagnement à l'emploi des participants du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (ci-après PLIE), soutenu et renforcé par la création et le maintien de différentes étapes de parcours d'insertion adaptées. Elles permettent aux personnes en parcours de remédier à leurs difficultés, de surmonter leurs différents freins à l'emploi grâce à des actions de qualité : mobilité, remobilisation, formation, mise en situation professionnelle.

Une offre diversifiée et pertinente est proposée pour tous les profils de demandeurs d'emploi est accessible grâce à un maillage territorial étudié en fonction des besoins et des spécificités du Territoire.

Cette politique s'inscrit dans le cadre des 4 axes d'intervention réaffirmés et délibérés en Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi ;
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi ;
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

A ce titre, sept opérateurs sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 336.000 €, aux sept opérateurs suivants :

- REMISE EN JEUX
- GEIQ ANIMATION LOISIRS RECREATIFS REGION SUD PACA
- LA FIBRE SOLIDAIRE
- ATELIER JASMIN
- LES ATELIERS DE GAIA
- IE 13
- AGGREGOTECH

■ REMISE EN JEUX

Objectif : Mise en œuvre et gestion d'un dispositif chantier d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix (Éguilles et Vitrolles), dans le secteur de la récupération, de la valorisation et de la commercialisation de jeux et jouets.

Action : Ce chantier d'insertion « Recyclage de jouets » permet le retour à l'emploi des personnes les plus en difficultés du Territoire grâce à un accompagnement socioprofessionnel et une reprise d'activité. Il offre des postes adaptés à tou(te)s : vendeur, chauffeur, réparateur, vendeur sur internet... En 2020 il a permis la collecte de 70.000 jouets, 23.200 vendus, 10.000 donnés à des associations, 6.800 réhabilités et stockés, 30.000 démantelés et recyclés. 43 personnes dont 14 participants PLIE ont pu bénéficier d'un Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) sur le chantier en 2020 (Bilan 2021 en cours).

■ GEIQ Animation Loisirs Récréatif Région Sud PACA

Objectif : Répondre à des besoins d'insertion en termes de professionnalisation, de qualification, d'emploi dans les métiers de l'animation, du sport et des loisirs, au bénéfice d'un public éloigné de l'emploi.

Action : Développement du GEIQ sur le Territoire – Placement de personnes en contrat d'alternance, organisation de la pré-qualification et accompagnement socioprofessionnel conjointement avec un tuteur de l'entreprise adhérente. (Nouvelle action)

■ LA FIBRE SOLIDAIRE

Objectif : Chantier d'insertion textile. Favoriser l'insertion économique et sociale de personnes en difficulté à partir d'une activité de stockage, réhabilitation et cession, moyennant une participation financière symbolique, de vêtements et autres objets récupérés auprès de donateurs.

Action : La Fibre Solidaire est une association qui organise la collecte, le tri sélectif, la remise en état et la revente de textiles usagés.

Outre le suivi personnalisé assuré par le conseiller en insertion, les salariés bénéficient d'une formation technique assurée par le chef d'équipe s'articulant autour de la production en atelier pour les salariés du centre de production et des techniques de vente pour les salariés sur les points de vente.

Ce chantier a permis en 2020 d'accueillir 55 personnes dont 6 participants du PLIE.

Les 6 boutiques ouvertes sur le Pays d'Aix sont situées à Aix-en-Provence (2 boutiques), Pertuis, Vitrolles, Venelles, Gardanne. (Bilan 2021 en cours).

■ **ATELIER JASMIN**

Objectif : L'Atelier Jasmin est une association d'insertion par l'activité économique ayant pour support pédagogique la création et la décoration de textiles. Son but est de permettre à des personnes en situation précaire d'être accueillies dans un espace professionnel, afin de :

- Développer une démarche d'autonomie et de citoyenneté
- Mettre en place les étapes d'un projet social et professionnel
- Favoriser l'accès à l'emploi

Action : L'Atelier Jasmin, installé au cœur du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence, mène une action de chantier d'insertion (couture/textile) depuis plus de 10 ans avec notamment la création des costumes du carnaval d'Aix. Ce travail permet une ouverture et un développement du lien social, constitue un support pédagogique important dans l'apprentissage et l'intégration d'une pratique professionnelle transférable à d'autres activités professionnelles. Ce chantier qui passe de 24 à 32 postes (public 100% féminin) a accueilli 42 personnes en 2020 dont 8 participants du PLIE (Bilan 2021 en cours).

■ **LES ATELIERS DE GAÏA**

Objectif : Le chantier d'insertion le potager de Gaïa est une exploitation agricole en maraîchage biologique située sur la Commune de Gardanne. Il permet à des individus par la mise au travail, dans le cadre du parcours d'insertion

en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) de bénéficier d'un accompagnement socioprofessionnel afin d'accéder à l'emploi.

Action : Mise en œuvre d'un chantier d'insertion portant sur la production et la commercialisation (sous forme de paniers hebdomadaires et à destination des cantines scolaires de Gardanne) de légumes biologiques, effectuées par des personnels en insertion et leurs encadrants. Le chantier a accueilli 56 personnes en 2020 dont 3 participants du PLIE (Bilan 2021 en cours).

■ **IE 13**

Objectif : Concourir à la promotion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes, dans le cadre d'actions mises en place pour favoriser l'insertion et l'orientation par l'activité économique. IE13 porte 2 chantiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix.

Actions : Chantiers d'insertion « Embellissement des espaces collectifs de proximité » et « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »
L'objectif de ces deux actions est de permettre à des personnes éloignées de l'emploi, d'acquérir une expérience professionnelle, une qualification transférable, ainsi qu'un accompagnement socioprofessionnel personnalisé.

L'action a pour objet de constituer une étape de parcours d'insertion des bénéficiaires autour du chantier d'espaces verts, l'objectif est de réaliser un accompagnement actif et un encadrement technique adaptés aux salariés, en vue de favoriser les conditions de leur insertion professionnelle et sociale durable.
Concourir à la promotion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes, dans le cadre d'actions mises en place pour favoriser l'insertion et l'orientation par l'activité économique.

Ces deux actions ont pour objet l'entretien d'espaces verts en pieds d'immeubles (bailleurs sociaux à Aix-en-Provence) ou d'espaces boisés urbains (Ville de Vitrolles).

Le chantier « Embellissement » a accueilli 61 personnes en 2020 dont 6 participants du PLIE et le chantier « Aménagement » a accueilli 29 personnes en 2020 dont 4 participants du PLIE (Bilan 2021 en cours).

■ **AGGREGOTECH**

Objectif : L'association a lancé en 2021 un chantier d'insertion ayant pour support le numérique et l'internet. Elle a pour objet de contribuer au développement de l'insertion par l'activité économique : assurer l'accueil, l'embauche et la mise au travail sur des actions collectives des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières ; organiser le suivi, l'accompagnement, l'encadrement technique et la formation de leurs salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable ; s'appuyant sur un support d'activité de production de biens et de services numériques ou tout autre moyen.

Action : Le chantier d'insertion prévu pour 8 personnes s'articule autour de 2 pôles numériques.

- Equipe 1 : Les données : 3 salariés travaillant sur le Graphisme et la numérisation

- Equipe 2 : La communication : 5 salariés travaillant sur la maintenance et la création de sites, le graphisme et la vidéo.

Les salariés en insertion auront l'opportunité sur ce chantier de bénéficier d'un accompagnement pour traiter leurs freins à l'emploi classiques mais aussi de travailler sur leur employabilité en acquérant des compétences dans le domaine du numérique. Ce chantier présente l'avantage d'être attractif pour les femmes ce qui n'est pas toujours le cas suivant les supports de chantier. Ce chantier a accueilli 8 personnes en 2020 dont 3 participants du PLIE (Bilan 2021 en cours).

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL / ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	TAUX D'INTERVENTION %	CONV OUI/ NON
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique								
0082	REMISE EN JEUX	Chantier d'insertion « Remise en jeux » Fonctionnement général	59.000 €	830.000 €	59.000 €	59.000 €	7,11 %	OUI
0127	GEIQ ANIMATION LOISIRS RECREATIFS REGION SUD PACA	Aide au démarrage et développement du GEIQ	-	228.947 €	25.000 €	25.000 €	10,92 %	OUI
0149	LA FIBRE SOLIDAIRE	Chantier d'insertion « la fibre solidaire »	45.000 €	881.000 €	45.000 €	45.000 €	5,11 %	OUI
0207	ATELIER JASMIN	Chantier d'insertion	63.000 €	737.294 €	78.000 €	78.000 €	10,58 %	OUI
0257	LES ATELIERS DE GAIA	Chantier d'insertion « Le potager de Gaia »	25.000 €	590.394,49 €	25.000 €	25.000 €	4,23 %	OUI
0565	IE 13	Chantier d'insertion « Embellissement des espaces collectifs de proximité »	40.000 €	927.774 €	40.000 €	40.000 €	4,31 %	OUI
0566	IE 13	Chantier d'insertion « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »	40.000 €	557.169 €	40.000 €	40.000 €	7,18 %	OUI
0913	AGGREGO-TECH	Chantier d'insertion	20.000 €	318.413 €	34.847 €	24.000 €	7,54 %	OUI
TOTAL					346.847 €	336.000 €		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi aux opérateurs suivants pour un montant total de 336.000 € répartis comme suit :

- REMISE EN JEUX : 59 000 €
- GEIQ ANIMATION LOISIRS RECREATIFS REGION SUD PACA : 25 000 €
- LA FIBRE SOLIDAIRE : 45 000 €
- ATELIER JASMIN : 78 000 €
- LES ATELIERS DE GAÏA : 25 000 €
- IE 13 : 80 000 €
- AGGREGOTECH : 24 000 €

Article 2 :

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2022 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les opérateurs :

- REMISE EN JEUX
- GEIQ ANIMATION LOISIRS RECREATIFS REGION SUD PACA
- LA FIBRE SOLIDAIRE
- ATELIER JASMIN
- LES ATELIERS DE GAÏA
- IE 13 - Chantier d'insertion « Embellissement des espaces collectifs de proximité »
- IE 13 - Chantier d'insertion « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »
- AGGREGOTECH

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 067

Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi (Axe 3)

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi.

Depuis le début des années 2000, le Territoire du Pays d'Aix mène une politique volontariste de soutien aux demandeurs d'emploi les plus en difficulté.

Ce soutien s'exprime à travers le dispositif d'accompagnement à l'emploi des participants du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (ci-après PLIE), soutenu et renforcé par la création et le maintien de différentes étapes de parcours d'insertion adaptées. Elles permettent aux personnes en parcours de remédier à leurs difficultés, de surmonter leurs différents freins à l'emploi grâce à des actions de qualité : mobilité, remobilisation, formation, mise en situation professionnelle.

Une offre diversifiée et pertinente est proposée pour tous les profils de demandeurs d'emploi et est accessible grâce à un maillage territorial étudié en fonction des besoins et des spécificités du Territoire.

Cette politique s'inscrit dans le cadre des 4 axes d'intervention réaffirmés et délibérés en Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi ;
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi ;
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

A ce titre, un opérateur sollicite la participation du Territoire du Pays d'Aix pour une aide financière destinée à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion.

Il est proposé d'attribuer une subvention pour un montant total de 20.000 €, à l'opérateur suivant :

- FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES

■ **FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES**

Objectif : Aider à la réinsertion sociale et professionnelle des personnes isolées, de couples sans enfants, de ménages avec enfant(s) à charge et de familles monoparentales, qui se trouvent, par circonstances de la vie, en difficulté ou dans l'impossibilité de pourvoir sans accompagnement à tous leurs besoins, notamment du fait : de déficiences familiales, de manque de qualification professionnelle ou d'emploi, de difficultés de logement, de santé et financières.

Action : L'action portée par le CHRS La Chaumière à La Roque-d'Anthéron est une auto-école sociale permettant à des personnes en difficulté de développer leur mobilité par l'obtention du permis de conduire, levant ainsi un frein important à leur insertion professionnelle.

L'auto-école sociale s'adresse à des personnes en insertion orientées par un travailleur social d'une structure ayant signé une convention avec l'établissement. Elle travaille par exemple avec différents chantiers d'insertion du Territoire.

Elle propose :

- Un tarif accessible aux bénéficiaires des minimas sociaux ;
- Un accompagnement personnalisé ;
- Une pédagogie adaptée dans le respect du Programme National de Formation ;
- Une séance obligatoire de prévention alcool/vitesse ;
- Des actions de prévention routière pour les personnes ayant déjà le permis.

(Bilan 2021 en cours)

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	TAUX D'INTERVENTION %	CONV OUI/ NON
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi								
0071	FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES	Auto-école sociale	20.000 €	70.084 €	20.000 €	20.000 €	28,54 %	NON
TOTAL					20.000 €	20.000 €		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi pour un montant total de 20.000 € à FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 068

Attribution de subventions aux opérateurs dans le cadre de la Programmation 2022 du PLIE du Pays d'Aix - Approbation de conventions d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur un protocole d'accord 2018 – 2022 dont les objectifs communs sont définis avec les services de l'État, de la Région et du Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le Territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE.
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants et de favoriser leur retour à l'emploi.
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

La coordination accrue mise en place entre les différentes instances (Conseil Régional, Conseil Départemental, Pôle d'insertion et Pôle Emploi) incite à poursuivre le dispositif du PLIE sur le Territoire du Pays d'Aix.

En 2021, un nouveau contour du dispositif PLIE a été défini dans le cadre des marchés publics « Inclusion Active des publics en difficulté d'accès à l'emploi sur le Territoire du Pays d'Aix ».

En effet, de nouvelles modalités et de nouveaux objectifs ont été fixés aux accompagnateurs à l'emploi.

Les évolutions principales de la mission du référent de parcours se déclinent ainsi :

- Alternance rendez-vous individuels et ateliers collectifs
- Fusion des missions accompagnement à l'emploi et intermédiation pour plus d'efficacité
- Portefeuille de 50 participants (soit 80 accompagnements par an)
- 20% de l'activité des accompagnateurs consacrée à la relation entreprise
- Actions novatrices incluant des supports ludiques et adaptés
- Lien renforcé avec l'entreprise à construire

Dès la notification des marchés en mars 2021, un travail de collaboration a été conduit avec les opérateurs du PLIE afin d'optimiser le redémarrage du dispositif. Un premier bilan très positif peut être dressé, même si l'activité du PLIE a été, à nouveau, impactée par la crise sanitaire et les accompagnateurs à l'emploi ont dû « inventer » de nouvelles modalités d'accompagnement à distance afin de répondre aux demandes des participants.

Le PLIE a accompagné plus de 950 personnes sur la période de mars à décembre.

Au regard de ce bilan et de la nouvelle dynamique instaurée, les partenaires du PLIE ont validé les axes de programmation retenus au titre de l'année 2022 qui privilégient la reconduction des actions novatrices incluant des supports ludiques et adaptés générant la cohésion, l'adhésion, la confiance (coaching, usine école, mise en situation de travail, jeu de rôles...).

Toutes les actions proposées ont pour finalité la levée des freins périphériques à l'emploi en utilisant des supports variés et en associant des périodes en individuel et collectif.

1. Job Expert :

L'objectif principal de cette action vise à faciliter l'accès à l'emploi et la réussite professionnelle des bénéficiaires du PLIE, confrontés à des difficultés de manque de confiance et d'estime de soi, générant des inadéquations comportementales face à des interlocuteurs professionnels. Elle s'inscrit comme une étape dans la construction du parcours, en amont de la prise de poste.

Cette action permet à chaque participant d'amorcer des changements d'attitudes et de comportement pouvant bloquer, ou freiner, l'atteinte des objectifs professionnels.

2. Le Collectif des Sens :

Développe un projet intitulé « Jeu d(e)rôles » sur le Territoire du Pays d'Aix qui prévoit le déroulement d'ateliers d'expression théâtrale pour des demandeurs d'emploi en parcours d'insertion professionnelle.

L'action « Jeu d(e)rôles » proposée consiste à proposer aux participants du PLIE, confrontés à des difficultés de communication verbale et non verbale, une action alternative dans le but d'améliorer leur employabilité.

3. DPSY Consult :

L'objectif principal est de contribuer à la résolution des freins psychologiques à l'employabilité des demandeurs d'emploi, en les aidant à identifier, exprimer, clarifier et dépasser les obstacles rencontrés.

La finalité principale de cette action est d'apporter une écoute et un soutien psychologique au demandeur d'emploi afin de permettre au professionnel de se recentrer sur l'accompagnement socioprofessionnel.

4. Amégoré :

L'action « Dynamique Emploi » a pour objectif la mobilisation d'un groupe de participants PLIE

sur des techniques et savoir-faire indispensables à l'insertion durable. Développer son potentiel, restaurer sa confiance en soi et se remobiliser dans la perspective d'un retour à l'emploi. Cette action spécifique permet l'acquisition d'une plus grande capacité à convaincre par la communication téléphonique. Une technique bien maîtrisée permettra à chacun d'obtenir des résultats immédiats et concrets sous la forme de rendez-vous avec des employeurs potentiels.

5. ICV « In Practice » :

L'objectif de cette association est la formation et l'accompagnement de personnes identifiées dans des parcours d'insertion socio-professionnelle en fin de parcours afin de créer les conditions d'accès à l'emploi durable par le développement de compétences relationnelles, techniques et les savoir-être nécessaires à l'intégration au sein d'une équipe de travail et plus largement d'une entreprise.

Action « Atout sénior » : Action collective (sessions de 9 jours) ayant pour objectif de remobiliser les participants en valorisant leurs expériences, forces et atouts ; changer leur regard sur eux-mêmes ; dynamiser la recherche d'emploi par le décryptage des processus de recrutement.

Action « USINE ECOLE » : Un atelier de production (fil rouge de l'action) – fabrication de maisons à oiseaux – sert de support pour aborder les points clés nécessaires à un retour à l'emploi durable – savoir être et savoir vivre en entreprise, les savoir-faire, la confiance en soi travail en équipe et acquisition du socle numérique.

Si le contexte sanitaire le permet, une programmation complémentaire d'actions basée sur les rencontres avec les entreprises en collectif et la mobilisation des publics sera proposée.

Après avoir rencontré l'ensemble des opérateurs, la planification des opérations a été validée afin que les accompagnateurs à l'emploi puissent positionner dans les meilleurs délais les participants du PLIE au regard de leur problématique particulière.

Cinq structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la réalisation d'actions en direction des participants du PLIE du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de leur insertion socio-professionnelle.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de l'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Proposition de subventions dans le cadre de la programmation 2022 :

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	TAUX en %	CONV OUI/ NON
0309	JOB EXPERT	Coaching Emploi	30.400 €	41.060 €	31.000 €	31.000 €	75,50	OUI
0339	LE COLLECTIF DES SENS	Jeu de rôles	13.920 €	23.320 €	13.920 €	13.920 €	59,69	NON
0281	DPSY CONSULT	Diagnostic et Soutien Psychologique	30.000 €	43.500 €	30.000 €	30.000 €	68,90	OUI
HORS GU	AMEGORE	Action « Dynamic Emploi »	4.800 €	10.800 €	4.800 €	4.800 €	44,44	NON
HORS GU	I C V In Practice	Action « Atouts Emploi Seniors » et « Usine Ecole »	10.020 €	26.080 €	10.020 €	10.020 €	38,42	NON
TOTAL					89.740 €	89.740 €		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par les partenaires de la Métropole.
- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.
- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée d'actions dans les domaines de l'emploi et de l'insertion.

Délibère

Article 1 :

Le montant global des subventions retenues au titre de la programmation 2022 du PLIE du Pays d'Aix est de 89 740 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les termes des conventions annuelles d'objectifs à conclure avec les associations « Job Expert » et « DPSY Consult ».

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2022 CT2 069

Attribution d'une subvention à l'association COSENS - Approbation d'une convention d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur son Territoire, de promouvoir, faire découvrir et sauvegarder les produits du terroir.

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture locale constitue un potentiel important d'approvisionnement alimentaire, de création d'emplois et de rayonnement du Territoire.

Il convient également de rappeler que la Charte agricole du Pays d'Aix, dans son volet économique, fixe les trois objectifs suivants :

- Faire connaître et reconnaître l'agriculture ;
- Promouvoir l'agriculture ;
- Améliorer la commercialisation des produits.

Pour l'année 2022, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole et de création d'emplois.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant total de 38 000 € à l'association suivante :

n°GU	Association	Action subventionnée / Objet de l'action	Antériorité	Subv Année N-1	Budget prév action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
2022 00000 116	COSENS	ESPACE TEST AGRICOLE	10 000	33 000	48 600	44 000	38 000	Oui
TOTAL							38 000 €	

COSENS a pour vocation d'accompagner les porteurs de projets d'entreprises et d'activité dans l'apprentissage du métier de chef d'entreprise, en vue de la création d'une entreprise.

Cet apprentissage se fait par la proposition du dispositif couveuse d'entreprises permettant l'hébergement juridique d'une activité, l'accompagnement individuel et collectif des porteurs de projet et la mise en réseau des entrepreneurs.

Dans le cadre de l'espace test agricole de Pertuis, il s'agit d'accompagner des porteurs de projets agricoles se lançant dans le test grandeur nature de leur projet en leur proposant : un hébergement juridique de leur activité avec le contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE, loi Dutreil août 2003), un accompagnement individuel avec formation comptable, des formations collectives et une mise en réseau d'entrepreneurs.

Les publics bénéficiaires sont des porteurs de projets agricoles résidant sur le Pays d'Aix, prioritairement demandeurs d'emplois, sortant de formation initiale ou en reconversion professionnelle.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que :

- Les subventions mentionnées inférieures ou égales à 5 000 € feront l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération afférente par les services préfectoraux.
- Les subventions mentionnées supérieures 5 000 €, en accord avec les modalités de paiement, feront l'objet de deux versements soit :
 - **un acompte de 80 %**, sur demande du bénéficiaire,
 - **le solde de 20 %** après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2022 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2022 :

- Un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier.
- Un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son Territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association COSENS susmentionnée une subvention d'un montant total 38 000 €.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 070

Attribution de subventions aux associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance - Approbation de conventions d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux Associations Syndicales Autorisées des arrosants (ci-après ASA) qui assurent l'entretien et la gestion du réseau d'irrigation et d'assèchement essentiel à l'équilibre hydrologique sur le Territoire du Pays d'Aix.

Au-delà de l'irrigation agricole, leur rôle est capital en matière de rechargement des nappes phréatiques et de maintien des zones humides.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux trois ASA du Val de Durance.

Les Associations Syndicales Autorisées des arrosants du Val de Durance sollicitent une aide financière pour l'entretien du réseau d'irrigation dont elles ont la gestion. Il s'agit plus particulièrement de l'ASA du Canal de Peyrolles et des 2 ASA de la Roque-d'Anthéron : l'ASA des Arrosants de Craponne et l'ASA du Canal du Moulin.

- Ces ASA assurent l'irrigation de la Vallée de la Durance par un réseau dense de canaux à ciel ouvert.

- Elles jouent un rôle prépondérant dans la préservation des paysages et du patrimoine hydraulique. L'irrigation gravitaire, qui est une pratique caractéristique de ce secteur de notre territoire, participe de manière importante à la réalimentation de la nappe phréatique et rend ainsi possible l'utilisation de l'eau souterraine à des fins d'eau potable ou industrielle. Le lac de baignade d'été du Plantain est, d'ailleurs, en partie alimenté grâce à ce réseau.

- Enfin, les réseaux hydrauliques contribuent au maintien des zones humides du Val de Durance, reconnues dans le cadre de Natura 2000. Les eaux rejetées au niveau des exutoires des réseaux, non absorbées par la végétation viennent, en fin de parcours, recharger le débit d'été de la Durance et soutenir sa faune aquatique. Les canaux facilitent également l'écoulement des eaux pluviales, même si le transport d'eaux pluviales ne fait pas partie des objets statutaires de l'ASA, qui assure malgré tout ce service à la collectivité.

Les trois structures, précédemment citées, entretiennent un réseau principal et secondaire. Ce dernier, communément appelé « chevelu » du fait de sa densité, est composé de 31,3 km de canal maître, 94 km de filioles et 15 km de Roubine pour le canal de Peyrolles, environ 30 km de canaux pour les ASA de la Roque-d'Anthéron.

Or, ces filioles nécessitent un entretien récurrent. Elles doivent en effet être curées et faucardées de manière mécanique ou manuelle.

Leur entretien pose aujourd'hui plusieurs types de problèmes :

- le non-respect de servitudes de passage par des constructions ou des clôtures en bordures de filioles ;
- la présence de débris aux abords des zones urbanisées, des cas de vandalisme ou d'ouverture et fermeture inopinée des prises d'eau ;
- le mauvais entretien du réseau de distribution à la charge des propriétaires, dû au délaissement de certaines terres agricoles en friche, conduisant à des ruptures de la continuité du réseau d'irrigation ;
- le renforcement des règles de sécurité pour l'entretien des filioles en bord de route qui accroît la responsabilité civile de l'ASA ;
- l'entretien des ouvrages d'art vieillissant dont il faut également assurer la sécurité.

Parallèlement, les ASA doivent faire face à l'augmentation des charges et sont amenées à limiter les travaux d'entretien des filioles. C'est pourquoi les ASA sollicitent le Conseil de Territoire pour la prise en charge d'une partie des frais liés à ces dépenses. Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 43 200,00 €, représentant de 13,32 à 19,89 % de leurs dépenses de travaux annuels.

Une convention détaillant les modalités de mise en œuvre de ces actions liera chacune de ces ASA avec le Conseil de Territoire.

La répartition de la participation financière annuelle 2022 du Conseil de Territoire est prévue comme suit :

N° GU	Maître d'ouvrage	Nature des travaux	Budget global (€)	Participation du Territoire du Pays d'Aix	
				€	%
2022_535	ASA du Canal de Peyrolles	Frais d'entretien	256 725,00	34 200,00	13,32
2022_297	ASA des arrosants de Craonne	Frais d'entretien	27 651,00	5 500,00	19,89
2022_461	ASA du Canal du Moulin	Frais d'entretien	17 754,00	3 500,00	19,71
	TOTAL			43 200,00	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les demandes de subventions des Associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution de subventions aux ASA suivantes pour un total de 43 200,00 € :

- Canal de Peyrolles, une subvention de 34 200,00 €.
- Canal de Craonne, une subvention de 5 500,00 €.
- Canal du Moulin, une subvention de 3 500,00 €.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 657382, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Commerce et artisanat

2022 CT2 071

Approbation d'une convention annuelle d'objectifs 2022 avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA - Attribution d'une subvention

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une convention cadre de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signée le 10 décembre 2020 pour une durée de 5 ans (2021-2025). Cette convention cadre doit donner lieu chaque année à une convention d'objectifs précisant les engagements opérationnels et financiers de chacun des partenaires.

Cette convention a pour objectif de favoriser le développement économique du Pays d'Aix au travers d'actions communes visant notamment, d'une part à animer et conduire des projets dans différents domaines liés à l'aménagement du territoire et au développement local et d'autre part à promouvoir et accompagner les entreprises artisanales du territoire. Pour rappel, la convention cadre fixe les deux objectifs majeurs dans lesquels s'inscriront les futures actions :

- Connaissance partagée du territoire et collaborations en matière d'études, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire.
- Actions d'accompagnement des entreprises artisanales.

Les actions inscrites dans la convention d'objectifs 2022 répondent à ces deux objectifs :

- **Connaissance partagée du territoire et collaborations en matière d'études, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire**

- Participation de la CMAR PACA aux documents d'urbanisme et contribution aux projets structurants du Territoire ;

- Contribution à l'animation économique du Territoire ;

- Appui en ingénierie dans le cadre de projets d'aménagements intégrant l'artisanat ;

- Appui à l'implantation des entreprises sur le Pays d'Aix en lien avec les partenaires du Territoire.

- **Actions d'accompagnement des entreprises artisanales**

- Détection de nouveaux artisans – Réalisation d'enquêtes de besoins ;

- Valorisation des artisans et soutien à leur commercialisation au travers d'événements, lieux et outils adaptés ;
- Animation des réseaux professionnels.

La convention d'objectifs annuelle 2022 est conclue pour l'exercice budgétaire 2022 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention. La CMAR avait sollicité une aide à hauteur de 65 000€ (numéro de dossier MGDIS 00000633). Il est proposé de fixer la participation financière du Territoire du Pays d'Aix, pour l'ensemble des actions, à 60 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020_CT2_390 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 approuvant la convention d'objectifs territoriale sur 5 ans entre la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le partenariat engagé entre la CMAR PACA et le Territoire du Pays d'Aix depuis 2011.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA pour la réalisation des actions définies dans la convention d'objectifs 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2022 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer la convention ainsi que l'ensemble des documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 657381, Fonction 632.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 072**Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 7950 € à l'Association « Tuilerie Bossy – Métiers d'Art » pour 4 actions :

- la participation aux journées européennes des métiers d'art (avril 2022) pour un montant de : 1300 €
- la fête de l'été (juin 2022) pour un montant de : 1300 €
- les Journées Européennes du Patrimoine (septembre 2022) pour un montant de : 3900 €

- la fête de l'hiver (décembre 2022) pour un montant de : 1450 €

La demande a été examinée au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire du Pays d'Aix du 15 décembre 2011 (délibération n°2011_A195).

La subvention proposée tient compte de l'impact de l'action de l'association sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Cette association a pour vocation :

- la promotion de la notoriété du site et de l'esprit de création dans tous les domaines artistiques auprès de personnes morales ou physiques partageant la même passion pour l'artisanat d'art ;
- l'étude et la diffusion de la connaissance du patrimoine industriel historique de la Ville de Gardanne ;
- l'insertion dans la vie sociale de la Commune avec les autres associations impliquées.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **7950 € à l'association : la Tuilerie Bossy- Métiers d'Art » pour les quatre actions suivantes :**

JOURNÉES EUROPÉENNES DES MÉTIERS D'ART 1 300 €

FETE DE L'ETE 1 300 €

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE 3 900 €

FÊTE DE L'HIVER 1 450 €

N°	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prév actions	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
2022_430	TUILERIE BOSSY METIERS D'ART	Journées Européennes des Métiers d'Art avril 2022	- Stand sur le lieu de la manifestation avec exposition des œuvres, démonstration des savoir-faire, espace de partage. - Ouverture des ateliers à la tuilerie, avec visites, animations, démonstration.	3324 €	1300 €	1300 €	NON
2022_435		Fête de l'été Juin 2022	Ouverture des ateliers à la tuilerie, avec visites, animations, démonstration.	3384 €	1300 €	1300 €	
2022_444		Journées Européennes du Patrimoine septembre 2022	-Préparation des ateliers, démonstrations etc. - communication par presse, flyers, réseaux sociaux. - Animations sur le site. - Food trucks, lieu de restauration. - Location de matériel (éclairage, chauffage, etc ...). - Animation tout public.	10.064 €	3900 €	3900 €	
2022_438		Fête de l'hiver Début décembre 2022	- Proposer au public la visite des ateliers. - Recevoir des exposants externes à la tuilerie, dans le domaine des métiers d'art. - Proposer au public des animations en lien avec les métiers d'art. - Soirée festive ouverte au public.	3684€	1450 €	1450 €	
TOTAL					7950 €	7950 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

Les subventions étant inférieures à 5000 € feront l'objet d'un seul versement sitôt effectué le contrôle de légalité de cette délibération afférente par les services préfectoraux.

Il est également à noter que :

- Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.

- A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

L'association quant à elle, a pour l'obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2022 ou au plus tard des les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2022 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier ;

- un rapport qualitatif et quantitatif de chacune des actions subventionnées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribué à l'association la Tuilerie Bossy - Métiers d'Art un montant total de subvention de 7 950 €, répartis comme suit :

- Journées européennes des métiers d'art : 1 300 €.
- Fête de l'été : 1 300 €.
- Journées européennes du patrimoine : 3 900 €.
- Fête de l'hiver : 1 450 €.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 632.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Environnement

2022 CT2 073

AVIS - Attribution de subventions aux associations CPIE du Pays d'Aix, ALEC Marseille Métropole et à l'ADIL 13 relatives à l'opération "Programme SARE - Service d'accompagnement de la rénovation énergétique" - Approbation de conventions

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a voté son Plan Climat Air Energie (PCAEM) et s'est fixée des objectifs ambitieux, notamment la neutralité carbone et la réduction de 50 % des consommations d'énergie à l'horizon 2050.

Sur le territoire métropolitain, où plus de la moitié des logements privés date d'avant 1970, 20 % des consommations d'énergie sont absorbées par les bâtiments d'habitations. Sans intervention sur le patrimoine, la facture énergétique des habitants ne va cesser d'augmenter du fait de la hausse des tarifs des énergies.

L'objectif métropolitain de rénovation énergétique est de 16.680 logements par an les premières années, puis une montée en puissance jusqu'à 25.000 logements pour atteindre les objectifs intermédiaires du Plan Climat à 2027, 2040 et enfin 2050.

Le Service Public de la Performance Energétique de l'habitat (SPPEH), financé par le programme - Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique (SARE) depuis 2021, est organisé territorialement de la manière suivante :

- l'ALEC Métropole marseillaise couvre le Territoire de Marseille Provence, celui du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ainsi que celui du Pays de Martigues ;
- la Maison Energie Habitat Climat du CPIE du Pays d'Aix, couvre le Territoire du Pays d'Aix et celui du Pays Salonais,
- le Territoire Istres-Ouest Provence porte directement un service en régie,
- l'ADIL intervient sur l'ensemble du Département, et gère le numéro unique d'accueil et d'orientation des ménages « Allo, rénov'énergie ».

En complément, les opérateurs de l'Agence Nationale de l'amélioration de l'Habitat (ANAH) qui peuvent, sur une partie du territoire, être missionnés par la Métropole, interviennent également sur cette

problématique pour les ménages éligibles dont les revenus ne dépassent pas les plafonds définis par l'ANAH.

Le programme SARE est financé par des Certificats d'Economie d'Energie (CEE-programme). La Métropole est engagée dans ce programme par l'approbation et la signature de la Convention régionale de mise en œuvre, en devenant porteur associé sur son territoire. A ce titre, elle met en œuvre et déploie le programme, en assure l'exécution financière, notamment en recevant et en redistribuant les CEE aux associations. Elle suit l'avancement opérationnel des actions engagées.

Le programme SARE porte sur les missions suivantes :

- Sensibilisation, information et communication auprès des ménages, des propriétaires du petit tertiaire privé, des professionnels et acteurs locaux,
- Conseil personnalisé, et accompagnement des ménages dans la réalisation de leur projet de rénovation énergétique et auprès des entreprises du petit tertiaire privé,
- Dynamisation du territoire autour de cette question, par l'animation des acteurs.

L'ALEC, le CPIE et l'ADIL ont déposé des demandes de subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de ce programme pour l'année 2022 détaillé dans les conventions annexées.

L'ALEC Métropole marseillaise sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossiers 00000572 et 00001179 (GU Habitat). Le plan de financement prévisionnel du programme d'actions est annexé à la présente délibération ainsi que le budget prévisionnel global de l'association.

AMP reversement des CEE	350 592 €
AMP Stratégie environnementale et Habitat	277 000 €
Conseil Départemental 13	75 000 €
Ville de la Ciotat	7 000 €
Fonds propres	45 108 €
Prestations de service	15 300 €
TOTAL	770 000 €

Número unique de guichet	Action	Association	Domaine d'activités	Budget global Action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'Objectifs
00000572	SPPEH / Programme SARE	ALEC Métropole marseillaise	Stratégie environnementale	770 000€	577 592€	577 592 €	oui
00001179			Habitat		50 000 €	50 000 €	oui

Le CPIE du Pays d'Aix sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossiers N°00000607, 00000849. Le plan de financement prévisionnel du programme d'actions est annexé à la présente délibération ainsi que le budget prévisionnel global de l'association.

AMP reversement des CEE	270 000 €
AMP subventions Stratégie environnementale Environnement Pays d'Aix	262 500 €
Conseil Départemental 13	75 000 €
Ville d'Aix en Provence	7 500 €
TOTAL	615 000 €

Numéro unique de guichet	Action	Association	Domaine d'activités	Budget global Action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'Objectifs
00000607	SPPEH / Programme SARE	CPIE du Pays d'Aix	Stratégie environnementale	615 000 €	442 500 €	442 500 €	oui
0000849			CT2 Environnement		90 000 €	90 000 €	oui

L'ADIL des Bouches-du-Rhône, sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier N°0000854. Le plan de financement prévisionnel du programme d'actions est annexé à la présente délibération ainsi que le budget prévisionnel global de l'association.

AMP reversement des CEE	45 500 €
AMP Habitat	22 750 €
Conseil Départemental 13	22 750 €
TOTAL	91 000 €

Numéro unique de guichet	Action	Association	Domaine d'activités	Budget global Action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'Objectifs
00000854	SPPEH / Programme SARE	ADIL	Stratégie environnementale	91 000 €	45 500 €	45 500 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- L'arrêté du 5 septembre 2019 (publié au JORF du 8 septembre 2019) portant validation du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique » dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La convention régionale territoriale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Énergétique », approuvé par délibération n° TCM 060-9397/20/CM Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 ;

- La délibération n° N° TCM-001-11142/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant le Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La demande de subvention de l'ALEC Métropole marseillaise, de l'Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix, de l'ADIL des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'adoption de la Convention Régionale de mise en œuvre du Programme SARE, du plan de déploiement et l'annexe financière métropolitains,
- La capacité de l'ALEC Métropole marseillaise, de l'Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix, de l'ADIL des Bouches-du-Rhône à répondre aux objectifs du programme SARE

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association Agence Locale de l'Energie et du Climat d'un montant total de 627 592 euros pour le déploiement du programme SARE.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'Association Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix d'un montant total de 532 500 euros pour le déploiement du programme SARE.

Article 3 :

Est attribuée une subvention à l'Agence départementale d'Information sur le Logement d'un montant total de 45 500 euros pour le déploiement du programme SARE.

Article 4 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs ci-annexées :

- entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association ALEC Métropole marseillaise
- entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix
- entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ADIL des Bouches du Rhône.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal métropolitain 2022, ainsi qu'à l'Etat spécial du territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement :

Pour l'ALEC Métropole marseillaise :

- Au titre de la Stratégie Environnementale BPM : chapitre 65, Nature 65748, fonction 74 pour un montant de 577 592 euros.
- Au titre de l'habitat BPM : : sous-politique D110 – Chapitre 65 - Nature 65748 – Fonction 552 pour un montant de 50 000 euros

Pour le CPIE du Pays d'Aix :

- Au titre de l'Environnement Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix : chapitre 65, Nature 65748, fonction 74 pour un montant de 90.000 euros.
- Au titre de la Stratégie Environnementale BPM : chapitre 65, Nature 65748, fonction 74 pour un montant de 442 500 euros.

Pour l'ADIL des Bouches-du-Rhône

Au titre de la Stratégie Environnementale BPM : chapitre 65, Nature 65748, fonction 74 pour un montant de 45.500 euros.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 074

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Acoucité pour le programme d'actions 2022 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore - Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, la Métropole a décidé de soutenir le développement d'un Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine afin de suivre plus précisément les évolutions en matière de bruit sur ce territoire.

Deux associations, spécialistes de l'acoustique (Acoucité, pôle de compétence national sur le bruit) et de la métrologie (AtmoSud, association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région Sud) proposent à la Métropole de déployer un Observatoire de l'Environnement Sonore, en définissant un programme de travail annuel basé sur le suivi des projets en cours sur le territoire.

Acoucité, est une association loi 1901 créée en 1996 à l'initiative du Grand Lyon et de ses membres fondateurs [IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux), ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), CEREMA (Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)...]. C'est un pôle de compétence sur l'environnement sonore urbain qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherches et les besoins opérationnels des villes ou agglomérations, notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports terrestres. La plupart des travaux sont menés sur le territoire de l'agglomération lyonnaise, et dans le grand Sud Est, terrain de test et d'expérimentation privilégié.

Acoucité collabore à des programmes européens : LIFE (GIPSYNOISE, outil SIG conforme aux exigences de la Directive Européenne, HOSANNA, nouvelles solutions acoustiques naturelles, HARMONICA, nouveaux indicateurs acoustiques, MONICA, Internet des objets dédiés au confort acoustique et à la sécurité...) et anime un réseau de villes françaises et européennes partenaires du projet.

AtmoSud est l'observatoire régional de la qualité de l'air, agréé par le ministère en charge de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air de la région Sud (AASQA). Cette structure associative regroupe quatre collèges d'acteurs (collectivités territoriales, services de l'État et ses établissements publics, industriels, associations de protection de l'environnement et de consommateurs, des personnalités qualifiées et/ou professionnels de la santé).

AtmoSud est membre de la Fédération Atmo France et agit pour la santé de tous. Elle améliore continuellement ses connaissances des polluants atmosphériques et de la qualité de l'air. Elle identifie les populations exposées à un dépassement de normes limites pour la santé pour mettre en évidence les zones où il faut agir.

AtmoSud apporte à l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses compétences et moyens de terrain ainsi que la cohérence air/bruit : gestion de la base de données, rapatriement des données, gestion des balises, accompagnement des prestataires pour l'installation des balises, développement progressif d'une compétence sur le sujet, participation à la stratégie d'échantillonnage...

Dans le fonctionnement de l'Observatoire, Acoucité et AtmoSud s'attachent à la définition des sites de mesures, à l'exploitation des données recueillies, à la gestion technique du réseau et au fonctionnement des balises. Acoucité apporte son expertise acoustique, gère la base des données, les analyse, les diffusent sur une page dédiée de son site. Elle s'appuiera sur AtmoSud pour la gestion technique du réseau et le fonctionnement des balises.

L'objectif de ce partenariat est de déployer progressivement, à l'échelle de la Métropole un Observatoire de l'Environnement Sonore sur la base de celui mis en œuvre sur le Territoire du Pays d'Aix.

Par souci d'efficacité de ce partenariat, il est proposé que la Métropole conventionne spécifiquement avec l'association Acoucité, sachant que cette association s'appuiera directement sur les compétences et l'expertise d'Atmosud, et dans ce cadre, lui reversera une partie de la subvention.

Sept balises de mesures bruit sont aujourd'hui déployées sur le territoire. Le réseau de balises fixes couvre à ce jour les sites de :

- Aix-en-Provence - Boulevard du Roi René en parallèle de la station de mesure de la qualité de l'air ;
- Aix-en-Provence - Avenue Schuman ;
- Aix-en-Provence - Pont de l'Arc / Rd9 ;
- Aix-en-Provence - Pont CFA Plan d'Aillane / Rd9 ;
- Marseille – Rabatau ;
- Marseille – La Timone ;
- Marseille – Euromed.

En 2022, Acoucité et AtmoSud proposent de mettre en œuvre les actions suivantes :

A l'échelle de la Métropole, les actions suivantes sont envisagées :

- Animation d'un groupe national sur le bruit et partage d'expérience : L'association Acoucité propose d'apporter son expertise à différentes agglomérations nationales pour la mise en place de leurs observatoires du bruit ;

- Coordonner les efforts de recherche en les rendant accessibles et appropriés aux besoins des collectivités [partenariats INRETS (Institut National de REcherche sur les Transports et leur Sécurité), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), Ministère de la Transition écologique et solidaire, ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie)...] ;
- Développer des outils d'aide à la décision notamment sur les politiques d'aménagements et de réalisation d'infrastructures, apporter, lors de l'élaboration et la mise en œuvre de projets urbains, une assistance pratique dans la prise en compte du bruit dans ses dimensions : mesures acoustiques et sonores, analyse de l'impact social et psychologique, économique, prise en compte de ces paramètres sur le plan architectural et urbain ;
- Promouvoir la sensibilisation et la communication du grand public, des professionnels, des élus ; diffuser une valorisation scientifique et technique, vers les habitants et les scolaires (expositions, site Web, émissions radio...), aux niveaux local, national et international ;
- Aider aux choix des typologies de balises du réseau permanent de mesures du bruit et dans le cadre de campagnes mobiles (diagnostic de l'environnement sonore dans le cadre de l'extension de la ligne de BHNS Zenibus par exemple), à leur implantation, à leur représentativité, à leur cohérence avec les normes de mesure... ;
- Assurer l'analyse des données bruit : proposer la méthodologie d'analyse et de traitement des données, s'assurer de la cohérence avec les données cartographiques, test de calcul de bruit, analyser, vérifier et valider les données publiées ;
- Accompagner la Direction Développement du Numérique dans la préfiguration d'une Smart Métropole concernant le cas d'usage sur le bruit.

A l'échelle spécifique du Pays d'Aix :

- Coudoux : diagnostic et suivi de l'environnement sonore du futur écoquartier de la Plantade ;
- Venelles : Problématique relative au bruit de l'A51 et à la création d'une Glissière Béton Armé (GBA) centrale ;
- Aéroport des Milles : Suivi de l'environnement sonore ;
- Le Tholonet : suivi environnemental lié aux nuisances de la traversée de Palette et l'A8.

Il est bien entendu que le déploiement de ces mesures mobiles ne se fera qu'avec l'accord formel préalable du Maire de la Commune concernée.

Le montant prévisionnel de ces actions se porte à 194.806 € ; Acoucité sollicite la Métropole pour une subvention à hauteur de 150.000 euros soit 77 % du montant du projet dont 40.000 euros sur le Territoire du Pays d'Aix et 110.000 euros au titre de la Métropole (n° GU 00000792).

Au vu du budget voté par la Métropole lors du Conseil de Métropole de décembre 2021, il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 130.000 euros répartis de la manière suivante :

- 30.000 euros dédiés aux actions 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- 100.000 euros dédiés au déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 021-5420/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 portant Approbation du déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La compétence lutte contre les nuisances sonores attribuée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'intérêt de déployer l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix, à l'échelle de la Métropole, en vue de compléter les éléments de la Cartographie du Bruit, élaborée en réponse aux dispositions fixées par la Réglementation Européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement (Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du Code l'Environnement).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 130 000 euros à l'association Acoucité pour la mise en œuvre du programme 2022 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore dont :

- 30.000 euros dédiés aux actions 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- 100.000 euros dédiés au déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine.

Seront reversés 43.340 euros à AtmoSud par Acoucité au titre de l'Observatoire de l'Environnement Sonore.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits et ventilés comme suit 30.000 euros sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement Chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748 et 100.000 euros sur le budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement Chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 075

AVIS - Renouvellement de l'adhésion au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour 2022 et paiement de la cotisation

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a fait le choix d'adhérer à des associations, acteurs en matière d'Environnement et présentant un intérêt en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) est un des acteurs majeurs local, depuis 1997, qui contribue au développement des comportements responsables vis-à-vis de l'environnement et du cadre de vie par l'éducation à l'environnement, l'accompagnement de la Charte Développement Durable du Pays d'Aix, et la participation active aux « Fertiles Rencontres » organisées par la Métropole.

L'association a pour objet de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix.

Elle est également, animateur de la Maison Energie Habitat Climat du Pays d'Aix. Dans ce cadre, elle développe l'information du public et l'accompagnement à la rénovation énergétique ainsi qu'un service d'économe de flux auprès des communes et des entreprises.

Elle collabore aussi aux démarches en matière de Développement Durable (Commerce Engagé, jardins partagés, agriculture urbaine...) en organisant la concertation et la contribution des associations d'environnement et de consommateurs qui en sont membres.

En conséquence, au regard de ces éléments, et compte tenu des objectifs poursuivis par cette association en cohérence avec les politiques d'environnement, de la Métropole, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CPIE du Pays d'Aix pour l'année 2022.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé 25.000 euros pour 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 3 mars 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'objet et les objectifs poursuivis par l'association CPIE du Pays d'Aix en cohérence avec les politiques d'environnement de la Métropole 2022.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'année 2022 et le règlement de la cotisation 2022 d'un montant de 25.000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6281 Fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 076

Modalités de reconduction du dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements des particuliers

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le présent rapport concerne la reconduction et l'adaptation du dispositif d'aides destinées aux propriétaires privés occupants et bailleurs, en vue de la réhabilitation énergétique de leur logement. L'efficacité énergétique des logements est un enjeu économique, social et environnemental majeur de la transition énergétique, confirmé par la loi de Transition énergétique pour la croissance verte de 2015 et la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019.

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la moitié des logements ont été construits avant 1975 (date de la première réglementation thermique), et donc sont peu ou pas isolés. Pour atteindre les objectifs du Plan Climat métropolitain 16 680 logements par an dont 3.000 sur le Pays d'Aix devraient être rénovés énergétiquement.

Les propriétaires sont invités à rénover leur logement pour améliorer leur confort, réduire les charges et contribuer à la lutte contre le changement climatique. L'enjeu économique pour les habitants est important dans une perspective d'augmentation continue et pérenne du prix de l'énergie.

Il s'agit de confirmer la poursuite du dispositif et de le simplifier afin de le rendre plus attractif et ainsi générer davantage de travaux de rénovation. Ce dispositif s'articule autour :

- d'un primo-conseil, délivré par les conseillers « France Rénov » de la Maison Energie Habitat Climat au cours d'un rendez-vous physique (ou en visio-conférence), d'outils, d'animations (analyses thermographiques, chantiers témoins...), de conseils en ligne sur les travaux (priorités et cahier des charge), de simulation de coûts de travaux, d'une proposition de liste d'entreprises certifiées partenaires du dispositif, et d'une information sur les aides financières potentielles.
- la pré-instruction des dossiers de demandes d'aides réalisée par la Maison Énergie Habitat Climat et validée par les services du Territoire du Pays d'Aix pour les propriétaires donnant suite par des travaux effectifs.
- une mise en lien des acteurs sociaux pour les publics précaires avec ceux de la rénovation énergétique.

Ces aides sont ciblées exclusivement sur les travaux les plus efficaces en termes d'économies d'énergie et financières. Les travaux sont réalisés par des entreprises locales, qualifiées et certifiées « Reconnues Garantes de l'Environnement » (RGE).

Les aides s'adressent aux propriétaires occupants en maisons individuelles et aux propriétaires bailleurs de maisons individuelles.

Les aides s'adressent également aux syndicats de copropriétaires de logements en copropriétés. L'aide aux syndicats de copropriétaires concerne la mission de maîtrise d'œuvre conception.

Les aides concernent les travaux suivants :

- la réalisation d'un diagnostic qui permet de hiérarchiser les besoins, d'établir la liste des travaux prioritaires, de définir son budget, de faire son choix, et d'estimer le retour sur investissement ; l'aide proposée est de 50 % du coût du diagnostic, aide plafonnée à 300 € ;
- l'isolation de la toiture, intervention prioritaire sur un bâtiment. Elle protège l'habitation des variations de température extérieure l'hiver mais également l'été. Elle représente environ 30 % des déperditions d'un logement ; l'aide forfaitaire proposée est de 450 € pour une isolation de combles perdus, et de 900 € pour l'isolation de rampants et toitures terrasses ; un bonus de 10 % est accordé pour l'utilisation de matériaux bio sourcés ;

- l'isolation des murs, intervention essentielle sur un bâtiment. Elle représente environ 25 % des déperditions d'un logement ; l'aide proposée est forfaitaire, de 2.000 € pour une isolation par l'extérieur et de 1.000 € pour une isolation par l'intérieur ; un bonus de 10 % est accordé pour l'utilisation de matériaux bio sourcés ;
- les systèmes solaires (chauffe-eau et chauffage) permettent de profiter d'une énergie gratuite et sans limite sur une grande partie de l'année ; l'aide proposée est de 20 % du coût de l'installation d'un chauffe-eau solaire et pour l'installation d'un système combiné plafonnée à 500 € ;
- la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre conception est une étape indispensable pour transformer les études en travaux. Cette maîtrise d'œuvre permet une fois les études de faisabilité réalisées de procéder aux choix des travaux, des matériaux, à l'aide à la rédaction des marchés, et à un accompagnement jusqu'à l'analyse des offres ; l'aide proposée est de 30 % du montant de la mission plafonnée à 8.000 €.
- les fiches techniques annexes détaillent les bénéficiaires, les caractéristiques techniques des travaux éligibles, les modalités de paiement.

Ces aides sont reconductibles toutes les années sous réserve de modifications et de disponibilités financières et sont applicables dès l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Les fonds à mobiliser sont estimés à 120.000 € par an (sur la base des aides distribuées en 2021 et dont le calcul a été réajusté au dispositif proposé sur 2022), montant inscrit au Budget 2022 affecté au Territoire, qui pourra être révisé en fonction de la demande et des décisions budgétaires du Territoire du Pays d'Aix.

Le soutien du Territoire du Pays d'Aix complète d'autres dispositifs d'aides financières de l'État au travers du crédit d'impôt ou ANAH, le dispositif Provence Eco Rénov du Conseil Départemental 13, de certaines caisses de retraites...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° TCM-001-11142/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant le Plan Climat Air Énergie métropolitain ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'efficacité énergétique des logements est un enjeu économique, social et environnemental majeur de la transition énergétique.
- L'intérêt qui s'attache à la poursuite et la simplification des dispositifs d'aides à la rénovation énergétique des logements.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la reconduction et la modification du dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés des particuliers selon les conditions et les modalités décrites dans les annexes du présent rapport.

Article 2 :

Sont abrogées les dispositions des délibérations antérieures, relatives à ces soutiens financiers, si elles sont contraires à la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 0120 Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162261, Nature 4581, Fonction 74, Autorisation de Programme n° DI261AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 077

Attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'animation et le développement du label Commerce Engagé en Pays d'Aix - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de réduction et de tri des déchets, d'économie d'énergie, d'utilisation de produits locaux, etc.

Le label « Commerce Engagé® », dispositif d'intérêt public et conduit à l'échelle d'un territoire, accompagne la mutation nécessaire dans les habitudes des consommateurs. Ce label permet d'identifier les commerçants qui s'inscrivent dans une perspective de responsabilité écologique, économique et sociale.

Depuis 8 ans, le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (ci-après CPIE) du Pays d'Aix et Ecoscience Provence dépositaire du label, développent cette démarche sur le Pays d'Aix avec le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix. Aujourd'hui, 13 Communes du Territoire sont inscrites dans le dispositif : Rousset, Fuveau, Vitrolles, Les Pennes-Mirabeau, Venelles, Gréasque, Cabriès, Aix-en-Provence, Coudoux, Lambesc, Simiane, Le Tholonet et Bouc-Bel-Air.

La labellisation active (depuis avril 2015) a permis à plus d'une centaine de commerçants de s'engager concrètement en faveur du Développement Durable. Le CPIE du Pays d'Aix porte et anime le dispositif en lien avec Ecoscience Provence car sa connaissance des acteurs de terrain, sa capacité d'animation et son implication de longue date sur le Territoire,

constituent une référence et apportent une compétence précieuse pour cette initiative.

Le CPIE du Pays d'Aix travaille pour mobiliser et accompagner les commerçants dans l'évolution de leurs pratiques (propositions de solutions dans la réduction et la valorisation des déchets, suppression des sacs plastiques, actions d'économie d'énergie, proposition de produits locaux...).

L'essaimage du Commerce Engagé sur le Territoire du Pays d'Aix, depuis 2014, a permis la réalisation du diagnostic initial, de trois cahiers des charges (2015-2017 ; 2018-2020 et 2021), dont la dernière version a été élaborée en fonction des différentes typologies de commerces (plus d'une vingtaine), et du déploiement de la labellisation (2015-2021).

- 150 commerçants labellisés à ce jour ;
- des événements publics de communication avec articles de presse dans chaque Commune partenaire ;
- la dynamisation des associations de commerçants au travers de la démarche.

L'année 2021 a permis :

- de déployer le dispositif dans 4 nouvelles Communes volontaires du Pays d'Aix ;
- de développer des actions concrètes de développement durable mobilisant les commerçants ;
- d'assurer le suivi et l'accompagnement des commerces labellisés ;
- d'assurer le suivi des indicateurs d'évaluation ;
- de pérenniser le cahier des charges par typologie de commerces (24 au total) ;
- de communiquer autour du dispositif (articles de presse, site internet du Commerce Engagé, réseaux sociaux, événements...) ;
- de réaliser de nouveaux supports de communication pour les commerçants (supports à destination des clients, documents d'information par thématique, fiches méthodologiques correspondant aux besoins des commerçants...) ;
- d'accentuer les actions de mise en réseau des commerçants (économie circulaire, circuits courts, produits locaux) ;

- d'expérimenter une nouvelle action de vente en vrac (opération test « secouons-nous le bocal » concluante sur 5 Communes).

Pour l'année 2022, le CPIE du Pays d'Aix propose :

- de poursuivre l'accompagnement individuel des commerçants, dans les 13 Communes du Pays d'Aix (conseils aux commerçants, cahier des charges spécifique à chaque activité, proposition de solutions opérationnelles, actions exemplaires, communication, événements...);
- de réaliser le diagnostic initial, le démarchage et l'accompagnement des commerçants sur la Commune de Bouc-Bel-Air ;
- de pérenniser l'opération « secouons-nous le bocal » et de l'étendre aux autres Communes ;
- d'expérimenter de nouvelles actions : label restaurant engagé, action anti-mégots ;
- d'approfondir / de développer de nouvelles actions : déploiement de la consigne en Provence en collaboration avec Ecoscience Provence, bilan énergétique et diagnostic déchets, mise à jour des fiches techniques « Points d'Apports Volontaires » sur chaque ville.

Coût de l'action et participation du Territoire du Pays d'Aix

	2020	2021	2022
Territoire du Pays d'Aix	49.000 €	66.500 €	66.500 €
Sce DECHETS apport en nature (sacs)	-	-	-
Participation Communes	-	22.200 €	31.800 €
Autofinancement	6.425 €	5.838 €	4.803 €
Total	55.425 €	94.538 €	103.103 €

Depuis 2021, les Communes accompagnées depuis plus d'un an par le CPIE participent au financement de l'opération, à hauteur de 200 € par commerces labellisés. Cela permet de maintenir une demande de subvention stable pour le Pays d'Aix en 2022.

Pour la réalisation de l'opération « commerce engagé », le CPIE du Pays d'Aix sollicite auprès de la Métropole - Territoire du Pays d'Aix, GU n°00000569, un montant de subvention de 66.500 € correspondant à 64,50 % du montant total du projet.

Il est proposé d'attribuer, au CPIE du Pays d'Aix, pour 2022, le montant sollicité, c'est à dire 66.500 €. Le montant de la subvention est partagé entre les crédits gérés par la direction du Développement Economique et le service Ecologie Urbaine du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les objectifs environnementaux du Territoire du Pays d'Aix.
- La nécessité de soutenir les commerces de proximité.
- L'atteinte des objectifs et les résultats obtenus les années précédentes et l'intérêt pour le Territoire de maintenir ce dispositif.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention à l'Association CPIE du Pays d'Aix (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 66.500 euros pour l'animation et le développement du dispositif « Commerce Engagé ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Collecte et traitement des déchets

2022 CT2 078**Approbation du plan d'actions de réduction et de gestion des déchets verts 2022 - 2025**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du renforcement de l'interdiction de brûlage des déchets verts (branchages, feuilles mortes, tontes), le Pays d'Aix a défini en 2015 un premier plan d'actions de gestion des déchets végétaux des particuliers. En effet, le brûlage à l'air libre des déchets verts est l'une des sources de pollution importante de l'air (le brûlage de 50 kg de déchets verts émet autant de particules que 13 000 km parcourus par une voiture diesel récente).

La Métropole a lancé l'élaboration de son Plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM) par la délibération n°ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 16 octobre 2016. Ce faisant, la Métropole élabore depuis une stratégie ambitieuse et mobilisatrice de transition énergétique, de reconquête de la qualité de l'air et d'adaptation au changement climatique.

Outre son rôle de coordinateur de la transition énergétique, la Métropole se veut exemplaire dans le fonctionnement interne de ses services et cherche à accompagner les 92 Communes la composant dans cet engagement. Réduction des rejets de CO₂, bilan des consommations énergétiques, maîtrise de l'énergie, gestion des déchets sont autant de dispositifs mis en place par la collectivité pour diminuer son empreinte écologique.

De plus, en 2019, le Territoire du Pays d'Aix a approuvé le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA). Son objectif est de réduire de 10 % la quantité de déchets ménagers en 2025 par rapport à 2015. Les « déchets verts » ont été identifiés comme un des flux prioritaires à éviter. En effet, ce gisement est en forte augmentation depuis 10 ans (+ 49%). Chaque année, le Territoire du Pays d'Aix traite plus de 35 600 tonnes de végétaux, soit environ 91 Kg par habitant par an.

Le plan d'actions présenté prévoit de développer des actions visant à baisser le volume de déchets verts dans les déchèteries mais également dans les ordures ménagères résiduelles. La sensibilisation des habitants, des services espaces verts des Communes et des professionnels à de nouvelles pratiques comme le broyage et le paillage permettraient une gestion autonome de leurs déchets verts en limitant les déplacements pour leur dépôt en déchèterie. Ces végétaux sont également une ressource, utilisés en paillage, ils peuvent contribuer à l'amélioration de la fertilité et la qualité des sols.

I – LES OBJECTIFS FIXÉS PAR LE PLAN MÉTROPOLITAIN DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

La Métropole a défini son Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés qui constitue sa première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole « zéro déchets zéro gaspillage ». Ce plan vise les déchets ménagers et assimilés à la charge de la collectivité et concerne tous les acteurs que ce soient les particuliers, les scolaires, les collectivités, les petites et moyennes entreprises, les associations et les touristes. Il prévoit dans son axe de valorisation des bio-déchets, les objectifs suivants :

- Développer le compostage individuel :
 - Objectif métropolitain 2025 : 25 % des logements individuels équipés
 - Impacts estimés sur les tonnages en 2025 : 6 100 T évitées par an à partir de 2025

- État des lieux Territoire du Pays d'Aix – Janvier 2022 : 30.6 % des logements individuels équipés depuis le démarrage du dispositif
- Développer le compostage collectif ou partagé :
 - Objectif métropolitain 2025 : 500 sites de logements collectifs
 - Impacts estimés sur les tonnages en 2025 : 700 T évitées par an à partir de 2025
- État des lieux Territoire du Pays d'Aix – Janvier 2022 : 81 sites collectifs équipés
- Développer le lombricompostage :
 - Objectif métropolitain 2025 : 6 000 foyers équipés en lombricomposteurs
 - Impacts estimés sur les tonnages en 2025 : 275 T évitées par an à partir de 2025
- État des lieux Territoire du Pays d'Aix – Janvier 2022 : 2 218 foyers équipés depuis le démarrage du dispositif
- Développer la gestion autonome des déchets verts des habitants :
 - Objectifs métropolitain 2025 :
 - Déploiement de solution de broyage des déchets verts en hautes saisons en lien avec les Communes
 - 100 % des habitants équipés de composteur sensibilisés au broyage / paillage
 - Impacts estimés sur les tonnages en 2025 : 3 000 T évitées par an à partir de 2025
- État des lieux Territoire du Pays d'Aix – Janvier 2022 : presque 27 600 foyers potentiels à sensibiliser

II – LES ENJEUX ET LE GISEMENT DES DÉCHETS VERTS DU PAYS D'AIX

1 – Les enjeux en matière de qualité de l'air et de réduction des quantités

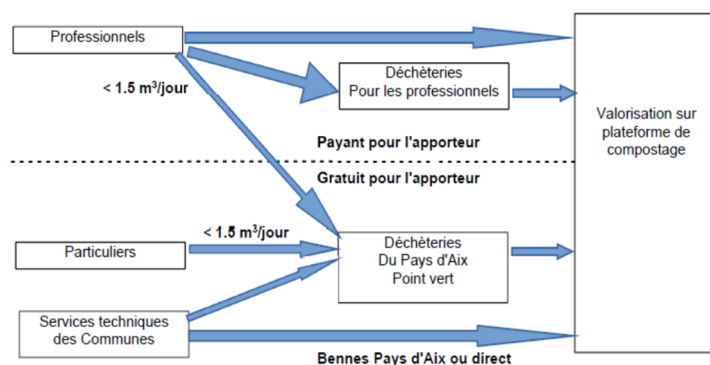
Afin de répondre à la Loi d'Orientation sur les Mobilités, le Plan d'Amélioration de la Qualité de l'Air de la Métropole a été élaboré sur la base des principales actions menées sur la qualité de l'air sur le Territoire. Il répond aux différentes obligations réglementaires reposant sur 5 ambitions :

- Inventer une Métropole neutre en carbone à l'horizon 2050.
- Réduire de 50 % les consommations énergétiques de l'ensemble des secteurs
- Couvrir 100 % de nos besoins de consommation d'énergie par des énergies renouvelables
- Réduire à zéro le nombre d'habitants exposés aux bruits et à la pollution atmosphérique au-delà des valeurs réglementaires à compter de 2024.
- Adapter le Territoire aux impacts du changement climatique pour assurer la pérennité de son développement.

Dans le secteur des déchets, le brûlage à l'air libre des déchets verts est source d'émission importante

de substances polluantes et de risques d'incendie. Afin d'améliorer la qualité de l'air et limiter les particules fines, le développement d'actions comme la valorisation de la ressource biodéchets par le compostage individuel et collectif, l'incitation à la gestion autonome des déchets verts des habitants, les propositions de solutions de broyage vont contribuer à la lutte contre le brûlage des déchets verts.

2 - Organisation actuelle de la gestion et les circuits du flux de déchets verts



3 – Le tonnage de déchets verts pris en charge par le Territoire

Le gisement se répartit de la manière suivante en 2020 :

Source	Provenance	Quantité	Pourcentage
Professionnels Particuliers Services Techniques	Déchèterie	32 749 T	92 %
Services Techniques Collecte directe chez l'habitant	Apports directs en filières des services techniques des Communes + Collecte Châteauneuf le Rouge – Les Pennes Mirabeau - Gardanne	1 312 T	3,7 %
Services Techniques	Apports via transporteurs sur site de valorisation	1 526 T	4,3 %
Particuliers	Collecte des sapins de Noël	33 T	0,06 %
TOTAL		35 620 T	Soit 91 Kg/habitant/an*

* Population municipale 2020 - INSEE 2017 : 392 046 habitants

* Population municipale 2020 - INSEE 2017 : 392 046 habitants

Avec le renforcement de l'interdiction du brûlage des déchets verts notamment, les quantités apportées en déchèterie ont considérablement augmenté au cours des dernières années en passant de 22 000 T en 2010 à environ 32 750 T en 2020, soit une augmentation de 49 % en 10 ans. De plus, ce gisement représente une activité importante des déchèteries, car il constitue 25 % des apports.

Sur le Territoire du Pays d'Aix les quantités de déchets verts proviennent de 3 sources :

- les professionnels (paysagistes, entreprises d'espaces verts),
- les services techniques et espaces verts des Communes,
- les particuliers.

Dans le cadre du renouvellement de marché, les prix de traitement des déchets verts des déchèteries ont pratiquement doublé en 2020.

A l'échelle de la Métropole, le tonnage de déchets verts collecté en déchèterie en 2020 est d'environ 78 200 T, par conséquent le Territoire du Pays d'Aix représente 42% de ce gisement. Sur le plan national, le ratio de déchets verts collecté en déchèterie était de 62 Kg/habitant/an en 2015 et aujourd'hui d'environ 100 Kg/habitant/an (Info ADEME).

4 – Les déchets verts encore présents dans nos ordures ménagères

En 2018, le Territoire du Pays d'Aix a réalisé un MODECOM (MéthOde DE Caractérisation des Ordures Ménagères) afin d'avoir une connaissance plus fine de ses déchets résiduels. L'information sur ces données a permis de mieux orienter la politique en matière de gestion de déchets et faire le bilan des actions réalisées.

Concernant le gisement des biodéchets, on constate une baisse de 15,5 kg/habitant/an sur le gisement des biodéchets entre 2009 et 2018 grâce à l'efficacité du dispositif de compostage développé depuis 15 ans. En effet, le gisement des biodéchets était de 98.6 Kg/habitant/an en 2009 en Pays d'Aix et il est passé à 83.1 Kg/habitant/an en 2018.

Et parmi ceux-ci, il reste encore 5,5 Kg / habitant / an de déchets de jardin présent dans le gisement de la poubelle grise, à valoriser.

III – OBJECTIF DE RÉDUCTION DES QUANTITÉS DE DÉCHETS VERTS SUR LE PAYS D'AIX

Afin de contribuer au respect des objectifs du Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés, il s'agit de faire baisser de 10 % les tonnages déchets verts produits sur le Pays d'Aix d'ici 2025, soit une baisse de - 3 300 T pour atteindre 32 600 T en 2025. Le plan d'actions est détaillé ci-après.

IV – PLAN D'ACTIONS DE RÉDUCTION ET DE GESTION DES DÉCHETS VERTS - 2022 - 2025

En fonction du type de producteur, plusieurs actions seront développées :

1 – Les déchets verts des professionnels

- **Identifier la fréquence et les quantités des déchets des professionnels**

Le contrôle d'accès en déchèterie doit permettre d'avoir une connaissance plus fine du gisement des déchets verts apportés en déchèterie par les professionnels. Ce dispositif permet d'identifier l'origine des apports en limitant les apports des professionnels du Territoire du Pays d'Aix. A terme, ce dispositif permettra de suivre l'évolution des tonnages des entreprises.

- **Limitation de l'accès des déchèteries du Pays d'Aix aux professionnels**

Au fur et à mesure de la création de déchèteries réservées aux professionnels et gérées par des entreprises privées, le Territoire du Pays d'Aix en concertation avec celles-ci, mène une réflexion sur la limitation progressive de l'accès aux professionnels sur ses propres déchèteries.

La transition se poursuivra de manière progressive en 2022 et en concertation avec les Communes :

- Ouverture d'une déchèterie pour les professionnels à Meyrargues,
- Ouverture d'une déchèterie pour les professionnels à Célony sur la Commune d'Aix-en-Provence
- Ouverture d'une déchèterie pour les professionnels à Bouc-Bel-Air.

Dans un premier temps, les déchets verts des professionnels seront acceptés sur les déchèteries du Pays d'Aix mais avec une tarification des apports au-delà d'un certain volume.

Dans un second temps, une fois le réseau de déchèteries professionnelles créé, il y aura une orientation des professionnels vers les sites dédiés.

- **Sensibiliser les professionnels des espaces verts aux bonnes pratiques**

L'objectif est de réduire les apports de déchets verts des pépiniéristes, paysagistes, des sociétés d'espaces verts en déchèterie.

Pour accompagner ce changement de comportement, une réflexion sera menée avec la Fédération Française du Paysage, la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF), l'Union des Entreprises du Paysage (UNEP Méditerranée) et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

La finalité étant de diffuser, aux professionnels, les bonnes pratiques en matière de gestion raisonnée des végétaux :

- Conception et gestion des espaces verts intégrant un objectif de diminution du volume de déchets verts produits avec la plantation d'arbres ou des arbustes à croissance lente.
- Choix des végétaux méditerranéens qui consomment peu d'eau, résistent à la sécheresse et permettent ainsi de réaliser des économies d'eau lors de l'arrosage.
- Réflexion sur le choix des essences végétales et la fréquence des entretiens (tontes, branches à élaguer) et évolution des pratiques avec l'abandon sur place des résidus de tonte.
- Respect du mode « nature » d'évolution de la végétation, ne pas tailler juste pour l'esthétique, couper uniquement les arbres qui représentent un danger.
- Limitation de l'usage des produits phytosanitaires et des engrais pour favoriser la biodiversité.
- Faire connaître aux professionnels les bourses d'échanges en vue de favoriser l'économie circulaire. Ces bourses d'échanges permettent d'utiliser les

déchets verts comme une ressource locale et de favoriser les échanges de broyat entre les professionnels et les particuliers au sein de la région PACA.

Pour ce faire la diffusion de guides sur cette thématique, l'organisation de webinaires, d'ateliers de rencontre et d'échanges entre les pépiniéristes et les paysagistes du Territoire seront mis en œuvre.

- **Aider les professionnels à diffuser les bonnes pratiques à leurs clients**

Il s'agit d'accompagner les professionnels à devenir des relais auprès des habitants et ainsi de :

- Faire connaître les solutions alternatives et efficaces au brûlage à l'air libre des déchets verts et qui contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air.
- Les aider à développer les bonnes pratiques, à convaincre leurs clients et ainsi transformer leurs déchets verts en ressources vertes.
- Leur mettre à disposition des outils à diffuser auprès de leur clientèle tels que :

- le dépliant « Mes déchets verts : une ressource » de tous les paysagistes UNEP
- Guide « mes déchets verts une ressource » en collaboration avec l'UNEP (Entreprises du paysage Méditerranée) et le GERES.

- **Former les partenaires (bailleurs, syndicats de copropriétés, sociétés d'espaces verts, associations) aux bonnes pratiques :**

Dans le cadre du développement du compostage collectif sur son territoire, le Pays d'Aix travaille en relation avec différents partenaires : les bailleurs de l'habitat social, les syndicats de copropriétés, les sociétés d'espaces verts et les associations de jardins associatifs.

Ces partenaires interviennent à leur niveau sur la gestion des espaces verts des résidences, copropriétés et jardins du Territoire. Des recommandations et formations seront délivrées auprès de ces différents partenaires en vue d'optimiser la gestion des espaces verts à leur charge, en vue de limiter les quantités produites de déchets verts.

Les bailleurs dans leur rôle d'aménageur dans les quartiers sensibles développent depuis quelques années des jardins partagés, des mini forêts urbaines en faisant participer les populations concernées. A ce titre, ils interviennent dans le choix des essences végétales de ces sites et à terme de leur gestion raisonnée.

Les bailleurs et les syndicats gèrent les marchés d'entretien d'espaces verts des résidences et copropriétés. Ils ont la possibilité de demander le broyage des végétaux et leur utilisation en paillage sur site. Ils peuvent également réguler la fréquence des tailles des espaces verts pour limiter la production de déchets.

L'organisation d'une formation et la diffusion d'un mode d'emploi seront mises en œuvre auprès de ces partenaires pour leur transmettre les bonnes pratiques sur la gestion durable des espaces verts.

- **Orienter les promoteurs immobiliers vers les bonnes pratiques :**

Le Territoire du Pays d'Aix est déjà force de préconisations dans les permis de construire des immeubles et des lotissements de son territoire et spécifiquement en matière d'emplacements des bacs de collecte des ordures ménagères, de tri sélectif et de compostage. A ce titre, il recommandera fortement aux promoteurs immobiliers un choix raisonné sur l'aménagement des espaces verts collectifs. Par exemple, il suggérera le choix d'essences végétales propres à la région, consommant peu d'eau, à croissance lente, ainsi que des couvrants (buis, romarin) peu producteurs de déchets verts.

- **Promouvoir le broyat auprès des agriculteurs**

Il s'agit de réaliser une opération de promotion du broyat auprès des agriculteurs, de faire naître les besoins et de faciliter la création de circuits courts entre gros producteurs et agriculteurs avec l'apport de broyats en bout de champs directement par les paysagistes.

Ainsi, une convention de partenariat a été signée en 2019 entre la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et le Territoire du Pays d'Aix au sujet de la gestion agricole des matières végétales affinées. Il s'agissait de réaliser une expérimentation sur le broyat de déchets verts apportés en déchèterie en les valorisant en milieu agricole dans le secteur nord du Territoire.

En effet, il est constaté depuis plusieurs années un appauvrissement en matières organiques des sols agricoles méditerranéens. Les apports en biomasse dans les champs permettent d'augmenter le potentiel de fertilité et favoriser la culture des productions agricoles de manière pérenne.

Aussi, sur la période 2019 à 2021, ce sont 1 200 T de broyat qui ont été fournies gratuitement par le Territoire du Pays d'Aix à des agriculteurs de Venelles, Meyrargues et Puyricard. Cette expérimentation a permis d'améliorer la qualité des sols et de valoriser une ressource en circuit court.

A l'issue de ce projet, il est envisagé d'élargir le dispositif à l'ensemble du Territoire en augmentant les quantités de broyat (5 000 tonnes/an) et en le proposant à des agriculteurs sur le secteur de Bouc-Bel-Air et des Pennes-Mirabeau.

Cette action n'a pas d'impact en matière de réduction des tonnages gérés par la collectivité mais son intérêt réside dans l'enrichissement des sols en matière organique sur le plan local doublé d'une aide gratuite aux agriculteurs.

2 – Les déchets verts des services techniques

Il s'agit d'accompagner les services des Communes vers des pratiques moins polluantes en matière de qualité de l'air et transformer les « déchets verts » en ressource pour les sols des Communes.

- **Identifier les quantités des déchets des services techniques**

Les déchets verts des services techniques représentent 11 000 tonnes sur la Métropole et plus de

5 000 tonnes sur le Territoire du Pays d'Aix. Une partie de ce gisement n'est pas connue avec précision, car il s'agit d'apports ponctuels des Communes. Le contrôle d'accès dans les déchèteries peut permettre à terme d'affiner cette connaissance.

Les élus et les services techniques, les services espaces verts des Communes du Territoire du Pays d'Aix peuvent être sensibilisés et accompagnés de différentes manières :

- **Mise en place d'une animation métropolitaine « réseau des Communes – prévention des déchets verts » et une formation / action à destination des Communes**

Dans un premier temps, il s'agit d'informer les Communes sur les possibilités de prévention en matière de gestion des déchets verts (broyage, paillage). Cette pratique permet de diminuer la consommation d'eau et limiter l'utilisation de produits phytosanitaires. Afin de faire connaître les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets verts, des visites peuvent être organisées afin d'informer les élus et leurs services techniques. L'objectif est de rencontrer et de faire partager l'expérience d'autres collectivités ayant développé des changements de pratiques et permettant la réduction des déchets végétaux de leurs espaces verts.

Les Communes ont commencé à être informées sur le sujet avec l'invitation à des visites de plateformes de broyage et compostage d'autres collectivités ainsi qu'à des webinaires à destination des élus et techniciens.

- **Accompagnement des Communes dans leur réflexion**

Le Territoire du Pays d'Aix peut aider à accompagner les Communes à mûrir leur réflexion pour diminuer ce gisement avec un bureau d'étude via un marché public. Cet accompagnement portera sur la recherche de solutions techniques et la mise en place de partenariats :

- Regroupement de plusieurs Communes pour la création d'une plateforme de broyage des déchets verts, conseils sur le dimensionnement, les limites de stockage, les autorisations nécessaires.

- Aide à l'acquisition d'un broyeur mutualisé entre Communes.
- Recherche de partenariats avec des agriculteurs, viticulteurs ou maraîchers des Communes intéressées par du broyat de déchets verts en relation avec la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône.

- **Gestion raisonnée des espaces verts : formation des agents dans les Communes**

Il s'agit d'accompagner les agents des Communes à acquérir de nouvelles pratiques :

- Conseils et accompagnement pour une meilleure gestion des déchets verts sur une Commune : broyage, paillage, mulching, choix des essences de plantes adaptées au site, gestion raisonnée des végétaux (taille raisonnée, tonte adaptée, préférence de fauche si possible, absence d'utilisation de produits phytosanitaires, réduction de la production de déchets verts et valorisation des rémanents).
- Ces formations peuvent être réalisées à l'automne par un prestataire et/ou le CNFPT.

- **Développement de broyeurs à végétaux mobiles dans les Communes**

Il s'agit d'inciter les Communes à s'équiper de broyeurs mobiles.

Actuellement, 3 Communes sont équipées. Les avantages de ce dispositif pour les Communes sont les suivants :

- Optimiser la gestion de leurs espaces verts et les aménagements paysagers.
- Réduire le nombre de voyages en déchèterie pour apporter des déchets verts, soit un gain de temps pour d'autres missions.
- Valoriser une ressource, le broyat de déchets verts sur leurs espaces verts.
- Le paillage grâce au broyat récolté permet de faire des économies d'eau en limitant l'évaporation et en optimisant l'arrosage des espaces verts.
- Disposer d'une solution durable et de proximité.
- Des visites de Communes équipées de ce dispositif seront organisées pour convaincre celles qui sont intéressées.

- **Broyage des végétaux des services techniques avec un broyeur mutualisé entre Communes**

Certaines Communes ont des projets de mutualisation de matériel entre elles. Il s'agit de les inciter à poursuivre dans cette démarche afin de limiter leurs coûts. Cette opération pourra se limiter aux déchets verts des services techniques et/ou en fonction des souhaits des Communes, être ouverte aux particuliers. Dans ce dernier cas, le broyat devra être suffisamment fin pour intéresser les administrés et alimenter les sites collectifs de compostage des Communes.

- **Prestation de broyage des végétaux des services techniques**

Au printemps et à l'automne des prestations de broyage peuvent être réalisées dans les services techniques des Communes afin de limiter les apports en déchèteries. Dans le cadre de leurs travaux d'entretien d'espaces verts municipaux, les agents des services techniques contactent le prestataire pour prendre rendez-vous, l'agent intervient pour broyer les branches de taille et d'élagage. Le broyat obtenu est valorisé au niveau de la Commune sous forme de paillage (excellent désherbant naturel), ou compost.... Le Territoire du Pays d'Aix pourrait accompagner les Communes en lançant une expérimentation.

- **Micro plateforme de broyage et/ou de compostage des déchets verts dans les Communes**

Plusieurs Communes ont des projets de développement de plateforme de broyage des déchets verts produits par leurs services techniques. Ces projets nécessitent un besoin en foncier d'environ 1 000 m² et permettent de traiter 225 tonnes/an, soit un périmètre de 10 000 habitants. Le périmètre peut correspondre à une seule Commune, un quartier ou un regroupement de Communes. Ce seuil de tonnage permet d'être en dessous du seuil ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement).

Ces projets peuvent être portés par des Communes et/ou des associations locales disposant de foncier et en capacité de développer ce type de dispositif. Dans un premier temps, un soutien financier pourrait être apporté aux associations.

Une aide pour la réalisation d'une étude pourrait être proposée pour accompagner les Communes volontaires dans la mise en place des plateformes de broyage avec des conseils juridiques et techniques.

Ce dispositif pourra être réservé aux déchets verts des services techniques et/ou accessibles aux particuliers.

3 – Les déchets verts des particuliers

Afin d'aider au changement de comportement des habitants, il s'agit de les orienter vers des pratiques alternatives au brûlage des déchets verts en favorisant des solutions plus vertueuses, moins néfastes pour la qualité de l'air et faire connaître les enjeux sanitaires. En effet, cette pratique affecte la

santé humaine, mais également l'environnement et le climat.

- **Sensibilisation des habitants aux bonnes pratiques**

- **Enquête de satisfaction**

Le Plan de prévention prévoit la sensibilisation d'ici 2025 de 100 % des détenteurs d'un composteur à la pratique du broyage ou du paillage. Dans un premier temps, il s'agit d'informer les 27 000 détenteurs de composteurs en Pays d'Aix sur les bonnes pratiques, les inciter à passer à l'action et organiser des opérations de réductions des déchets verts.

Durant le mois du compost en avril / mai / juin 2021, une enquête a été réalisée par mail auprès des détenteurs de composteurs. A cette occasion, des conseils ont été prodigués sur les techniques de broyage, de paillage et le mulching. Sur plus de 5 400 mails envoyés aux particuliers, 1 741 ont répondu au questionnaire, soit un taux de réponse de 32 %. Il en ressort que 82 % des foyers ont réduit du quart ou de la moitié le volume de leur poubelle en pratiquant le compostage individuel.

A l'automne, des conseils sur le choix des espèces végétales, adaptées au climat et moins productives de déchets, des incitations à des pratiques limitant la taille des arbres et arbustes ont été à nouveau prodigués.

Cette action permettra à terme de sensibiliser environ 10 000 foyers par an soit 40 % des habitants disposant d'un composteur et dont la collectivité dispose des coordonnées mails.

- **Communication dans les revues municipales, sites internet et réseaux sociaux**

Chaque année, des articles « type » sont adressés aux Communes sur ces thématiques afin de les diffuser dans leur revue municipale, leur site internet et leur page facebook.

De plus, afin d'inciter au réemploi et à l'échange de broyat des déchets verts entre particuliers, il sera porté à la connaissance des habitants dans ces supports de communication le site Bours'o Vert. Il s'agit d'un site internet de petites annonces gratuit pour les particuliers et les professionnels de la Région PACA. Son objectif est de favoriser la valorisation de broyat et de résidus végétaux issus de l'entretien des jardins et espaces verts, en réutilisant cette matière organique sur place ou à proximité. Le site met en relation les habitants disposant de matière avec les habitants demandeurs.

- **Animations pour conseiller les usagers en déchèterie**

Deux opérations de dons de compost d'une quinzaine de jours sont organisées au printemps et à l'automne sur les déchèteries de Saint-Cannat,

Pertuis et prochainement Rousset. Les usagers apportant leurs déchets verts en déchèterie ont la possibilité de repartir avec 50 l de compost gratuitement. Durant l'opération, des animations sont réalisées et des conseils sont prodigués :

- sur le compostage des déchets verts, leur utilité et le paillage de ces mêmes déchets broyés avec des moyens à portée de mains : la tondeuse.
- des démonstrations sur la technique de tonte sans ramassage de l'herbe appelée mulching. La tondeuse mulcheuse coupe la partie haute de l'herbe en petits fragments qui se redéposent uniformément sur la pelouse, pour former un mulch ou du paillis.

Chaque année, ce sont au minimum 300 personnes qui sont sensibilisées à cette occasion. Au vu de l'attente des administrés, il peut être envisagé d'augmenter la durée de cette opération sur un mois au printemps et un mois à l'automne pendant les mois du compost.

- Animations grand public sur des stands

A l'occasion de manifestations grand public telles que les journées des plantes d'Albertas à Bouc-Bel-Air, les forums des associations dans les Communes ou d'autres événements, des animations sont réalisées pour sensibiliser les habitants du Territoire du Pays d'Aix à la limitation de la production de déchets verts. Il s'agit également de faire connaître les effets néfastes sur la santé et sur la qualité de l'air du brûlage des végétaux et de mettre en avant les bénéfices obtenus pour la qualité des sols.

- Formation des référents et des foyers participants dans l'habitat collectif

Le Territoire du Pays d'Aix développe le compostage partagé dans l'habitat collectif. Chaque année, il est réalisé une trentaine d'études de projets de compostage collectif en résidence, en jardin partagé, en maison de retraite, en cuisine centrale communale, en cantine scolaire, etc.... Lors de ces rencontres, chaque candidat est sensibilisé à la nécessité d'utiliser les déchets verts du site sous forme de broyat pour favoriser la formation de compost, d'économiser de l'eau pour l'arrosage ainsi que la protection des plantations l'hiver par le paillage. Le fait d'apporter ces informations aux personnes permet de les faire réfléchir sur leurs souhaits de réaliser du compostage partagé de bio déchets. Les candidats sont des relais d'information au sein de chaque site. Ainsi, ce sont au minimum une soixantaine de personnes qui sont sensibilisées chaque année.

Le broyat nécessaire au compostage des biodéchets des habitants devra être fourni par la société d'espaces verts qui entretient les espaces communs de la résidence. Le Conseil Syndical et le Syndic demanderont au prestataire de laisser sur le site le broyat fourni afin de permettre le compostage des biodéchets des usagers.

Lors de la finalisation d'un projet de compostage collectif, une convention reprend dans un paragraphe spécifique les modalités d'utilisation du broyage des déchets verts du site que les responsables de chaque site doivent mettre en œuvre. Cela permet de sensibiliser les bailleurs et les syndic à cet aspect du projet.

Lors de la mise en service du compostage collectif sur le site, une formation est effectuée auprès des usagers. A cette occasion, les foyers référents et les habitants participant au dispositif sont sensibilisés aux bonnes pratiques et par la suite durant les cafés compost.

• Les différentes formes de compostage

Depuis 15 ans, le Pays d'Aix a incité les habitants de son Territoire à la pratique du compostage quel que soit leur type d'habitat :

- Poursuivre le développement du compostage individuel

Chaque année, 1 500 à 1 800 nouveaux foyers bénéficient d'un composteur individuel en Pays d'Aix. L'objectif était d'équiper 30 % des foyers d'ici 2022, soit 27 000 foyers. Cet objectif a aujourd'hui été atteint avant l'échéance. En 2021, du fait de la communication réalisée sur l'ensemble de la Métropole avec les mois du compost, les enquêtes auprès des foyers équipés, le lancement des autres Territoires de la Métropole dans ce dispositif, il s'avère qu'il y a à nouveau une forte demande sur le Pays d'Aix.

Aussi, il est proposé de fixer un nouvel objectif d'équipement de 40 % des foyers individuels, soit 37 000 foyers d'ici fin 2025 avec un rythme annuel moyen de 2 300 foyers par an :

Nombre de composteurs distribués actuellement	2022	2023	2024	2025	TOTAL
Environ 27 600	2 200	2 300	2 400	2 500	37 000

A titre d'information, en 2021, 2 064 composteurs ont été distribués

Cette augmentation des demandes s'accompagne d'un renfort au niveau de la distribution des composteurs via un prestataire.

- Poursuivre le développement du compostage collectif

Chaque année, le Pays d'Aix équipe une dizaine de sites partagés. Ce sont 81 sites qui sont accompagnés et en fonctionnement à ce jour depuis le démarrage de l'opération.

La prochaine étape consiste à mettre en œuvre des dispositifs innovants dans les parcs, jardins et quartiers : chalets en bois et des composteurs au design innovant et connecté.

Nombre de site installés actuellement	2022	2023	2024	2025	TOTAL
81	14	15	15	20	145

A titre d'information, en 2021, 19 sites ont été équipés

- Poursuivre le développement du lombricompostage individuel

Chaque année, 200 à 300 nouveaux foyers bénéficient d'un lombricomposteur individuel.

Aussi, il est proposé de fixer un nouvel objectif d'équipement de 3 600 lombricomposteurs d'ici fin 2025 :

Nombre de lombricomposteurs distribués actuellement	2022	2023	2024	2025	TOTAL
Environ 2 200	300	350	350	400	3 600

A titre d'information, en 2021, 326 lombricomposteurs ont été distribués

- Opération famille zéro déchets et composteurs innovants

Dans le cadre d'une opération de réduction des déchets, une expérimentation sera organisée auprès de 10 à 20 familles « zéro déchets ». Il leur sera proposé d'expérimenter des nouveaux modèles de composteurs rotatifs permettant un brassage plus efficace du compost. Un accompagnement sera réalisé auprès de ces familles.

- Le broyage des déchets verts
- Démonstration de broyage pendant les mois du compost

Le Pays d'Aix organise 2 fois par an, les mois du compost au printemps et à l'automne sur son Territoire avec des animations sur le compostage. A cette occasion, il sera proposé aux habitants de broyer gratuitement leurs déchets verts dans une plateforme de dépotage des déchets verts ou sur des emplacements mis à disposition par les Communes. En fonction de la place disponible sur les sites, ces opérations de sensibilisation pourront être organisées selon la périodicité suivante :

Plateformes de dépotage des déchets verts du Pays d'Aix	Février à avril	Septembre à novembre
Saint-Cannat	1 semaine	1 semaine
Pertuis	1 semaine	1 semaine
Les Pennes-Mirabeau	1 semaine	1 semaine
Rousset – Plateforme en projet Opérationnelle en 2022	1 semaine	1 semaine
Communes	1 à 7 jours par an	

Il s'agit de faire une démonstration de broyage des déchets verts afin de faire connaître cette pratique aux habitants et inciter les particuliers qui ont de grosses quantités à louer, faire un achat mutualisé ou acheter un broyeur pour leurs propres végétaux. Les habitants qui apportent leurs déchets verts sur ces sites ont la possibilité de ramener du broyat chez eux durant l'opération.

Le marché métropolitain de prestation de service pour réaliser des démonstrations de broyage des déchets verts des habitants devrait être opérationnel au printemps 2022.

Il est prévu une montée en puissance des démonstrations au fil du temps :

Années	2022	2023	2024	2025	TOTAL
Nombre de journées de Démonstration de broyage	45	50	55	60	210

- Prestation de broyage payante à domicile pour les particuliers

Une expérimentation avait été réalisée avec l'association Aix Multi Services sur le Pays d'Aix. Le broyage avait été réalisé auprès de 130 clients en 2 ans. Afin de donner suite à ce dispositif, une nouvelle prestation peut être mise en place avec un marché public. La mission consiste à broyer les végétaux au domicile des particuliers et sur rendez-vous.

Le prestataire intervient au domicile des particuliers avec le broyeur et laisse sur place le broyat obtenu pour une valorisation sous forme de paillage ou en apport carboné pour le compostage. Ce service payant d'environ 30 €/heure peut être proposé à environ 50 à 100 foyers par an.

Les avantages de cette prestation sont :

- D'apporter une solution technique aux particuliers âgés ou ne disposant pas de remorques pour se rendre en déchèterie ;
- Diminuer le nombre de rotations de bennes en déchèteries et la quantité de déchets à traiter ;
- Améliorer les conditions d'accueil en déchèterie, notamment les jours de pointe de fréquentation le week-end par la réduction des apports de déchets verts ;
- Responsabiliser les usagers sur leur production de déchets et sur les alternatives à leur prise en charge par la collectivité grâce à ce dispositif payant.

Cette prestation peut être proposée uniquement au printemps et à l'automne avec des inscriptions faites à l'avance par téléphone, la confirmation d'un volume en m³ à broyer et la définition d'un temps de prestation et le règlement à l'avance par chèque ou carte bleue à la collectivité. A titre d'exemple : une expérience menée gratuitement auprès des habitants est en cours sur la Commune de Gréasque depuis avril 2021.

- Accès à des sites, des plateformes de broyage ou de compostage dans les Communes

Afin de limiter les apports de déchets verts en déchèterie, les habitants avec la mise en place de services ou d'équipements vus précédemment dans la partie « 2 – Les déchets verts des services techniques » peuvent avoir accès à de nouvelles prestations ou équipements dans les Communes. Ils peuvent apporter leurs déchets verts et repartir avec du broyat.

V – MOYENS HUMAINS ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS

1 – Les moyens humains

Il sera à prévoir le recrutement d'un chargé de mission en CDD ou d'un contrat d'apprentissage en alternance afin de venir en renfort de la cellule prévention pour la rédaction des marchés de prestations (AMO, broyage...) et suivre les actions.

2 – Evaluation des résultats avec un MODECOM

Afin de mesurer l'efficacité des dispositifs de compostage déployés sur le Territoire, il est prévu de réaliser des caractérisations simplifiées permettant de mesurer l'évolution de la part des déchets putrescibles et des déchets de jardin dans le gisement d'ordures ménagères. Les objectifs sont d'observer :

- Le gisement de biodéchets dans la poubelle grise : comparer un quartier ou une Commune très équipé(e) en composteurs avec une Commune qui l'est peu.
 - Le gisement de biodéchets et de déchets de jardin dans la poubelle grise : comparer une Commune qui mène un nombre d'actions importantes :
 - déploiement important de composteurs individuels et lombricomposteurs individuels
 - présence de sites de compostage collectif
 - broyage des déchets verts
 - sensibilisation des habitants au broyage et paillage
 - présence d'une déchèterie sur la Commune ou à proximité
- Avec une Commune menant peu d'actions sur ce thème.

Les caractérisations pourront également être réalisées à différentes saisons.

VI – POTENTIEL DE GISEMENT ÉVITÉ

1 – Estimation du potentiel d'évitement pour les professionnels

- **Limitation de l'accès aux déchèteries**

Hypothèses :

- un tiers des apports des végétaux en déchèteries est réalisé par des professionnels

- 20 % de ce tonnage est réorienté progressivement vers les déchèteries professionnelles

Meyrargues :

La déchèterie privée de Meyrargues peut accueillir des professionnels des Communes de Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence et Le Puy-Sainte-Réparate. Les tonnages des végétaux apportés sur les déchèteries du Pays d'Aix sont en 2020 respectivement de 380 T, 3 203 T, 811 T et 463 T, soit un total de 4 857 T.

$$(4\,857/3) \times 0.2 = 300\,T$$

L'ouverture de la déchèterie privée de Meyrargues permettrait de réduire en 2022 de 300 T les apports en déchets verts.

Célony :

La déchèterie privée de Célony peut accueillir des professionnels des Communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Venelles et Saint-Cannat. Les tonnages des végétaux apportés sur les déchèteries du Pays d'Aix sont en 2020 respectivement de 2 802 T, 1 926 T, 5 205 T et 1 849 T, soit un total de 11 992 T.

$$(11\,992/3) \times 0.2 = 800\,T$$

L'ouverture de la déchèterie privée de Célony permettrait de réduire en 2022 de 800 T les apports en déchets verts.

Bouc-Bel-Air :

La déchèterie privée de Bouc-Bel-Air peut accueillir des professionnels des Communes de Bouc-Bel-Air, des Pennes-Mirabeau et de Gardanne. Les tonnages des végétaux apportés sur les déchèteries du Pays d'Aix sont en 2020 respectivement de 5 174, 2 989 T et 2 084 T, soit un total de 10 247 T.

$$(10\,247/3) \times 0.20 = 700\,T$$

L'ouverture de la déchèterie privée de Bouc-Bel-Air permettrait de réduire en 2023 de 700 T les apports en déchets verts.

- **Sensibilisation des professionnels et de leurs clients aux bonnes pratiques**

Ce volet comprend l'impact obtenu suite à :

- la sensibilisation des professionnels,
- les résultats obtenus auprès de leurs clients.

On estime que les déchets verts des professionnels représentent environ un tiers des apports en déchèterie soit environ 10 000 T/an.

Hypothèse : la sensibilisation a un impact à la baisse chaque année sur 0.5 % des tonnages, soit – 50 T/an.

- **Orienter les promoteurs immobiliers vers les bonnes pratiques et formation des bailleurs**

Ce volet comprend l'impact obtenu suite à :

- l'action des promoteurs immobiliers,
- la formation des bailleurs et syndics.

On estime que les déchets verts des professionnels représentent environ un tiers des apports en déchèterie soit environ 10 000 T/an.

Hypothèse : la sensibilisation a un impact à la baisse chaque année sur 0.5 % des tonnages, soit – 50 T/an.

2 – Estimation du potentiel d'évitement pour les services techniques

- **Gestion raisonnée des espaces verts**

On estime que les déchets verts des services techniques représentent plus de 5 000 T/an.

Hypothèse : la sensibilisation a un impact à la baisse chaque année sur 1 % des tonnages, soit – 50 T/an.

- **Développement des broyeurs mobiles**

Hypothèse : 10 T/an

- **Broyeur mutualisé entre Communes**

Sur le Territoire du Pays d'Aix, une Commune de 10 000 habitants produit environ 85 T/an de déchets verts.

Hypothèse : mutualisation entre 2 Communes, soit 170 T.

- **Broyeur des végétaux des services techniques**

Sur le Territoire du Pays d'Aix, une Commune de 10 000 habitants produit environ 85 T/an de déchets verts.

Hypothèse : 1 nouvelle Commune par an, soit 4 à terme, soit 340 T.

- **Plateforme de broyage des déchets verts des services techniques**

Hypothèse : 2 projets qui aboutissent sur une Commune, soit - 450 T.

3 – Estimation du potentiel d'évitement pour les particuliers

- **Sensibilisation aux bonnes pratiques**

On estime que les déchets verts des particuliers représentent environ 22 000 T/an apportés en déchèteries.

Hypothèse : la sensibilisation a un impact à la baisse chaque année de – 30 T/an, soit 120 T.

- **Compostage des déchets verts des particuliers**

Valorisation des déchets verts par compostage : 14 Kg / habitant / an

Moyenne : 2,2 habitants par foyer

Compostage individuel : 2 200 à 2 500 composteurs / an

$(2\,200 \text{ à } 2\,500 \times 2.2 \times 14) / 1000 = - 70 \text{ T/an}$ Soit 300 T avec la montée en puissance

Compostage collectif : 15 sites / an - 300 foyers équipés de bioseaux

$(300 \times 2.2 \times 14) / 1000 = - 10 \text{ T/an}$ Soit 45 T avec la montée en puissance

- **Démonstration de broyage pendant les mois du compost**

Hypothèse :

60 journées de broyage

33 Kg / habitant pratiquant cette gestion / an

30 personnes par journée

60 x 33 x 30 environ 60 T

Hypothèse : montée en puissance chaque année, soit 225 T

4 – Synthèse en baisse de tonnage prévisionnelle

Actions		2022	2023	2024	2025	TOTAL Cumulé des baisse de la période
PROFESSIONNELS	Limitation de l'accès aux déchèteries	- 300 T - 800 T	- 700 T			- 1 800 T
	Sensibilisation aux bonnes pratiques des professionnels et de leurs clients	- 50 T	- 50 T	- 50 T	- 50 T	- 200 T
	Orienter les promoteurs immobiliers vers les bonnes pratiques et formation des bailleurs	- 50 T	- 50 T	- 50 T	- 50 T	- 200 T
SERVICES TECHNIQUES	Gestion raisonnée des espaces verts par les Communes – Chartes - Labels	- 50 T	- 50 T	- 50 T	- 50 T	- 200 T
	Développement de l'usage des broyeurs mobile	- 10 T	- 10 T	- 10 T	- 10 T	- 40 T
	Broyeur mutualisé entre Communes	- 170 T				- 170 T
	Broyage des végétaux des services techniques	- 85 T	- 85 T	- 85 T	- 85 T	- 340 T
	Mise en place de plateformes de broyage des déchets verts des services techniques		- 225 T		- 225 T	- 450 T
PARTICULIERS	Sensibilisation des habitants (individuel et collectif) aux bonnes pratiques	- 30 T	- 30 T	- 30 T	- 30 T	- 120 T
	Poursuite du compostage individuel	- 70 T	- 75 T	- 75 T	- 80 T	- 300 T
	Poursuite du compostage collectif	- 10 T	- 10 T	- 10 T	- 15 T	- 45 T
	Démonstration de broyage	- 45 T	- 50 T	- 60 T	- 70 T	- 225 T
	Prestation de broyage des déchets verts chez les habitants	- 5 T	- 5 T	- 10 T	- 10 T	- 30 T
	Accès à des sites de broyage dans les Communes		- 10 T	- 10 T	- 10 T	- 30 T
Sous total Baisse annuelle		- 1 505 T	- 1 350 T	- 440 T	- 855 T	- 4 150 T

VII – BUDGET

1 – Le Coût des opérations déjà engagées

Dépenses d'investissement annuel	2022 Montant en euros HT	2023 Montant en euros HT	2024 Montant en euros HT	2025 Montant en euros HT	TOTAL en euros HT
2 200 à 2 500 composteurs bois, aérateurs, bioseaux et autocollants	126 000	132 000	137 000	143 000	538 000
10 composteurs pédagogiques	800	800	800	800	3 200
60 composteurs collectifs et bioseaux - Remplacement composteurs cassés	13 000	13 000	13 000	13 000	52 000
300 à 400 lombricomposteurs individuels et vers	23 000	27 000	27 000	30 500	107 500
TOTAL	162 800	172 800	177 800	187 300	700 700

Dépenses de fonctionnement annuel	2022 Montant en euros HT	2023 Montant en euros HT	2024 Montant en euros HT	2025 Montant en euros HT	TOTAL en euros HT
Développement et suivi du compostage collectif	67 000	70 000	75 000	80 000	292 000
TOTAL	67 000	70 000	75 000	80 000	292 000

Recettes de fonctionnement annuel	2022 Montant en euros HT	2023 Montant en euros HT	2024 Montant en euros HT	2025 Montant en euros HT	TOTAL en euros HT
Mise à disposition des composteurs et des lombricomposteurs	25 000	26 500	27 500	29 000	108 000
TOTAL	25 000	26 500	27 500	29 000	108 000

2 – Le Coût des nouvelles opérations à développer

Dépenses d'investissement annuel	2022 Montant en euros HT	2023 Montant en euros HT	2024 Montant en euros HT	2025 Montant en euros HT	TOTAL en euros HT
1 Pavillon de compostage ou dispositif innovant compostage collectif	7 000	15 000	7 000	15 000	44 000
Acquisition de 10 à 20 composteurs rotatifs pour les foyers zéro déchets	3 600				3 600
TOTAL	10 600	15 000	7 000	15 000	47 600

Dépenses de fonctionnement annuel	2022 Montant en euros HT	2023 Montant en euros HT	2024 Montant en euros HT	2025 Montant en euros HT	TOTAL en euros HT
Sensibiliser les professionnels : organisation de journées d'information, de formation à destination des professionnels, des bailleurs	9 000	9 000	9 000	9 000	36 000
Communication Webinaire - Accompagnement - Formation des agents des Communes	6 000	6 000	6 000	6 000	24 000
Etude pour la réalisation de plateforme de compostage	13 000	25 000	25 000	25 000	88 000
Accompagnement de 1 à 2 Communes par an					
Animation – formation des particuliers	13 000	13 000	13 000	13 000	52 000
MODECOM Caractérisation des déchets	30 000	30 000	30 000	30 000	120 000
45 à 60 journées de broyage des déchets verts + sensibilisation	36 000	40 000	44 000	48 000	168 000
Permanence de distribution composteurs	8 000	8 000	8 000	8 000	32 000
Accompagnement famille zéro déchets	2 000	2 000			4 000
TOTAL	117 000	133 000	135 000	139 000	524 000

VIII – AIDES FINANCIÈRES

1 – Les aides pour les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont en partie subventionnées par le dispositif européen LIFE à hauteur de 28%.

2 – Les aides pour les dépenses de fonctionnement

Les aides pour favoriser les pratiques alternatives au brûlage :

Description	Taux d'aide maximum
Étude de diagnostic portant sur la prévention des déchets verts (gestion différenciée des espaces verts et jardinage au naturel) ou sur la gestion de proximité des biodéchets (pré-enquête gestion domestique)	Aide de 70 % Assiette maximum de 50 000 €
Aide à l'investissement pour la gestion de proximité des biodéchets (hors équipement individuels) y compris la communication : compostage partagé, compostage autonome en établissement, compostage à la ferme, autres solutions en « petits » collectifs, broyeurs de déchets verts	Aide de 55 % Assiette maximum de 500 000 €
Aide au changement de comportement : Opérations ponctuelles de communication, de formation et d'animation sur la gestion de proximité (à l'exception des territoires déjà soutenus dans le cadre d'un programme local de prévention)	Taux d'aide maximum : 50 % des coûts éligibles (jusqu'à 70 % dans certains cas)

IX – PLAN DE FINANCEMENT MOYEN ANNUEL EN € HT

1 – Moyenne des dépenses de fonctionnement sur 1 an

Le total du coût des opérations engagées et les opérations nouvelles en fonctionnement est de :
 $292\,000 + 524\,000 = 816\,000$ € sur 4 ans soit
 $204\,000$ € HT par an en moyenne.

Pour chaque poste, il s'agit d'une moyenne annuelle, car il peut y avoir une montée en puissance d'une année sur l'autre.

Catégorie	Désignation	Dépense moyenne par an	Taux de soutien maximal	Montant escompté en € HT	Montant non soutenu en € HT
Professionnels	Sensibiliser les professionnels : organisation de journées d'information, de formation à destination des professionnels, des bailleurs	9 000	50 %	4 500	4 500
Services techniques	Accompagnement des Communes pour diminuer leur gisement de déchets verts	6 000	50 %	3 000	3 000
	Etude pour la réalisation de plateforme de compostage	22 000	70 %	15 400	6 600
Particuliers	Animation – formation des particuliers	13 000	50 %	6 500	6 500
	Développement et suivi du compostage collectif (Partie 1 : diagnostic)	7 000	70 %	4 900	2 100
	MODECOM Caractérisation des déchets	30 000	70 %	21 000	9 000
	45 à 60 journées de broyage des déchets verts + sensibilisation	42 000	50 %	21 000	21 000
	Accompagnement famille zéro déchets	1 000	50 %	500	500
Non éligible	Permanence de distribution composteurs	8 000	Non éligible		8 000
	Développement et suivi du compostage collectif (Partie 2 : non diagnostic)	66 000	Non éligible		66 000
TOTAL		204 000		76 800	127 200

Le montant à autofinancer est de 68 % de la dépense prévisionnelle.

2 – Moyenne de dépenses d'investissement sur 1 an

Le total du coût des opérations engagées et les opérations nouvelles en investissement est de :
 $700\,700 + 47\,600 = 748\,300$ € sur 4 ans soit environ 187 000 € HT par an en moyenne.

Pour chaque poste, il s'agit d'une moyenne annuelle, car il peut y avoir une montée en puissance d'une année sur l'autre.

Catégorie	Désignation	Dépense moyenne par an	Taux de soutien maximal	Montant escompté en € HT	Montant non soutenu en € HT
Particuliers	- 60 composteurs collectifs et bioseaux - Remplacement composteurs cassés	13 000	55 %	7 150	5 850
	1 pavillon de compostage ou Dispositif innovant compostage collectif	11 000	55 %	6 050	4 950
	Acquisition de 10 à 20 composteurs rotatif pour les foyers zéro déchets	900	55 %	495	405
Non éligible	2 200 à 2 500 composteurs bois, aérateurs, bioseaux et autocollants	134 500	Non* éligible*		134 500
	10 composteurs pédagogiques	800	Non* éligible		800
	300 à 400 lombricomposteurs individuels et vers	26 800	Non* éligible		26 800
TOTAL		187 000		13 695	173 305

Le montant à autofinancer est de 93 % de la dépense prévisionnelle.

* Une partie des composteurs individuels, lombricomposteurs individuels et composteurs pédagogiques est déjà financée dans le cadre du dispositif LIFE.

- Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'aix ;

- La délibération n°DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n°DEA 038-8022/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération n°2019_CT2_682 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'Eau 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre un plan d'actions de réduction et de gestion des déchets verts sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan d'actions de réduction et de gestion des déchets verts 2022 – 2025 du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvé le lancement de marchés publics afférents à la mise en œuvre des actions du plan.

Article 3 :

Est poursuivi le fonctionnement de la régie de recettes pour percevoir la participation des habitants pour l'acquisition des composteurs individuels et des lombricomposteurs individuels.

Article 4 :

Est décidé de mettre en œuvre les dispositifs d'aides techniques et financières cités dans le présent rapport.

Article 5 :

Il est pris acte que le financement nécessaire au développement des actions du plan d'actions de réduction et de gestion des déchets verts sera mis en œuvre dans le cadre de chaque exercice budgétaire.

Article 6 :

Des subventions seront sollicitées en vue de l'obtention d'une aide pour le financement du plan d'actions de réduction et de gestion des déchets verts.

Article 7 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 8 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Annexe 10 Collecte et Traitement des Déchets métropolitain.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 079

Attribution d'une subvention à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour l'année 2022 et prise en compte de l'impact de la crise sanitaire sur la réalisation des missions en 2020

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets. Le développement du compostage et l'accompagnement dans cette pratique sont des actions importantes du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône souhaite mettre en œuvre des actions de compostage de proximité sur sa plate-forme de Croq'jardin à La Roque d'Anthéron ainsi que louer un composteur rotatif motorisé.

Pour l'année 2022, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 10.000 € pour son action de compostage.

D'autre part, en raison du COVID 19, de nombreuses associations ont été impactées en 2020 dans la réalisation de leurs projets. L'association a fait part de ses difficultés à atteindre les objectifs prévus initialement. Dès lors, afin de soutenir au mieux les associations, il convient, à titre exceptionnel, d'adapter les modalités et conditions d'intervention du Pays d'Aix en matière d'attribution de subventions pour l'année 2020.

1 - PRÉSENTATION DE LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES FOYERS RURAUX DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Présentation générale

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône fédère 28 associations d'animation et de développement du milieu rural, soit 4 271 adhérents pour 50 Communes rurales des Bouches-du-Rhône. La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône (FDFR 13) mène depuis 70 ans une mission de « Tête de réseau » pour et avec les associations villageoises en développant les axes suivants :

- Développer des actions de partenariat avec les partenaires locaux et territoriaux,
- Créer au sein des villages un service de proximité de soutien aux projets de développement d'activités et d'emplois associatifs,
- Aider les structures associatives implantées en milieu rural à se professionnaliser, afin de développer de nouveaux services, de maintenir et pérenniser l'emploi.
- Favoriser les échanges entre des associations et des porteurs de projets locaux, favoriser la mutualisation des moyens et des ressources (techniques, humaines...).
- Contribuer à rendre le territoire rural attractif à travers le développement de services économiques, sociaux et culturels, dans un souci de meilleure adéquation avec les besoins des nouvelles populations.

Le budget prévisionnel général de l'association hors contributions volontaires est de 297.071 € pour l'année 2022. Les contributions volontaires s'élèvent à 14.000 €.

Le site de Croq'jardin

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône a créé le site de Croq'jardin il y a une vingtaine d'années sur un espace d'un hectare sur la Commune de La Roque d'Anthéron. L'association a développé en 2012 une plate-forme de compostage de proximité afin de valoriser les bio-déchets de producteurs locaux (habitants, commerçants, cuisines collectives de La Roque d'Anthéron).

Elle permet de traiter environ **20 tonnes de bio-déchets et 6 tonnes de déchets verts** d'agriculteurs par an en compost de qualité biologique. Cette installation accueille du public pour des **ateliers de sensibilisation aux techniques de compostage et au jardinage écologique**. D'autre part, elle forme les **porteurs de projets et les référents de sites** souhaitant mettre en place des opérations de compostage sur leurs quartiers, sur leurs Communes ou dans leurs établissements.

2 – PRISE EN COMPTE DE L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR LA RÉALISATION DES MISSIONS DE L'ASSOCIATION DE LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES FOYERS RURAUX POUR L'ANNÉE 2020

Bilan de l'action en 2020

Objectif 1 : Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage
Cet objectif a été réalisé partiellement sur 10 mois (arrêt durant les 2 mois de confinement au printemps). Le résultat est de l'ordre de 15 tonnes traitées en compost pour amender le site pédagogique de Croq'jardin.

Objectif 2 : Broyage des déchets verts en partenariat avec les agriculteurs et les paysagistes
Cet objectif est réalisé, l'association a mutualisé avec les professionnels des espaces verts et les agriculteurs les outils de broyage ce qui a permis de traiter 8 tonnes de déchets verts en compost.

Objectif 3 : Formation au métier du compostage
Avec le réseau GESPER, COMPOS'TERRE et compost citoyen PACA, l'association a assuré comme prestataire, 6 modules « gestion intégrée des déchets verts et toilettes sèches » dans le parcours guides et maîtres composteurs, soit 83 personnes formées sur l'année.

Nombre approximatif de personnes bénéficiaires

- Sur les 10 mois (car le jardin était fermé pendant le confinement au printemps), la fréquentation a été importante, surtout durant l'été et l'automne.
- Des séjours jeunes ont été réalisés pour les centres sociaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de les sensibiliser au « bien manger et bien composter » : 54 adolescents ont été reçus gratuitement.
- Accueil des familles et des visiteurs : 500 adultes environ
- Jeunes : 60 avec les services civiques et les stagiaires
- Formation : 83 personnes
- Participants à la collecte des biodéchets : restaurants (durant périodes d'ouverture, soit environ 6 mois), restauration collective, maison de retraite, cantine scolaire, superette, magasin conserverie, pieds d'immeubles (2 résidences de 50 familles environ) et 16 familles en Drive jardin.

Dates et lieux de réalisation des actions

- Accueil du public : toute l'année sauf durant la période du confinement de printemps.

- L'association a reçu le public sur son site de Croq'jardin à La Roque d'Anthéron.

Atteinte des objectifs

- L'association a partiellement atteint ses objectifs. Compte tenu des périodes de confinement, les manifestations prévues n'ont pu avoir lieu, notamment la fête des 20 ans du jardin, les cuisines participatives d'été et certains ateliers thématiques habituels. Ceci a donc minoré le résultat en terme financier et d'activités de l'association.

Compte tenu de la crise sanitaire, l'association n'a pas réalisé l'intégralité de ses objectifs ce qui explique l'écart entre le prévu et le réalisé.

Compte rendu financier de l'action 2020

Le compte rendu financier de l'année 2020 ne reflète pas le fonctionnement d'une année normale en terme de dépenses, ni en terme de recettes, car il y a eu 2 mois d'activité en moins dû au confinement.

DÉPENSES			RECETTES		
	Prévision	Réalisation		Prévision	Réalisation
Charges directes			Ressources directes affectées à l'action		
60 – Achats			70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	409	2.000
Achat stockés (matières premières, autres)	200	60	73 – Dotation et produits de tarification		
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)	3.000	219			
61 – Services extérieurs			74 – Subvention d'exploitation		
Sous-traitance générale	0	495	Etat	0 €	
Location mobilières et immobilières	1.200	1.200	Région	0 €	
Primes d'Assurances	232	84	Département	4.000 €	0 €
62 – Autres Services extérieurs			Métropole	8.000 €	8.000 €
Rémunérations d'intermédiaire et honoraires	5.000	4.680	Territoire du Pays d'Aix		
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc.)	141	25	Prévention déchets		
Charges indirectes			Ressources propres affectées		
Charges fixes de fonctionnement	2.636	2.725			
TOTAL DES CHARGES	12.409	9.488	TOTAL DES PRODUITS	12.409	10.000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					
86 – Emplois des contributions volontaires en nature			87 – Contributions volontaires en nature		
Secours en nature			Bénévolat	2.000	2.000
Mise à disposition gratuite biens et prestations			Prestation en nature		
Personnel bénévole	2.000	2.000	Dons en nature		
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	14.409	11.488	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	14.909	12.000

Contexte sanitaire

En raison de l'épidémie de COVID 19 en 2020, de nombreuses associations subventionnées par le Territoire du Pays d'Aix ont dû cesser temporairement leur activité, reporter ou annuler leur programme d'action et ont dû faire face aux conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à cette crise sanitaire.

En ce qui concerne les associations accompagnées financièrement, le Territoire du Pays d'Aix a attribué,

avant la date du 13 juillet 2020, date de la fin de l'état d'urgence sanitaire, des subventions au titre de l'exercice 2020 pour la réalisation de projets relatifs à la politique de prévention et gestion des déchets.

L'association a fait connaître les difficultés rencontrées durant la pandémie qui ne lui ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés et sollicite le Territoire du Pays d'Aix afin d'obtenir, à titre exceptionnel, le versement total de la subvention octroyée.

N° GU	Nom association	date attribution	n° délibération	somme attribuée en 2020	Somme justifiée et versée sur l'exercice 2020	Somme demandée dans le cadre de la pandémie
2020-00478	Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	12/12/2019	2019_CT2_686	8.000 €	6.400 € Mandat n°374 et le bordereau en date du 12/02/2020 pour 6 400 €	1.600 €

L'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches du Rhône avait prévu un tonnage de réemploi sur l'année 2020 de 19.5 tonnes. Or, l'activité de l'association a été fortement impactée par la crise sanitaire, le tonnage effectivement réalisé est de 15 tonnes. L'activité de l'association est basée sur l'accueil et la sensibilisation du public sur sa plateforme de compostage à La Roque d'Anthéron, la collecte des biodéchets sur plusieurs points de la Commune et la formation aux métiers du compostage. L'association n'a donc pu réaliser l'intégralité de son objectif car son site a été fermé au printemps 2020 durant le confinement.

L'association a rempli et a fait parvenir au Territoire du Pays d'Aix une déclaration sur l'honneur attestant qu'elle n'a pas été en mesure de mener à bien son projet en totalité en raison de la pandémie COVID 19. Dès lors, conformément aux éléments et à la déclaration sur l'honneur transmis par l'association, il est donc proposé de verser le solde de la subvention de 1.600 €, à titre exceptionnel et dérogatoire permettant à l'association de faire face aux adaptations rendues nécessaires par la crise sanitaire dans l'exercice de son activité.

3 – DESCRIPTION DE L'ACTION 2022

L'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour son projet d'action en 2022 :

Objectifs

- Fonctionnement de la plateforme pédagogique de compostage Croq jardin
- Formations de guides et maîtres composteurs pour les adultes
- Journées d'information tout public sur le compostage et la gestion intégrée des déchets verts
- Tests, expérimentations et transmissions de différentes techniques de compostage et d'utilisation des composts

- Expérimentation d'un nouveau matériel technique grâce à la location d'un composteur rotatif motorisé

Intérêt de l'action

L'action répond au besoin d'augmentation de la pratique du compostage nécessaire à l'horizon 2023, à la demande des habitants pour mieux comprendre les gestes et les bonnes pratiques en terme de gestion des espaces verts. La plateforme de compostage est adossée à un jardin pédagogique où l'association reçoit plus de 1 000 visiteurs par an. Ceux-ci sont en demande d'informations sur les pratiques agro écologiques et le compostage.

Description de l'action

L'association dispose de :

- Une plateforme avec collecte et traitement des biodéchets des habitants (pied d'immeuble, petits commerçants et restaurateurs, cuisine centrale (épluchures)).
- Matériel et installation équipés de différents composteurs
- Journées d'accueil et d'information tout public
- Journées de formations techniques pour les agents des collectivités locales et les associations

Inscription dans le cadre d'une politique publique

Le compost entre dans le cadre réglementaire « Objectif Zéro Déchet », le Plan Climat, le Plan de réduction des Déchets et le Plan Prévention.

Publics bénéficiaires

- Tout Public : environ 1 000 personnes,
- L'association collecte les biodéchets des commerçants, restaurateurs, habitants en résidences, cuisine centrale, issus de la préparation des repas (épluchures de légumes...)
- Enfants et adolescents accueillis dans le cadre des actions pédagogiques.

Moyens humains mis en œuvre

- 3 salariés sont impliqués sur l'action :
 - une personne à 32H/ mois pour assurer la collecte et le traitement
 - une personne à 35H/mois pour assurer le broyage et l'entretien du site
 - un responsable formateur pour assurer les formations, l'animation et la gestion du site
- des jeunes services civiques participent ponctuellement à l'activité

Moyens matériels mis en œuvre

L'association dispose d'une plateforme de compostage équipée de composteur en bois, de véhicules, d'un broyeur, de petits matériels mécaniques et d'une salle de formation. La nouveauté en 2022 est la location d'un composteur rotatif motorisé.

Méthode d'évaluation et indicateurs choisis au regard des objectifs

- Quantité de biodéchets collectés et qualité des composts produits

- Quantité de stagiaires et évaluation personnelle de leurs formations
- Quantité de visiteurs sensibilisés
- Quantité de jeunes et enfants sensibilisés

4 – BUDGET ACTION 2022 PLATEFORME DE COMPOSTAGE

DÉPENSES PREVISIONELLES		RECETTES PREVISIONELLES	
Charges directes		Ressources directes	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	5.800 €
Achat stockés (matières premières, autres) : Carburant véhicule de collecte	300 €	Formations : 500 € / jour Animations : 380 € / jour	
Achats matériel, équipements et travaux : Petits matériels techniques	500 €	73 – Dotation et produits de tarification	
Achats d'études et de prestations de services	0 €		
61 - Services extérieurs		74 – Subvention d'exploitation	
Redevance de crédit-bail : crédit-bail composteur rotatif	2.040 €	Etat	0 €
Location mobilières et immobilières : location garage de stockage matériel	1.200 €	Région	0 €
Entretien et réparation : entretien des machines	200 €	Département	21.236 €
Primes d'Assurances : assurance véhicule + matériel	354 €	Métropole : Territoire du Pays d'Aix - Prévention déchets	10.000 €
62 - Autres Services extérieurs		75 – Autres produits	0 €
Personnel extérieur : vacataire affecté au projet	5.280 €		
Rémunérations d'intermédiaire et honoraires	0 €	76 – Produits financiers	0 €
Publicité, information et publication	0 €		
Déplacements missions	0 €	77 – Produits exceptionnels	0 €
Services bancaires, autres	0 €		
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération	0 €	78 – Reprise sur Amortissements et provisions	0 €
64 - Charges de personnel			
Rémunération des personnels	13.800 €		
Charges sociales	6.142 €		
Autres charges de personnel	1.240 €		
65 - Autres charges de gestion courante	0 €	79 – Transferts de produits	3.305 €
66 - Charges financières	0 €		
67 - Charges exceptionnelles	0 €		
68 - Dotation aux amortissements	0 €		
Charges indirectes		Ressources propres affectées	
Charges fixes de fonctionnement	9.285 €		
Frais financier	0 €		
Autres	0 €		
TOTAL DES CHARGES	40.341 €	TOTAL DES PRODUITS	40.341 €

L'association sollicite 2.000 € de plus que la subvention obtenue en 2021 afin de prendre en charge la location du composteur rotatif motorisé.

5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande de l'association ;

- le solde de 20% après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et du compte rendu financier signé.

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2022 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2022 un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier.

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'association et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ajustement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution du projet sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole sera éventuellement recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Au titre de l'année 2021, l'association avait sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 10.000 €. La collectivité avait répondu favorablement pour un montant de 8.000 €.

En 2022, pour atteindre ces objectifs, l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône sollicite une aide financière de fonctionnement auprès du Territoire du Pays d'Aix de 10.000 €.

L'association souhaite expérimenter un nouvel équipement en louant un composteur rotatif motorisé pour son projet. Au regard des éléments présentés dans le dossier, il est proposé de répondre en partie favorablement à cette demande de subvention et d'attribuer un montant de 9.000 €, soit 1000 € de plus par rapport à 2021.

Le dossier présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget prévisionnel	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
00000 376	Prévention des déchets : compostage	Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône	Compostage	8.000 €	40.341 €	10.000€	9 000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le versement du solde de la subvention 2020 d'un montant de 1 600 € à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône.
- Qu'il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour l'année 2022 au titre de l'action pour sa plate-forme de compostage de proximité à Croq'jardin sur la Commune de La Roque d'Anthéron et la location d'un composteur rotatif motorisé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement du solde de la subvention 2020 de 1 600 € à titre dérogatoire et exceptionnel au regard des impacts de la crise COVID 19 sur ses activités, à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône d'un montant de 9.000 € pour l'année 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe 10 Collecte et Traitement des Déchets métropolitain, en section de Fonctionnement : chapitre : 65, nature : 65748, fonction : 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 080

Attribution d'une subvention à l'association CBE pour l'année 2022

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Comité du Bassin d'Emploi (ci-après CBE) Sud Luberon/ Val de Durance, créée en 1982, est une association loi 1901, reconnue par agrément préfectoral depuis 2004. CBE s'efforce d'articuler les logiques liées aux activités économiques, à

l'aménagement du territoire et au potentiel humain. Son champ d'action sur le Territoire du Pays d'Aix regroupe les Communes de : Pertuis, Saint-Paul-lez-Durance, Jouques, Peyrolles-en-Provence, Meyrargues, Venelles, Le Puy-Sainte-Réparate, Rognes, Saint-Estève-Janson et La Roque-d'Anthéron.

Outre des activités de développement économique ciblées sur le bassin d'emploi du Sud Luberon, l'association CBE est tournée vers des démarches d'économie circulaire. Elle organise notamment des conférences, des ateliers et des expositions sur la gestion des déchets.

En 2021, CBE a été accompagnée par le Territoire du Pays d'Aix afin de lancer l'expérimentation d'un service de gestion des biodéchets « la Tricyclerie Service » en partenariat avec des entreprises et des collectivités. Le Territoire du Pays d'Aix lui a attribué par délibération n°2021_CT2_160 du 8 avril 2021 une subvention d'un montant de 5 000 euros.

Ce projet vise à développer de nouvelles solutions locales pour la collecte et le traitement des biodéchets en faveur de la production de compost de qualité auprès des professionnels. L'action entreprise par l'association entre dans le cadre des mesures mises en place pour la prévention des déchets, le développement de collectes séparatives et des mesures d'accompagnement à destination des professionnels producteurs de déchets d'activités économiques.

Cette action innovante mobilise ainsi aussi bien les producteurs de biodéchets, les bénéficiaires de compost, les collectivités territoriales de la zone concernée ainsi que les associations.

I/ Déroulement du projet :

Phase 1- Mobilisation des acteurs.

Phase 2- Disponibilité des moyens permettant d'assurer la pratique sur le long terme.

Phase 3- Choix de l'implantation et démarrage du site de traitement.

Phase 4 - Suivi et évaluation de la pratique.

Phase 5 - Pérennisation et essaimage.

II/ Bilan de l'année 1 du projet :

L'année 2021 a permis d'enclencher les phases 1 et 2 mais a été impactée par la crise COVID. Les restaurants n'ont pu ouvrir qu'en mai 2021. Trois communes ont été pressenties pour entreprendre cette opération : Venelles, Pertuis et Jouques.

- Bilan du projet sur la Commune de Venelles :

Le projet s'inscrit dans le programme de « Venelles en transition ». La Commune a acté une phase expérimentale sur son Territoire. Dès lors, un travail de recensement, de rencontres et d'information en porte à porte a été effectué auprès de professionnels de la Commune (traiteurs, restaurants, primeurs...).

Un questionnaire et une cartographie ont pu être élaborés.

Par ailleurs, une recherche d'exutoires a été entreprise. Quatre maraichers situés sur le Territoire communal ont été contactés et rencontrés pour accueillir une plateforme de compostage. Deux sont intéressés « Les potagers bios de Saint Hyppo » et « les Jardins de Bibemus/ La ferme de Violaine ».

En parallèle, une étude de terrain pour déterminer le choix du type de plateforme a été réalisée. Celle-ci a démontré l'utilité de partir sur des installations ne dépassant pas 100 tonnes par an de biodéchets.

Concernant le matériel, différentes simulations ont été étudiées, il reviendra en 2022 de convenir des options lorsque les lieux d'implantation seront définis avec la Mairie de Venelles.

- Développement des coopérations

- Septembre 2021 : rencontre de différents acteurs lors de la journée « Réseau Compost Citoyen » ;
- Contact avec la direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités en vue de la création d'un chantier d'insertion pour la collecte des biodéchets et la gestion du compost ;
- Etude de collaboration avec les associations « Ecoscience Provence et le CPIE du Pays d'Aix » afin de labelliser « Restaurateur engagé » les restaurants participants ;
- D'autres partenariats sont à l'étude avec des associations et/ou entreprises portant des projets similaires. A confirmer sur 2022.

- Recherches de partenaires financiers :

Rencontres avec l'ADEME et la Région dans le cadre d'une réponse à l'appel à projets « Généraliser le tri à la source et valoriser les biodéchets en Provence-Alpes-Côte d'Azur ». L'expérimentation pourrait être étendue aux ménages. Cette option devra être intégrée dans une nouvelle phase après étude en 2022.

- Bilan sur les 2 autres Communes : Pertuis et Jouques

La Commune de Jouques a orienté son projet vers un portage par une association de la Commune « Elan Jouques ». Le projet est toujours d'actualité sur la Commune de Pertuis. Il sera mis en œuvre et développé en 2022.

Ainsi les objectifs sur 2021 sont atteints.

III/ Plan d'actions du projet « Tricyclerie Service » pour l'année 2022 : réalisation de l'expérimentation

- Projet sur la Commune de Venelles

Un atelier de concertation est prévu avec la mairie, les restaurateurs et les maraîchers afin de construire le projet en commun.

1^{er} trimestre 2022 :

- Achat du matériel de collecte ;
- Mise en place de la plateforme de compostage ;
- Mise en place du chantier d'insertion ;
- Formation du personnel de collecte et des restaurateurs ;
- Première collecte ;
- Démarrage des procédures pour une demande d'agrément de la plateforme de compostage auprès de la préfecture.

2^{ème} trimestre 2022

- Première analyse du compost en vue d'une future commercialisation.

A titre indicatif : Ci-dessous, volumétrie sur les gisements des biodéchets des professionnels de Venelles souhaitant participer à l'opération. Estimation faite auprès des restaurateurs par le CBE :

Intéressés par la collecte	La Bastide Venelles	rue des Michelons	25kg/sem
	L'Opus	90 av. des Logissons	50kg/sem
	Couleurs Paysannes	35 av. de la Grande Bégude	600kg/sem
	L'Atelier Gourmand	Esp. Cézanne	25kg/sem
	Le Millefeuille	60 av. de la Grande Bégude	180kg/sem
Total 1			880kg/sem
Idée d'un point d'apport volontaire par manque de place	Le Môme	57 av. Maurice Plantier	1000kg/sem
	Le comptoir des Mets	16 rue des Piboules	25kg/sem
	Café Canailles	45 av Maurice Plantier	50kg/sem
Total 2			1075kg/sem
Total 1+ 2			2055kg/sem

- Projet sur la Commune de Pertuis :

1^{er} trimestre 2022

- Recensement des restaurateurs ;
- Travail de sensibilisation ;
- Rencontre avec la mairie ;
- Recherche d'une plateforme de compostage ;
- Démarches pour l'agrément de la plateforme.

2^{ème} trimestre 2022

- Lancement de la première collecte.

Pour atteindre ces objectifs, l'association Comité du Bassin d'emploi (CBE) sollicite pour l'année 2022 une aide financière de fonctionnement auprès du Territoire du Pays d'Aix d'un montant de 20 000 €.

Plan de financement de l'action « Tricyclerie Service » en 2022 :

Charges prévisionnelles	Montants	Recettes prévisionnelles	Montants
Achats	25 200	Vente de produits finis	0
Services extérieurs	3 300	Subventions	
Autres services extérieurs	6000	Etat	10 000
Impôts et taxes		Région	0
Charges de personnel	56 060	ADEME	25 000
Dotation aux amortissements	600	Département	0
		Métropole	
		Pays d'Aix	20 000
		Commune	2 000
		ASP	5 000
		Autres recettes	
		autofinancement	29 160
		Fonds privés	15 000
Total	91 160 €	Total	91 160 €

Pour l'année 2022, le montant cumulé des subventions demandées par l'association auprès du Territoire du Pays d'Aix, au titre de l'économie, de l'insertion Emploi et de la Prévention et Gestion des déchets dépassent le montant de 23 000 euros. Par conséquent il est établi une convention d'objectifs qui est jointe au présent rapport.

Au regard des éléments présentés ci-dessus, il est proposé de répondre en partie favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° dossier	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget prévisionnel global association	Budget prévisionnel global action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2022-00000509	Expérimentation Traitement des biodéchets « Tricyclerie service »	CBE	Economie Et économie circulaire	5 000 €	315 700€	91 160 €	20 000 €	15 000€	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Comité du Bassin d'Emploi de 15 000 € pour l'année 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association Comité du Bassin d'Emploi.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget BP 10 collecte et Traitement des Déchets Métropolitain, en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 081

Attribution d'une subvention à l'association L'Incassable pour l'année 2022

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Incassable est une association dont l'ambition est de développer et coordonner une filière locale de réemploi, et de proposer un service de collecte et de lavage d'emballages alimentaires.

Les principaux objectifs sont les suivants :

- Accompagner les acteurs locaux pour la mise en place de solutions de réemploi d'emballages en verre,
- Mettre en place un service de collecte, de lavage et de distribution d'emballages en verre,
- Développer la sensibilisation sur les enjeux du réemploi et de la réduction des déchets.

L'Incassable a également pour but de favoriser les circuits courts et cherche à créer des emplois locaux.

Il s'agit pour l'association de répondre aux aspects réglementaires contenus d'une part, au sein de la Convention Citoyenne pour le Climat notamment dans la proposition C3 : « Mise en place progressive d'un système de consigne de verre (lavable et réutilisable) jusqu'à une mise en place généralisée en 2025 » et d'autre part dans la Loi AGECL (Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire) dont l'objectif est de mettre 5% des emballages réemployés sur le marché d'ici 2023.

La première expérimentation de L'Incassable a démarré en 2021 sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les acteurs de la production de bière artisanale, vendue principalement auprès des ménages. En 2022, l'association espère développer son action au-delà du territoire métropolitain et l'étendre au niveau départemental.

I/ Bilan du lancement de l'expérimentation 2021 :

L'association a bénéficié en 2021 d'une aide financière du Territoire du Pays d'Aix d'un montant de 5.000€. L'année 2021 a été consacrée au lancement de l'expérimentation sur les Territoires du Pays d'Aix et de Marseille-Provence. Les actions ci-dessous ont été menées durant cette 1^{ère} année.

- Signature des conventions de partenariat producteurs brasseurs
- Mise en place technique producteurs / distributeurs :
 - * création de bouteilles standardisées pour faciliter la collecte et la redistribution
 - * création d'étiquettes standardisées, colle hydrosoluble pour faciliter le lavage
- Achat d'équipements (casiers, futs, meubles de collecte, laveuse bouteilles)
- Étude d'implantation du site de lavage
- Démarrage de la collecte et des actions de sensibilisation

- Stockage des bouteilles collectées avant ouverture du site de lavage
- Mise en place technique du site de lavage
- Ouverture du site de lavage à Vitrolles



Bouteilles
standardisées
à colle
hydrosoluble

Casiers de collecte

Meuble de collecte

Laveuse de bouteilles

2/ Zone géographique concernée en 2021:

Les brasseurs ayant participé à l'initiative se situent principalement sur les Territoires de Marseille-Provence et du Pays d'Aix.

L'expérimentation s'est déroulée sur 7 brasseries :

- Bière de la Plaine, à Marseille
- Zoumaï, à Marseille
- Madame Dusse à Marseille
- Brasserie Artisanale de Provence, à Rousset
- Bulles de Provence, à Aix-en-Provence
- La Minotte, à Vitrolles
- Les Mal'fauteurs à Marseille

20 points de collecte partenaires ont été déployés sur les deux Territoires et notamment, sur le Pays d'Aix, aux Pennes-Mirabeau, à Vitrolles et à Trets.

L'ensemble des objectifs 2021 ont été réalisés.

II/ Objectifs 2022 : Développement et pérennisation de l'opération

➤ Objectifs 2022 :

Objectif n°1 : Développer la filière sur le territoire et sur le département.

- Ouvrir la filière aux producteurs de vin et jus : objectif 25 producteurs
- Equiper de nouveaux points de collecte : objectif 50 points de collecte

Objectif n°2 : Améliorer les taux de retours en magasin pour maximiser le volume de bouteille collecté

- Actions de sensibilisation auprès des citoyens
- Formation et pédagogie en magasin
- Recrutement d'une personne dédiée à la sensibilisation

Objectif n°3 : Optimiser la logistique et réduire les coûts de collecte

- Nouer de nouveaux partenariats de transport
- Mettre en place un lieu de stockage tampon à Aix-en-Provence

➤ **Projet 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix :**

- Les Partenaires brasseurs
 - Brasserie Artisanale de Provence (Rousset)
 - Brasserie La Baroude (Aix-en-Provence)
 - Bulles de Provence (opérationnel fin janvier)
 - Brasserie Aquae
 - Vin Domaine Roustan
- Producteurs brasseurs potentiels identifiés (liste non exhaustive)
 - Brasserie La Petite Aixoise
 - Cave Coopérative de Rousset
 - Les vignerons d'Aix-en-Provence
 - Les vignerons de Granet
 - Les vignerons de Sainte-Victoire

- Les points de vente partenaires
 - Biocoop Rousset
 - Biocoop La Coupagnié (en cours de discussion)
 - Cave du vigneron (Les Milles)
 - Le Tas de Vin (Venelles)
 - Cave de la Vigne et de l'Olivier

- Points de vente potentiels identifiés sur le Pays d'Aix (liste non exhaustive)
 - Couleurs paysannes
 - Cave des ours
 - BOC-DRIVE
 - Petit Paysan
 - Bio C Bon
 - Ma Terre
 - Bio d'Ici

Afin de mettre en œuvre le déploiement de son action, l'association souhaite investir dans l'achat de matériels. A cet effet, L'Incassable va faire l'acquisition de 50 pallox contenant 600 bouteilles, et 2 500 casiers contenant 12 bouteilles pour un montant total de 28.700€.

III/ Plan de financement de l'opération 2022 :

Charges directes	Montants- euros	Ressources directes	Montants- euros
Achats	28 700	Total Métropole	22 422
		- Marseille	10 000
		- Pays d'Aix	12 400
		Aides privées	6 300
Total charges	28 700 €	Total ressources	28 700 €

Pour atteindre ces objectifs, l'association L'Incassable sollicite auprès du Territoire du Pays d'Aix une aide financière en investissement de **12.400 €** correspondant à **43.20%** du montant total de l'achat des 50 pallox et 2500 casiers à bouteilles.

Par ailleurs, il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, l'opérateur a sollicité sur l'exercice 2022 une subvention de 10.000€ auprès du Territoire de Marseille-Provence dans le cadre d'un appel à projet « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation », dont l'association est lauréate en 2021 à savoir : Pour le volet 2 « développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers ».

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes

N° GU	Manifestation/action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget prévisionnel et Global	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2022_00001111	Réemploi du verre	L'Incassable	Réemploi de contenants et emballages alimentaires	5 000	28 700€	12 400€	12 400€	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association L'Incassable une subvention d'un montant de 12.400€ pour l'année 2022.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association L'Incassable de 12.400€ pour l'année 2022.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets métropolitain, en section d'investissement : Chapitre 21, Nature 20421, Fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Cycle de l'eau et assainissement

2022 CT2 082

Approbation de la convention tripartite de versement de la contribution assainissement relative au transport et au traitement des effluents de la Commune de Coudoux

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences obligatoires relatives à la gestion des services publics de l'Eau et de l'Assainissement en lieu et place des communes de son territoire.

Par deux délibérations en date du 29 juin 2015, la Commune de Coudoux a confié à la Société des Eaux de Marseille :

- la gestion de son service assainissement jusqu'au 30 juin 2023.
- la gestion de son service d'eau potable jusqu'au 30 juin 2023.

La Régie des Eaux du Pays d'Aix a été créée au 1^{er} janvier 2019 afin d'assurer la distribution d'eau potable et le service d'assainissement collectif sur le périmètre des communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson, et Venelles. Elle assure le service d'assainissement collectif pour les communes de Châteauneuf le Rouge, Saint-Antonin-sur-Bayon et Fuveau.

Le traitement des effluents de la Commune de Coudoux est effectué par la station d'épuration intercommunale de Coudoux Ventabren Velaux située à l'adresse suivante : 300 chemin de l'Arc - 13111 Coudoux.

Par délibération du Conseil de la Métropole n° TCM-006-1078/21/CM du 19 novembre 2021, la gestion de la station d'épuration intercommunale a été confiée à la Régie des Eaux du Pays d'Aix à compter du 1^{er} janvier 2022.

La facturation ainsi que le recouvrement des redevances d'assainissement collectif, pour la part traitement à la station d'épuration, sont effectués sur la même facture que celle du service public de distribution d'eau potable émanant du délégataire eau potable, la Société des Eaux de Marseille.

Une convention est alors nécessaire entre la Société des Eaux de Marseille, délégataire des services de l'eau et de l'assainissement, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de préciser les conditions techniques, administratives et financières pour le traitement des

effluents de la Commune de Coudoux dans la station d'épuration de Coudoux, Ventabren Velaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-64 du 29 juin 2015 du Conseil municipal de la Commune de Coudoux portant approbation du choix du délégataire de service public de l'assainissement collectif ;
- La délibération n°2015-63 du 29 juin 2015 du Conseil municipal de la Commune de Coudoux portant approbation du choix du délégataire de service public de l'eau potable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° TCM-006-1078/21/CM du 19 novembre 2021 qui a confié la gestion de la station d'épuration intercommunale Coudoux Ventabren Velaux à la Régie des Eaux du Pays d'Aix à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la nouvelle convention tripartite de facturation, de recouvrement et de reversement de la contribution assainissement relative au transport et traitement des effluents de la Commune de Coudoux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, pour la facturation, le recouvrement et le reversement de la contribution assainissement relative au transport et traitement des effluents de la Commune de Coudoux par la Société des Eaux de Marseille à la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 083

Approbation de la convention tripartite de versement de la contribution assainissement relative au transport et au traitement des effluents de la Commune de Ventabren

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences obligatoires relatives à la gestion des services publics de l'Eau et de l'Assainissement en lieu et place des communes de son territoire.

Par une délibération en date du 30 janvier 2008, la Commune de Ventabren a confié à la Société des Eaux de Marseille la gestion de son service assainissement jusqu'au 28 février 2023.

Par une délibération en date du 26 septembre 2012, la Commune de Ventabren a confié à la Société des Eaux de Marseille la gestion de son service d'eau potable jusqu'au 30 septembre 2027.

La Régie des Eaux du Pays d'Aix a été créée au 1^{er} janvier 2019 afin d'assurer la distribution d'eau potable et le service d'assainissement collectif sur le périmètre des communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson, et Venelles. Elle assure le service d'assainissement collectif pour les

communes de Châteauneuf le Rouge, Saint-Antonin-sur-Bayon et Fuveau.

Le traitement des effluents de la Commune de Ventabren, est effectué par la station d'épuration intercommunale de Coudoux Ventabren Velaux située à l'adresse suivante : 300 chemin de l'Arc - 13111 Coudoux.

Par délibération du Conseil de la Métropole n° TCM-006-1078/21/CM du 19 novembre 2021, la gestion de la station d'épuration intercommunale a été confiée à la Régie des Eaux du Pays d'Aix à compter du 1^{er} janvier 2022.

La facturation ainsi que le recouvrement des redevances d'assainissement collectif, pour la part traitement à la station d'épuration, sont effectués sur la même facture que celle du service public de distribution d'eau potable émanant du délégataire eau potable, la Société des Eaux de Marseille.

Une convention est alors nécessaire entre la Société des Eaux de Marseille, délégataire des services de l'eau et de l'assainissement, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de préciser les conditions techniques, administratives et financières pour le traitement des effluents de la Commune de Ventabren dans la station d'épuration de Coudoux, Ventabren Velaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 64 du Conseil municipal de la Commune de Ventabren du 26 septembre 2012, portant approbation de la délégation de service public eau potable ;
- La délibération n°03 du Conseil municipal de la Commune de Ventabren du 30 janvier 2008, portant approbation de la délégation de service collecte assainissement public ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la nouvelle convention tripartite de facturation, de recouvrement et de reversement de la contribution assainissement relative au transport et traitement des effluents de la Commune de Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, pour la facturation, le recouvrement et le reversement de la contribution assainissement relative au transport et traitement des effluents de la Commune de Ventabren par la Société des Eaux de Marseille à la Régie des Eaux du pays d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 084

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune d'Eguilles, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement des voiries de la rue d'Aix, de la Traverse des Jasses et du chemin des Lampis

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable, d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, et de défense extérieure contre l'incendie depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement, d'assainissement pluvial et de défense extérieure contre l'incendie.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est ainsi que dans le cadre de l'aménagement des voiries de la rue d'Aix, de la Traverse des Jasses et du chemin des Lampis par la Commune d'Eguilles, la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial du Territoire du Pays d'Aix a lancé des diagnostics sur les réseaux d'eau potable et d'eaux usées et la desserte incendie qui ont permis de localiser les

zones à requalifier et de définir la nature des interventions à réaliser.

Les travaux sur le réseau pluvial sont intégrés à la convention de Transfert de Maîtrise d'Ouvrage conclue entre la Commune et le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre d'une opération Entrée de Ville.

Les travaux en lien avec les compétences Eau potable, Eaux usées et DECI portent sur le renouvellement de près de 230 mètres linéaires de réseau public de distribution d'eau potable (canalisation, branchements et regards compteurs).

Par ailleurs, ils comprennent le renouvellement de plus de 400 mètres linéaires de réseau public de collecte des eaux usées (collecteur et branchements), comportant également des mises en séparatif de réseau public unitaire existant.

Enfin, ils intègrent également la création de 2 nouveaux poteaux incendie permettant d'améliorer la couverture de défense extérieure contre l'incendie existante sur l'emprise de l'aménagement de voirie.

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à : 572.000,00€HT soit 686.400,00€TTC qui se répartissent comme suit :

- Pour la compétence eau potable : 234.300,00€HT
- Pour la compétence eaux usées : 324.500,00€HT
- Pour la compétence DECI : 13.200,00€HT

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT (€)
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Contrat Métropolitain (30% du montant HT des études et travaux du réseau d'eaux usées impacté par les eaux claires parasites – montant des études et travaux : 111 100€HT)	6 %	33 330,00
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant €HT des études et travaux du réseau d'AEP (234.300,00€HT), du réseau EU non impacté par les eaux claires parasites (213.400,00€HT) et de la DECI (13.200,00€HT) 50% du montant €HT des études et travaux du réseau EU impacté par les eaux claires parasites (111.100,00€HT))	74%	424 270,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	114.400,00
TOTAL HT	100 %	572.000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement des voiries de la rue d'Aix, de la Traverse des Jasses et du chemin des Lampis sur la Commune d'Eguilles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à l'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement des voiries de la rue d'Aix, de la Traverse des Jasses et du chemin des Lampis sur la Commune d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune d'Eguilles de l'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement des voiries de la rue d'Aix, de la Traverse des Jasses et du chemin des Lampis.

Le montant prévisionnel des études et travaux pour cette opération s'élève à 572.000,00€HT soit 686.400,00€TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,
- le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182908 nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 085

Approbation du lancement des études pour l'établissement du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial (DEAP) du Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser un Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées (SDEU) sur les Communes actuellement en délégation de service public qui constituent son périmètre d'intervention.

Ce document est en effet un outil central dans l'exercice de la compétence assainissement des eaux usées, car il a pour but d'une part de doter la DEAP d'un programme de travaux détaillé et cohérent avec les capacités d'investissement du Territoire, et d'autre part de répondre aux attentes de

la loi en matière de diagnostic du patrimoine (article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015).

Ce SDEU se présente sous la forme d'une étude d'ampleur, qui doit permettre :

- Le diagnostic précis et complet des infrastructures de collecte, de transport et de traitement des eaux usées, dans l'objectif de mettre en exergue les dysfonctionnements et anomalies qui mettent les systèmes d'assainissement en état de non-conformité vis-à-vis des réglementations nationale et européenne. Ce diagnostic doit être mené :
 - d'une part par l'analyse de l'état actuel, à travers l'exploitation des études passées disponibles et des données d'autosurveillance issues des délégataires de service public ;
 - d'autre part par l'acquisition d'informations *in situ* via la réalisation de campagnes de mesures et d'investigations sur les réseaux d'assainissement ;
 - et enfin par la mise en situation du patrimoine actuel à un horizon 20 ans, en tenant compte des évolutions démographiques projetées et des développements urbanistiques fléchés par les documents officiels (PLU, PLUi, PLH, SCoT) ;
- La proposition d'actions dont la réalisation doit permettre de pallier les problématiques ainsi mises en valeur ;
- La mise en place d'un programme de travaux pluriannuel et hiérarchisé que la DEAP mettra en œuvre afin de tendre vers la conformité réglementaire de ses systèmes d'assainissement.

Il doit par ailleurs être l'occasion de produire un Zonage d'Assainissement à l'échelle du Territoire, harmonisé pour toutes les Communes et cohérent avec le futur PLUi, dont l'approbation devrait avoir lieu avant la fin de l'étude de SDEU. Ce Zonage est un document essentiel, car il constitue une annexe sanitaire du document d'urbanisme opposable aux tiers.

En outre, la DEAP souhaite profiter du SDEU pour réaliser le levé topographique de la totalité des regards de son réseau d'assainissement. Cet élément de mission a pour objectifs :

- De doter la DEAP d'un outil d'aide à la décision de ses agents et de tous ses partenaires (prestataires, délégataires de service public, entreprises de travaux, etc...) ;
- De doter la DEAP d'un outil de recensement et de localisation exhaustif et précis, indispensable à la fiabilisation des interventions sur les réseaux, et contribuer ainsi au maintien de la continuité de service ;

- De se conformer à la réglementation anti-endommagement (dite « loi DT-DICT ») qui impose aux concessionnaires de réseaux non-sensibles de disposer de plans de leurs infrastructures en classe A à compter de janvier 2026.

Enfin, le SDEU sera un outil d'aide à la définition d'un niveau de tarification cohérent avec les besoins d'investissements.

Le montant total prévisionnel de l'étude de Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées du Territoire du Pays d'Aix s'élève à 1.500.000,00€HT soit 1.800.000,00€TTC, pour une durée d'exécution du marché estimée à 42 mois.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Programme de financement « Contrat Métropolitain » (50% du montant €HT)	50 %	750 000,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	750 000,00
TOTAL €HT	100 %	1 500 000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le lancement des études pour la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées du Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement des études pour l'établissement du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées du Territoire du Pays d'Aix.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 1 500 000,00 € HT soit 1.800.000,00 € TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 2031

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 086

Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la Commune d'Aix-en-Provence – Programme 2022

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

A cette fin, les articles L.2422-5 à 11 du Code de la commande publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

En 2022, la Commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la Commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections futures de voirie. Le détail de ces

travaux est repris dans la convention jointe à ce présent rapport.

Les études et travaux pour cette opération ont été estimés à : 1.200.000,00HT soit 1.440.000,00TTC

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant €HT)	80%	960 000,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	240 000,00
TOTAL HT	100 %	1 200 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux par la Commune d'Aix-en-Provence sur son territoire dans le cadre du programme 2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation de travaux pluviaux par la Commune d'Aix-en-Provence sur son territoire dans le cadre du programme 2022.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 1.440.000,00€TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Fonction 734, Autorisation de Programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 087

Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux quartiers Cardelines et Croy sur la Commune des Pennes-Mirabeau

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action

publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, les communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

A cette fin, les articles L.2422-5 à 11 du Code de la commande publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales de la Commune des Pennes-Mirabeau, ont été définies 14 fiches d'aménagements visant à améliorer la gestion des eaux pluviales pour une occurrence décennale sur des secteurs à enjeux et à assurer, ainsi, la sécurité des riverains soumis aux débordements réguliers du réseau existant.

Aujourd'hui, il a été arrêté avec la Commune la mise en œuvre des fiches aménagements 3 et 14 dudit schéma directeur dès le premier semestre 2022.

La fiche 3 consiste à dilater environ 110ml de canalisation existante de diamètre 400 mm et de poser une nouvelle canalisation de diamètre 600 mm sur l'avenue Arthur Rimbaud, quartier des Cardelines.

La fiche 14 consiste à remplacer 30ml de canalisation existante de diamètre 500 mm/ 800 mm par un cadre de section 1mx0,80m au niveau de la traversée du chemin des Pinchinades, quartier du Croy.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces études et ces travaux est estimée à 163.000,00€HT, soit 195.600,00€TTC, répartie comme suit :

- fiche 3 - 86.000,00€HT, soit 103.200,00€TTC,
- fiche 14 - 77.000,00€HT, soit 92.400,00€TTC,

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT (€)
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant €HT)	80%	130.400,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	32.600,00
TOTAL HT	100 %	163.000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux quartiers des Cardelines et du Croy sur la Commune des Pennes-Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

**Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux quartiers des Cardelines et du Croy par la Commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation de travaux pluviaux quartiers des Cardelines et du Croy par la Commune des Pennes-Mirabeau.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 163.000,00€HT, soit 195.600,00€TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire de Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Fonction 734, Autorisation de Programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 088

Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation, par la Commune de Pertuis, de travaux de réhabilitation du réseau pluvial avenue Maréchal Leclerc

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

A cette fin, les articles L.2422-5 à 11 du Code de la commande publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Au cours de l'année 2021, des déformations importantes de la chaussée ont été constatées sur l'avenue Marechal Leclerc par les services techniques de la Commune de Pertuis. Les différentes inspections caméra du réseau pluvial réalisées ont permis d'identifier l'origine des sinistres, de localiser les zones à requalifier et de définir la nature des interventions à réaliser.

Le réseau d'assainissement pluvial de l'avenue Maréchal Leclerc a, par ailleurs, connu différentes phases de réhabilitation lors des années précédentes. A ce jour, le tronçon compris entre la rue Samat Mikaelly et la rue Giraud n'a pas fait l'objet d'intervention.

Ainsi, il s'avère nécessaire de réaliser par le biais d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée la réhabilitation du réseau d'eaux pluviales et de ses équipements sur l'avenue Maréchal Leclerc à Pertuis comprenant la reprise des canalisations du collecteur principal du réseau pluvial et des regards de visites.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 68.000,00€HT soit 81.600,00€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant €HT)	80%	54 400,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	13 600,00
TOTAL HT	100 %	68 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de réhabilitation du réseau pluvial avenue Maréchal Leclerc par la Commune de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de réhabilitation du réseau pluvial avenue Maréchal Leclerc par la Commune de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation de travaux de réhabilitation du réseau pluvial avenue Maréchal Leclerc par la Commune de Pertuis.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 68 000 €HT soit 81.600,00 €TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Fonction 734, Autorisation de Programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2022 CT2 089

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune de Venelles, de travaux de création du réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Jas de Violaine

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est ainsi que dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Jas de Violaine, la Commune de Venelles a mis en évidence la nécessité de créer un réseau de collecte des eaux pluviales.

Les travaux projetés porteront sur la création d'un réseau de diamètre 400mm sur un linéaire de 180m.

Les études et travaux pour cette opération ont été estimés à 62.000,00€HT soit 74.400,00€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant €HT)	80%	49 600,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	12 400,00
TOTAL HT	100 %	62 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour des travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Jas de Violaine à Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 16 février 2022.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative aux travaux de création du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Jas de Violaine à Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Venelles de travaux de création du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Jas de Violaine.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 62.000,00€HT, soit 74.400,00€TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Fonction 734, Autorisation de Programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Institution

2022 CT2 090

Motion de soutien au peuple ukrainien

Depuis le déclenchement du conflit ukrainien en 2014, la population du Donbass, notamment, vit dans des conditions instables et précaires.

Le lancement d'une invasion de l'armée russe le 24 février 2022, d'abord à l'est de l'Ukraine, puis dans le pays tout entier, constitue une violation des conventions internationales et a des conséquences directes sur le quotidien du peuple ukrainien.

Cette situation de précarité ne cesse de s'intensifier et le peuple ukrainien a besoin d'eau, de produits de première nécessité, de matériel médical, de premiers secours et de soutien psychosocial. Un élan de solidarité des ONG, de l'Europe et de nations du monde entier s'organise.

Face à l'intervention militaire du régime russe sur le territoire ukrainien, nos communes et nos territoires doivent se mobiliser et condamner l'emploi de la force pour l'invasion d'un pays par un autre.

Le Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a dénoncé les atteintes aux droits humains dans l'ensemble de l'Ukraine.

De son côté, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé ce lundi 28 février, l'ouverture « aussi vite que possible » d'une enquête sur la situation en Ukraine, évoquant des « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité ».

Aussi,

- Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, souhaite réaffirmer le droit des peuples à vivre en paix dans le respect de la Démocratie.
- Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix déclare l'urgence impérieuse de recourir à la diplomatie pour tenter de mettre fin aux actes de guerre sur le sol ukrainien.
- Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix apporte son soutien plein et entier au peuple ukrainien et appelle à l'arrêt des frappes militaires russes dans l'ensemble du Pays.
- Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix déclare par ailleurs apporter un soutien financier à venir au secteur associatif ou au volontariat qui aurait vocation à apporter son concours à l'accueil de populations ukrainiennes chassées par la guerre et qui souhaiteraient s'établir dans les communes du Pays d'Aix.

Vote sur la motion

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité la motion ci-jointe et la transforme en délibération.